

Rapport annuel sur l'efficacité du développement 2004

Contributions de la Banque
à la réduction de la pauvreté



DEPARTEMENT DE L’EVALUATION DES OPERATIONS

PROMOUVOIR L’EFFICACITE DU DEVELOPPEMENT GRACE A L’EXCELLENCE ET A L’INDEPENDANCE EN MATIERE D’EVALUATION

Le Département de l’évaluation des opérations (OED) est un organe indépendant au sein de la Banque mondiale ; il relève directement du Conseil des administrateurs de la Banque. L’OED détermine si les actions menées sont couronnées de succès ou non. Il évalue en outre les mesures envisagées par un emprunteur pour exécuter un projet et en assurer la pérennité, ainsi que la contribution durable de la Banque au développement général d’un pays. L’évaluation a pour but de tirer les leçons de l’expérience acquise, de fournir une base objective pour évaluer les résultats de l’intervention de la Banque, et de favoriser la mise en jeu de sa responsabilité dans la réalisation de ses objectifs. L’OED facilite également le travail de la Banque en recensant et en diffusant les enseignements dégagés de l’expérience passée ainsi qu’en formulant des recommandations fondées sur les conclusions des évaluations.

PUBLICATIONS DE L’OED

Série d’études

Le Rapport annuel sur l’efficacité du développement 2003 : l’efficacité de l’appui de la Banque en matière de réforme

Application dans l’agriculture : l’expérience du Kenya

Le soutien à la transition en Russie : un défi nouveau

Bangladesh : le partenariat comme source de progrès

La fin des eaux troubles : évaluation de la stratégie de la Banque mondiale en matière de ressources en eau

Le CGIAR : une méta-évaluation indépendante du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale

L’allègement de la dette des pays les plus pauvres : une étude menée par l’OED sur l’Initiative PPTE

Le développement des villes : les enseignements du Brésil et des Philippines

La volonté de partenariat : la coordination de l’aide et la Banque mondiale

Réforme dans le secteur financier : une étude de l’aide de la Banque mondiale

Financer les avantages globaux liés au secteur forestier :

le portefeuille de la Banque auprès du FEM et la stratégie d’application de politique du secteur forestier en 1991

Gestion budgétaire et prêts d’ajustement dans le cadre du partenariat avec l’AID pour lutter contre la pauvreté :

améliorer les conditions de vie des plus démunis grâce à l’investissement urbain

Inde : la révolution du secteur laitier

Infrastructure en matière d’information : l’expérience de la Banque mondiale

Investir dans la santé : efficacité du développement dans les domaines de la santé, de la nutrition et de la population

Jordanie : soutenir la stabilité du développement dans une région difficile

Lesotho : le développement dans un environnement difficile

Les sexesécificités au cœur du programme de prêt de la Banque mondiale : une mise à jour

La prochaine étape : une évaluation du Programme d’aide rurale de l’Aga Khan au Pakistan

Les organisations non gouvernementales dans le cadre des projets de soutien de la Banque mondiale : une étude

Etude de l’aide-pays en Pologne : un partenariat dans une économie en transition

La réduction de la pauvreté dans les années 1990 : une évaluation des stratégies et des résultats

L’énergie au secours du développement :

Une étude portant sur l’expérience de la Banque mondiale avec la participation du secteur privé dans le secteur de l’électricité

Promouvoir la pérennité de l’environnement dans le développement

Les réformes dans l’agriculture : la Banque mondiale affirme son rôle

Le partage des connaissances : innovations et défis à relever

Les fonds sociaux : évaluation de l’efficacité

Ouganda : politiques, participation et rôle des individus

L’expérience de la Banque mondiale en matière de reconstruction post-conflit

La stratégie de la Banque mondiale dans le secteur forestier : trouver le bon équilibre

Etude de l’aide-pays en Zambie : le redressement d’une économie

Série sur l’évaluation des études de cas par pays

Bosnie-Herzégovine : la reconstruction post-conflit

Brésil : le poids des forêts : les défis posés par la préservation et le développement

Cameroun : le développement du secteur forestier dans une économie au contexte politique difficile

Chine : du boisement à la réduction de la pauvreté et à la gestion du parc forestier naturel

Costa Rica : la stratégie du secteur forestier et l’évolution de l’utilisation des terres

Salvador : la reconstruction post-conflit

Inde : réduire la pauvreté grâce au développement forestier

Indonésie : les défis du rôle de la Banque dans le secteur forestier

Ouganda : la reconstruction post-conflit

Actes

Politiques publiques et programmes dans le monde : Conséquences sur le financement et l’évaluation

Enseignements des prêts d’ajustement

Enseignements tirés du transport urbain

Evaluer les sexesécificités de l’aide de la Banque mondiale et leurs conséquences

Evaluation et développement : une dimension institutionnelle (Transaction Publishers)

Evaluation et réduction de la pauvreté

Contrôle et évaluation Le développement des capacités dans le secteur public en Afrique

Performance—Le rôle critique de l’évaluation

Editions multilingues

Allègement de la dette pour les plus pauvres : Examen OED de l’initiative PPTE

Appréciation de l’efficacité du développement :

L’évaluation à la Banque mondiale et à la Société financière internationale

Determinar la eficacia de las actividades de desarrollo :

La evaluación en el Banco Mundial y la Corporación Financiera Internacional

Côte d’Ivoire : Revue de l’aide de la Banque mondiale au pays

Filipinas: Crisis y oportunidades

Reconstruir a Economia de Moçambique

Содействие России в переходе к рыночной экономике: беспрецедентная задача

http://www.worldbank.org/oed



Rapport annuel sur l'efficacité du développement 2004

Contributions de la Banque
à la réduction de la pauvreté



© 2005 The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433, Etats-Unis
Téléphone : (+1) 202-473-1000
Site Web : www.worldbank.org
E-mail : feedback@worldbank.org

Tous droits réservés
Produit aux Etats-Unis d'Amérique

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce rapport sont ceux de leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil des administrateurs de la Banque mondiale ni celles des Etats que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans le présent document. Les frontières, couleurs, dénominations ou toute autre information utilisées sur une carte du rapport n'impliquent aucune opinion de la part de la Banque mondiale quant au statut juridique de tout territoire, ni aucune prise de position en faveur de telles frontières ou leur reconnaissance.

Droits et autorisations

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. La reproduction et/ou transmission de l'intégralité ou de parties de ce document sans autorisation peut constituer une violation des lois en vigueur. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses études et normalement accorde les autorisations nécessaires dans les plus brefs délais.

Pour obtenir l'autorisation de photocopier ou de reproduire tout passage de cette publication, veuillez adresser votre demande en fournissant tous les renseignements nécessaires au Copyright Clearance Center, Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923, Etats-Unis d'Amérique, téléphone : (+1) 978-750-8400, télécopie : +1-978-750-4470, site Web : www.copyright.com.

Pour tout autre renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, envoyez votre demande à l'adresse suivante : Office of the Publisher, World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, Etats-Unis d'Amérique, télécopie : (+1) 202-522-2422, e-mail : pubrights@worldbank.org.

Photo de couverture : Burkina Faso, enfants sur le chemin de l'école, portant leurs livres de classe sur la tête. Photo réalisée par Ron Giling/Lineair/Peter Arnold, Inc.

ISBN 0-8213-6303-4
e-ISBN 0-8213-6304-2

InfoShop de la Banque mondiale
E-mail : pic@worldbank.org
Téléphone : (+1) 202-458-5454
Télécopie : (+1) 202-522-1500

Département de l'évaluation des opérations
Programmes d'apprentissage et développement
des capacités en matière d'évaluation (OEDKE)
E-mail : eline@worldbank.org
Téléphone : (+1) 202-458-4497
Télécopie : (+1) 202-522-3125



Imprimé sur papier recyclé



Table des matières

vii	Remerciements
ix	Avant-propos
xi	Synthèse
xii	Principales conclusions
xvii	Acronymes et abréviations
1	1 Réduction de la pauvreté
1	1 Des progrès inégaux et irréguliers en matière de réduction de la pauvreté
2	2 Croissance économique et réduction de la pauvreté
3	3 Stratégie de la Banque pour contribuer à la réduction de la pauvreté
5	5 Domaines d'action de ce rapport annuel
7	2 Evaluation de l'approche consistant à mettre l'accent sur la pauvreté au niveau de l'entreprise
7	7 Modèles d'entreprise par pays et programmes mondiaux
7	7 <i>Pays à faible revenu</i>
9	9 <i>Pays à revenu intermédiaire</i>
10	10 <i>Programmes mondiaux</i>
10	10 Stratégies d'aide-pays
10	10 Instruments
10	10 <i>Instruments de prêt</i>
11	11 <i>Etudes analytiques</i>
15	3 Efficacité du développement à l'échelle des pays
15	15 Résultats globaux au niveau de la croissance, de la pauvreté et de l'aide de la Banque
16	16 Principaux facteurs déterminant le niveau de satisfaction des résultats
16	16 <i>Stabilité macroéconomique</i>
19	19 <i>Pertinence des stratégies-pays de la Banque</i>
22	22 <i>Adbésion des pays au programme de réformes</i>
24	24 Etudes économiques et sectorielles
24	24 Suivi de la pauvreté

27	4	Créer un climat favorable aux investissements, à la création d'emplois et à la croissance durable
	27	Institutions et croissance économique
	29	Stratégies et aide de la Banque
	29	<i>Stratégies sectorielles</i>
	30	<i>Etudes analytiques</i>
	32	<i>Prêts de la Banque</i>
	32	Contraintes clés pour obtenir des résultats positifs
	32	<i>Economie politique nationale</i>
	34	<i>Capacité du secteur public</i>
	36	<i>Corruption dans le secteur public</i>
	38	<i>Industries d'extraction</i>
41	5	Responsabiliser les pauvres pour qu'ils participent au développement et s'y investissent
	41	Augmentation des capacités des pauvres
	42	<i>Dépenses dans le secteur social et réduction de la pauvreté</i>
	42	<i>Atteindre les populations démunies et répondre à leurs besoins</i>
	43	<i>Objectifs et pérennité des résultats</i>
	44	<i>Réformes sur les dépenses publiques et performance du secteur social</i>
	45	<i>Qualité des études analytiques</i>
	45	Responsabilisation des pauvres
	46	<i>Mise en oeuvre d'activités de développement social</i>
	46	<i>L'impact sur la pauvreté des interventions relatives au développement social</i>
	47	<i>Pérennité des activités de développement social</i>
	47	<i>Décentralisation</i>
	48	<i>Activités participatives dans le cadre de l'aide de la Banque</i>
51	6	Conclusions
55		Annexes
	57	A : Performance des projets
	69	B : Croissance économique et insuffisance de revenus
	73	C : Tableaux statistiques
	107	D : Commentaires de la Direction
	111	E : Résumé du Président : Comité sur l'efficacité du développement (CODE)
107		Notes
113		Références
		Points essentiels de l'évaluation
	2	Points essentiels de l'évaluation 1
	8	Points essentiels de l'évaluation 2
	16	Points essentiels de l'évaluation 3
	28	Points essentiels de l'évaluation 4
	42	Points essentiels de l'évaluation 5
		Encadrés
	5	1.1 La Stratégie de lutte contre la pauvreté de 1991 a amélioré le travail opérationnel de la Banque
	8	2.1 L'Initiative de la stratégie pour la réduction de la pauvreté a apporté une valeur ajoutée au programme sur la pauvreté . . . mais est encore en cours d'élaboration

- 11 2.2 Les programmes pays de la Banque pourraient renforcer leur approche axée sur les résultats
- 13 2.3 Les évaluations sur la pauvreté représentent un outil utile, mais peuvent être encore améliorées
- 19 3.1 Un échelonnement approprié des réformes macroéconomiques est la clé de la réussite
- 21 3.2 La Banque a rencontré quelques difficultés dans le cadre de la réforme bancaire en Chine
- 23 3.3 La Banque a besoin de faire attention aux revirements de situations
- 25 3.4 Une bonne connaissance du pays est importante notamment pour les emprunteurs nouveaux ou anciens ainsi que pour les réformateurs de politiques de coup de frein et d'accélérateur
- 33 4.1 Le micro-financement est un outil de réduction de la pauvreté à fort potentiel et qui est peu évolutif
- 35 4.2 Le Pakistan et le Bangladesh : L'engagement du gouvernement peut être déterminant
- 35 4.3 Qu'apporte (parfois) une crise (imminente) ?
- 37 4.4 Le Mozambique adopte une approche intégrée pour réformer son secteur public
- 44 5.1 L'acquisition des connaissances compte . . . dans le contexte d'une réforme sectorielle
- 45 5.2 Les programmes mondiaux de contrôle des maladies exploitent les possibilités des systèmes de distribution des soins
- 46 5.3 Les thèmes sur le développement social englobent un vaste série d'activités
- 48 5.4 Cibler les ménages les plus démunis constitue un défi de taille
- 49 5.5 Les projets participatifs ne responsabilisent pas nécessairement les pauvres

Schémas

- 3 1.1 L'extrême pauvreté a régressé en Asie et a augmenté en Afrique
- 4 1.2 La croissance économique a une incidence notable mais variable sur la pauvreté
- 4 1.3 La croissance économique rapide reste hors d'atteinte pour la majorité des pays clients de la Banque
- 9 2.1 Les pays sortant d'un conflit ont bénéficié de niveaux d'aide bien différents
- 12 2.2 Les opérations de prêts de la Banque aux fins du développement humain connaissent leur croissance la plus rapide depuis 2000
- 12 2.3 Les projets d'investissement ayant mis l'accent sur les thèmes du développement humain et social ont obtenu les meilleures notes en terme de résultat
- 17 3.1 La réduction de la pauvreté est fortement associée à la croissance économique
- 18 3.2 Même certains des pays ayant obtenu des résultats modestes à médiocre sont satisfaits compte tenu des objectifs des SAP y afférents
- 20 3.3 Les SAP dans les pays en transition ont ensuite consisté à adopter une approche explicite axée sur la pauvreté
- 20 3.4 L'OED a conclu que la plupart des stratégies d'aide-pays étaient assez ou très pertinentes
- 21 3.5 Les prêts de la Banque ont généralement reflété la situation dans le pays
- 28 4.1 Comment un climat d'investissement positif et des institutions de qualité dans le secteur public contribuent-ils à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté
- 29 4.2 La qualité des institutions du secteur public est supérieure dans les pays ayant affiché de bons résultats et dans ceux en transition

- 29 4.3 La qualité des institutions publiques s'est considérablement améliorée dans les pays en transition entre 1996 et 2002
- 31 4.4 Les pays ayant affiché de bons résultats ont moins emprunté auprès de la Banque pour pouvoir privatiser
- 33 4.5 Les opérations de prêts au profit des services d'infrastructure ont rebondi au cours des cinq dernières années
- 34 4.6 Les projets sur le climat d'investissement et le secteur financier ont mieux fonctionné que la moyenne
- 37 4.7 La corruption dans le secteur public reste très enraciné dans l'ensemble des trois groupes de pays
- 42 5.1 Les prêts de la Banque au profit de l'éducation, de la santé et des autres services sociaux ont augmenté de manière importante
- 43 5.2 Les projets dans le secteur social obtiennent des résultats aussi bons, sinon meilleurs, que la moyenne de la Banque

Tableau

- 6 1.1 Croissance durable et responsabilisation : les deux piliers des tableaux sur la Stratégie 2001 de réduction de la pauvreté



Remerciements

Ce rapport a été réalisé par une équipe dirigée par Chris Gerrard. Shonar Lala, Mirafe Marcos, Rupa Ranganathan et Robert Subrick comptent parmi les membres de l'équipe principale.

Nous tenons à remercier les nombreux collaborateurs de l'OED pour leur participation et à saluer les précieux commentaires apportés par les collaborateurs de la Banque parmi lesquels : James Adams, Ipek Alkan, Luca Barbone, Jan Bojo, François Bourguignon, Aline Coudouel, Todd Crawford, Brigitte Duces, Jean-Jacques Dethier, Shahrokh Fardoust, Marisa Fernandez-Palacios, Prem Garg, Nidhi Khattri, Philip Keefer, Ali

Mansoor, Anil Markandya, Gisu Mohadjer, Tawhid Nawaz, Maryvonne Plessis-Fraissard, Martin Ravallion, Sudhir Shetty, Mark Sundberg, Hasan Tuluy et John Underwood.

Jeffrey Hammer et Ravi Kanbur ont contribué en tant que conseillers-pairs.

William B. Hurlbut et Julia Akumu Ooro ont aidé l'équipe dans la production de ce rapport. Caroline McEuen a édité le rapport à des fins de publication.

Ce rapport a été réalisé sous la direction de Victoria Elliott, Responsable des Evaluations et méthodes institutionnelles de l'OED.

Directeur général par intérim, Evaluation des opérations : *Ajay Chhibber*
Directeur par intérim, Département de l'évaluation des opérations : *R. Kyle Peters*
Responsable, Evaluations et méthodes institutionnelles : *Victoria Elliott*
Directeur de projet : *Chris Gerrard*



Avant-propos

Le mandat et la mission de la Banque mondiale consistent à lutter contre la pauvreté. Pour arriver à ces fins, la Banque fournit des moyens financiers, un savoir et des connaissances ainsi que des conseils aux pays membres emprunteurs, tout en essayant d'adapter cet ensemble particulier d'instruments aux défis que chaque pays doit relever. La Banque a développé une approche de réduction de la pauvreté multidimensionnelle, dépassant la notion d'insuffisance des revenus et prenant en compte des facteurs tels que le développement humain, la sécurité, l'information et l'expression d'opinion ainsi que la participation.

Le Rapport annuel sur l'efficacité du développement 2004 examine l'évolution de la croissance et de la réduction de la pauvreté dans les pays clients. Il évalue la contribution des interventions de la Banque, prenant comme cadre de référence la stratégie 2001 de réduction de la pauvreté de la Banque. Ce Rapport annuel sur l'efficacité du développement étudie dans quelle mesure les éléments de cette stratégie répondent aux besoins des pauvres, avec quelle efficacité la Banque met en place sa stratégie et quelle est l'incidence des efforts déployés. Comme ses prédécesseurs, ce Rapport annuel exploite surtout les conclusions des études d'évaluation de l'OED portant sur les projets de la Banque, les programmes mondiaux et au niveau des pays, ainsi que les initiatives sectorielles et institutionnelles qu'elle met en œuvre.

À l'échelle mondiale, la proportion de la population vivant avec moins de 1 USD/ jour diminue depuis les années 1980. Toutefois, des différences notoires apparaissent selon les régions. L'extrême pauvreté a fortement reculé en Asie de l'Est, et tout particulièrement en Chine. Hors des frontières chinoises, la proportion de la population vivant avec moins de 1 USD/ jour a chuté de 32 % à 23 % entre 1980 et 2001, mais en termes absolus, la population vivant sous ce seuil de pauvreté s'est accrue de 850 à 880 millions de personnes. La croissance est le moteur essentiel de la réduction de la pauvreté. Malheureusement, seul un tiers environ des pays en développement et en transition ont affiché une

croissance par habitant de plus de 2 % sur les dix dernières années.

La stratégie de la Banque et ses modèles d'entreprise

La stratégie 2001 de réduction de la pauvreté de la Banque souligne de manière adéquate à la fois les aspects sociaux et de croissance d'une réduction de la pauvreté. Les deux piliers de la stratégie fournissent un cadre opérationnel efficace pour identifier et catégoriser les interventions de la Banque. Néanmoins ce modèle à deux piliers tend à éclipser les interactions entre les aspects de croissance et sociaux liés à la réduction de la pauvreté, ce qui peut avoir des effets de taille sur les résultats de la lutte contre la pauvreté, et dans les faits, s'est traduit par une attention insuffisante accordée aux questions de croissance. Sans croissance, une réduction durable de la pauvreté a peu de chances de voir le jour.

La Banque s'est efforcée d'aligner ses modèles d'entreprise par pays avec les objectifs de réduction de la pauvreté, mais ces modèles n'ont pas encore traduit tout leur potentiel dans les faits. L'Initiative de la stratégie pour la réduction de la pauvreté, par exemple, qui a pour but d'aider les pays à faibles revenus, se fonde sur une vision multidimensionnelle de la réduction de la pauvreté. Cependant, la plupart des stratégies nationales qui ont vu le jour jusqu'à présent n'ont pas examiné l'éventail exhaustif d'actions

politiques nécessaires à cet égard. Au vu des améliorations, l'Initiative de la stratégie pour la réduction de la pauvreté offre un potentiel permettant à la Banque d'apporter une aide plus efficace en matière de réduction de la pauvreté.

Aux deux extrémités de la courbe du développement—dans les pays à faible revenu en difficulté et dans les pays à revenu intermédiaire—les modèles d'entreprise de la Banque ont besoin d'être affinés. Comment aider au mieux les pays à faible revenu en difficulté reste un défi majeur. La plupart des pays à revenu intermédiaire, même s'ils comptent des poches de pauvreté et un grand nombre de citoyens *quasi-pauvres*, ont établi des objectifs de développement qui ne sont pas centrés sur la réduction de la pauvreté. La Banque devrait élaborer davantage ses modèles d'entreprise afin de les faire cadrer parfaitement avec les objectifs de réduction de la pauvreté rencontrés dans des pays aux paramètres différents.

En participant aux programmes mondiaux, la Banque a besoin de mettre l'accent sur les questions politiques globales qui entravent une croissance réductrice de la pauvreté dans ses pays clients. Elle devrait aussi consolider les liens entre les exploitations des pays et les programmes mondiaux pour s'assurer que ces programmes apportent une valeur ajoutée à la réduction de la pauvreté à l'échelle des pays.

Les interventions de la Banque soutenant les stratégies de réduction de la pauvreté

La plupart des stratégies d'aide-pays mises en œuvre par la Banque se concentrent sur la réduction de la pauvreté et ses véritables problèmes, mais elles n'illustrent ni clairement ni d'une manière quantifiable les relations entre les interventions précises et les résultats en matière de pauvreté. Cette articulation incomplète de la manière dont l'aide-pays aide chacun d'entre eux à atteindre des objectifs de réduction de la pauvreté spécifiques entrave l'évaluation de l'impact de l'aide prodiguée par la Banque sur le front de la lutte contre la pauvreté. La faible capacité des pays à contrôler les résultats sur la réduction de la pauvreté ajoute aux difficultés de la Banque lors de la sélection des activités permettant de lutter de façon optimum contre la pauvreté.

En reconnaissant l'importance d'une bonne gouvernance pour stimuler la croissance et les investissements tout en améliorant la prestation de services, la Banque a développé différents outils accordant un rôle majeur aux questions de gouvernance, tout à la fois à l'échelle mondiale comme au niveau de chaque pays. Cependant, il est difficile d'attribuer les changements de gouvernance aux interventions de la Banque. Cela souligne qu'il est

critique, pour la Banque, de définir ses ambitions au vu de ses interventions dans ce domaine, mais également de commencer à évaluer l'incidence de ses interventions à ce jour. La Banque apporte son soutien à de nombreuses réformes visant à améliorer le cadre juridique et réglementaire pour le développement des investissements privés et la création d'emploi. Il s'agit là d'un élément clé de sa stratégie de réduction de la pauvreté. Ces réformes sont structurées selon les programmes connexes du développement du secteur privé et de la mise en œuvre de réformes dans le secteur public chacun doté de leurs propres dispositions organisationnelles. La Banque pourrait faire davantage pour exploiter les synergies entre ces deux domaines étroitement corrélés.

La Banque a encouragé ses pays clients à augmenter le niveau des dépenses sociales, au titre d'une mesure clé visant à réduire la pauvreté. Cependant, l'augmentation des dépenses n'a pas toujours su garantir la diffusion des services aux pauvres ni leur adéquation aux besoins de ces derniers. De meilleurs résultats ont été enregistrés lorsque les interventions de la Banque étaient connectées avec des réformes institutionnelles et l'aide au développement des capacités, tout en étant solidement intégrées dans un travail d'analyse approfondi.

En soutenant le développement des activités sociales, la Banque a encouragé l'émancipation des plus démunis. Son succès dans ce domaine s'est affirmé tout particulièrement lorsque la Banque a soutenu des initiatives pilotées localement, les résultats s'avérant moins probants lorsque la Banque s'est efforcée de lancer de nouvelles initiatives. La pérennité de telles approches reste cependant très fragile. Les projets se doivent d'être dotés d'objectifs plus réalistes quant à leur impact potentiel sur les relations sociales qui sont à la base de la pauvreté.

Implications

Le Rapport annuel sur l'efficacité du développement montre que, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, la Banque détient des atouts majeurs, à savoir une stratégie légitime et un ensemble d'outils ciblant les éléments principaux de cette stratégie. Afin d'exploiter au maximum le potentiel de ces ressources, la Banque se doit d'accorder une plus grande importance à la démonstration des résultats de ses interventions, afin d'assurer que les diverses dimensions de son intervention, à l'échelle mondiale tout comme au niveau d'un pays ou d'un projet, s'orientent vers des objectifs de réduction de la pauvreté ciblés, soigneusement définis et quantifiables.



Ajay Chhibber

Directeur général par intérim, Evaluation des opérations



Synthèse

Le mandat et la mission de la Banque mondiale consistent à lutter contre la pauvreté. Pour arriver à ces fins, la Banque fournit des moyens financiers, un savoir et des connaissances ainsi que des conseils aux pays membres emprunteurs, tout en essayant d'adapter cet ensemble particulier d'instruments aux défis que chaque pays doit relever. La Banque apporte également son aide pour s'occuper de problèmes d'ordre mondial et régional, comme les menaces qui pèsent sur l'environnement et les maladies transmissibles, mais elle s'attache essentiellement aux problèmes qui se trouvent à l'échelle de chaque pays, en aidant les peuples à se sortir eux-mêmes de la pauvreté.

L'acception de la pauvreté retenue par la Banque s'est élargie, passant d'une signification restreinte à l'insuffisance de revenus dans les années 1980 au concept multidimensionnel utilisé aujourd'hui, qui comprend en outre le développement humain, la sécurité, l'information et l'expression d'opinion et la participation.

Le *Rapport annuel sur l'efficacité du développement* (ARDE) de cette année : *Contributions de la Banque à la réduction de la pauvreté* examine l'évolution de la croissance et de la réduction de la pauvreté des pays clients. Il évalue l'envergure avec laquelle les interventions de la Banque ont pu contribuer à la croissance et à la réduction de la pauvreté, et l'efficacité des différents types d'intervention. Cet examen se sert d'éléments clés de la stratégie de réduction de la pauvreté de la Banque mise en œuvre en 2001 pour examiner dans quelles mesures ces éléments répondent aux besoins des populations démunies, s'ils sont vraiment mis en œuvre et s'ils ont une incidence. Comme dans les Rapports annuels précédents, il exploite surtout les récentes études d'évaluation de l'OED et ce, en faisant une synthèse et en mettant en lumière les conclusions de ces études autour d'un thème commun qui est dans ce cas précis la réduction de la pauvreté.

La stratégie 2001 de réduction de la pauvreté de la Banque souligne de manière adéquate à la fois les aspects sociaux et de croissance d'une réduction de la pauvreté

La stratégie 2001 de réduction de la pauvreté de la Banque est axée sur les trois thèmes du *Rapport 2000/2001 sur le développement dans le monde : combattre la pauvreté* en assurant la promotion d'opportunités, l'encouragement à la responsabilisation et l'amélioration de la sécurité. Cette stratégie se décline en deux piliers :

1. Créer un climat favorable aux investissements, à la création d'emplois et à la croissance durable.
2. Responsabiliser les populations démunies pour qu'elles participent au développement et s'y investissent.

Tout comme la stratégie 1991, la stratégie actuelle (2001) considère la croissance équitable et durable comme vitale pour générer des emplois et des ressources dans les services publics et identifie l'investissement du secteur privé comme le principal moteur d'une croissance réduisant la pauvreté. Par ailleurs, la stratégie actuelle a élargi le champ d'acception de la pauvreté afin d'y inclure non seulement le revenu, mais aussi le développement humain, la sécurité, l'information

Principales conclusions

- La stratégie 2001 de réduction de la pauvreté de la Banque souligne de manière adéquate à la fois les aspects sociaux et de croissance d'une réduction de la pauvreté.
- Le modèle à double pilier tend à ne pas se préoccuper des interactions entre les aspects de croissance et sociaux liés à la réduction de la pauvreté.
- La Banque doit faire face à plusieurs défis pour adapter efficacement sa stratégie de réduction de la pauvreté à chaque pays.
- Les modèles d'entreprise et les programmes mondiaux de la Banque ne sont pas encore entièrement en ligne avec la lutte contre la pauvreté.
- Pour lier les interventions pays de la Banque à la réduction de la pauvreté, il est nécessaire de se concentrer davantage sur les résultats.
- Il est urgent d'évaluer l'impact de la Banque sur la gouvernance.
- La Banque pourrait faire davantage pour exploiter les synergies entre le développement du secteur privé et les réformes du secteur public.
- La Banque doit démontrer l'impact sur la pauvreté de ses interventions visant à la responsabilisation et au développement humain.
- Le cadre de contrôle et d'évaluation de la Banque n'est pas suffisamment axé sur la pauvreté.

et l'expression d'opinion et la participation. Elle recommande que l'on s'attache davantage à la gouvernance du secteur public et aux réformes institutionnelles qui contribuent à créer un environnement propice à l'investissement du secteur privé et motivent la participation des populations démunies dans les institutions publiques et dans la prestation des services publics.

Depuis 2001, la Banque a modifié certains de ses processus pour faciliter la mise en œuvre de la stratégie. Elle a aligné les efforts du Groupe Banque mondiale avec les Objectifs de développement pour le Millénaire, développé une culture d'entreprise axée sur les résultats et promu les stratégies de développement jouissant de l'adhésion des pays à faible revenu par le biais de l'approche du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). La Banque a également cherché à améliorer l'éventail de ses instruments et à créer sur mesure des approches de développement adaptées aux circonstances de chaque pays tout en mettant l'accent sur des produits de promotion du savoir et les services analytiques.

Le modèle à double pilier tend à ne pas se préoccuper des interactions entre les aspects de croissance et sociaux liés à la réduction de la pauvreté

Les deux piliers de la stratégie 2001 de réduction de la pauvreté de la Banque ont généralement fourni un cadre opérationnel efficace pour identifier et catégoriser les interventions effectives et éventuelles de la Banque à l'échelle des pays. Néanmoins, il tend à éclipser les interactions entre les aspects de croissance et sociaux liés à la réduction de la pauvreté qui peuvent avoir des effets de taille sur les résultats de la lutte contre la pauvreté. La stratégie peut ainsi minimiser involontairement le rôle de certains secteurs tels que les infrastructures, le développement rural

et urbain et l'environnement, dont les activités ont une incidence à la fois sur la croissance économique, l'émancipation et la prestation de services et les complètent.

La Banque doit faire face à plusieurs défis pour adapter efficacement sa stratégie 2001 de réduction de la pauvreté à chaque pays

La Banque doit appliquer sa stratégie à la lumière d'une connaissance approfondie des pays et d'une appréciation de la volonté et des capacités de chacun d'entre eux à mettre les réformes en œuvre. Les pays disposant d'une gestion macroéconomique de bonne qualité et institutionnalisée se voient encouragés par la Banque à mener des réformes de gouvernance et institutionnelles visant à promouvoir un climat propice aux investissements et à améliorer la prestation de services. Les efforts de la Banque ont été couronnés d'un succès plus flagrant dans les pays affichant une stabilité politique, qui adhèrent fermement aux réformes, dans lesquels les pouvoirs exécutif et législatif et la bureaucratie œuvrent à des buts communs et enfin qui disposent de la capacité administrative nécessaire à la mise en place des réformes. Les efforts de la Banque ont moins bien porté leurs fruits lorsque l'un de ces éléments venait à faire défaut.

Dans les pays présentant une stabilité macroéconomique et une croissance fluctuantes, la Banque doit soutenir à la fois des réformes visant à promouvoir la croissance et des interventions dotées d'un horizon à plus long terme et ayant trait au développement institutionnel et social. Il n'est pas aisé de trouver le bon équilibre entre ces deux types d'engagement : cela nécessite en effet une évaluation réaliste de l'environnement politique et des capacités de mise en œuvre des réformes. La Banque peut recourir à des études économiques et sectorielles, aux transferts de connaissances (y compris la formation électronique

en poste à poste) et le soutien aux acteurs non gouvernementaux pour inciter à une plus grande adhésion et développer les capacités. Elle doit se montrer particulièrement prudente face aux situations de revirement lors desquelles des pays aux piètres performances passées signent un calendrier de réformes.

Les modèles d'entreprise et les programmes mondiaux de la Banque ne sont pas encore entièrement en ligne avec la lutte contre la pauvreté

La Banque a mis sur pied des modèles d'entreprise pour les divers groupes de pays clients en tenant compte de leurs divers niveaux de développement. Les modèles les plus récents se fondent sur l'objectif de réduction de la pauvreté, mais ils n'ont pas encore traduit tout leur potentiel dans les faits. L'Initiative de la stratégie pour la réduction de la pauvreté a par exemple mis l'accent sur des objectifs multidimensionnels de revenus et hors revenus dans la lutte contre la pauvreté. Toutefois, la plupart des stratégies nationales qui ont vu le jour jusqu'à présent n'ont pas examiné l'éventail exhaustif d'actions de politique nécessaires à cet égard. Si l'Initiative PPTE (pays pauvres très endettés) renforcée a ajouté la réduction de la pauvreté au nombre de ses objectifs d'allègement de la dette, l'allègement de la dette lui-même, tel qu'il a été mis en œuvre au cours des premières années de l'Initiative, n'a pas promu une approche exhaustive ou durable de la réduction de la pauvreté.

Les objectifs d'entreprise de réduction de la pauvreté peuvent paraître décalés par rapport aux besoins et aux priorités de développement de certains clients. La plupart des pays à moyens revenus, même s'ils comptent des poches de pauvreté et un grand nombre de *quasi-pauvres*, ont établi des objectifs de développement qui ne sont pas centrés sur la réduction de la pauvreté. La Banque devrait articuler sa mission de lutte contre la pauvreté et de progrès dans le cadre des Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) d'une manière plus cohérente avec ces visions. L'approche de la Banque à l'égard des pays clients sortant d'un conflit n'est pas non plus toujours homogène. Certains pays clients relativement pauvres sortant d'un conflit ont reçu des allocations par habitant de l'Association internationale de développement (IDA) jusqu'à neuf fois supérieures aux sommes perçues par les pays clients les plus pauvres sortant d'un conflit. Pour que ces allocations puissent être appréhendées intellectuellement, les fondements sur lesquels reposent les décisions de prêt de la Banque dans les situations post-conflit doivent être rendus plus transparents.

La réduction de la pauvreté n'a pas été l'un des critères explicites de sélection et de surveillance de l'engagement de la Banque dans le cadre des programmes mondiaux. Si certains programmes mondiaux, comme notamment le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et le Programme spécial de recherche et de formation concernant les maladies tropicales, ont donné jour à des innovations qui viennent en aide aux populations démunies, les critères de sélection et de surveillance des programmes mondiaux suivis par la Banque ne comportaient pas expressément la réduction de la pauvreté. En participant aux programmes mondiaux, la Banque a besoin de mettre l'accent sur les questions politiques globales qui entravent une croissance réductrice de la pauvreté dans ses pays clients. Elle devrait aussi consolider les liens entre les exploitations des pays et les programmes mondiaux pour s'assurer que les programmes mondiaux ajoutent une valeur à la réduction de la pauvreté à l'échelle des pays. Les stratégies d'aide-pays devraient indiquer la manière dont les programmes mondiaux de la Banque peuvent permettre d'apporter leur soutien au développement à l'échelle des pays.

Pour lier les interventions pays de la Banque à la réduction de la pauvreté, il est nécessaire de se concentrer davantage sur les résultats

La Banque n'a pas encore spécifié de chaîne de résultats opérationnels qui relie efficacement les interventions à l'échelle des pays avec les résultats sur la pauvreté et qui garantisse que son aide soit fondée sur des impacts sur la pauvreté quantifiables. Cette articulation incomplète de la manière dont l'aide-pays aide chacun d'entre eux à atteindre des objectifs de réduction de la pauvreté spécifiques entrave l'évaluation de l'impact de l'aide prodiguée par la Banque sur le front de la lutte contre la pauvreté.

La Banque ne peut pleinement appréhender la mesure de l'impact de ses programmes et politiques sur la pauvreté. Les évaluations de pauvreté représentent la principale étude analytique de la Banque sur la pauvreté et se sont révélées utiles pour déterminer des profils de pauvreté dans bien des pays. Elles se sont toutefois généralement limitées aux secteurs sociaux, occultant les secteurs productifs et les problèmes de gouvernance, et les analyses débouchent rarement sur des conclusions concernant des propositions de politique et des solutions alternatives dans ce domaine. Les études analytiques menées par la Banque doivent prêter davantage d'attention aux interactions entre les aspects sociaux et de croissance de la lutte contre la pauvreté.

Il est urgent d'évaluer l'impact de la Banque sur la gouvernance

Selon les conclusions de travaux de recherche comparatifs entre plusieurs pays et d'études de cas, les différences de qualité des institutions économiques, que l'on désigne souvent de "règles du jeu", constituent la plus importante source de croissance économique durable. En l'espace de quelques années seulement, la Banque a développé et mobilisé divers outils—au niveau des projets, des pays et à l'échelle mondiale—qui soulignent la qualité des institutions du secteur public. Jusqu'à présent, les signes traduisant une amélioration de la gouvernance ou un recul de la corruption sont rares. Il est essentiel pour la Banque de déterminer les objectifs qu'elle poursuit lors de ses diverses interventions dans le domaine de la gouvernance, de contrôler et de mesurer leur atteinte et d'évaluer leur efficacité relative à promouvoir la croissance économique et à réduire la pauvreté.

La Banque pourrait faire davantage pour exploiter les synergies entre le développement du secteur privé et les réformes du secteur public

Pour que les investissements du secteur privé bénéficient d'un environnement des affaires sain, il faut que le secteur public soit efficace et responsable de manière à protéger les droits de la propriété et à assurer un traitement équitable et homogène face à la loi. La stratégie 2001 a reconnu la nature connexe du développement du secteur privé et des réformes du secteur public en les associant sous un seul et même pilier. Ces types de réformes impliquent des changements de pouvoir et d'influence au sein d'un pays et requièrent donc, de la part de la Banque, une bonne compréhension de l'économie politique nationale du pays et des évaluations réalistes du degré d'adhésion du pays. Les conventions organisationnelles de la Banque, en plaçant ces domaines liés sous l'égide de vice-présidents différents, n'incitent pas à la mise en commun des efforts et des connaissances sur le front des réformes. En regroupant et en liant ses connaissances sur les questions touchant les secteurs public et privé, la Banque pourrait avoir une meilleure compréhension de ce qui est susceptible d'être efficace.

La Banque doit démontrer l'impact sur la pauvreté de ses interventions visant à l'émancipation et au développement humain

La Banque poursuit dans son intention de promouvoir la responsabilisation par l'entremise d'activités de développement social, mais l'impact voulu et réel sur la pauvreté de ce type d'intervention n'a pas encore été démontré. Les

projets sont généralement mis en place dans le contexte de relations institutionnelles et sociales profondément ancrées et qui affectent la pauvreté. La plupart des interventions financées par la Banque ne peuvent pas, ni potentiellement, ni effectivement, déboucher sur un impact sur ces relations si aucune structure sociale durable n'est créée. Même dans le cadre des programmes ciblant les ménages les plus démunis, il est difficile d'obtenir une répartition progressive des bénéfices. Pour déterminer si les bénéficiaires seront en mesure de conserver les bénéfices du projet, il faut de bien meilleurs outils que ceux que la Banque a actuellement en place. Les objectifs des projets doivent être réalistes quant à leur impact potentiel sur les relations sociales qui sont à la base de la pauvreté au niveau de la communauté. Dans le cadre de ses activités participatives, la Banque a connu le plus franc succès lorsqu'elle a apporté son soutien aux initiatives existantes d'origine locale.

Dans les secteurs sociaux, la Banque a lié l'augmentation des dépenses d'éducation et de santé avec la réduction de la pauvreté sans souvent se poser les bonnes questions sur l'impact effectif de ces dépenses. Les interventions soutenues par la Banque se sont concentrées sur les entrées et sorties du système productif. Bien que celles-ci aient souvent atteint ou excédé leurs objectifs physiques et quantitatifs, elles n'ont souvent pas réussi à apporter des améliorations qualitatives et durables des résultats du développement humain telles qu'un meilleur niveau d'apprentissage et l'amélioration de la santé. La seule augmentation des dépenses n'a pas suffi à s'assurer que les plus démunis ont été atteints. La Banque peut encore largement améliorer ses interventions destinées à augmenter les résultats du développement humain grâce à des études analytiques sectorielles appropriées et de bonne qualité ainsi que grâce à des diagnostics précis concernant la prestation de services et les réformes institutionnelles.

Le cadre de contrôle et d'évaluation de la Banque n'est pas suffisamment axé sur la pauvreté

La faible capacité des pays à contrôler les résultats sur la réduction de la pauvreté ajoute aux difficultés de la Banque lors de la sélection des activités permettant de lutter de façon optimum contre la pauvreté. Le contrôle des résultats sur la réduction de la pauvreté reste faible dans les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et seul un petit nombre de pays matures du DSRP disposent de données suffisantes pour déterminer s'il y a eu une vaste amélioration. Si les processus des stratégies de réduction de la pauvreté

consistent à alimenter la dynamique et à soutenir les diverses parties prenantes, ils devront rapidement se montrer plus à même de démontrer l'impact sur la réduction de la pauvreté.

Le contrôle et les évaluations menés par la Banque sont plus axés sur la pauvreté au niveau des pays grâce à l'introduction de stratégies d'aide-pays axées sur les résultats et d'auto-évaluations pilotes. Au niveau des projets, les directives régissant les

prêts destinés aux politiques de développement obligent les employés à analyser les conséquences sociales et sur la pauvreté des politiques soutenues par les opérations au niveau des plus démunis et vulnérables. Cependant, les directives de contrôle et d'évaluation des projets sont toujours en cours d'élaboration et l'attention qu'elles accordent à la pauvreté dans le contrôle et l'évaluation dépend des objectifs spécifiés pour le projet.

ACRONYMES ET ABREVIATIONS

AAA	Activités de conseils et d'analyse
AFR	Région Afrique (Banque mondiale)
AID	Association internationale de développement
AIPS	Analyse d'impact sur la pauvreté et la situation sociale
APL	Prêt à des programmes évolutifs
ARDE	Rapport annuel sur l'efficacité du développement
BIRF	Banque internationale pour la reconstruction et le développement (communément appelée Banque mondiale)
CAE	Evaluation de l'aide-pays
CARP	Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté
CCI	Centre du commerce international
CGAP	Groupe consultatif d'aide aux populations les plus pauvres
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
DSRP	Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EDP	Examen des dépenses publiques
EPIN	Evaluation de la politique et des institutions nationales Région Europe et Asie Centrale (Banque mondiale) Région Asie de l'Est et Pacifique (Banque mondiale)
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FMI	Fonds monétaire international
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance
HNP	Santé, nutrition et population (secteur)
ICRG	Guide international des risques pays
LICUS	Pays à faible revenu en difficulté
LIL	Prêt au développement des connaissances et à l'innovation
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OED	Département de l'évaluation des opérations
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement Région d'Afrique de l'Est et du Nord (Banque mondiale)
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PPTTE	Initiative en faveur des pays pauvres très endettés
PREM	Vice-présidence du Département de la lutte contre la pauvreté et de la gestion économique (Banque mondiale)
PSAL	Prêt d'ajustement du secteur privé
QAG	Groupe Assurance Qualité (Banque mondiale)

SAP	Stratégie d'aide-pays Memorandum économique de pays
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
UE	Union européenne
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
WBI	Institut de la Banque mondiale



Réduction de la pauvreté

Le mandat et la mission de la Banque mondiale consistent à lutter contre la pauvreté. Pour arriver à ces fins, la Banque fournit des moyens financiers, un savoir et des connaissances ainsi que des conseils aux pays membres emprunteurs, tout en essayant d'adapter cet ensemble particulier d'instruments aux défis que chaque pays doit relever. La Banque apporte également son aide pour s'occuper de problèmes d'ordre mondial et régional, comme les menaces qui pèsent sur l'environnement et les maladies transmissibles, mais elle s'attache essentiellement aux problèmes qui se trouvent à l'échelle de chaque pays, en aidant les peuples à se sortir eux-mêmes de la pauvreté.

Depuis les années 80, la Banque a élargi son niveau de compréhension des problèmes de pauvreté en s'attachant aujourd'hui à des concepts multidimensionnels qui englobent le développement humain, la sécurité, l'expression d'opinion et la participation. Le présent *Rapport annuel sur l'efficacité du développement 2004* se sert du cadre de la stratégie actuelle de réduction de la pauvreté pour examiner la contribution qu'elle a apporté aux problèmes de réduction de la pauvreté au cours des 15 dernières années.

Des progrès inégaux et irréguliers en matière de réduction de la pauvreté

A l'échelle mondiale, l'agrégat sur l'insuffisance des revenus a affiché une amélioration constante depuis les années 80. Le nombre de personnes vivant avec moins de 1 USD par jour a baissé de 1,5 milliards (soit 40 % de la population) en 1981 pour passer à 1,2 milliards (28 %) en 1990 et 1 milliard (21 %) en 2001.

Cette approche globale masque des différences marquantes entre les régions (figure 1.1). La baisse la plus importante en matière de pauvreté extrême s'est produite en Asie de l'Est, et plus particulièrement en Chine. En ce qui concerne le monde en

développement en dehors de la Chine, la proportion des personnes vivant dans l'extrême pauvreté a baissé pour passer de 32 à 23 % entre 1980 et 2001, mais le chiffre en nombre absolu a augmenté de 850 à 880 millions. Des pays d'Europe orientale et de l'ex-Union soviétique ont connu une augmentation importante de l'extrême pauvreté au cours des années 90 (associée aux phases initiales de leur transition vers une économie de marché), pour passer de moins de 3 millions en 1990 à plus de 30 millions en 1999, avant de baisser à 17 millions en 2001. De nombreux pays de l'Asie de l'Est, de l'ex-Union soviétique et d'Amérique latine ont subi des revirements de croissance économique et de niveau de pauvreté suite aux crises au Mexique (1994), en Asie (1997), en Russie (1998) et au Brésil (1999). Pendant ce temps, le développement de l'Afrique subsaharienne a pris du retard dans les années 1990. Les personnes vivant dans une pauvreté extrême dans cette région souffrent non seulement de la crise mondiale liée au VIH/SIDA, mais leur

Depuis les années 80, l'insuffisance de revenus a régressé de manière progressive. Les résultats en matière de pauvreté varient considérablement d'un pays à l'autre.

Points essentiels de l'évaluation 1

- Les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté ont été inégaux et irréguliers.
- Une croissance économique rapide constitue un élément important de la réduction de la pauvreté, mais reste hors d'atteinte pour les pays en développement.
- La Banque adopte un point de vue large et multidimensionnel sur la pauvreté, en mettant l'accent non seulement sur l'insuffisance des revenus, mais aussi sur le développement humain, la sécurité, l'expression d'opinion et la participation.
- Son approche de l'insuffisance des revenus met aujourd'hui l'accent sur la gouvernance du secteur public, les réformes institutionnelles et la responsabilisation des pauvres.

nombre a également augmenté entre 1990 et 2001 et ce, en valeur relative (de 45 à 47 % du total de la population) mais aussi en valeur absolue (de 227 à 313 millions de personnes). Dans l'ensemble, la proportion de personnes vivant dans une pauvreté extrême a augmenté entre 1990 et 2001 dans plus de 40 sur 100 pays en développement et en phase de transition, pour lesquels des données sont disponibles et dans lesquels vivent près de 900 millions de personnes.

La communauté en développement a approuvé l'approche multidimensionnelle de la pauvreté avec l'adoption en 2001 de huit objectifs de développement

Une croissance économique rapide constitue un élément important favorisant la réduction de la pauvreté.

pour le Millénaire (ODM), sachant que le premier seulement se rapporte à l'insuffisance des revenus. Au cours des 40 dernières années, on a connu des

améliorations historiques au niveau de l'espérance de vie, des mesures liées au soins de santé, des objectifs d'éducation et des taux d'alphabétisation. Les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale se sont considérablement redressés depuis 1998 par le biais de mesures portant sur les insuffisances de revenus et sur la pauvreté non liée aux revenus. Mais, les défis que doivent relever les ODM restent encore de taille. La Banque, ainsi que ses partenaires, devront améliorer l'efficacité de leur assistance s'ils veulent que leur contribution ait un sens.

Croissance économique et réduction de la pauvreté

Un faible degré d'inégalité des revenus permet à la croissance économique d'avoir plus d'incidence sur la pauvreté.

A l'échelle de chaque pays, la croissance économique du revenu par habitant et les changements dans la répartition des revenus constituent les deux axes importants qui

contribueront à la réduction de l'insuffisance des revenus. On sait aujourd'hui que la croissance économique et les politiques qui encouragent celle-ci s'accompagnent généralement d'une réduction de

l'insuffisance de revenus (tout comme les améliorations des indicateurs sociaux). Grâce à l'analyse d'enquêtes menées auprès de ménages dans 47 pays dans les années 1980 et 1990, Ravallion (2001) a découvert qu'une augmentation de 1 pour cent des revenus par habitant réduisait la proportion de la population vivant avec moins d'un USD par jour en moyenne de 2 pour cent. L'application de cette analyse dans 80 pays en développement et en transition pour la période s'écoulant de 1990 à 2001 conduit au même résultat (figure 1.2).

La croissance économique réduit la pauvreté car la croissance économique en soi n'a pas—systématiquement—d'effet sur la répartition des salaires. Même en Chine et en Inde, où les inégalités n'ont cessé de se creuser, les effets positifs de la croissance économique sur la pauvreté l'ont emporté sur les effets négatifs de l'augmentation des inégalités (Ravallion 2004). Néanmoins, la variabilité du lien entre la croissance générale et la réduction de la pauvreté (illustré par la courbe de régression de la figure 1.2) reste considérable. L'un des facteurs principal contribuant aux divers impacts qu'un taux donné peut avoir sur la croissance économique s'avère être le niveau initial d'inégalité. Certains travaux comparatifs effectués entre les pays et un organe effectuant de la microrecherche à l'échelle locale et régionale semblent indiquer qu'il existe des interactions importantes entre les diverses dimensions d'inégalité, y compris des atouts humains et physiques et un dualisme urbain et rural (Ravallion et Datt 2002; Bourguignon 2004, 2005). Ceci met en lumière le besoin de conjuguer les efforts de chacun pour accélérer la croissance économique tout en s'assurant, en particulier, que les pauvres profitent des opportunités qu'offre la croissance économique. Parmi les 120 pays en développement et en transition qui comptent une population de plus d'un million d'habitants, 42 pays seulement (35 %) ont atteint des taux annuels moyens de croissance économique de plus de 2,0 % par habitant depuis 1990 (figure 1.3). Deux cinquièmes des pays ont affiché une croissance positive, mais qui représentait moins de 2 % par

habitant. Le quart restant a connu un déclin de son PIB par habitant entre 1990 et 2003.

Stratégie de la Banque pour contribuer à la réduction de la pauvreté

L'approche de la Banque pour contribuer aux efforts de réduction de la pauvreté a évolué au cours des 25 dernières années. Selon les conclusions de l'analyse du *Rapport de développement dans le monde de 1990 : la pauvreté*, et influencée par l'expérience réussie en Asie de l'Est au cours des années 70 et 80 durant lesquelles on a encouragé la croissance économique et la réduction de la pauvreté sur une grande échelle, la Banque a mis sur pied en décembre 1991 une stratégie en deux parties permettant de réduire la pauvreté :

1. Une croissance efficace à forte intensité de main d'œuvre qui s'appuie sur des politiques d'incitation, une infrastructure physique, des institutions et une innovation technologique appropriés qui met en avant l'usage productif de la main d'œuvre, le plus important atout des pauvres.
2. Une amélioration de l'apport de services éducatifs, de soins de santé, de nutrition et autres services sociaux—pour directement améliorer le bien-être des pauvres ainsi que leur capacité à profiter des opportunités fournies par la croissance économique.

En outre, la stratégie de 1991 a pour objectif d'assurer un transfert bien ciblé aux personnes malades, âgées et autres qui souffrent de privations graves, et de mettre en œuvre des mesures de protection sociale pour ceux qui sont les plus vulnérables en cas de chute brutale de leurs revenus.¹

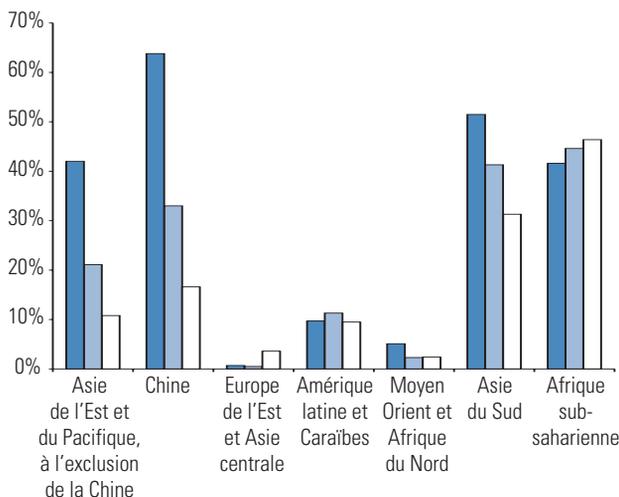
Dix ans plus tard, le *Rapport de développement durable 2000/2001 : la lutte contre la pauvreté*, une évaluation OED sur la performance de la Banque en matière de réduction de la pauvreté dans les années 90 (encadrée 1.1) ainsi que d'autres études de recherche et d'évaluation sur l'expérience des années 90, ont confirmé l'importance d'une croissance à grande échelle et de l'apport de services sociaux d'une manière équitable pour pouvoir réduire la pauvreté. Le *Rapport de développement dans le monde de 2000/2001* a également recommandé que l'on s'attache davantage à la gouvernance du secteur public et aux réformes institutionnelles qui pourraient motiver la participation des pauvres dans les institutions publiques et améliorer la prestation des services publics. Il exprimait un cadre conceptuel visant à lutter contre la pauvreté en s'appuyant sur 3 thèmes : la promotion d'opportunités, l'encouragement à la responsabilisation et l'amélioration de la sécurité.

S'appuyant sur ces conclusions, les *documents cadre stratégique* et les *notes d'orientation stratégiques*, qui guident le travail stratégique

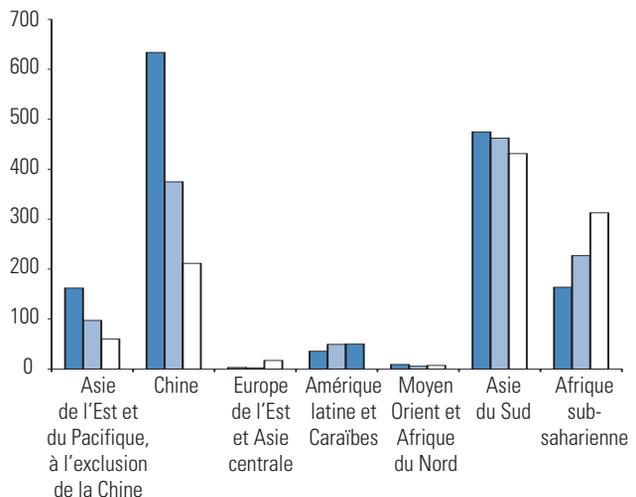
Figure 1.1

L'extrême pauvreté a régressé en Asie et a augmenté en Afrique

Pourcentage de la population vivant avec moins de 1 USD/jour



Nombre de personnes vivant avec moins de 1 USD/jour (en millions)

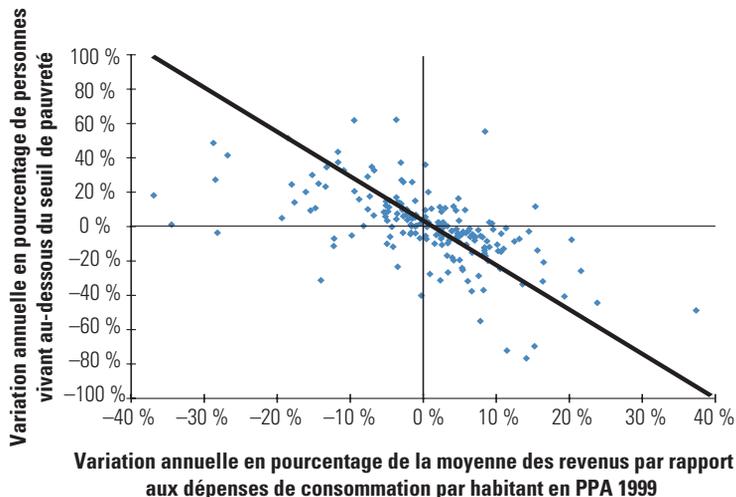


■ 1981 ■ 1990 □ 2001

Source : Chen et Ravallion 2004.

Figure 1.2

La croissance économique a une incidence notable mais variable sur la pauvreté

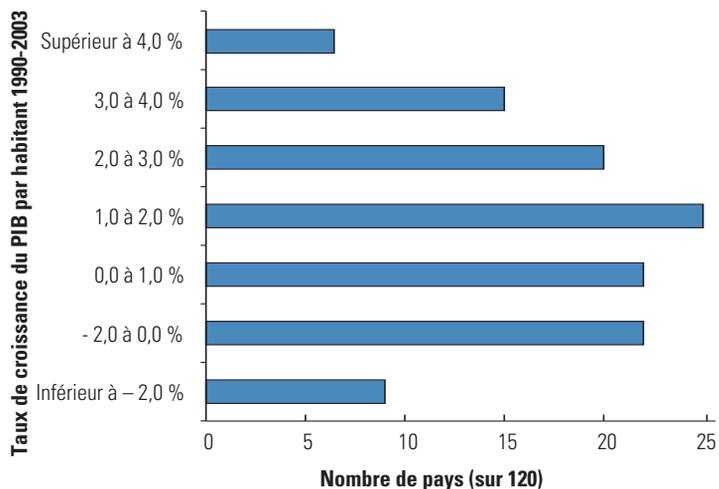


Note : L'analyse de la régression est basée sur 205 épisodes à travers 80 pays dans lesquels au moins deux enquêtes ont été menées auprès des ménages depuis 1990 inclus. Un « épisode » est une période d'au moins un an entre deux enquêtes séquentielles menées auprès des ménages dans un pays.

Source : Annexe B.

Figure 1.3

La croissance économique rapide reste hors d'atteinte pour la majorité des pays clients de la Banque



Source : Base de données de la Banque mondiale.

et opérationnel de la Banque, ont interprété les trois thèmes du Rapport de développement mondial tournant autour de l'opportunité, la participation et la sécurité et en ont extrait deux piliers axés sur l'action :

1. Créer un climat favorable aux investissements, à la création d'emplois et à la croissance durable
2. Responsabiliser les pauvres pour qu'ils participent au développement et investissent en eux.

Les notes d'orientation stratégique de 2001 ont également défini dans ces deux piliers cinq priorités en faveur de l'entreprise et des secteurs d'activités bien spécifiques (tableau 1.1). Elles ont dépeint les priorités en faveur de l'entreprise comme étant un « facteur critique qui permettra une réduction de la pauvreté, et que la Banque est particulièrement bien qualifiée pour réussir cela en partageant ses connaissances (recherche et expérience à la fois) et en développant la prise de conscience chez les clients, les partenaires de développement et les autres parties prenantes ».²

La stratégie 2001 résumée dans le tableau 1.1 continue de considérer que la croissance équitable et durable est vitale pour générer des emplois et des ressources dans les services publics qui jouent un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Le secteur privé est perçu comme le moteur principal de la croissance réductrice de la pauvreté. Le premier pilier de la stratégie 2001 donne une plus grande importance que ne l'avait fait la stratégie de 1991 à la gouvernance et aux réformes institutionnelles du secteur public, y compris à l'institutionnalisation de la stabilité macroéconomique suite aux expériences et recherches des années 90. Le second pilier vise moins à faire basculer la répartition des revenus de manière à réduire la pauvreté qu'à aider les pauvres à participer au processus de croissance. L'implication civile et la participation sont perçus comme une bonne chose qui permet, entre autres, d'obtenir des institutions publiques meilleures et plus réceptives qui augmenteront les revenus à l'échelle de toute l'économie. La gestion du risque social est directement incorporé dans le deuxième pilier, au lieu de venir en supplément, comme c'était le cas dans la stratégie de 1991.

Depuis 2001, la Banque a modifié certains de ses processus pour faciliter la mise en œuvre de la stratégie. Elle a aligné les efforts du Groupe de la Banque mondiale avec les Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) et a fourni un cadre général afin que l'aide de la Banque aux pays clients puisse atteindre ces objectifs. La Banque a l'intention d'exercer plus d'influence en développant une culture d'entreprise axée sur les résultats, en formant des partenariats forts au niveau

**Encadré
1.1**
**La Stratégie de lutte contre la pauvreté de 1991
a amélioré le travail opérationnel de la Banque**

Une évaluation OED sur la performance de la Banque dans les années 90 en matière de réduction de la pauvreté, qui par ailleurs fait partie de ses efforts visant la révision de son approche de la réduction de la pauvreté, a conclu que la stratégie 1991 avait un impact significatif et positif sur le travail opérationnel de la Banque en matière de pauvreté. La stratégie a fait ressortir l'importance de mettre en place une croissance sur une grande échelle afin d'obtenir une réduction de la pauvreté et d'établir des priorités opérationnelles axées sur une offre équitable de services sociaux. Elle a permis de reformuler l'aide de la Banque et d'effectuer des améliorations significatives de la base de connaissance sur la pauvreté.

Mais la Banque a également trouvé qu'il était difficile de passer des généralités de la stratégie 1991 à des stratégies d'aide-pays (SAP) qui s'attaquent aux contraintes sociales et structurelles

particulières de la croissance sur une grande échelle. Une plus grande attention aurait dû être portée aux services sociaux pour s'assurer que ce sont bien les pauvres qui en bénéficient et aussi au rôle de la protection sociale dans la gestion du risque et de la vulnérabilité en cas de choc économique. En outre, la mise en œuvre de la stratégie de la Banque n'a pas suffisamment mis l'accent sur une évaluation et un suivi des résultats générés par l'aide de la Banque. L'évaluation a conclu que les deux défis principaux auxquels devra faire face la mise en œuvre de la stratégie 2001 visant la réduction de la pauvreté, sont les suivants : (1) concevoir et mettre en œuvre des stratégies d'aide créées sur mesure par pays et secteur qui auront comme objectif clair de réduire la pauvreté, et (2) développer un cadre stratégique pour mesurer les résultats, ce qui permettrait un suivi régulier du nouveau cadre de réduction de la pauvreté et des stratégies portant sur la pauvreté des pays.

Source : OED 2000a.

mondial et local et en améliorant la connaissance pays et la capacité institutionnelle. La Banque cherche en outre à informer la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté de 2001 par le biais d'évaluations sur la pauvreté par pays et sur le climat d'investissement dans chaque pays individuel. Elle cherche également à relier la stratégie aux résultats qu'elle génère en proposant la possibilité de les mesurer, de les suivre et de les gérer par le biais de stratégies de développement auxquelles les pays devront adhérer (par le biais de l'approche du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté [DSRP] dans les pays à faible revenu, un transfert des connaissances dans les pays à faible revenu en difficulté [LICUS], et en mettant davantage l'accent sur l'adhésion des pays à revenus intermédiaires.) La Banque cherche à améliorer l'ensemble de ses instruments et à créer sur mesure des approches de développement adaptées aux circonstances de chaque pays tout en mettant l'accent sur des produits nécessitant un savoir et des services analytiques.

Domaines d'action de ce rapport annuel

Le Rapport annuel sur l'efficacité de développement 2002 : obtenir des résultats en matière de développement—le défi du Millénaire, a noté que les ODM s'appuient considérablement sur les priorités et capacités de la Banque en mettant l'accent sur les domaines prioritaires que la banque a adoptés avant qu'elle n'adhère aux ODM. La tâche de la Banque, notamment la conception de ses programmes pays, pourrait profiter des efforts qui sont déployés pour atteindre des objectifs quantifiés et fixés dans des

délais précis et ceux associés aux OMD. Le *Rapport annuel sur l'efficacité de développement 2003 : l'efficacité de l'appui de la Banque en matière*

de réforme, a noté que la Banque considère que la réforme n'est pas une fin en soi, mais un moyen de créer un environnement favorable à la croissance et à la réduction de la pauvreté. Le Rapport annuel sur l'efficacité du développement 2003 a décrété que les deux tiers des pays en développement avaient amélioré leurs politiques (comme le reflètent plusieurs indicateurs), et que la réforme avait porté ses fruits en favorisant la croissance. Par contre, le Rapport de cette année, *la contribution de la banque à la réduction de la pauvreté*, examine la croissance et la réduction de la pauvreté des pays clients. Il évalue l'envergure avec laquelle les interventions de la Banque ont pu contribuer à la croissance et à la réduction de la pauvreté, et l'efficacité des différents types d'intervention.

Dans la mesure où la mission générale de la Banque est de lutter contre la pauvreté, l'évaluation

de la contribution de la banque à la réduction de la pauvreté pourrait revenir à évaluer l'efficacité du développement de la Banque dans son ensemble. Pour qu'il soit possible de gérer cette tâche, ce

La stratégie 2001 de réduction de la pauvreté accorde une grande importance aux aspects sociaux et de croissance d'une réduction de la pauvreté.

Le Rapport annuel sur l'efficacité du développement 2004 examine dans quelles mesures ces éléments répondent aux besoins des pauvres, s'ils sont vraiment mis en œuvre et s'ils ont une incidence.

Tableau 1.1 Croissance durable et responsabilisation : Les deux piliers de la Stratégie 2001 de réduction de la pauvreté	
Créer un climat favorable aux investissements, à la création d'emplois et à la croissance durable	Responsabiliser les pauvres pour qu'ils participent au développement et investir en eux
<p>1. Climat de l'investissement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien au développement urbain et rural • Services d'infrastructure pour soutenir le développement du secteur privé. • Réforme réglementaire et politique en matière de concurrence • Réforme dans le secteur financier <p>2. Gouvernance du secteur public</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etat de droit (y compris la lutte contre la corruption) • Réforme de l'administration publique et de la fonction publique (dont la responsabilisation en matière de dépenses publiques) • Accès et administration de la justice (réforme judiciaire) 	<p>3. Responsabilisation, sécurité et lutte contre l'exclusion sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégration des sexes • Implication et participation sur le plan civique • Gestion du risque social (dont la réduction du risque) <p>4. Education</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'éducation pour tous—avec un accent sur la scolarisation des filles • Renforcement des capacités humaines pour l'économie de la connaissance <p>5. Santé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès à l'eau potable, à l'air non pollué et assainissement pour les pauvres • Soins de santé maternelle et juvénile
<p><i>Source : Banque mondiale 2001b</i></p>	

rapport annuel se sert d'éléments clés de la stratégie de réduction de la pauvreté de 2001, stipulée dans le tableau 1.1, pour examiner dans quelles mesures ces éléments répondent aux besoins des pauvres, s'ils sont vraiment mis en œuvre et s'ils ont une incidence. Comme dans les Rapports annuels précédents, il exploite surtout les récentes études d'évaluation de l'OED et ce, en faisant une synthèse et en mettant en lumière les conclusions de ces études autour d'un thème commun—qui est dans ce cas précis la réduction de la pauvreté. Si l'on passe en revue les progrès réalisés à l'échelle de l'entreprise, des pays et aux niveaux thématiques, le rapport annuel 2004 aborde les questions suivantes :

- Qu'a fait la Banque pour davantage mettre l'accent sur la pauvreté dans ses modèles d'entreprise par

pays, ses stratégies d'aide-pays (SAP) et ses instruments (opérations de prêts et hors prêts) ?

- Quelle a été la contribution de la Banque dans le processus de croissance et de réduction de la pauvreté d'une manière durable dans les pays sélectionnés depuis 1990,³ si l'on s'attache aux conclusions des Évaluations de l'aide-pays OED les plus récentes ?
- Quel est le niveau d'efficacité de l'aide de la Banque en ce qui concerne le premier pilier de la stratégie 2001 —Créer un climat favorable aux investissements, à la création d'emplois et à la croissance durable ?
- L'aide de la Banque a-t-elle été efficace en ce qui concerne le deuxième pilier de la stratégie 2001— Responsabiliser les pauvres pour qu'ils participent au développement et investir en eux ?



Evaluation de l'approche consistant à mettre l'accent sur la pauvreté au niveau de l'entreprise

Ce chapitre évalue la manière dont la Banque a adopté les modèles d'entreprise par pays, les stratégies d'aide-pays (SAP) et ses instruments analytiques et de prêts. La Banque a déployé des efforts considérables au niveau de l'entreprise pour que la réduction de la pauvreté soit au premier plan de ses modèles d'entreprise, de ses stratégies d'assistance et de ses projets. Mais il reste encore beaucoup à faire pour obtenir un meilleur alignement avec les objectifs de réduction de la pauvreté de la Banque, et son cadre de suivi et d'évaluation est encore en cours d'élaboration.

Modèles d'entreprise par pays et programmes mondiaux

La Banque a défini des catégories différentes en fonction de ses pays clients qui serviront de guide à son modèle d'entreprise ou à son approche de financement par catégorie. L'Initiative de la Stratégie de réduction de la pauvreté est la pièce maîtresse des relations de la Banque avec les pays à faibles revenus. Les autres initiatives stratégiques régissent l'aide de la Banque aux pays fragiles ou sortant d'un conflit d'un côté de la courbe de développement, et aux pays à revenus intermédiaires de l'autre côté, ainsi que son implication dans les programmes mondiaux. Les programmes mondiaux sont, par contre, une activité nouvelle en croissance pour le Groupe de la Banque.

Pays à faibles revenus

En 1999, la Banque et le Fonds monétaire international (FMI) ont tous deux lancé la *Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP)* et les *Initiatives en faveur des pays pauvres très endettés (PPTTE)*. La SRP a pour objectif « d'améliorer le travail de la Banque en matière de réduction de la pauvreté dans les pays bénéficiant de l'IDA » (Banque mondiale et FMI 1999b), et l'Initiative PPTTE (pour un

sous-ensemble de pays IDA) ajoute l'objectif explicite de « libérer des ressources pour augmenter les dépenses sociales aux fins de réduction de la pauvreté » à l'objectif PPTTE d'origine qui consistait à ramener le niveau de la dette à des niveaux viables (Banque mondiale et FMI 1999a).¹ Les processus de réduction de la stratégie de la pauvreté ont permis aux stratégies de développement national de mieux aborder les problèmes de pauvreté en faisant ressortir le besoin de données saines sur la pauvreté et en mettant l'accent sur des indicateurs de pauvreté multidimensionnels basés sur les revenus ou hors revenus.

Mais, ces approches n'ont pas encore atteint tout leur potentiel qui devrait permettre de réduire la pauvreté. L'évaluation OED 2004 de l'Initiative de la stratégie pour la réduction de la pauvreté (encadré 2.1) a conclu que les stratégies nationales mettaient essentiellement l'accent sur la répartition des

La Banque a mis un point d'honneur à faire de la réduction de la pauvreté un objectif du programme qu'elle va mettre en place dans les pays à faible revenu, mais il reste encore à améliorer la façon dont il sera mis en place.

Points essentiels de l'évaluation 2

- La Banque a déployé des efforts considérables au niveau de l'entreprise pour que la réduction de la pauvreté soit au premier plan de ses modèles d'entreprise, de ses stratégies d'assistance et de ses projets.
- Les modèles d'entreprise et les programmes mondiaux de la Banque ne sont pas encore entièrement en phase avec la lutte contre la pauvreté.
- Pour lier les interventions pays de la Banque à la réduction de la pauvreté, il est nécessaire de se concentrer davantage sur les résultats.

dépenses publiques pour pouvoir réduire la pauvreté, mais n'avait pas pris en compte toute la gamme d'actions politiques envisagées dans la stratégie de réduction de la pauvreté de 2001.² Dans le domaine des dépenses publiques, la majorité des fonds ont été alloués dans le but d'accroître l'offre de

Les initiatives PPTE et DSRP mettent trop l'accent sur une augmentation des dépenses publiques plutôt que sur une approche plus complète de la réduction de la pauvreté.

service dans les secteurs sociaux et dans une bien moindre mesure l'offre d'investissements qui pourrait pourtant servir à supprimer les goulots d'étranglement dans les secteurs économiques et de production. De même, les conditions de la PPTE selon lesquelles les pays doivent allouer les fonds « dégagés » au titre de l'allègement de la dette aux dépenses publiques dans les secteurs sociaux, n'ont pas permis d'avoir une approche exhaustive et durable de la réduction de la pauvreté selon l'évaluation OED 2003 de l'initiative.³ Les contraintes de capacité d'absorption dans les secteurs sociaux de nombreux pays débiteurs ont freiné l'efficacité des dépenses supplémentaires. La réduction de la pauvreté d'une manière holistique et

durable nécessite de mettre l'accent sur d'autres actions visant la croissance et la réduction de la pauvreté—comme le développement de l'accès au commerce, d'un climat d'investissement, de l'agriculture et des infrastructures—qui ont bénéficié d'une attention insuffisante (OED 2003b). Enfin, pour que le processus de stratégie de réduction de la pauvreté reste sur sa lancée et continue à bénéficier de l'aide des diverses parties prenantes, il devra rapidement fournir des données qui justifient les résultats sur la réduction de la pauvreté dans les pays à faibles revenus.

En 2002, la Banque a créé une catégorie spéciale de *pays à faible revenu en difficulté* (LICUS). Ces pays ont des politiques, des institutions et une gouvernance particulièrement faibles,—suite aux séquelles d'un conflit ou d'une crise prolongée. L'évaluation OED du support de la Banque mondiale à l'initiative LICUS, planifiée pour l'exercice 2006, va évaluer dans quelle mesure l'initiative LICUS est en phase avec les objectifs de réduction de la pauvreté (OED 2004i) Le Fonds d'aide-pays post-conflit, qui a précédé l'initiative LICUS, a été conçu aux fins de fournir un instrument rapide et souple que la Banque peut utiliser pour

Encadré 2.1

L'Initiative de la stratégie pour la réduction de la pauvreté a apporté une valeur ajoutée au programme sur la pauvreté. . . mais est encore en cours d'élaboration

Réalisations

- Les stratégies de développement nationales mettent davantage l'accent sur la pauvreté.
- Les consultations organisées ont permis d'ouvrir le dialogue sur les politiques.
- Un cadre constructif a été fourni pour favoriser le dialogue entre les donateurs et les gouvernements.

Domaines ayant besoin d'une attention particulière

- Les stratégies mettent trop l'accent sur les dépenses publiques et négligent la vaste gamme d'actions politiques requises pour améliorer la croissance et réduire la pauvreté.
- Le suivi des résultats afférents à la réduction de la pauvreté reste faible.
- Les partenaires externes, y compris la Banque, n'ont pas encore défini la manière dont le contenu de leurs programmes va changer.
- Le caractère conditionnel de l'initiative empêche l'adhésion du pays, ainsi l'accent est mis sur la finalisation de documents pour pouvoir accéder aux ressources au lieu de le mettre sur l'amélioration des processus.

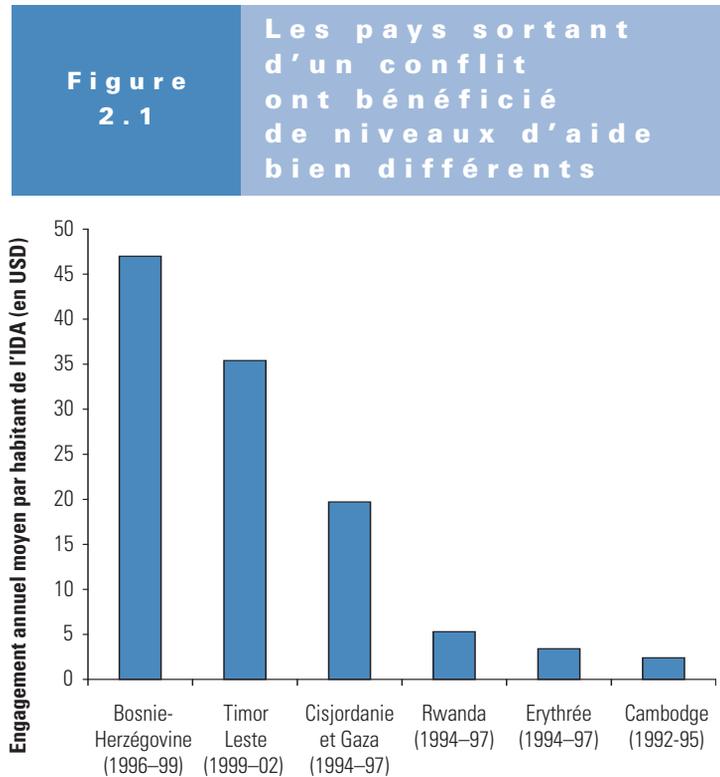
Source : OED 2004s

aider les régions ravagées par un conflit.⁴ Le rapport OED sur le Fonds d'aide-pays post-conflit a conclu qu'il n'avait pas rapidement et efficacement comblé les lacunes durant la période de transition qui s'écoule entre les phases de secours et de reconstruction et la phase d'assistance au développement, sauf au Timor oriental et en Afghanistan (OED 2004). En outre, il n'existe aucun consensus avec la Banque ou entre ses partenaires potentiels au sujet du type d'action qui serait le plus efficace ou sur le rôle qui lui serait le plus approprié dans les pays ravagés par un conflit. La répartition des prêts de la Banque révèle des tensions entre la pauvreté et les besoins spéciaux des clients ravagés par un conflit. Certains des clients post-conflit et moins pauvres, comme la Bosnie-Herzégovine et la Cisjordanie et la bande de Gaza, ont reçu un engagement IDA par habitant de plus de trois fois supérieur à la moyenne de tous les emprunteurs IDA et neuf fois plus que le Rwanda, le client post-conflit le plus pauvre (figure 2.1).⁵ Tandis que les différences de performance et de capacités d'absorption proviennent de certains de ces écarts, les fondements sur lesquels reposent les décisions de prêt de la Banque dans les situations de sortie de conflit doivent être rendus plus transparents.

Pays à revenus intermédiaires

La stratégie de la Banque mondiale dans les *pays à revenus intermédiaires* adopte l'objectif de l'organisation en matière de réduction de la pauvreté. Le *Document cadre stratégique 2001* a affirmé que l'engagement continu dans les pays à revenus intermédiaires est essentiel à la mission de la Banque consistant à lutter contre la pauvreté, car « les pays ayant droit à l'aide de la BIRD abritent la plupart des populations vivant avec moins de 2 USD par jour » (Banque mondiale 2001a). La stratégie de la Banque dans les pays à revenus intermédiaires a été redéfinie en 2004 pour inclure l'aide de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) en faveur d'une « croissance économique durable, équitable et créatrice d'emplois ... améliorant les niveaux de vie » tout en mettant l'axe sur des biens collectifs mondiaux particuliers⁶ dans le cadre de la réduction de la pauvreté (Banque mondiale 2004c).

Le groupe des pays à revenus intermédiaires, tels que définis par la Banque, englobe les pays dont le revenu par habitant varie entre 765 USD et 9 385 USD en 2003, avec différents profils de pauvreté. Environ 11 % de la population dans les pays à revenus intermédiaires vit dans une pauvreté extrême (moins de 1 USD/jour). Seize pour cent supplémentaires qui vivent entre 1 et 2 USD par jour sont vulnérables de tomber dans une pauvreté



Source : OED 2004e et Indicateurs de développement dans le monde.

extrême si une crise éclate ou en cas de choc économique. La pauvreté hors revenu peut s'avérer importante dans les pays à

revenus intermédiaires. La pauvreté dans les pays à revenus intermédiaires plus riches a tendance à se concentrer régionalement ou ethniquement. Malgré le nombre important de personnes pauvres ou proches du seuil de pauvreté dans un grand nombre de ces pays, une majorité d'entre eux voit le développement comme un moyen de rejoindre les rangs des pays développés (Banque mondiale 2004e). Alors que les deux piliers de la stratégie de réduction de la Banque sont toujours appropriés pour les pays à revenus intermédiaires, la Banque doit relever le défi de mettre son objectif d'entreprise en phase avec les diverses aspirations des pays à revenus intermédiaires qui restent très hétérogènes. La Banque a besoin d'exprimer l'importance qu'elle accorde à la pauvreté d'une façon qui attire les pays

à revenus intermédiaires et qui les pousse à rechercher l'assistance de la Banque pour atteindre leurs objectifs.

L'assistance aux pays sortant d'un conflit n'a pas de grande corrélation avec leurs niveaux de pauvreté

La Banque doit aligner son approche axée sur la pauvreté avec les aspirations de ses clients à revenus intermédiaires.

Programmes mondiaux

L'implication de la Banque mondiale dans les programmes de partenariats mondiaux s'est accélérée depuis 1998 et s'est élargie pour passer de programmes de biens publics globaux à des programmes en faveur de l'entreprise impliquant plusieurs pays (OED 2004b). Le plus important de ces programmes, le Groupe consultatif sur la Recherche agricole internationale, a permis de réduire la pauvreté par le biais d'un approvisionnement en aliments plus important et plus sûr, une hausse du nombre des emplois et une baisse des prix des aliments. Le Programme spécial de Recherche et de Formation concernant les maladies tropicales a soutenu le développement de

L'implication de la Banque dans les programmes mondiaux n'a pas été motivée par des objectifs de réduction de la pauvreté, même si certains programmes mondiaux ont permis de réduire la pauvreté.

nouveaux traitements de maladies dont souffrent les pauvres comme l'onchocercose, la lèpre et la malaria et a permis de renforcer les capacités de recherche dans les pays en développement. Mais la réduction de la

pauvreté n'est pas un critère explicite pour sélectionner ou ignorer l'implication de la Banque dans les programmes mondiaux. Elle ne constitue qu'un élément implicite des autres critères. Même si la plupart des programmes mondiaux se sont alignés avec les objectifs des ODM, leurs stratégies manquent encore de fondement analytique fort et de structures de décision bien pensées.

Jusqu'à aujourd'hui, il s'est avéré difficile de mesurer l'impact de l'aide sur la pauvreté, même dans les SAP axés sur les résultats.

En participant aux programmes mondiaux, la Banque a besoin de mettre l'accent sur les questions politiques globales qui entravent la croissance réductrice de la pauvreté dans ses pays clients. Elle devrait

aussi consolider les liens entre les exploitations des pays et les programmes mondiaux pour s'assurer que ces derniers apportent bien une valeur supplémentaire à la réduction de la pauvreté à l'échelle des pays. Les Stratégies d'aide-pays indiquent rarement la manière dont les programmes mondiaux de la Banque peuvent apporter un soutien au développement à l'échelle des pays.

Stratégies d'assistance pays

Les objectifs de la Banque au niveau de l'entreprise sont incarnés par les Stratégies d'assistance pays (SAP) au niveau pays. L'importance accordée à la pauvreté par les SAP s'est améliorée, selon la rétrospective SAP 2003.⁷ Le pourcentage des SAP

ayant reçu une évaluation satisfaisante ou supérieure en ce qui concerne l'importance qu'elles accordent à la pauvreté a augmenté de 61 % durant le deuxième semestre de l'exercice 1998 et durant tout l'exercice 1999, pour passer à 71 % durant l'exercice 2000 et le premier semestre 2001 et le pourcentage des SAP ayant une évaluation assez satisfaisante a baissé pour passer de 28 à 16 pour cent (Banque mondiale 2003a).

En dépit de l'importance croissante accordée à la pauvreté, la Rétrospective SAP 2003 a démontré le besoin d'une plus grande cohésion entre les objectifs des SAP et les objectifs de réduction de la pauvreté (Banque mondiale 2003a). En conséquence, les dernières directives sur les SAP remises au personnel précisent que les SAP adoptent la vision des DSRP dans les pays à faibles revenus, ou toute autre stratégie de développement nationale dans les pays à revenus intermédiaires (Banque mondiale 2004d). Les SAP devraient en outre prendre en compte les liens qui existent entre les objectifs des pays et ceux des ODM. Ces indications sont donc en phase avec le mandat global de la banque qui consiste à réduire la pauvreté.⁸

Dans le cadre de l'évolution de la Banque vers une approche plus axée sur les résultats à l'échelle des pays, les SAP traditionnels sont remplacés par des SAP basés sur les résultats et le Rapport de fin d'exécution des SAP a été lancé en guise de projet pilote. Le suivi et l'évaluation de l'importance de la pauvreté dans les SAP demandera des efforts supplémentaires pour surmonter la pénurie de données sur la pauvreté à l'échelle des pays. Une évaluation plus claire de l'incidence de l'aide de la Banque dans la réduction de la pauvreté, même dans les SAP pilotes basés sur les résultats, n'a pas pu être correctement menée en raison du caractère inadéquat des liens entre les interventions de la Banque, les actions pour obtenir des résultats intermédiaires et les indicateurs de résultats intermédiaires (OED 2004a). Les rapports initiaux OED sur les Rapports de fin d'exécution des SAP suggèrent des manières d'améliorer ces liens (encadré 2.2).

Les instruments

Les prêts

Les directives concernant les prêts de la Banque placent au premier plan l'approche consistant à rester axé sur la pauvreté. Les prêts de la Banque octroyés aux fins d'investissement sont requis de soutenir la réduction de la pauvreté et les prêts au titre de la politique de développement doivent tenir compte de l'incidence sur la pauvreté. La Politique opérationnelle de la Banque en 1994 concernant la politique d'investissement inclut un

critère selon lequel elle doit contribuer à la réduction de la pauvreté. Les directives portant sur les prêts au titre de la politique de développement, émises dans un OP 8.60 révisé *Prêts au titre de la politique de développement*, permettent d'accorder une plus grande importance à la pauvreté par rapport aux opérations d'ajustement antérieures en demandant au personnel de déterminer si les politiques soutenues par les opérations ont des chances d'avoir des conséquences sociales importantes, notamment sur les pauvres et les groupes vulnérables (Banque mondiale 2004g).⁹ Le crédit à l'appui de la stratégie de réduction de la pauvreté (CSRП) est un instrument de prêt de la politique de développement conçu pour soutenir plus particulièrement la réduction de la pauvreté, intégrée dans le DSRP. L'incidence de la pauvreté sur les 31 CSRП souscrits jusqu'à aujourd'hui n'a pas encore été évaluée. Dans quelles mesure les systèmes de suivi et d'évaluation de la Banque soutiennent-ils l'approche qui consiste à rester axé sur la pauvreté dans le cadre des opérations de prêts ? Les directives sur le suivi et l'évaluation des prêts de la Banque sont encore en cours d'élaboration et le degré avec lequel le suivi et l'évaluation profitent de l'approche consistant à rester axé sur la pauvreté dépend des objectifs du projet.

Environ la moitié des prêts de la Banque accordés entre 2000 et 2004 s'est adressée directement aux cinq thèmes du premier pilier de la stratégie de la Banque 2001, et un quart supplémentaire a été consacré au deuxième pilier (figure 2.2). Le quart restant se compose de prêts au développement et à l'environnement urbains et ruraux, domaines ayant des activités qui figurent dans les deux piliers : croissance économique et responsabilisation.¹⁰ Dans le premier pilier, les prêts de la Banque sont passés d'une assistance aux réformes de première génération, comme la gestion économique (qui a baissé en moyenne de 14 % par an), à la gouvernance du secteur public (qui a augmenté de 11 pour cent par an). Dans le second pilier, les prêts de la Banque au titre du développement humain ont augmenté de près de 30 pour cent par an et au titre du développement social de près de 10 pour cent par an. L'augmentation du nombre de prêts dans le second pilier a été soutenue par une performance supérieure de l'ensemble de ces projets d'investissement par rapport aux autres thèmes (figure 2.3).¹¹

Etudes analytiques

La Politique opérationnelle de la Banque 1.00 sur la Réduction de la pauvreté a défini des attentes selon lesquelles la Banque doit mener des évaluations

Encadré 2.2

Les programmes de la Banque sur les pays pourraient renforcer leur approche axée sur les résultats

Les Stratégies d'aide-pays de la Banque devraient :

- élaborer davantage la manière dont l'aide de la Banque a contribué aux objectifs des SAP.
- fournir des recommandations plus spécifiques sur la manière de réunir des données qui serviront d'outils d'aide à la décision.
- mettre l'accent sur les impacts du développement plutôt que sur le transfert de ressources.
- définir des indicateurs qu'il est possible de suivre pour mesurer les progrès réalisés dans les domaines clés.
- prêter au delà du programme minimum seulement dans les cas où des réformes ayant fait l'objet d'un accord ont bien été mises en œuvre.

Source : Rapports annuels OED de l'exercice 2003 et Rapports de fin d'exécution SAP de l'exercice 2004.

périodiques sur la pauvreté qui incluront trois activités : une évaluation de la situation sur la pauvreté, une analyse de l'impact de la

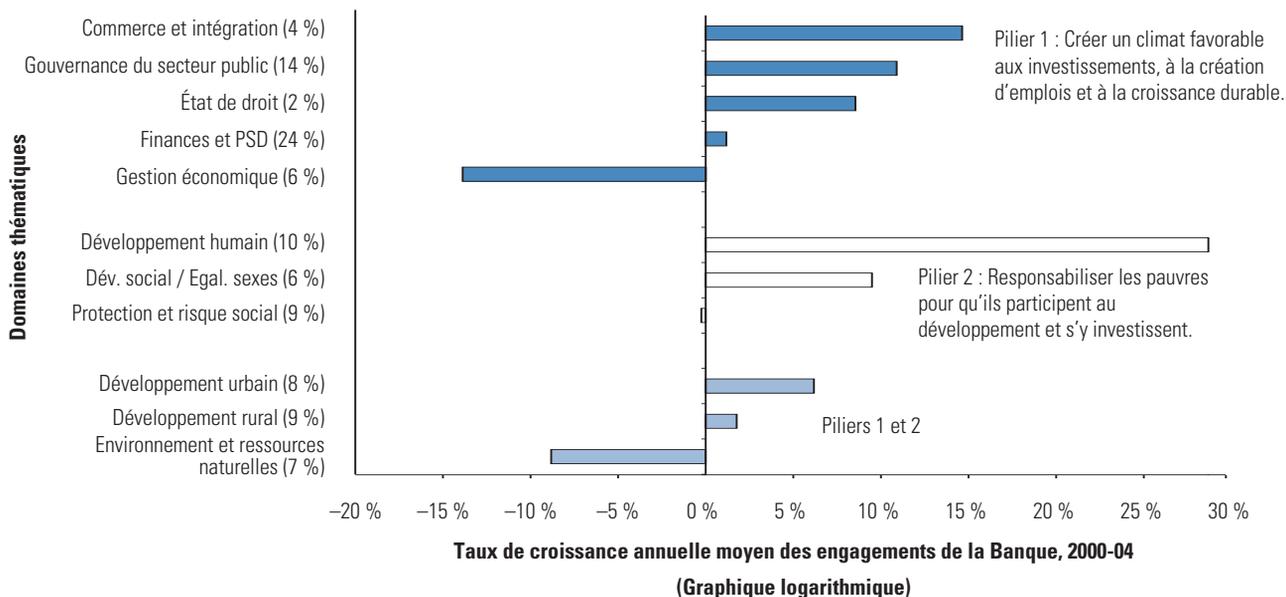
croissance et des actions publiques sur la pauvreté et une expertise des systèmes de suivi et d'évaluation de la pauvreté (Banque mondiale 2004j). Les évaluations sur la pauvreté ont toujours été très utiles pour analyser les profils de pauvreté dans de nombreux pays (OED 2004s). Elles possèdent un niveau élevé de qualité d'analyse et exploitent mieux les données qualitatives sur les pauvres selon un rapport sur huit années fiscales Evaluation de la pauvreté 2002 par le Groupe Assurance Qualité de la Banque (QAG) (Banque mondiale 2003b). Cependant, le QAG a conclu que les Evaluations avaient tendance à trop mettre l'accent sur les secteurs sociaux en négligeant les secteurs productifs et qu'elles pourraient mieux faire en rapprochant leurs analyses aux conclusions portant sur les solutions et les propositions de la politique (encadré 2.3).

En 2003, la Banque a lancé l'Analyse d'impact sur la pauvreté et la situation sociale (AIPS)—une analyse sur l'incidence distributive des réformes politiques sur le bien-être des différents groupes de parties prenantes—pour informer de la création des DSRP et des interventions de la Banque dans l'ensemble des pays clients. Au cours des deux dernières années, la Banque mondiale a financé environ 70 activités de type AIPS, portant essentiellement sur des réformes dans le secteur

Les évaluations sur la pauvreté devraient davantage mettre l'accent sur les liens avec la croissance économique.

Figure 2.2

Les opérations de prêts de la Banque aux fins du développement humain connaissent leur croissance la plus rapide depuis 2000

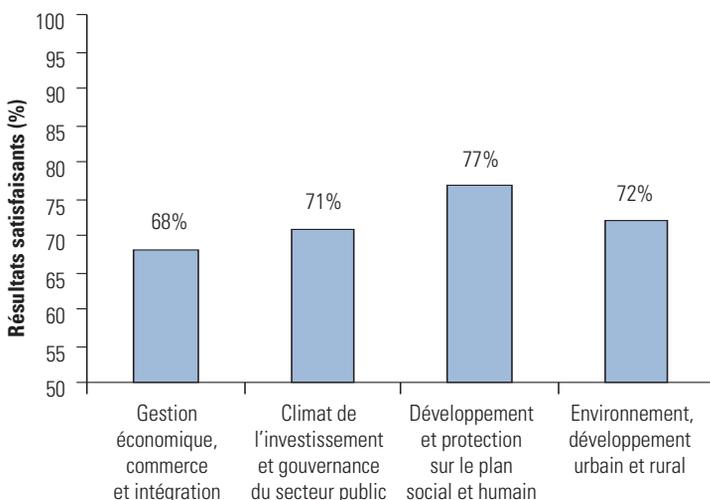


Note : Les chiffres entre parenthèses sur l'axe vertical représentent la part des engagements totaux par domaine thématique entre 2000 et 2004. Les thèmes sont répartis selon les piliers respectifs de la stratégie de réduction de la pauvreté 2001 en phase avec les répartitions similaires dans les documents budgétaires de la Banque (Banque mondiale 2004j).

Source : Données de la Banque mondiale.

Figure 2.3

Les projets d'investissement ayant mis l'accent sur les thèmes du développement humain et social ont obtenu les meilleures notes en terme de résultat



Note : résultats satisfaisants en pourcentage des projets d'investissements approuvés depuis 1990 et présents dans le portefeuille en 2004 ; 1990 est la première année au cours de laquelle les projets de la Banque sont codés par thème.

Source : Données de la Banque mondiale.

public, l'agriculture, le commerce et la politique macroéconomique.¹² Mais, la Banque a organisé moins d'analyses AIPS qu'elle ne l'avait prévu (OED 2004s). Des contraintes liées aux données et des obstacles en terme d'analyse, comme l'estimation dans le temps de l'impact sur les réformes et la demande limitée de l'Etat en analyse distributive, ont tous représenté des défis selon les rapports *sur l'avancement de l'exécution* des DSRP 2003 et 2004 (Banque mondiale 2003b et 2004i).

Il reste une lacune en terme de savoir au niveau des liens entre les politiques, les programmes et les stratégies par secteur d'un côté et les résultats relatifs à la pauvreté de l'autre, notamment l'impact social des politiques macroéconomiques (OED 2004u). La tâche analytique de la Banque a tendance à mettre l'accent sur un ou plusieurs piliers de la stratégie de réduction de la pauvreté, en ignorant les interactions potentielles entre les deux. Par exemple, les investissements publics dans l'éducation des pauvres peuvent conduire à une croissance plus rapide. Une amélioration des institutions publiques pourrait responsabiliser les pauvres afin d'améliorer l'apport de services d'éducation et de santé. La dimension *Des progrès limités ont été réalisés dans l'analyse de la pauvreté et l'impact social des réformes.*

**Encadré
2.3****Les évaluations sur la pauvreté
représentent un outil utile, mais
peuvent être encore améliorées**

Les rapports du Groupe assurance qualité (QAG) portant sur huit Evaluations sur la pauvreté ont conclu qu'elles étaient très bonnes, mais dans certaines dimensions seulement :

- Les Evaluations sur la pauvreté sont sélectionnées d'une manière stratégique de manière à s'adapter au cycle de programmation des états et aux Stratégies d'assistance pays (SAP) de la Banque.
- La qualité des analyses est très bonne, notamment la génération et l'usage efficaces de preuves empiriques.
- Des efforts importants ont été déployés pour développer des informations qualitatives, comme l'auto-perception autonome de la pauvreté et de l'insécurité, ainsi que les opinions des utilisateurs sur les services publics destinés aux pauvres.
- Certaines Evaluations sur la pauvreté ont ajouté un contexte historique comme un moyen d'expliquer les conditions initiales qui précèdent à leur tour la répartition des atouts et opportunités et les changements politiques.
- Des équipes ont engagé des homologues qui leur ont permis

d'enquêter sur des aspects plus sensibles, comme les différences géographiques et ethniques sur l'incidence de la pauvreté, qui n'auraient pas été possible autrement.

Le rapport identifie trois domaines qui ont besoin d'être améliorés :

- Les Evaluations sur la pauvreté ont tendance à mettre l'accent sur les secteurs sociaux, où les informations sont sensées être disponibles, au détriment d'une attention sur le secteur des infrastructures, le secteur rural et les autres aspects économiques comme la participation et la performance du marché du travail.
- Le traitement de la gestion du secteur public est souvent trop naïf dans les Evaluations sur la pauvreté. Une trop faible attention est portée sur les questions de gouvernance et de transparence.
- Les Evaluations sur la pauvreté ne comportent pas assez de synthèses et conclusions de leurs analyses. Un grand nombre d'entre elles n'arrivent pas à identifier des priorités relatives, les différentes étapes à suivre et leurs coûts potentiels ainsi que leurs implications fiscales.

Source : Banque mondiale 2003b

des travaux tournant autour des DSRP et des évaluations de la pauvreté, et n'est que partiellement reliée à la tâche analytique visant à soutenir la croissance et le programme d'investissements. Il conviendrait que la tâche analytique du programme d'Etudes économiques et sectorielles—comme les Mémoires économiques sur un pays—puisse, quelque

part, mettre l'accent sur les interactions entre les deux piliers, comme l'incidence sur la pauvreté de la croissance et des politiques d'investissement.

Il existe une lacune en terme de savoir entre les interventions de développement et les résultats relatifs à la pauvreté.



Efficacité du développement à l'échelle des pays

Le présent chapitre examine l'efficacité de la Banque en terme d'utilisation des différents instruments disponibles à l'échelle des pays—stratégies d'assistance, prêts et études analytiques—qui s'appuie largement sur 21 évaluations d'aide-pays parmi les plus récentes de l'OED.

Résultats globaux au niveau de la croissance, de la pauvreté et de l'aide de la Banque

Les 21 pays se répartissent en trois groupes selon leur expérience en terme de croissance économique et de réduction de la pauvreté entre 1990 et 2003 (figure 3.1). Ceci valide la forte relation illustrée dans la figure 1.2 entre la croissance économique et la réduction de la pauvreté à l'échelle pays.

Le premier groupe de six pays considérés comme ceux ayant obtenu de bons résultats (Chili, Chine, République dominicaine, Inde, Tunisie et Viêt-Nam) a affiché une croissance de son PIB par habitant de plus de 3 pour cent entre 1990 et 2003—de 3,1 % par an en Tunisie à 8,1 % en Chine. Cette croissance a conduit à un déclin de l'insuffisance des revenus, qui a chuté de 35 % en moyenne dans ces pays en 1990 à 16 % en 2001, mais aussi à une amélioration des indicateurs sociaux comme ceux de la santé et de l'éducation.

Le deuxième groupe de sept pays a connu une chute importante de son PIB au début des années 90 qui correspond à sa phase initiale de transition vers une économie de marché.² Chacun d'entre eux a ensuite enregistré une reprise à partir de 1993 en Arménie, en Croatie et en Mongolie ; en 1994 en Lituanie ; en 1997 en Bulgarie ; en 1998 en Russie et en 1999 en Moldavie. Tous ces pays ont connu des croissances importantes de la pauvreté en raison de la récession durant leurs phases de transition, mais aussi une augmentation des inégalités alors que

leurs niveaux étaient plutôt bas dans les années 80, et enfin une détérioration de leurs conditions sociales. L'insuffisance des revenus a chuté et les indicateurs sociaux se sont améliorés au cours des dernières années suite à la forte croissance économique de nombreux pays.

Le troisième groupe des huit pays ayant affiché des résultats médiocres à moyens (Brésil, Guatemala, Jordanie, Lesotho, Maroc, Pérou, Zambie et Zimbabwe) a affiché des taux négatifs ou très bas de la croissance de son PIB par habitant entre 1990 et 2003 — variant de -0,9 pour cent en Zambie et au Zimbabwe à 2,1 pour cent au Pérou. Environ 20 % de la population des pays à revenus intermédiaires du groupe et 50 % dans les pays à faibles revenus sont restés dans la pauvreté pendant ces 10 années.

Avec quel niveau d'efficacité la Banque a-t-elle travaillé dans ces trois environnements différents ? Dans tous les six pays ayant affiché de bons résultats, l'OED a donné une note satisfaisante à moyennement satisfaisante en ce qui concerne l'aide de la Banque (figure 3.2).³ Même dans les pays qui ont moins bien réussi, l'aide de la Banque a obtenu des résultats tout à fait satisfaisants.

Parmi les sept pays en transition, l'Arménie et la Lituanie ont obtenu les meilleurs résultats. L'aide de la Banque a permis d'obtenir et maintenir une certaine stabilité macroéconomique dans les deux pays, ce qui a favorisé une reprise économique plus

Points essentiels de l'évaluation 3

- La stratégie 2001 de réduction de la pauvreté de la Banque est fondée sur l'expérience des années 90 en matière de développement.
- La croissance économique est essentielle à la réduction de la pauvreté et la stabilité macroéconomique est nécessaire pour doper cette croissance.
- Les stratégies pays de la Banque se concentrent de plus en plus sur la pauvreté et répondent mieux aux besoins des pays clients.
- L'insuffisance de l'adhésion des pays aux réformes a entravé l'efficacité de la Banque dans un certain nombre de pays.
- La Banque a besoin de développer son aide au suivi de la pauvreté pour permettre la création d'un plus grand nombre d'interventions efficaces à l'échelle des pays.

rapide que dans les autres pays suivie d'une croissance économique soutenue. En Arménie, la Banque a également contribué à d'importantes réformes dans les secteurs de l'énergie, du transport et de l'agriculture. La Banque a mieux réussi à promouvoir le développement du secteur public que la réforme du secteur privé, et a obtenu de meilleurs résultats dans le domaine de la privatisation que dans l'amélioration de l'environnement dans les PME créatrices d'emplois (OED 2004c, p 22). En Lituanie, la Banque a également contribué à d'importantes réformes dans les secteurs fiscaux, financiers, énergétiques et des transports. Les études économiques et sectorielles dans le secteur énergétique —qui était l'axe des premières études analytiques— ont fourni des instructions claires sur la conversion du gouvernement pour passer du rôle de propriétaire à celui de régulateur imposant des réformes par étapes, comme le démantèlement de la production et de la distribution de l'énergie et l'amélioration de la qualité des comités de surveillance (OED 2004m, pp 14-15, 20-21).

Même dans certains des pays qui ont le moins bien réussi, l'aide de la Banque a généré des résultats très satisfaisants.

Pour le Brésil, les années 90 ont commencé par une instabilité économique, une croissance faible et des taux d'inflation élevés. En 1994, l'état a lancé le Plan *Real* qui a eu un effet positif immédiat sur la réduction des taux d'inflation qui sont passés d'une moyenne de 1600 pour cent entre 1990 et 1994 à 16,6 pour cent de 1995 à 1999. L'impact de la stabilité a été très fort sur la pauvreté car les taux d'inflations élevés avaient eu des répercussions disproportionnées sur les pauvres. Alors que la Banque n'avait pas joué de rôle important dans le lancement du Plan *Real* au Brésil, elle a contribué à la consolidation de la stabilisation entre 1995 et 1998 par le biais de réformes fiscales et de prêts aux fins de privatisation. Des études économiques et sectorielles organisées en temps utile ont examiné les déséquilibres fiscaux dans les états brésiliens qui ont porté préjudice à la réussite du Plan *Real*.

Ensuite, à la suite de la crise de 1999, la Banque a apporté son soutien au programme d'austérité fiscale avec cinq prêts d'ajustement s'élevant à 2,8 milliards de dollars et plusieurs prêts aux fins d'une aide complémentaire. Les prêts d'ajustement ont inclus deux prêts au titre de la réforme fiscale, un prêt pour la protection sociale et deux prêts destinés à la réforme de la sécurité sociale. Des études économiques et sectorielles en temps utile ont également permis de faire des prêts directs aux régions et secteurs qui pouvaient avoir le plus d'incidence sur la pauvreté. Des prêts bancaires ont été également alloués aux projets sur l'éducation, la santé et la pauvreté rurale dans la région plus pauvre du Nord-Est du Brésil et les résultats ont été très concluants. Les études économiques et sectorielles ont également permis de mettre sur pied des projets comme le programme d'amélioration de l'école nationale (Fudescola) lancé en 1996 et soutenu par trois prêts de la Banque (OED 2005b, p. 8).

Principaux facteurs déterminant le niveau de satisfaction des résultats

L'amélioration des résultats afférents à l'aide de la Banque dans ces trois groupes de pays proviendrait de trois facteurs clés : (1) atteinte et maintien d'une stabilité macroéconomique durable, (2) pertinence des stratégies de la Banque à l'échelle des pays et (3) adhésion des pays au programme de réformes.

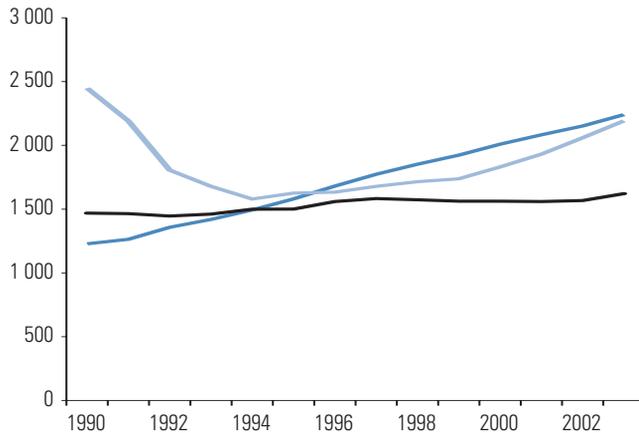
Stabilité macroéconomique

La Banque a soutenu la stabilisation macroéconomique dans les 21 pays de 3 manières générales : diagnostics et conseils réguliers, prêts d'ajustement pour fournir un équilibre des paiements et un soutien budgétaire (souvent, mais pas toujours, à la suite d'une crise économique) et prêts aux fins d'une assistance technique et d'investissements afin d'institutionnaliser la stabilité macroéconomique. Les résultats de cette aide ont été plus satisfaisants dans les pays où la stabilité a été obtenue et maintenue, comme dans le cas du groupe de six pays ayant affiché de bons

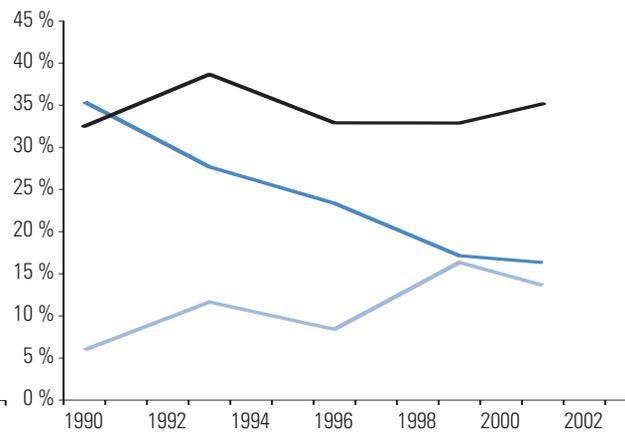
**Figure
3.1**

La réduction de la pauvreté est fortement associée à la croissance économique

PIB par habitant (1995, en USD)



Proportion de la population au-dessous du seuil de pauvreté



- Pays ayant de bons résultats : Chili, Chine, République dominicaine, Inde, Tunisie et Viêt Nam
- Pays en transition : Arménie, Bulgarie, Croatie, Lituanie, Moldavie, Mongolie, Russie
- Pays ayant obtenu des résultats médiocres et moyens : Brésil, Guatemala, Jordanie, Lesotho, Maroc, Pérou, Zambie, Zimbabwe

Note : La proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté est égale aux moyennes arithmétiques des pays de chaque groupe pour que les grands pays n'écrasent pas les autres pays de chaque groupe. Le seuil de pauvreté est une unité de mesure relative de la pauvreté selon laquelle des personnes sont réputées pauvres si leur niveau de consommation n'atteint pas les 1 USD par jour ou un tiers de la moyenne du niveau de consommation de chaque pays. Ceci facilite les comparaisons entre les pays à revenus faibles et intermédiaires.

Source : Tableau C.1 et Annexe B.

résultats. Inversement, l'absence de stabilité macroéconomique a largement limité l'efficacité de l'aide de la Banque. Les crises macroéconomiques qui ont sévi dans les économies en transition au début des années 90 et qui étaient associées à la crise de 1997 en Asie, à la crise de 1998 en Russie et à la crise de 1999 au Brésil, ont entraîné des revirements de la croissance économique et une augmentation des niveaux de pauvreté dans les pays touchés.

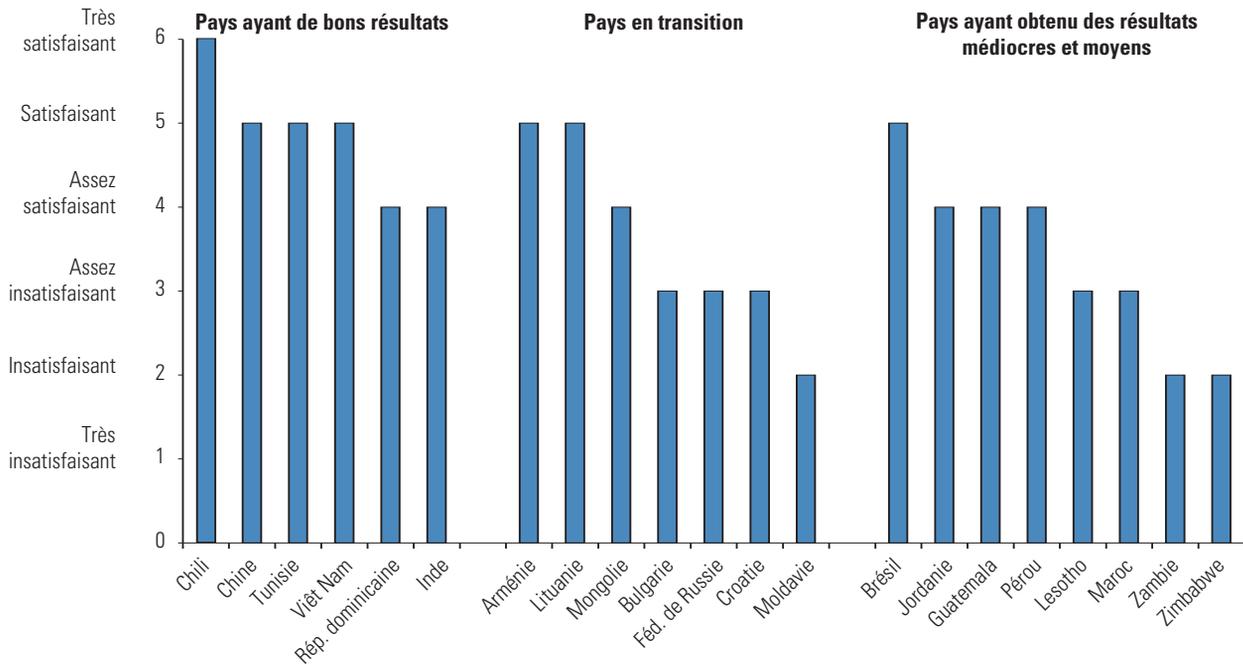
La Banque a fourni des conseils efficaces en temps utile (sans prêt d'ajustement) en Chine dans le cadre de deux essais de croissance et de stabilité pendant les années 90. En 1993, alors que l'inflation grimpait de 20 pour cent environ, l'argument de la Banque selon lequel l'instabilité macroéconomique proviendrait du caractère incomplet de la réforme et ne serait pas intrinsèque à la réforme, a permis de mobiliser les efforts pour réformer la banque centrale et la gestion de l'argent et d'entreprendre des réformes fiscales pour restaurer et re-centraliser partiellement le recouvrement des recettes. Les réformes fiscales de 1994 dans les relations fiscales intergouvernementales, que la Banque se fait fort de défendre, a permis à la Chine d'éviter une chute brutale du recouvrement des recettes et un effondrement financier. Ensuite, durant la crise asiatique de 1997, la Banque a influencé la Chine

pour qu'elle entreprenne une dévaluation qui a permis à la Chine de limiter la crise et de maintenir son taux de croissance et aux pays voisins de récupérer plus rapidement. D'une manière générale, les prêts d'ajustement ont porté leurs fruits lorsque l'Etat s'était fortement impliqué dans la stabilisation macroéconomique. En l'absence d'une telle implication, tout prêt de ce type n'a fait qu'alourdir la dette de ces pays et anéantir leur volonté de procéder à des réformes à l'avenir. En Bulgarie et au Brésil, la Banque a retardé les prêts d'ajustement de manière adéquate lorsque les réformes accusaient un certain ralentissement. Mais dans cinq autres pays—Maroc, Pérou, Russie, Zambie, et Zimbabwe—la Banque a subi des pressions et s'est vu obligée d'attribuer des prêts d'ajustement, même lorsque les réformes et la stabilisation n'avaient que très peu progressé (OED 2005b, pp. 9–10).

Un échelonnement approprié des réformes macroéconomiques incluant la libéralisation du secteur commercial et financier est important pour que la stabilisation réussisse (encadré 3.1). Il en est de même pour l'institutionnalisation des réformes monétaires et fiscales, y compris les contraintes budgétaires sévères imposées aux banques et entreprises, la réforme du système fiscal et la restructuration des dépenses publiques. En Russie,

Figure 3.2

Même certains des pays ayant obtenu des résultats modestes à médiocres sont satisfaits compte tenu des objectifs des SAP y afférents



Note : les périodes de ces résultats correspondent à celles indiquées dans les rapports des 21 CAE et varient de 1985-99 pour le Chili à 1993-03 pour la Croatie et la Moldavie. Voir Annexe Tableau 1 pour de plus amples détails.

Source : Tableau C.1.

l'usage largement répandu des arriérés et paiements hors caisse pour contourner les contraintes budgétaires austères a obligé l'Etat à emprunter sur une échelle non viable, notamment à la suite de la crise asiatique de 1997. Le défaut de paiement d'une grande partie de sa dette publique qui a suivi a eu des répercussions dans toute l'ex-Union Soviétique (Banque mondiale 2002c, p. 54).

Au Pérou, la Banque a joué un rôle important et constructif dans la stabilisation de l'économie au début des années 90 en soutenant les réformes de stabilisation macroéconomique et structurelles de l'Etat et en participant aux efforts internationaux visant la réintégration du Pérou dans l'économie financière mondiale. On a constaté des progrès dans le domaine des réformes institutionnelles au début des années 90—la réalisation la plus significative et la plus durable

Les opérations de prêts d'ajustement de la Banque ont bien fonctionné chaque fois que le gouvernement s'est engagé de son côté à assurer la stabilisation.

le démantèlement de la myriade d'organismes gouvernementaux comme les banques de développement, l'institut du commerce extérieur et les entreprises publiques.

Le gouvernement a réorganisé et créé des organismes gouvernementaux technique-ment efficaces et autonomes chargés de la politique monétaire et fiscale. Mais en 1997, la baisse de l'intérêt de l'Etat pour la réforme a entraîné un affaiblissement de la gestion macroéconomique et un retard dans les réformes. Bien que la Banque ait contribué à aider le Pérou à raviver son économie au début des années 90, le pays a été dans l'incapacité d'empêcher la régression de l'Etat dans l'élaboration de politiques économiques entre la fin des années 90 et l'élection d'un nouveau gouvernement en 2001.

Dans les pays à faibles revenus, où des programmes macroéconomiques sont généralement soutenus par une Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI (FRPC) et sont supposés être intégrés dans les DSRP, ces stratégies nationales n'ont pas exploré de manière uniforme les domaines macroéconomiques comme les politiques fiscales / salaires et la gestion des taux de change (OED 2004s, p. 15). La plupart des DSRP n'offrent pas assez de feuilles de routes efficaces pour élaborer des politiques macroéconomiques et structurelles. Au Viêt-Nam, le cadre des DSRP n'a pas été capable, à lui tout seul, de surmonter les différences politiques entre la Banque et le

**Encadré
3.1**
Un échelonnement approprié des réformes macroéconomiques est la clé de la réussite

Les pays devraient mettre en œuvre des réformes fiscales et commerciales avant d'ouvrir leurs marchés financiers. En Inde, un cadre de travail macroéconomique approprié et un échelonnement des réformes commerciales adéquat ont contribué aux impressionnants résultats obtenus en matière d'exportation et de croissance dans ce pays durant les années 90. Une dépréciation importante du taux de change du real, qui a motivé les exportations et a atténué l'impact de la baisse des obstacles à l'importation dans le secteur industriel national, a précédé les premières mesures de libéralisation en 1991. La libéralisation des échanges a également précédé l'ouverture du compte de capitaux.

Par contre, en Zambie et au Zimbabwe, un échelonnement inapproprié a donné des résultats insatisfaisants. En Zambie, l'ouverture du compte de capitaux avant la réduction des dépenses publiques a conduit à une fuite des capitaux et a prolongé le niveau

élevé de l'inflation dans le pays. Le report de la stabilisation a contribué au besoin d'un resserrement fiscal plus étroit, a sous-estimé les investissements publics nécessaires et a prolongé la période de stagnation de la croissance du début des années 90. Au Zimbabwe, le gouvernement, dans le contexte d'un Crédit d'ajustement structurel de la Banque, a mis en œuvre une vaste série de réformes économiques de libéralisation sur le marché financier et celui du travail, dans le commerce international et sur les marchés des devises étrangères qui avaient pour but d'encourager le développement du secteur privé. Mais la libéralisation des marchés financiers et la baisse des impôts avant la diminution des dépenses publiques ont conduit à une hausse du déficit de l'Etat et à des taux d'intérêts forts, ce qui a atténué les effets positifs de la libéralisation économique des investissements dans le secteur public.

Source : Tang et Harrison 2005, p. 160; OED 2002i, p. 22, 2003j, p. 22.

Fonds concernant l'envergure et l'échelonnement des réformes des entreprises nationales, même si le processus a été perçu comme étant hautement piloté par les pays et incluait des indications claires sur le point de vue de l'Etat concernant ces réformes (OED 2004s, p. 20).

Pertinence des Stratégies d'aide-pays de la Banque

Durant les années 90, les documents relatifs à la Stratégie d'aide-pays (SAP) de la Banque étaient de plus en plus alimentés par des évaluations sur la pauvreté ou autres études économiques et sectorielles, et les stratégies et priorités étaient de plus en plus rédigées en termes d'objectifs de pauvreté (Tableaux C.2 et C.3). La stratégie de réduction de la pauvreté de 1991 a fourni un cadre opérationnel viable au fins d'identifier les programme et projets prioritaires qui faisaient l'objet d'un suivi croissant durant les années 90. Les stratégies de la Banque dans les économies en transition ont été plus lentes à adopter cette approche axée sur la pauvreté (figure 3.3).⁴ Les ententes destinées à suivre l'évolution de l'approche axée sur la pauvreté, y compris des indicateurs qu'il est possible de suivre, ont fait défaut ou étaient en nombre limité dans tous les groupes de pays.

L'OED a évalué les Stratégies d'aide-pays de la Banque et a considéré qu'elles étaient pertinentes dans 17 des 21 pays en termes d'objectifs, de fondation analytique et d'instruments proposés aux fins d'atteindre une croissance durable et une réduction de la pauvreté (figure 3.4). Elle a ajouté

que les stratégies de la Banque étaient moins pertinentes en Moldavie, au Lesotho, en Zambie et au Zimbabwe, ce qui explique en grande partie les résultats

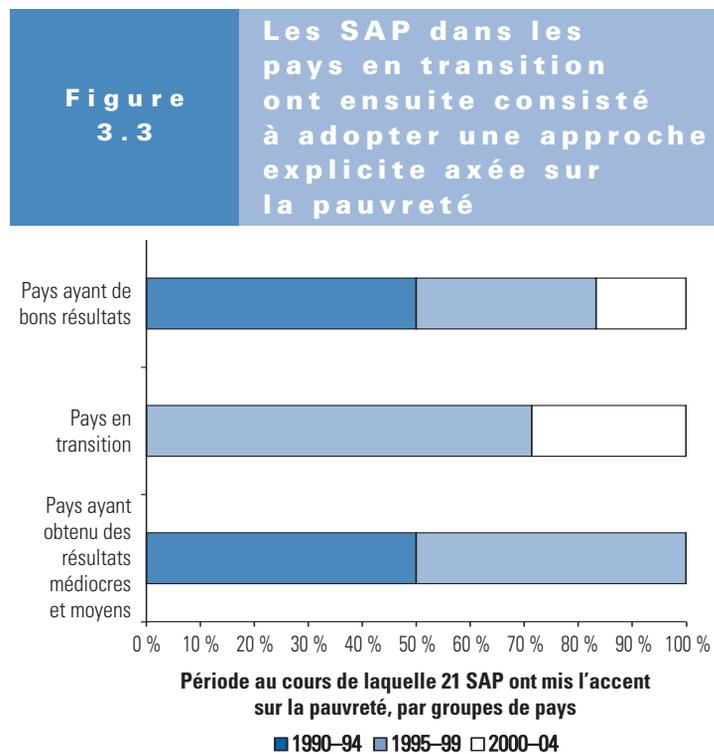
globalement insatisfaisants dans ces pays (figure 3.2).

Un degré de pertinence inférieur explique aussi pourquoi les évaluations dans deux des pays ayant obtenu de bons résultats—la République dominicaine et l'Inde—ont été moyennement satisfaisantes. La pertinence a été amoindrie en République dominicaine en raison de l'absence d'une part de continuité dans le dialogue politique et d'autre part de l'absence de la Banque pendant les périodes difficiles et dans des domaines clés de la réforme structurelle et de la privatisation (OED 2003c, p. 19). En Inde, alors que la Banque a fourni une aide en temps utile aux fins de réaliser une croissance économique et un ajustement structurel au début des années 90, en mettant notamment l'accent sur les secteurs sociaux, sa stratégie présentait des lacunes dans le domaine du développement rural. La réduction de la pauvreté dans les zones rurales s'est limitée à des services d'infrastructure inappropriés (OED 2001a, p. 36). Les prêts au

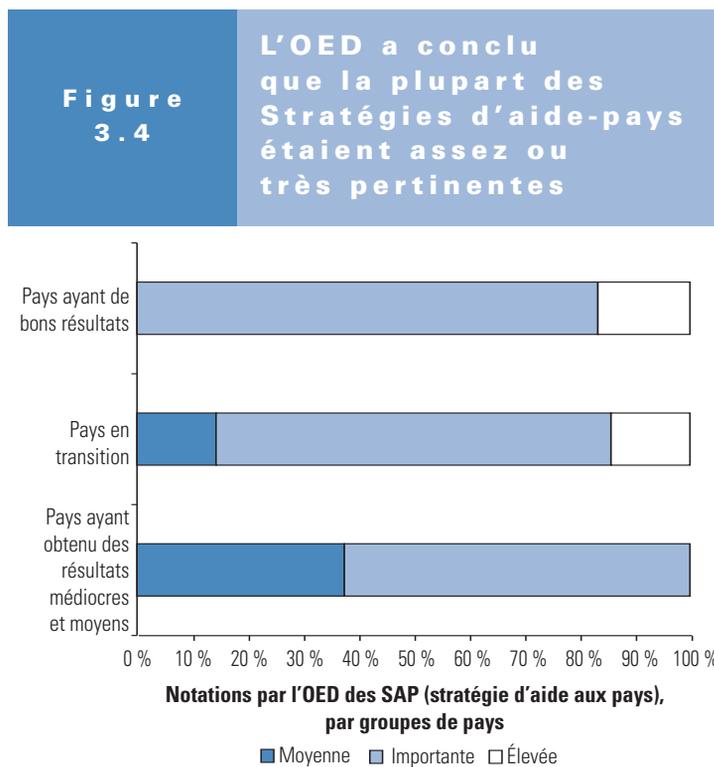
profit des économies en transition et des pays ayant affiché des résultats modestes ou médiocres, dont la plupart a tenté de

La plupart des DSRP ne fournissent pas de feuille de route pour les réformes macroéconomiques dans les pays à faibles revenus

Les stratégies pays de la Banque se concentrent de plus en plus sur la pauvreté et répondent mieux aux besoins des pays clients.



Source : Tableau C.2.



Source : Tableau C.3.

stabiliser leur économie au milieu des années 90 et par la suite, se concentrent surtout sur la gestion économique, la libéralisation des échanges et le développement du secteur privé (figure 3.5). Les prêts aux pays ayant enregistré de bons résultats, sachant qu'ils ont tous atteint une stabilité macroéconomique dans les années 80 et début 90, sont un peu plus axés sur le développement humain, le développement rural et urbain et l'environnement. Entre 1990 et 2004, les prêts d'ajustement ont représenté 42 pour cent du total des engagements envers les sept économies en transition et 37 pour cent envers les pays ayant enregistré des résultats modestes à médiocres, comparé au 13 pour cent seulement envers les six pays ayant affiché de bons résultats.

La Banque a eu des difficultés à instaurer un bon dialogue et a lancé un programme de prêts sur certaines questions clés concernant aussi bien les pays ayant affiché de bons résultats que ceux ayant enregistré des résultats médiocres, comme le secteur bancaire en Chine (encadré 3.2). Au Zimbabwe, les SAP n'incluaient pas de stratégies sur la réforme agraire – sans aucun doute la question sociale la plus importante du pays – bien que la Banque jouisse d'une importante expertise sur le sujet. Même lorsque le SAP de l'exercice 1997 a enfin reconnu que les déséquilibres dans les régimes de propriété agraire étaient en faveur de la minorité blanche, elle n'a donné aucun signal indiquant que la Banque était prête à travailler avec le gouvernement sur des réformes agraires importantes. Les stratégies de la Banque donnent en outre une importance insuffisante aux infrastructures des terres communales où se concentre l'essentiel de la pauvreté rurale (OED 2004v, p. 8)

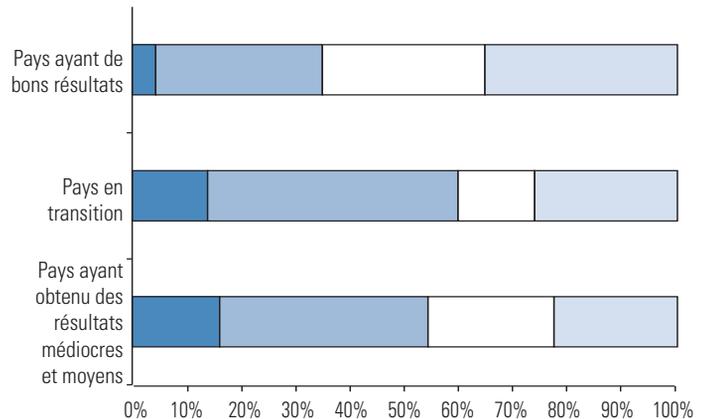
La sélection de priorités en phase avec l'avantage comparatif de la Banque a été difficile à atteindre aussi bien dans les pays ayant affiché de bons résultats que ceux ayant enregistré des résultats médiocres. Les stratégies de la Banque tendent à être définies sur une telle grande échelle que toute une série des activités peut trouver sa justification au travers des objectifs généraux. Au Viêt-Nam, —pays ayant affiché de bons résultats et jouissant d'une stratégie très pertinente, l'OED a trouvé que les faiblesses essentielles du programme d'aide de la Banque résidaient dans sa nature trop générale : il traite de nombreux secteurs et sous-secteurs. L'absence de sélection est née des pressions internes et externes exercées sur la Banque pour qu'elle soit présente dans presque tous les secteurs (OED 2001f, p. 23). Au Lesotho —pays ayant affiché des résultats modestes et jouissant d'une stratégie assez pertinente—les SAP contenaient tant d'objectifs et recommandaient tant de mesures que les pouvoirs publics, les ONG

et la société civile les ont trouvés difficile à évaluer et mettre en œuvre. Le plan d'action visant la réduction de la pauvreté de 1995 a suggéré entre 3 et 7 interventions nécessaires, mais non prioritaires dans chacun des 9 secteurs, et la SAP de 1998 a décrété que 11 des 14 domaines constituaient un domaine de développement hautement prioritaire. La SAP n'était pas assez réaliste et a mal jugé la stabilité politique du Lesotho, le nombre limité de ses ressources et la faiblesse de ses institutions (OED 2001b, p. 11).

Dans certains cas, même lorsque la stratégie d'assistance de la Banque s'est avérée pertinente à un niveau plus large, les interventions spécifiques se sont avérées moins pertinentes. En Chine, la pertinence se limite depuis longtemps aux pressions de l'Etat sur le fait que les projets doivent générer des revenus afin de rembourser les prêts de la Banque, parfois au détriment de composants de biens collectifs à plus haut rendement. Depuis que la Banque a mis fin aux capacités de la Chine à bénéficier d'un prêt de l'Association internationale de développement (IDA) au cours de l'exercice 2000, les prêts dans les secteurs sociaux et les régions les plus pauvres sont devenus de plus en plus restreints.⁵ Dans les économies de transition, l'accent qui avait été mis au début et au milieu des années 90 sur la privatisation rapide des grandes et moyennes entreprises afin d'encourager le développement du secteur privé, n'a pas toujours atteint les impacts escomptés en raison de l'absence d'un cadre institutionnel et juridique pour soutenir cette initiative (OED 20041, p. 18, Banque mondiale 2002c, p.79).

Figure 3.5

Les prêts de la Banque ont généralement reflété la situation dans le pays



Répartition de la totalité de l'engagement de la Banque 1990-04

- Gestion économique, commerce et intégration
- Climat de l'investissement et gouvernance du secteur public
- Développement et protection sur le plan social et humain
- Développement urbain et rural et environnement

Source : Données de la Banque mondiale.

Encadré 3.2

La Banque a rencontré quelques difficultés dans le cadre de la réforme bancaire en Chine

Le maintien d'un dialogue de fond avec le secteur bancaire chinois s'est avéré difficile pour la Banque. L'ampleur de ces difficultés était prodigieuse. Les dépôts sont aujourd'hui de 150 pour cent du PIB, contre 30 pour cent en 1978. La plupart des dépôts sont dans les banques qui appartenaient autrefois à l'Etat qui prêtaient sans tenir compte des capacités de l'emprunteur à rembourser son prêt, et une grande partie des emprunts non remboursés sont une source d'inquiétudes en matière de conséquences fiscales.

Au cours des 10 dernières années, bien que plusieurs prêts aient été destinés à ce secteur, le seul prêt bancaire approuvé et accordé a été le Projet d'assistance technique du secteur financier pour la somme de 60 millions d'USD durant l'exercice 1993. La préparation et le suivi du projet ont permis à la Banque d'impliquer les fonctionnaires dans les questions d'ordre politique. Ceci a permis une réorganisation de la Banque centrale et un audit de diagnostic

dans plusieurs branches, ce qui a révélé des procédures opérationnelles préoccupantes. Cependant, l'objectif plus large consistant à entamer un dialogue sur les réformes du système bancaire, n'a pas été atteint. Bien que les résultats du projet étaient considérés comme satisfaisants, la Banque, pour une série de raisons liées d'un côté à l'hésitation des pouvoirs publics chinois et de l'autre aux désaccords au sein de la Banque concernant l'approche, n'a attribué aucun autre prêt dans le secteur financier depuis 1993 et n'a entamé aucun dialogue efficace pendant près de cinq ans, entre 1995 et 2000. A compter de 2000, la Banque a accéléré ses activités hors prêts en rédigeant quatre notes sur la politique (non officielle) (sur la libéralisation des taux d'intérêts, les assurances-dépôt, la surveillance bancaire et les réformes des banques d'état), mais leur impact sur le rythme et l'orientation des réformes reste encore vague.

Source : OED 2005e, p. 20, 2005a, pp. 73-75.

La sélectivité des priorités reste un défi de taille. Dans deux cas où la stratégie de la Banque était considérée comme

pertinente, le programme de prêt lui-même s'est avéré l'être beaucoup moins. En Croatie, avant l'exercice 2002, le gouvernement a rejeté les propositions d'ajustement et de réformes sectorielles touchant l'administration publique, le secteur judiciaire, la santé et d'autres domaines. Le programme de prêt qui en a résulté a plutôt mis l'accent sur les infrastructures que sur les propositions de la SAP et encore moins sur les réformes dans le domaine des dépenses publiques, des dettes, de la croissance et de la gouvernance (OED 2004g, pp. 21–22). Au Maroc, le basculement d'une part importante du programme de

Le programme de prêt suivant s'avère parfois moins pertinent que la stratégie d'aide initiale. prêt proposé dans une SAP 1997, des opérations d'investissement au profit d'opérations d'ajustement, tout en mettant

moins l'accent sur le prêt d'ajustement le plus important, le prêt de soutien aux réformes politiques, a réduit le potentiel du programme à apporter une contribution mesurable aux fins d'augmenter la capacité de l'économie et de réduire la pauvreté.⁶ La performance du Maroc en matière de croissance et de réduction de la pauvreté a été décevante comparée aux prévisions de la SAP et aux autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Adhésion des pays au programme de réformes

Les six pays ayant affiché de bons résultats sont apparus à la Banque comme ayant un environnement de travail favorable. Généralement prêts à faire des réformes, ces pays avaient une idée précise de leurs priorités, des processus de réformes bien établies, et la capacité administrative nécessaire pour mettre en œuvre les réformes. Bien que dans la plupart des cas, ils étaient disposés à entamer un dialogue avec la Banque pour travailler avec elle main dans la main, ils ont souvent voulu garder les commandes en déterminant les priorités et le rythme des réformes. La Banque ne peut donc pas se targuer d'avoir contribué aux principales réalisations ni se tenir responsable des importantes faiblesses que connaissent les vastes et dynamiques économies que sont la Chine et l'Inde.

Les économies en transition ont lancé à la Banque mais se sont aussi lancées à elles-mêmes des défis sans précédent nés de la chute de tout un système

Les pays ayant affiché de bons résultats ont fourni un environnement de travail plus favorable pour la Banque. régional, de l'éclatement des nations et du conflit interne et de la guerre civile qui en ont découlé. On comprend aisément qu'il a été difficile d'obtenir un

consensus sur le calendrier des réformes, notamment au début et au milieu des années 90, et on disposait de peu de moyens pour mettre en œuvre ces réformes. Les conflits entre les branches exécutives et législatives ou entre la branche exécutive et la bureaucratie ont ralenti les progrès. En Mongolie, l'engagement des leaders envers la réforme ne s'est pas propagé dans les autres branches de l'Etat. Les politiciens ont répondu en remplaçant les fonctionnaires, ce qui a amélioré la cohésion politique, mais a sérieusement diminué la capacité du gouvernement. En Moldavie, l'adhésion aux réformes suggérées par la Banque n'était que superficielle et seules des réformes partielles ou différées ont été menées (OED 2004p, p. 21). En Russie, la stabilité macroéconomique a été difficile à obtenir car les pouvoirs publics n'avaient pas les instruments nécessaires pour assurer un contrôle indirect de l'économie et il n'y avait aucun consensus sur la manière de répartir le coût des ajustements (OED 2002e, p. x).

Parmi les sept pays ayant enregistré des résultats modestes et médiocres dans les domaines de la croissance et de la réduction de la pauvreté, le Brésil s'est engagé à faire des réformes après le lancement du Plan *Real* en 1994. L'engagement de la Jordanie et du Maroc s'est atténué une fois la stabilisation macroéconomique obtenue. Le Guatemala, le Lesotho, le Pérou, la Zambie et le Zimbabwe ont connu parfois des instabilités politiques. Au Lesotho, la Banque a été trop optimiste dans la Stratégie d'aide-pays de 1998 en déclarant que les élections de mai 1998 allaient permettre une plus grande démocratisation et stabilité (malgré l'expérience négative des élections de 1993), et n'a pas réussi à inclure des plans d'urgence en cas d'effondrement du processus de démocratisation, ce qui s'est d'ailleurs passé (OED 2001b, p. 13). Au Zimbabwe, la Banque a surestimé la volonté du gouvernement à entreprendre des réformes dans le service civil et les organismes parapublics (OED 2004v, p. 8).

La Banque doit faire plus attention lorsqu'elle évalue l'environnement politique dans lequel les réformes seront mises en œuvre et la réceptivité de l'emprunteur aux conseils de la Banque, sa volonté à entreprendre des réformes difficiles et sa capacité à instaurer des mesures ayant fait l'objet d'un consensus. Lorsqu'elle a affaire à une adhésion aux réformes qui lui paraît douteuse ou à des décalages au niveau des politiques, la Banque devrait être préparée à réduire le niveau d'aide prévu. Elle devrait être particulièrement prudente aux situations de revirement (encadré 3.3).

En même temps, la Banque peut recourir à des études économiques et sectorielles, aux transferts de connaissances (y compris la formation

électronique en poste à poste) et le soutien aux acteurs non gouvernementaux pour inciter à une plus grande adhésion et développer les capacités. Les études économiques et sectorielles permettent de mieux comprendre pourquoi et comment améliorer la performance du secteur public d'un pays et aident à développer une capacité analytique interne. Mais, les expériences ont montré que le potentiel des études analytiques et sectorielles visant à encourager une plus grande adhésion et à renforcer les capacités n'était pas pleinement exploité. Ceci provient en particulier du fait que les diagnostics des contraintes liées au renforcement des capacités sont incomplets et que la participation des clients dans l'analyse et le dialogue qui s'en suit sur les conclusions de l'étude est inadéquate. Une autoévaluation des activités de partage des connaissances entre les pays et des programmes d'apprentissage de l'Institut de la Banque mondiale indique en outre le potentiel apportés par les échanges entre homologues et par les activités d'apprentissage axées sur les problèmes spécifiques aux pays, par le développement de plans d'action et de mesures de suivi pour améliorer l'utilisation du savoir ainsi acquis—mais ce type d'activités ne représente qu'une petite proportion des efforts de partage des connaissances soutenus par la Banque (OED 2003h, 2005f). En outre, en définissant les domaines dans lesquels la recherche et la formation sont trop faibles, l'élaboration de réseaux professionnels entre pays afin de répondre aux besoins de connaissance s'avère avoir un potentiel considérable et pourrait représenter un domaine prometteur que la Banque pourrait davantage soutenir dans le contexte d'une adhésion trop faible et de capacités trop insuffisantes.

Etudes économiques et sectorielles

Des études économiques et sectorielles de grande qualité organisées en temps utile ont permis de proposer des stratégies d'assistance plus adaptées, des résultats supérieurs en matière de développement et une réduction des risques. Au Viêt-Nam, les études analytiques ont démontré que la pauvreté rurale était associée à un manque d'infrastructure économique, ce qui a permis d'orienter le programme de prêt vers les infrastructures (OED 2005a, p.8). En Arménie, une étude sur la croissance durant l'exercice 2002, qui a analysé le phénomène des avantages limités des revenus issus de la croissance, a eu un impact significatif sur les prêts d'ajustement qui en ont découlés. Les conclusions selon lesquelles un climat professionnel médiocre et des infrastructures insuffisantes dans le secteur public gênaient les activités dans le secteur privé, ont été incorporées dans le Crédit d'ajustement structurel IV et dans les deux Prêts sur la connaissance et l'innovation (OED 2004c, p. 13). En Jordanie, un rapport économique de 1994 insistant sur l'ouverture du pays au commerce, a permis de passer des accords de partenariats avec l'Union européenne en 1999 et d'accéder à l'Organisation

Il arrive que la Banque sous-estime l'adhésion pays et les capacités de mise en œuvre de réformes.

La Banque peut se servir des Etudes économiques et sectorielles, des transferts de connaissance et du soutien aux ONG pour encourager une plus grande adhésion des pays et permettre une meilleure capacité de mise en œuvre de réformes.

Encadré 3.3

La Banque a besoin de faire attention aux revirements de situations

Au tout début de la période d'aide fournie à la Bulgarie dans sa phase de transition, la Banque a surestimé l'adhésion du client et sa capacité à mettre en place un volume important de projets. Elle ne s'est pas suffisamment investie pour atteindre un plus grand nombre de segments de la population munie de leçons sur le développement afin de générer un niveau d'acceptation commun du besoin de réformes. Lorsqu'en 1996 le gouvernement est revenu sur ses engagements en matière de réformes financières et celles touchant les entreprises, la Banque en a retiré des leçons et a prudemment retardé le processus du Prêt d'ajustement structurel financier et touchant les entreprises. A la suite de l'adoption du conseil sur les devises en 1997, la Banque a maintenu une position prudente en retardant tout prêt d'ajustement jusqu'à ce que le nouveau

gouvernement affiche un véritable engagement en faveur de politiques macroéconomiques et structurelles

En Mongolie, la Banque a joué un rôle important en stabilisant la crise initiale associée à la transition. A la suite de la stabilisation en 1993, la Banque a pris son temps pour basculer vers une stratégie sur le long terme. Les interventions adoptées entre 1993 et 1996 ont été faites sur du court terme au lieu d'adopter des approches systémiques et durables axées sur des objectifs de développement sur le long terme. Rétrospectivement, un contenu plus axé sur la création de politiques et d'institutions dans les programmes de prêts à compter de la moitié des années 90 aurait permis d'accorder un plus grand intérêt au programme de la Banque au fur et à mesure que les urgences s'estompaient.

Source : OED 2005b, p.18, 2002a, p. 21, OED 2004p, p. 18.

mondiale du commerce en 2000 (OED 2004i, p. 14).

Dans certains pays, même si les études économiques et sectorielles ont été organisées en temps utile et avaient une qualité irréprochable, leurs conclusions n'ont pas été incorporées dans la stratégie de la Banque. En Mongolie, les opérations de la Banque avant l'exercice 2000 n'incluaient pas les conditions de la politique, malgré une série d'analyses et de recommandations dans des Rapports économiques sur les pays et des Notes sur la politique. En Jordanie au cours des années 1990, les opérations de prêts de la Banque ont omis de s'attacher à la réduction des dépenses publiques, malgré des études d'analyse approfondissant comment ces dépenses pourraient être réduites et quelle serait une allocation plus optimale. Les dépenses du gouvernement de Jordanie ont continué à tourner autour de 40 pour cent du PIB pendant les années 80 et 90—ce qui est supérieur aux pays comparables, permettant même à la Jordanie de développer ses dépenses militaires. Au Pérou, le prêt pour la Réforme dans le secteur financier de l'exercice 1999 n'a pas abordé les problèmes fondamentaux du secteur qu'une évaluation du secteur financier avait pourtant correctement identifiés (OED 2005b, p. 9).

Les stratégies d'assistance dans un grand nombre de pays s'appuyaient sur une prévision de croissance bien supérieure à celle fournie par l'expérience antérieure des pays, ou celle des autres pays ayant à faire face à des contraintes et prévisions similaires. En Jordanie, la Banque avait prévu des taux de croissance de plus de 6 pour cent par an dans les années 90, alors que le niveau assez faible des investissements (celui du gouvernement et hors logement) depuis 1985 aurait dû indiquer des prévisions bien plus modestes. En Zambie, les prévisions économiques de la Banque concernant sa stratégie sur l'exercice 1996-2001 ont omis d'illustrer la contradiction initiale associée aux ajustements, l'impact de la chute des mines de cuivre et l'incidence négative du VIH/SIDA et n'ont pas entièrement incorporer les conclusions des études analytiques sur la gestion de la dette extérieure (OED 2002i, p. 13, 2005b, pp. 14-15). Des prévisions de croissance irréalistes entraînent des frais réels pour les pays concernés, y compris ceux dans des situations d'endettement aggravées. La Banque aurait dû organiser plus d'études analytiques sur les sources et les contraintes de la croissance et sur les questions de viabilité de la dette en s'appuyant sur des prévisions de croissance plus réalistes. Ainsi, elle aurait pu déployer des efforts plus importants pour persuader les pays d'entreprendre des réformes plus en profondeur aux fins d'accélérer la croissance économique et rechercher un

allègement de la dette ou toute autre forme d'assistance concessionnelle, et éviter ainsi une dette extérieure trop lourde.

Suivi de la pauvreté

Le suivi de la pauvreté fait partie intégrante de la lutte contre la pauvreté et est essentiel pour prendre des décisions et répartir les ressources d'une manière fondée. Pour atteindre des résultats, les décisionnaires ont besoin d'informations qu'ils peuvent exploiter afin de vérifier s'ils sont sur la bonne voie et améliorer leur performance. (OED 2004a). Le suivi est également très important pour justifier les résultats. La Banque a mis en lumière le fait qu'une amélioration des résultats des pays en matière de croissance et de réduction de la pauvreté d'une manière durable représentait la mesure décisive qui lui permettait d'être efficace en terme de développement (Banque mondiale 2002b). Des données de meilleure qualité sur la pauvreté permettraient à la Banque de délimiter et évaluer les résultats le long de la chaîne allant de ses interventions aux résultats et impacts. En même temps, les systèmes de suivi de la pauvreté devraient appartenir aux pays et être durables, indépendamment des besoins des donateurs

La Banque a aidé des clients à acquérir les capacités nécessaires pour suivre les résultats relatifs à la pauvreté. En Chine, la recherche de la Banque sur les facteurs déterminants et les mesures de la pauvreté a influencé les points de vue des intellectuels et des politiques (OED 2005a, p. 19). Le service des Economies de développement de la Banque a étroitement travaillé avec le Bureau des statistiques de la Chine en offrant des formations et des conseils sur la définition et les moyens de mesurer la pauvreté et sur la conception de l'enquête auprès des ménages et autres activités de suivi. Au Viêt-Nam, le soutien de la Banque aux analyses sur la pauvreté a été placé au premier plan de sa stratégie et est perçu comme une bonne pratique. La Banque a fourni une assistance technique au bureau des statistiques vietnamien pour mener une enquête sur le niveau de vie et pour analyser les résultats. L'évaluation de la pauvreté de 1995 a non seulement fourni une bonne base pour suivre l'impact du développement économique sur la pauvreté, mais elle a aussi abordé des questions politiques pertinentes concernant les finances publiques, comme les relations fiscales intergouvernementales, et concernant les investissements bien ciblés dans les infrastructures et la fourniture de services sociaux. Une autre étude sur le niveau de vie ainsi qu'un rapport 1999 sur la *Lutte contre la pauvreté* ont succédé à cette étude et ont été très appréciés au Viêt-Nam (OED 2001f).

Dans les pays en transition, le soutien de la Banque pour le suivi de la pauvreté a été également placé au premier rang afin d'influencer les décisionnaires assez tôt dans le processus de transition (OED 2004i, p. 4). Bien que les études sur le niveau de vie ont été lancées assez tôt dans quelques pays, elles ont tendance à mettre l'accent sur le marché du travail et les questions de protection sociale sur le court terme. Les premières évaluations complètes sur la pauvreté ont été menées au début et à la fin des années 90 seulement. L'absence d'études analytiques et d'indicateurs de suivi ont représenté une entrave au développement de programmes de lutte contre la pauvreté dans de nombreux pays en transition.⁷ En Arménie, les études analytiques sur la pauvreté ont été correctement reliées au programme de prêt de la Banque. Ceci a conduit à la mise en place d'un nouveau système social destiné aux pauvres qui a remplacé un système complexe proposant des prestations aux enfants et d'autres avantages qui étaient fournis aussi bien aux pauvres qu'aux autres (OED 2004c, p. 16).

En ce qui concerne les pays ayant obtenu des résultats médiocres, la Banque a mis l'accent sur un suivi et des analyses périodiques de la pauvreté en Zambie, ce qui a permis de faire connaître les niveaux et l'envergure de la pauvreté ainsi que les caractéristiques des pauvres (OED 2002i, p. 11). Mais au Zimbabwe, aucune Evaluation complète sur la pauvreté n'a été organisée, ce qui a laissé un fossé dans le dialogue politique de la Banque (OED 2004v, p. 17). Par exemple, un Mémoire sur le secteur agricole, à part mentionner l'insécurité alimentaire et le besoin d'une distribution plus juste des biens, n'a nullement parlé de la propagation d'une pauvreté profonde dans les zones rurales.

La Banque compte sur des systèmes de suivi

des emprunteurs pour mesurer l'impact des interventions de la Banque et pour savoir si les objectifs des SAP sont atteints, car les pays clients sont responsables du suivi et de

l'atteinte des objectifs sur la pauvreté. Mais les pays disposent souvent de moyens insuffisants pour mesurer les résultats relatifs à la pauvreté. Les pays à faibles revenus, en particulier, ont tendance à avoir un système de suivi et d'évaluation limité aux niveaux national et local. Une grande partie des moyens actuels de collection de données provient de projets soutenus par des donateurs et n'a aucun lien avec les bases de données nationales ou sectorielles (OED 2004s). Les systèmes de données sur la pauvreté étant encore à l'état naissant, la plupart des stratégies de réduction s'appuient sur les meilleurs profils de pauvreté disponibles, qui dans certains cas sont incomplets et dépassés.

Dans les pays à faibles revenus, le processus de stratégie de réduction de la pauvreté, en vertu de l'approche axée sur les résultats, avait pour but de motiver la demande aux fins d'inclure des

indicateurs qu'il était possible de suivre dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté et d'améliorer les accords au sein des pays aux fins de suivi et d'évaluation. Dans certains pays, le processus de stratégie de réduction de la pauvreté a suscité un certain intérêt pour améliorer les capacités institutionnelles. En Albanie, le DSRP a concrétisé la

Le suivi de la pauvreté est important pour que les emprunteurs puissent suivre et améliorer leurs performances, mais aussi pour que la Banque puisse suivre son efficacité.

La Banque a mis du temps à réaliser l'importance du suivi de la pauvreté dans les économies en transition jusqu'au milieu et à la fin des années 90.

Encadré 3.4

Une bonne connaissance du pays est importante notamment pour les emprunteurs nouveaux ou renouvelés ainsi que pour les réformateurs de politiques de coup de frein et d'accélérateur

Au Viêt-Nam, en attendant l'accord pour reprendre les prêts, la Banque a étoffé sa connaissance de l'économie et a fourni une série de services hors prêts dont les Etudes économiques et sectorielles. Cette aide hors prêt a été d'une très grande utilité pour développer les relations de la Banque avec le Vietnam et pour préparer les crédits qui ont été attribués par la suite. Au Pérou, les études analytiques pendant la phase de non comptabilisation des intérêts à la fin des années 80 ont servi à la constitution d'une base de connaissance qui pourra être utilisée une fois que les opérations de prêts seront lancées. Les notes sur les politiques entre 1990 et 1991

ont été créées à partir de la base de données existantes et ont fournies des conseils en temps utile sur la plupart des réformes structurelles urgentes et des mesures de stabilisation mises en œuvre par le gouvernement nouvellement élu. En Bulgarie cependant, les Etudes économiques et sectorielles ont été réduites lorsque les nouvelles opérations de prêts ont été interrompues à la suite de la crise financière de 1994. Les Etudes économiques et sectorielles et autres instruments hors prêt devraient être considérés comme un investissement sur le long terme nécessitant une maintenance régulière.

Les pays à faibles revenus ont des capacités limitées de suivi et d'évaluation des résultats sur la pauvreté.

décision du gouvernement de poursuivre les activités de suivi dans tous les ministères. En Tanzanie, un mécanisme ayant une approche largement participative en matière de suivi a été lancé, ce qui a considérablement amélioré les

L'Initiative de la Stratégie de réduction de la pauvreté doit encore nettement améliorer la capacité des pays à faibles revenus à suivre les résultats sur la pauvreté.

processus nationaux de suivi de la pauvreté. Dans d'autres pays, les progrès en matière d'amélioration du suivi

ont été lents—l'obstacle commun provient de la décision mise en place de suivre un grand nombre d'indicateurs malgré de nombreux défis en terme de données (au Mozambique par exemple). Le suivi des résultats sur la réduction de la pauvreté reste faible dans l'ensemble des stratégies de réduction de la pauvreté. Parmi les 12 pays matures du DSRP qui avaient émis un rapport annuel en mai 2004, seul un nombre limité d'entre eux possède suffisamment de données pour déterminer si des progrès ont réellement été enregistrés aux fins d'atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire.



Créer un climat favorable aux investissements, à la création d'emplois et à la croissance durable.

Depuis au moins 1991, la promotion des investissements dans le secteur privé a été au cœur de la stratégie de la Banque afin d'assurer une croissance durable et une réduction soutenue de la pauvreté. Un environnement de travail sain devrait augmenter les investissements et en échange créer des emplois et améliorer le revenu des pauvres. Les investissements du secteur privé ont également besoin d'un secteur public efficace et responsable de manière à protéger les droits de la propriété et à assurer un traitement équitable et homogène face à la loi.

La stratégie de 2001 reconnaît le caractère imbriqué du climat des investissements et de la gouvernance du secteur public en les associant sous un seul pilier (figure 4.1), même si les responsabilités afférentes à leur mise en œuvre sont réparties entre les quatre vice-présidents de la Banque.¹ Elle reconnaît en outre de manière plus explicite que dans la stratégie 1991 les institutions entravent la croissance en mettant sur pied des politiques d'incitation auxquelles les individus publics et privés doivent faire face, exerçant ainsi une influence sur les décisions d'investissement privées, les manières dont les entreprises organisent leurs processus de production et sur la qualité de la réglementation publique des entreprises. Le besoin de réformes dans l'état de droit et l'administration publique pour étayer le climat d'investissement semble indiquer qu'il serait plus approprié d'entreprendre des réformes par étapes sélectives qui s'appuieraient sur une compréhension profonde et spécifique de chaque pays et sur une identification

des contraintes afférentes aux investissements dans chaque pays.

Institutions et croissance économique

Les publications consacrées aux recherches sur le développement prennent en compte la pertinence des institutions en matière de croissance. Bien que les facteurs culturels et géographiques puissent affecter la performance économique, les différences de qualité entre les institutions économiques souvent désignées comme « Règles du jeu » se sont avérées représenter la source la plus significative en terme de croissance économique *soutenue* dans les recherches comparatives (Acemoglu, Johnson, et Robinson 2004) ainsi que dans les études de cas (Rodrik 2003). Cependant, des recherches plus récentes indiquent qu'une accélération

Des institutions économiques de plus grande qualité constituent la source la plus importante de croissance économique soutenue dans l'ensemble des pays.

Points essentiels de l'évaluation 4

- Le travail de la Banque dans le domaine du climat d'investissement s'est considérablement amélioré depuis le début des années 90.
- La Banque a déployé plus d'efforts pour promouvoir des réformes dans l'état de droit et l'administration publique.
- La Banque pourrait faire davantage pour exploiter les synergies entre le développement du secteur privé et les réformes du secteur public.
- La conception de réformes appropriées exige une bonne compréhension des conditions qui touchent le secteur privé dans chaque pays.
- Il est urgent d'évaluer l'impact de la Banque sur la gouvernance dans le secteur public.

Les pays ayant obtenu de bons résultats démontrent qu'il est possible de stimuler une croissance économique rapide, au moins pendant un certain temps, même en l'absence d'institutions de grande qualité dans certains secteurs.

de la croissance économique dans de nombreux pays ne s'accompagne pas toujours de massives réformes institutionnelles (Hausmann, Pritchett, et Rodrik 2004). Au contraire, la

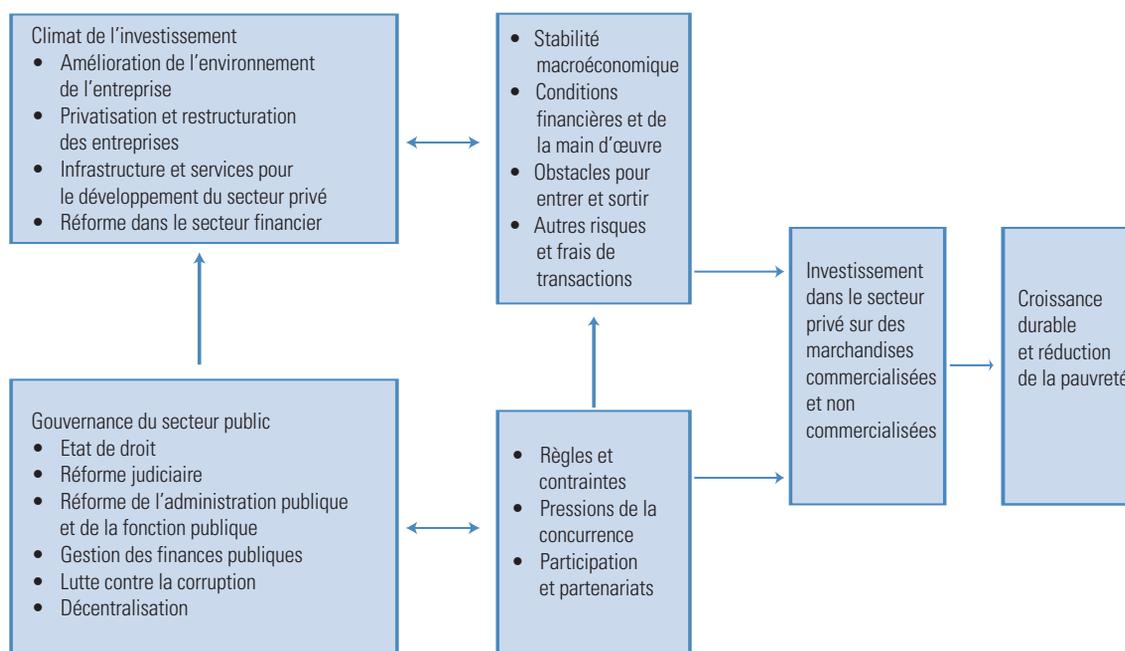
croissance s'accélère lorsque les réformes sélectives ou les changements d'attitude se produisent chez l'élite politique qui libère les contraintes locales pesant sur les activités économiques. Ces contraintes diffèrent d'un pays à l'autre. Par exemple, Rodrik et

Subramanian (2004) ont constaté que l'accélération de la croissance en Inde au début des années 80 a provoqué dans le gouvernement un comportement plus axé sur les entreprises en matière de développement économique (pour répondre au besoin de soutien politique de la part des groupes professionnels). La conception de réformes sélectives exige ainsi une compréhension bien particulière des conditions locales qui affectent le secteur privé.

Une amélioration des institutions du secteur public et du climat d'investissement réduit la pauvreté principalement grâce à ses effets sur la croissance économique. Des marchés financiers mieux développés améliorent la répartition des

Figure 4.1

Comment un climat d'investissement positif et des institutions de qualité dans le secteur public contribuent-ils à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté ?



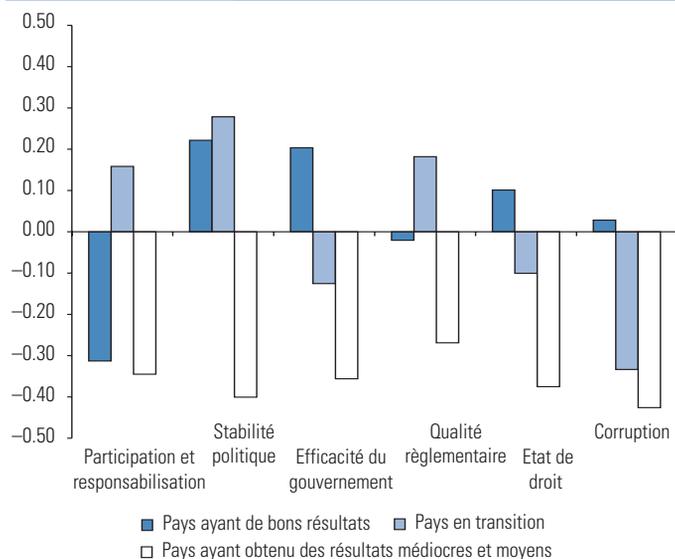
capitaux en réduisant les problèmes d'information et d'exécution, ce qui augmente le taux de croissance économique (Levine, prochainement). La suppression des imperfections sur les marchés des capitaux pourra aussi réduire la pauvreté en améliorant l'accès au crédit pour les entrepreneurs pauvres. Mais, il existe peu de signes indiquant qu'un climat d'investissement entraîne un basculement réducteur de pauvreté dans la répartition des revenus en plus d'avoir un impact sur la croissance économique. On note que les pays dotés d'institutions de grande qualité ont des niveaux d'inégalités des revenus et de pauvreté inférieurs (pour un niveau donné de revenu) aux pays ayant des institutions de moins bonne qualité (Chong et Calderon 2000a, b). La corruption bureaucratique et l'exécution tendancieuse des contrats et droits de propriétés empêchent aux pauvres d'investir dans un capital humain et physique qui pourrait augmenter les revenus. Des institutions de basse qualité limitent également la capacité des pauvres à faire confiance aux fonctionnaires. Des signes provenant de trois groupes de pays examinés dans le Chapitre 3 confirment le lien entre la qualité moyenne des institutions du secteur public et la performance économique (figure 4.2). Mais les six pays ayant obtenu de bons résultats montrent qu'il est possible de *stimuler* une croissance économique rapide au moins pendant un certain temps, même en l'absence d'institutions de grande qualité dans le secteur public. Parmi les six pays ayant obtenu de bons résultats, seul le Chili affiche un écart-type au-dessus de la moyenne des six indicateurs (tableau C.4). Tandis que la note moyenne des six pays ayant affiché les meilleurs résultats est au-dessus de la moyenne en matière de stabilité politique et d'efficacité du gouvernement, elle est bien au-dessous de la moyenne en matière d'expression d'opinion et de responsabilisation, car la Chine, le Vietnam et la Tunisie ont affiché une note assez basse dans ces domaines. Les principales améliorations dans la qualité des institutions du secteur public entre 1996 et 2002—les premières et dernières années pour lesquelles des indicateurs existent—ont eu lieu dans les pays en transition (figure 4.3).

Stratégies et aide de la Banque

Stratégies sectorielles

La Banque est passée d'une stratégie vouée au

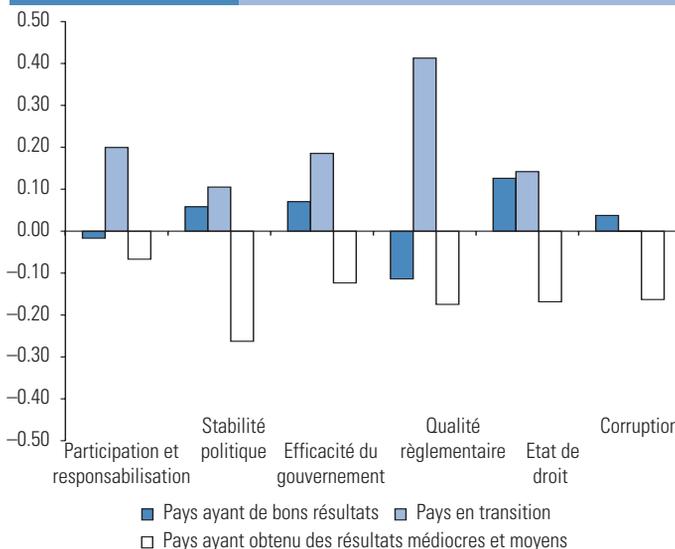
Figure 4.2 La qualité des institutions du secteur public est supérieure dans les pays ayant affiché de bons résultats et dans ceux en transition



Note : Par conception, ces indicateurs ont une moyenne égale à zéro et un écart-type d'unité parmi l'ensemble des 199 pays de l'enquête.

Source : Kaufmann, Kraay, et Mastruzzi 2003.

Figure 4.3 La qualité des institutions publiques s'est considérablement améliorée dans les pays en transition entre 1996 et 2002



Source : Kaufmann, Kraay, et Mastruzzi 2003.

La Banque est passée d'une stratégie vouée au développement du secteur public à une approche axée sur les institutions suite à ses expériences dans les années 90 au sein des pays en transition et en développement.

développement du secteur public à une approche axée sur les institutions suite à ses expériences dans les années 90 au sein des pays en transition et en développement. Dans les économies en transition, les avantages limités de l'approche initiale de la Banque axée sur la privatisation et la restructuration de l'entreprise ont indiqué que des réformes fondamentales étaient nécessaires pour tirer le meilleur parti de la privatisation. Dans les pays en développement, l'investissement privé dans les infrastructures n'a pas rapporté les gains économiques escomptés. Ces investissements n'ont concerné que quelques secteurs seulement (notamment celui des télécommunications), ont été distribués de manière inégale entre les pays en développement et ils ont fortement chuté après la crise asiatique de 1997. Les opérations de prêts de la Banque consacrés aux projets d'infrastructure ont baissé de 10,3 milliards de USD en 1993 à 5,1 milliards de USD en 2002. Les chutes les plus importantes ont eu lieu dans les secteurs de l'énergie électrique et de l'eau—deux secteurs dans lesquels la participation du secteur privé s'est avérée moins faisable que dans les autres activités (OED 2003d, f). Les défis les plus importants consistent aujourd'hui à concevoir et mettre en œuvre des réglementations stables et efficaces qui déterminent quels sont les segments de chaque infrastructure qui sont naturellement compétitifs et ceux qui sont naturellement monopolistes, et la conception de politiques tarifaires et de mécanismes de subvention que les clients non desservis auparavant, à savoir les pauvres en règle

La stratégie du secteur financier de la Banque met aujourd'hui l'accent sur l'amélioration de l'environnement juridique et judiciaire, le renforcement des systèmes bancaires, la promotion des marchés financiers et la recherche de solutions sur le marché qui amélioreraient l'accès au crédit.

générale, puissent avoir un accès à des services. (Kessides 2004, pages 17 et 19). Que les services d'infrastructure soient publics, privés, nationaux ou locaux—ou une combinaison des deux—importe moins que la manière dont ils sont fournis, à savoir d'une façon

professionnelle stable, transparente et dans un environnement réglementaire efficace.

Il est important de noter qu'à l'exception du Chili, les six pays ayant affiché les meilleurs résultats n'ont pas mis en œuvre des vagues de privatisation sur une grande échelle et ont emprunté moins que les autres pays aux fins de privatisation (figure 4.4). La Chine, l'Inde et le Vietnam ont encouragé les investissements dans le secteur privé, ce qui a entraîné une croissance économique par un autre moyen que la privatisation.

L'approche changeante de la Banque vis-à-vis du secteur financier est influencée par son expérience en Europe et en région centrafricaine, par la crise asiatique de 1997 et par des recherches émergentes. La crise asiatique a révélé les faiblesses des marchés financiers dans les pays touchés et a eu un impact important à court terme sur la pauvreté. Les actions des gouvernements pour solutionner la crise se sont généralement avérées inadéquates et la crise s'est propagée au-delà de l'Asie vers la Russie, le Brésil et en fin de compte la Turquie. La crise asiatique a eu des incidences fiscales parmi les plus importantes de l'histoire et a porté préjudice à la répartition des revenus, non seulement en raison de ses répercussions fiscales, mais aussi des transferts nets implicites entre les pauvres et les participants au système financier, tandis que les gouvernements allaient au secours des banques en faillite et les recapitalisaient (Serven and Montiel 2004; Halac and Schmukler 2003). En Indonésie, le pays le plus touché, l'incidence sur la pauvreté a augmenté pour passer de 17,7 à 24,2 % (Kiguel 2004, p. 10).

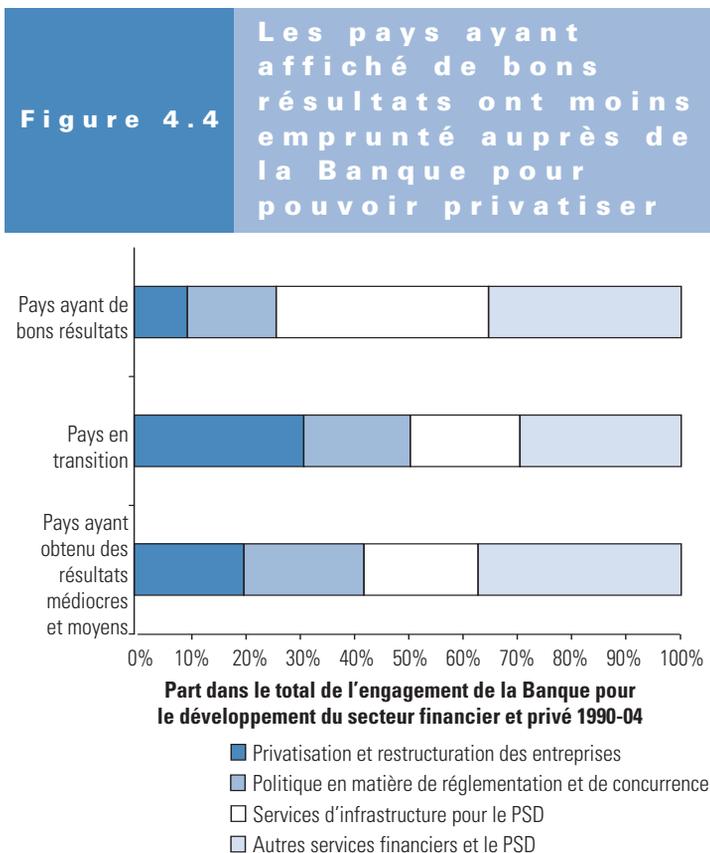
La Stratégie du Secteur financier 2001 met l'accent sur (1) l'amélioration de l'environnement juridique et judiciaire, (2) le renforcement des systèmes bancaires, (3) la promotion des marchés financiers, et (4) la recherche de solutions basées sur le marché pour accéder au crédit, contrairement à la Directive opérationnelle 8.30 de 1992 de la Banque, qui s'est surtout consacrée à l'environnement macroéconomique, aux taux d'intérêts et aux crédits subventionnés. La stratégie 2001 est largement en phase avec les publications actuelles concernant la réforme dans le secteur financier.

Études analytiques

La Banque utilise une série vaste et diverse d'outils de diagnostic et d'indicateurs (tous deux générés par la Banque et par d'autres organisations) pour la guider

dans ses études sur le climat d'investissement et la gouvernance du secteur public. La plupart de ces outils ont été développés au cours des cinq dernières années et traitent d'une vaste série de questions qui touchent au climat d'investissement de chaque pays (tableau C.5). La Banque a opérationnalisé les conclusions et les informations disponibles à partir de ces outils dans l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (EPIN), et donc dans les attributions de prêts de la Banque et par le biais des SAP et prêts programmatiques. En outre, certains de ces outils servent de biens collectifs globaux qui peuvent être utilisés pour encourager des réformes grâce aux études comparatives et de références entre les pays. Pratiquement toutes ces études fournissent des informations spécifiques à l'échelle pays pour mieux analyser et concevoir des réformes appropriées. Le fait que ces outils soient actuellement gérés par une variété d'unités de développement du secteur privé et de gouvernance du secteur public démontre les avantages potentiels de relier ces outils entre eux de manière à assurer une approche unifiée des questions relatives au climat d'investissement au sein la Banque.

- Les Évaluations sur le climat d'investissement (ICA) mènent des enquêtes auprès des managers et des entreprises pour analyser de manière systématique les conditions accordées aux investissements privés et la croissance de l'entreprise et aussi pour suivre les changements opérés dans le temps. Les Évaluations sur le climat d'investissement ont jusqu'à aujourd'hui influencé la stratégie de la Banque dans certains pays, selon une étude de Andrew Stone de la Banque du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (2004). En Algérie, par exemple, après que l'Évaluation sur le climat d'investissement ait révélé que les entreprises n'avaient pas accès au marché foncier, la toute dernière SAP a incorporé des réformes visant la croissance de l'offre de terrains publics et la réforme du marché foncier industriel. De même, lorsque l'Évaluation sur le climat d'investissement du Cambodge a indiqué que les points faibles de l'État de droit, la propagation de la corruption et les coûts bureaucratiques très élevés risquaient de dissuader tout investisseur, la SAP a inclus des activités visant l'amélioration de la transparence au sein du secteur public.
- Le projet « Mode opératoire » réunit des indicateurs



Source : Données de la Banque mondiale.

quantitatifs sur les réglementations dans l'entreprise et leur exécution qui permettront de faire des comparaisons entre les 145 pays dans le temps. Les indicateurs s'appuient sur des évaluations faites sur les lois et les règlements, en y incluant des données avec vérification provenant d'experts locaux (contrairement aux Évaluations sur le climat d'investissement qui sont basées sur des enquêtes auprès d'entreprises).

Le travail de la Banque dans le domaine du climat d'investissement et de la gouvernance dans le secteur public utilise une série vaste et diverse d'outils de diagnostics et d'indicateurs.

- Les Rapports de gouvernance et institutionnels (IGR) retracent les racines institutionnelles de la faible performance des gouvernements et proposent des recommandations pratiques permettant une amélioration des opérations du gouvernement et des stratégies de développement. Ces rapports sont destinés à informer sur les stratégies pays de la Banque, à identifier les points faibles institutionnels qui entravent la performance du gouvernement,

à établir des priorités opérationnelles basées sur une faisabilité institutionnelle et politique et à mettre en œuvre une meilleure conception des projets. Jusqu'à aujourd'hui, elle en a retiré deux leçons selon la vice-présidence de la Réduction de la pauvreté et la gestion économique (PREM) (PREM 2002a). D'abord, les idées, et non le financement de la Banque, exercent le plus d'impact sur les pays qui n'ont pas encore entrepris de vastes réformes politiques et institutionnelles. Deuxièmement, les Rapports de gouvernance et institutionnels identifient mieux les approches consistant à trouver la bonne correspondance pour les réformes institutionnelles et politiques. Le Rapport de gouvernance et institutionnel de l'Arménie a eu plusieurs impacts comme celui d'influencer la stratégie du gouvernement dans le cadre de ses réformes sur le secteur de la santé, selon une autre étude PREM (PREM 2002b).

Prêts de la Banque

La totalité des prêts de la Banque au profit de la gouvernance du secteur public, de l'Etat de droit et du développement du secteur privé et financier a atteint une moyenne de 40 pour cent des engagements de la Banque depuis 1990, sans baisse ou hausse significative de cette tendance. Les opérations de prêts au profit des services d'infrastructure ont rebondi (en phase avec le Plan d'action pour l'infrastructure) et celles pour la privatisation continuent de chuter (figure 4.5).² La croissance la plus rapide parmi les thèmes de gouvernance dans le secteur public a lieu dans les réformes dans les dépenses publiques et la gestion financière et administrative ainsi que dans la réforme de la fonction publique et de l'administration publique — les domaines mis en lumière dans la stratégie 2000 sur le secteur public et dans laquelle la Banque est perçue comme bénéficiant d'un avantage comparatif. Un Rapport de l'OED sur 24 SAP récemment menées entre 2001 et 2004, représentant l'ensemble des régions de la Banque, a également révélé une approche de plus en plus axée sur les questions de gestion financière publique traditionnelle. Les SAP les plus récentes, comme celles pour l'Arménie, la Bolivie, le Ghana, l'Inde et la Tunisie, ont mis l'accent sur cette question par rapport aux SAP menées en début de période, qui ont également mis plus l'accent sur des réformes

fondamenta-les comme l'amélioration du système juridique.

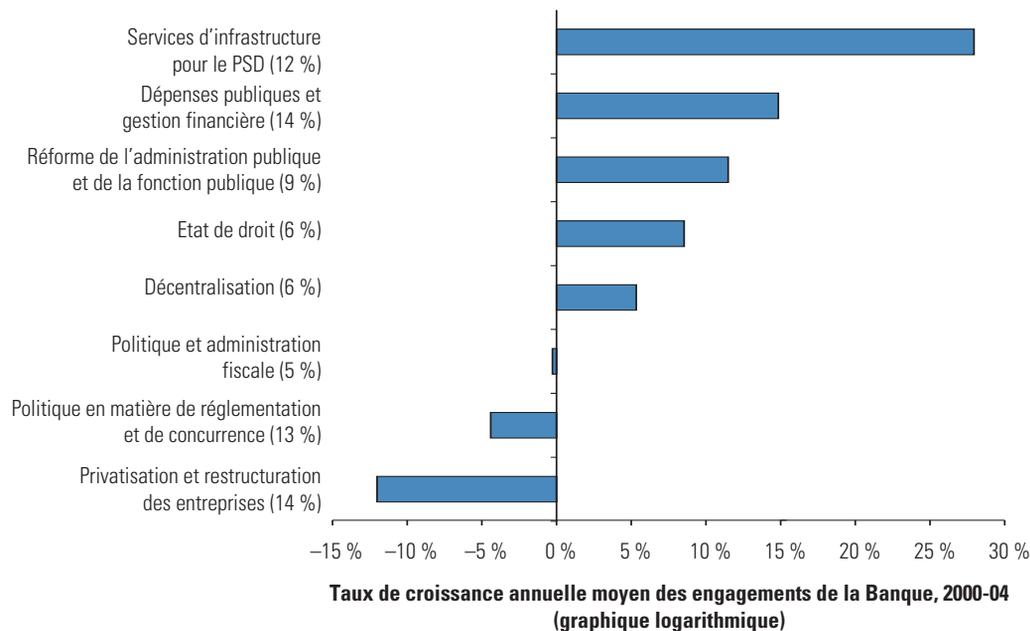
Les résultats des opérations de prêts de la Banque au profit des projets importants sur le climat d'investissement et la réforme du secteur financier ont été plus satisfaisants que la moyenne à l'échelle de toute la Banque entre 1993 et 2003 (figure 4.6).³ La toute dernière étude de l'OED concernant l'aide de la Banque dans le cadre de la réforme du secteur financier a également indiqué que les résultats des projets afférents au secteur financier sous le contrôle des unités régionales membres de la Commission technique du secteur financier avaient dépassé de 20 pour cent —soit de 88 à 69 pour cent— les résultats des volets financiers des projets multisectoriels sous la supervision des autres réseaux de la Banque. Ceci provient probablement du fait que, du côté de la Banque, les projets ont été préparés par du personnel spécialisé, que le processus de révision au sein du réseau ait lieu avant l'accord d'attribution du prêt et de la qualité de la supervision de la Banque, le tout demandant plus de ressources et d'efforts pour obtenir de bons résultats.⁴ Il est clair que les Unités régionales membres de la Commission technique sur le secteur financier devraient être étroitement impliquées dans le contrôle qualité (quelle que soit l'unité sectorielle à laquelle incombe la responsabilité globale du projet) et des spécialistes du secteur financier devraient être désignés pour superviser les volets (OED 2005e, pp. 31-32).

La même étude de l'OED a également indiqué que les pays qui empruntent auprès de la Banque au titre de réformes dans le secteur financier font plus de progrès que les non-emprunteurs en termes de réduction du nombre de banques appartenant au gouvernement et d'écart entre les taux d'intérêts débiteurs et créditeurs (un indicateur de l'efficacité du secteur financier) Mais les

Les résultats des opérations de prêts de la Banque au profit des projets importants sur le climat d'investissement et la réforme du secteur financier ont été plus satisfaisants que la moyenne à l'échelle de toute la Banque.

Les pays qui empruntent aux fins de faire des réformes dans le secteur financier ont fait plus de progrès que les non-emprunteurs en terme de réduction du nombre de banques appartenant au gouvernement.

Figure 4.5 Les prêts au profit des services d'infrastructure ont rebondi au cours des cinq dernières années



Note : Les chiffres entre parenthèses sur l'axe vertical de gauche représentent la part du total des engagements au profit du climat d'investissement et de la gouvernance dans le secteur public, par domaine thématique, entre 2000 et 2004.

Source : Données de la Banque mondiale.

crédits au secteur financier (mesurés par les créances sur le secteur privé par le système bancaire) ont augmenté moins rapidement dans les pays qui ont emprunté auprès de la Banque et restent très bas—moins de 30 pour cent du PIB dans les 62 pays

emprunteurs pour lesquels des informations sont disponibles et moins de 10 pour cent dans 17 pays. Le succès de la Banque pour promouvoir la micro-finance pour les pauvres n'a été que très limité (encadré 4.1).

Encadré 4.1

Le micro-financement est un outil de réduction de la pauvreté à fort potentiel qui est peu évolutif.

Les institutions de micro-financement individuel ont démontré qu'elles pouvaient atteindre une certaine pérennité financière et servir les pauvres. Les évaluations des impacts du Comité d'avancement rural du Bangladesh (BRAC) et de la Banque de Grameen ont prouvé leur capacité à aider les pauvres à développer leurs biens et leurs revenus.

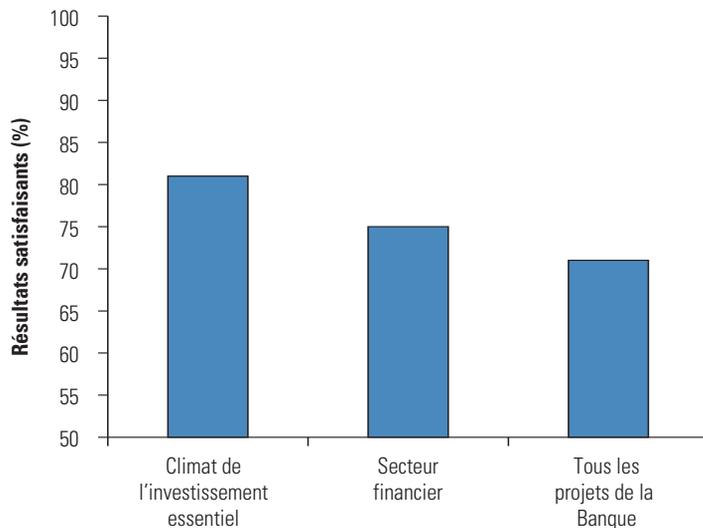
Reconnaissant le potentiel du micro-financement comme outil de réduction de la pauvreté, la Banque y a apporté son soutien, mais avec peu de succès. Bien qu'elle ait fourni plus de 1,7 milliards d'USD de micro-financement et de lignes de crédit pour les PME depuis 1995, ces projets n'ont pas encore reçu des notes satisfaisantes de leurs indicateurs d'indice de performance. La Banque a en outre fourni plus de 70 millions d'USD de dons au Groupe consultatif d'aide aux

populations les plus pauvres (CGAP), un programme de partenariat global qui encourage le micro-financement au profit des pauvres. Alors que le Groupe consultatif d'aide aux populations les plus pauvres a réussi à promouvoir l'innovation et l'apprentissage, son succès a été plus mitigé pour ce qui est de la promotion d'environnements politiques nationaux favorables au micro-financement. Les liens du Groupe consultatif d'aide aux populations les plus pauvres avec les opérations pays de la Banque ont été réduits au plus strict minimum. Sa stratégie actuelle observe « qu'il est de plus en plus apparent que le micro-financement durable sur une grande échelle ne peut être atteint que si les services financiers aux pauvres sont intégrés dans le système financier dans son ensemble ».

Source : OED 2004h.

Figure 4.6

Les projets sur le climat d'investissement et le secteur financier ont mieux fonctionné que la moyenne



Note : Résultats satisfaisants en pourcentage des projets sortant du portefeuille entre 1993 et 2003, compris. Les projets importants portant sur le climat d'investissement incluent les thèmes suivants : gouvernance d'entreprise, réforme judiciaire et autres mécanismes de résolution des différends, institutions légales d'une économie de marché, droits de propriété et personnels et politique en matière de réglementation et de concurrence. Les projets dans le secteur financier incluent des prêts d'ajustement du secteur financier, des volets sur le secteur financier dans les prêts multisectoriels et des prêts d'assistance technique au secteur financier.

Source : OED 2005d, e.

Les répercussions des prêts de la Banque ont été moins satisfaisantes dans le développement du secteur privé, la gouvernance du secteur public, et le développement rural contrairement à ce que veulent bien laisser croire les notes évaluant les résultats de projets individuels.

Contraintes clés pour obtenir des résultats positifs

Les répercussions des prêts de la Banque ont été moins satisfaisantes dans certains secteurs—comme le développement du secteur privé, la gouvernance du secteur public, et le développement rural—contrairement à ce que veulent bien laisser croire les notes évaluant les résultats de projets individuels dans ces secteurs, selon un rapport récent sur 25 Evaluations de l'aide-pays (OED 2005ba, pp. 5-6). L'économie politique du processus de réforme a tendance à être plus problématique dans ces secteurs. L'atteinte de bons résultats dépend davantage de facteurs qui se trouvent à l'échelle de toute l'économie comme la stabilisation macroéconomique et les déficits fiscaux

ainsi que les réformes institutionnelles et le renforcement de capacités, le tout prenant du temps.

Economie politique nationale

L'expérience contrastée de la Banque en Turquie et en Roumanie illustre l'importance d'engagements politiques pour pouvoir mettre en œuvre des réformes sur le climat d'investissement. En Turquie, l'Aide à la mise en œuvre de la privatisation et le Projet en faveur d'un dispositif de protection sociale (approuvé en 1994) n'ont pas atteint leurs objectifs qui consistaient à accélérer la privatisation et poser les fondations d'une vague de cessions supplémentaires d'entreprises publiques car il n'y avait aucun support politique à grande échelle et le système juridique a réussi à annuler les privatisations (OED 2001e). En Roumanie, le Prêt d'ajustement du secteur privé (approuvé en 1999) a soutenu le passage d'une loi sur les garanties et l'établissement d'un registre des transactions sécurisées aux fins de faciliter le développement du secteur privé. Le projet a obtenu des résultats positifs grâce à l'engagement du gouvernement en faveur de la réforme, même si l'économie a subi quelques secousses à cette période (OED 2003g). Les expériences de la Banque au Pakistan et au Bangladesh démontrent également en quoi l'engagement du gouvernement peut être déterminant dans le cadre d'une réforme du secteur financier (encadré 4.2).

En Zambie, les années 90 n'ont pas connu de progrès flagrants en matière de redéfinition du rôle de l'état, de révision des ressources humaines et des politiques de rémunération, de promotion de la décentralisation administrative et fiscale et d'amélioration de la planification, de la budgétisation et de la gestion des dépenses (OED 2002i). Bien que les prêts d'ajustement aient soutenu la réforme de la fonction publique et les dégraissages de la fin des années 90, le vaste soutien exigée pour une telle réforme est resté inexistant. Le Prêt pour la Réforme du secteur public et la promotion des exportations devait d'abord porter sur la stabilisation de la réforme dans la fonction publique avec l'accord du président et du Ministère des Finances. Cependant, lorsque des groupes de la fonction publique touchés par cette réforme ont manifesté leur opposition, le DSRP a du faire machine arrière. La Banque a désormais choisi une approche plus progressive, par le biais d'une extension des Prêts à des programmes évolutifs au

**Encadré
4.2**

Le Pakistan et le Bangladesh L'engagement du gouvernement peut être déterminant

Le Pakistan a entamé sa réforme dans le secteur financier à la fin des années 80, mais les mesures limitées qui ont été prises (comme la privatisation partielle de deux banques nationales) pour faire des améliorations significatives, ont échoué. C'est seulement après que le Pakistan ait connu une crise bancaire en 1996 que le gouvernement a commencé à s'attacher aux questions sérieuses auxquelles le secteur faisait face, comme par exemple la médiocrité de la gouvernance, la généralisation des impayés des gros emprunteurs ayant des relations bien placées, la dotation excessive en effectif et les interventions excessives des syndicats dans les exploitations bancaires. La Banque a soutenu ses réformes par une série de prêts. Des progrès importants ont été enregistrés en matière de dégraissage et de restructuration des grosses banques nationales. La surveillance de la Banque centrale s'est améliorée et des réglementations prudentielles ont été consolidées.

Le Bangladesh a également emprunté auprès de la Banque au début des années 90 pour entamer des réformes dans le secteur financier, mais les résultats ont été médiocres car le gouvernement ne s'est pas

suffisamment engagé pour s'attaquer aux problèmes de corruption et de gouvernance qui sévissent dans ce secteur. A la fin des années 90, la moitié des prêts n'était pas productifs ; les grosses banques nationales avaient des pratiques frauduleuses, avaient recours aux préférences intra-groupe pour l'octroi de prêts et faisaient preuve de négligence ; et la banque centrale faisait preuve de laxisme en matière d'exécution de réglementations prudentielles. Ainsi, pendant 10 ans, les prêts de la Banque au Bangladesh se sont concentrés sur le micro-financement qui passait par des institutions spécialisées intermédiaires en dehors du secteur bancaire. Les prêts bancaires aux fins de réformes fiscales ont repris en 2003, avec un crédit multisectoriel pour permettre la mise en œuvre de réglementations prudentielles et la restructuration bancaire, tout en incluant une perspective potentielle de privatisation. Bien que des réglementations plus prudentielles aient été votées, l'opposition à la privatisation des banques a été plus forte que prévue et le processus de préparation des banques à la privatisation a été plus lent qu'on ne l'avait imaginé.

Source : OED 2005e, p. 21.

**Encadré
4.3**

Qu'apporte (parfois) une crise (imminente) ?

Une crise financière, une crise imminente ou une insolvabilité généralisée entraîne souvent un changement de gouvernement ou simplement un changement d'approche de la part du gouvernement à l'égard du climat d'investissement. En Albanie par exemple, la Banque a apporté son soutien par le biais de deux Crédits à l'ajustement du secteur financier (FSAC) et un Crédit d'assistance technique, sachant qu'aucun d'entre eux ne traitait les questions de gouvernance sous-jacentes. C'est seulement à la suite de la crise pyramidale de 1996-97 et des troubles qui ont succédé que le nouveau gouvernement s'est engagé à entreprendre de vraies réformes. La Banque a soutenu ces efforts par le biais de trois Ajustements et deux Crédits d'assistance technique qui avaient pour objectif de résoudre les retombées de ce schéma pyramidal, liquider ou privatiser les banques et établir une société de gestion des biens pour gérer les créances irrécouvrables. Mi-2004, toutes les banques avaient été privatisées et le système

Source : OED 2005e, p. 34.

bancaire avait retrouvé la santé.

... Mais ce n'est pas toujours le cas

La Mongolie a entamé sa transition vers une économie de marché en 1991 et a connu les crises bancaires de 1992, 1994, 1996 et 1998. Les Crédits à l'ajustement du secteur financier et le Crédit d'assistance technique de l'exercice 1997 ont permis de procéder à la liquidation de deux banques, à l'établissement de deux nouvelles banques publiques et de mécanismes de remboursement de la dette ainsi qu'à la création d'un bureau d'information sur le crédit, mais aucun changement dans la gouvernance n'a été opéré. C'est seulement dans le cadre des Crédits à l'ajustement du secteur financier et du Crédit d'assistance technique de l'exercice 2000 que les gouvernements ont accepté de céder une banque nationale et de mettre en place une politique de sortie claire pour les banques en difficulté.

profit de la réforme de la fonction publique sur une période prévisible d'au moins 10 ans (OED 2003j).

Les crises économiques et financières sont souvent un catalyseur de réformes aussi bien au profit du climat d'investissement que de la gouvernance du secteur public

(encadré 4.3). En Russie, la Banque a constaté que le gouvernement n'a jamais vu l'intérêt d'entamer des discussions concernant une gouvernance, une

Les crises économiques et financières sont souvent un catalyseur de réformes

gestion fiscale et une responsabilisation financière publique de bonne qualité jusqu'à la crise financière de 1998. Depuis la crise, la Banque a apporté son aide dans le cadre du renforcement des capacités, notamment dans l'administration publique, la réforme judiciaire, la gestion des dépenses et des recettes et la responsabilisation financière. La Banque a préparé sa note de synthèse pour aider le gouvernement à délibérer sur la modernisation de l'administration publique. Des Etudes économiques et sectorielles récentes et en cours d'élaboration traitent de l'investissement public, de la lutte contre la corruption et de la gestion du budget fédéral alors

La Banque a élargi son approche du renforcement des capacités en y incluant le renforcement des institutions publiques et la stimulation de la demande publique aux fins d'une amélioration de la performance.

que d'autres donateurs financent des rapports sur les dépenses publiques dans certains secteurs (OED 2002e, pp. 22–23).

Les crises offrent l'occasion de faire des réformes non

seulement en révélant des problèmes systémiques sur le climat d'investissement ou la gouvernance du secteur public mais aussi en modifiant les politiques de motivation auxquelles doivent faire face des groupes puissants ou des individus qui pouvaient autrefois bloquer les réformes (Alesina et Drazen 1991; Rodrik et Fernandez 1991).

Les efforts liés au renforcement de capacités en Afrique sont restés fragmentés et affichent des résultats très faibles.

Capacité du secteur public

Pour assurer des services publics de

grande qualité, les pays ont besoin de compléter leurs réformes par le biais d'actions portant sur le renforcement de leurs capacités de manière durable. Le renforcement des capacités fait partie depuis très longtemps des objectifs d'interventions de la Banque. Jusque dans les années 90, ces interventions se sont concentrées principalement sur la réorganisation des organismes publics et sur le renforcement des compétences individuelles.

Influencée par le Rapport de développement dans le monde de 1997,

Les stratégies pays en Afrique adoptent progressivement une approche plus intégrée du renforcement de capacités.

L'Etat dans un monde en plein changement,

la Banque a élargi son approche en y incluant

le renforcement des institutions publiques et la stimulation de la demande publique aux fins d'une amélioration de la performance. Elle a fait des efforts particuliers pour traiter de la gestion financière publique, de la responsabilisation et de l'administration publique dans le cadre de son soutien à la décentralisation de l'apport de services. Elle a en outre ajouté de nouveaux outils de diagnostic aux fins d'évaluer les capacités des pays en matière de gestion de leurs ressources financières publiques.

Le secteur public de la région Afrique est généralement plus faible que dans les autres régions. Plus d'un quart des prêts de la Banque dans la région, ainsi qu'une part importante des prêts d'ajustement, sont redirigés vers les activités de renforcement des capacités. La plupart de ces travaux se présentent sous la forme de formation et d'assistance technique discrètement intégrées dans des opérations. Cette approche fragmentée complique les possibilités de détection des questions et opportunités intersectorielles et de retirer des leçons à l'échelle interopératoire. L'assistance technique et la formation n'ont pas apporté d'amélioration durable en ce qui concerne la performance du secteur public. Le personnel des organismes publics est souvent formé pour effectuer des tâches particulières avant d'être en position de pouvoir utiliser la formation ou sans que des mesures soient prises pour les empêcher de partir. La formation et l'assistance technique permettent de faire des améliorations durables seulement si elles sont utilisées dans le cadre élargi d'une gestion des ressources humaines reliée au changement organisationnel et institutionnel.

Les secteurs publics sont souvent faibles non seulement en raison de leur manque de capacité, mais aussi parce que leurs points faibles constituent un avantage pour certains intérêts puissants qui cherchent à éviter les réformes fiscales, réglementaires ou autres. Une aide externe peut s'avérer utile des deux côtés du processus d'offre et de demande, en fournissant des informations sur la manière d'améliorer le fonctionnement du secteur public et en renforçant les structures afférentes à la demande et à la responsabilisation. Mais, elle ne peut pas exercer une influence directe sur les normes culturelles et l'économie politique qui sont à la base de la demande d'une performance de la part du secteur public. Par conséquent, les efforts déployés en faveur du renforcement des capacités ne

Encadré 4.4

Le Mozambique adopte une approche intégrée pour réformer son secteur public

La Banque et d'autres donateurs soutiennent l'ambitieux Programme de réforme du secteur public sur 10 ans qui a pour objectif d'offrir aux populations rurales démunies un meilleur accès aux services en décentralisant les fonctions gouvernementales hautement centralisées. Ce programme de réformes associe la réorganisation de chaque ministère et organisme avec des réformes sur la structure

salariale à l'échelle de tout le système afin d'encourager le recrutement et la fidélisation du personnel. Il permettra en outre de consolider la gestion des dépenses et la responsabilisation. Le projet de la Banque inclut une Facilité pour l'amélioration de la performance, un fonds dédié dans lequel les ministères peuvent puiser pour payer la restructuration et la décentralisation des services qu'ils gèrent.

Source : OED 2005f.

réussissent que lorsque la demande existe et que les interventions font l'objet d'une adhésion de la part des pays au lieu d'être motivées par les donateurs.

Les stratégies pays en Afrique adoptent progressivement une approche plus intégrée du renforcement de capacités. Toutes les SAP les plus récentes—contrairement aux plus anciennes—incluent au moins une opération portant sur un secteur ou intersectorielle avec des objectifs importants de renforcement des capacités. Les stratégies actuelles ont également évolué vers des programmes à l'échelle de tous les secteurs et vers une politique de soutien du budget par le biais des

Crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté (PRSC) qui établissent un vaste cadre stratégique permettant d'identifier

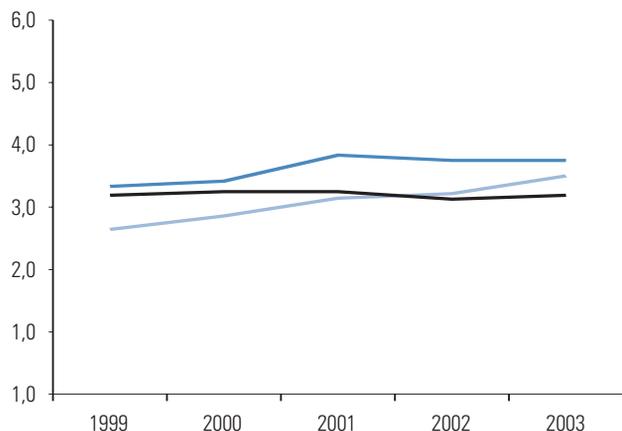
les besoins en renforcement des capacités sur le long terme. Ces changements sont pertinents car ils reconnaissent que le renforcement des capacités est un processus sur le long terme qui exige une approche systémique et de porter une attention non seulement à la demande mais aussi à l'offre. Quelques projets récents ont placé au premier plan le renforcement de capacités. A l'instar du

La corruption continue de porter préjudice à la performance du secteur public et de réduire les investissements du secteur privé.

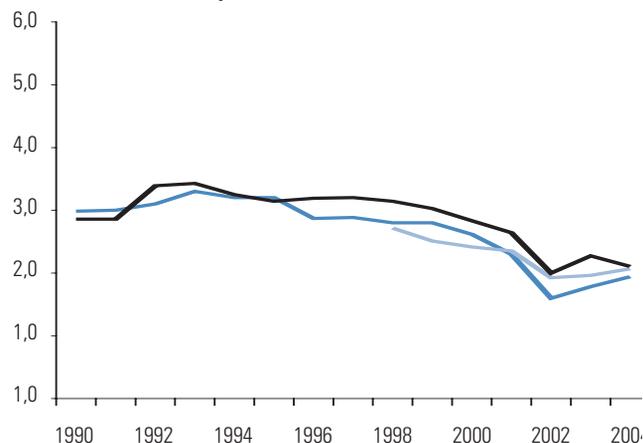
Figure 4.7

La corruption dans le secteur public reste très enraciné dans l'ensemble des trois groupes de pays

CPPIA : Indice de transparence, responsabilisation et corruption



ICRG : Indice de corruption



— Pays ayant de bons résultats
 — Pays en transition
 — Pays ayant obtenu des résultats médiocres et moyens

Source : Évaluation de la politique et des institutions nationales : indice de transparence, responsabilisation et corruption dans le secteur public Guide international des risques pays : indice de corruption Les deux indices utilisent une échelle de 6 points—plus l'indice est fort, moins il y a de corruption.

La Banque pourrait également travailler avec des partenaires de développement dans le monde pour s'attaquer à la corruption par le biais de programmes de partenariat mondiaux.

améliorer la performance du secteur public d'une manière intégrée aussi bien à l'échelle sectorielle qu'intersectorielle.

Corruption dans le secteur public

La corruption continue de porter préjudice à la performance du secteur public et de réduire les investissements du secteur privé dans de nombreux

Les économies qui s'appuient sur les revenus dégagés des industries d'extraction lancent des défis supplémentaires aux programmes de gouvernance.

doivent payer des pots-de-vin avant de démarrer leur entreprise et continuer à payer des fonctionnaires corrompus sur une partie de leurs recettes dégagées de leurs placements, ce qui réduit leurs retours sur investissement. Si des incertitudes planent autour du montant de pot-de-vin qu'il est nécessaire de verser, les investissements chutent d'autant plus (Shleifer et Vishny 1993). La corruption peut également avoir une incidence sur les inégalités des revenus par le biais de systèmes fiscaux tendancieux et un ciblage inapproprié des programmes sociaux, ainsi que par le biais de la possession d'actions, la formation de capital humain, les inégalités en termes d'éducation et les incertitudes en matière d'accumulation de facteur (Gupta, Hamid, and Rosa 1998, p. 6).

Un examen de l'EPIN et des indices de corruption du Guide international des risques

La Banque devrait échelonner ses travaux sur la gouvernance dans les secteurs d'extraction bien avant de faire la promotion de nouveaux investissements et les coordonner avec les travaux de gouvernance dans les autres secteurs.

Mozambique (encadré 4.4), ces projets traitent des changements institutionnels, organisationnels et ceux afférents aux ressources humaines qui sont nécessaires pour

pays entraînant ainsi un ralentissement de la croissance (Mauro, 1995). Lorsque la corruption sévit, les hommes d'affaires

doivent payer des pots-de-vin avant de démarrer leur entreprise et continuer à payer des fonctionnaires corrompus sur une partie de leurs recettes dégagées de leurs placements, ce qui réduit leurs retours sur investissement. Si des incertitudes planent autour du montant de pot-de-vin qu'il est nécessaire de verser, les investissements chutent d'autant plus (Shleifer et Vishny 1993). La corruption peut également avoir une incidence sur les inégalités des revenus par le biais de systèmes fiscaux tendancieux et un ciblage inapproprié des programmes sociaux, ainsi que par le biais de la possession d'actions, la formation de capital humain, les inégalités en termes d'éducation et les incertitudes en matière d'accumulation de facteur (Gupta, Hamid, and Rosa 1998, p. 6).

Un examen de l'EPIN et des indices de corruption du Guide international des risques pays (ICRG) révèlent que la corruption reste un problème encore bien enraciné. Le degré de corruption ne diffère pas de manière significative entre les trois groupes de pays examinés dans le Chapitre 3. L'indice

ICRG indique que le degré moyen de corruption a augmenté dans les trois groupes au cours des dernières années alors que l'indice EPIN affiche une baisse depuis 1999 dans les pays ayant obtenu de bons résultats et dans les pays en transition.

Le maintien de niveaux de corruption élevés dans les pays ayant affiché de bons résultats indiquent une fois de plus que les pays peuvent atteindre rapidement des taux de croissance économique pendant un certain temps même en l'absence d'institutions publiques de grande qualité dans certains secteurs. En Chine, une Enquête auprès des clients de la Banque mondiale a indiqué que la corruption était l'un des deux défis les plus mentionnés auxquels le pays doit faire face (OED 2004g, p. 3). Au Vietnam, la faiblesse d'un climat d'exécution et le caractère inadéquat du régime réglementaire durant sa transition vers une économie de marché ont augmenté les risques de corruption (OED 2001f, p. 4). En Inde, la mise en application irrégulière des lois et réglementations, ainsi que les salaires peu élevés des fonctionnaires ont contribué à des niveaux de corruption assez élevés au sein des systèmes juridiques et dans la police (OED 2001a, p. 6).

La Banque a déployé des efforts concertés depuis le lancement de sa stratégie de lutte contre la corruption en 1997 pour que la corruption soit perçue comme un problème grave de gouvernance en faisant prendre conscience à la communauté internationale de cette question, en encourageant les débats, en entreprenant des recherches et des analyses et en distribuant les informations sur les bonnes pratiques aux fins de réduire la corruption. Mais, il reste encore beaucoup de travail dans ce domaine. Au lieu d'entreprendre des réformes intersectorielles, il serait préférable d'entreprendre des réformes par étapes plus sélectives qui s'attaquent aux formes de corruption particulières à chaque pays, qu'il s'agisse pour les pouvoirs publics d'extorquer une rente ou pour les intérêts privés de rechercher une rente.

La Banque pourrait également travailler avec des partenaires de développement dans le monde pour s'attaquer à la corruption par le biais de programmes de partenariat mondiaux. La Banque a été un partenaire fondateur de trois programmes mondiaux connexes —le Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise (GCGF), le Programme d'évaluation du secteur financier (FSAP) et la Réforme du secteur

financier et l'Initiative de renforcement (FIRST)— qui furent établis à la suite de la crise asiatique en 1997. Le Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise a soutenu les dialogues entre les secteurs privé et public dans chaque Région pour faire prendre conscience des cadres institutionnels à l'échelle des pays et des pratiques de gouvernance d'entreprise et enfin recueillir des consensus pour les améliorer. Le Programme d'évaluation du secteur financier (FSAP) et la Réforme du secteur financier et l'Initiative de renforcement (FIRST) ont pour objectif de renforcer les capacités à l'échelle des pays en termes de gestion macroéconomique, de système bancaire et de valeurs mobilières, d'assurance, et autres marchés financiers – le FSAP en faisant des diagnostics sur les forces et les faiblesses dans les systèmes financiers et le FIRST en fournissant une assistance technique pour les consolider. Le Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise apporte également son soutien aux réseaux qui échangent et distribuent les informations sur des stratégies et techniques de réformes efficaces par le biais de boîtes à outils et d'études de cas. L'examen récent de l'OED sur l'engagement de la Banque dans les programmes mondiaux a constaté que les programmes de défense mondiaux avaient un rôle à jouer pour faire avancer le calendrier des réformes. Mais il est important que de tels programmes soient bien constitués et régis, et soient dotés d'objectifs bien établis ayant fait l'objet d'un consentement dès le début de la part des partenaires industriels et des pays en développement (OED 2004b).

Industries d'extraction

La Banque et la communauté de développement sont depuis longtemps conscients que les économies qui s'appuient sur les revenus dégagés des industries d'extraction — pétrole, gaz et mines — sont davantage exposées aux risques de corruption, de recherche de rentes et d'inefficacité gouvernementale. La collecte et la gestion des revenus dans l'intérêt du public, l'application de

règlementations sociales et environnementales et les politiques d'élaboration de programmes d'utilisation des richesses en ressources aux fins d'une croissance durable exigent une plus grande transparence et une bonne gouvernance (OED 2003e, p. 11). Pratiquement la moitié des projets portant sur les industries d'extraction que la Banque a soutenus et approuvés durant les années 1993 et 2002 avaient au moins un volet qui traitait des questions de transparence et de gouvernance telles que les droits de propriétés, les normes et pratiques comptables et d'audit, la divulgation d'informations et la consultation publique. Ces volets ont toujours eu une faible envergure et n'avaient aucun lien avec les stratégies d'assistance de la Banque ou les études analytiques sur la gouvernance.

Pourtant en Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Banque a adopté une approche plus étroite. Les produits clés Etudes économiques et sectorielles (Revue des dépenses publiques 1995 et Mémoire économique sur un pays 1999) ont identifié les questions de gouvernance macroéconomique (comme le manque de transparence dans les opérations du gouvernement et les niveaux élevés de la corruption) et les ont intégrées dans les SAP et le programme de prêts. Les prêts dans le secteur des mines et du gaz ont abordé les questions de gouvernance sectorielle telles que l'amélioration au sein des communautés touchées du savoir sur les politiques et lois concernant le secteur et ce, en renforçant les réglementations du secteur, en suivant et supervisant, et enfin en encourageant les audits fiscaux dans les sociétés minières et pétrolières. Mais le dialogue politique sur les questions de gouvernance est survenu après que les investissements privés dans les secteurs d'extraction aient déjà été effectués, ce qui a limité la marge de manœuvre de la Banque. Cette expérience démontre que la Banque devrait échelonner ses travaux sur la gouvernance dans les secteurs d'extraction bien avant de faire la promotion de nouveaux investissements et les coordonner avec les travaux de gouvernance dans les autres secteurs.



Responsabiliser les pauvres pour qu'ils participent au développement et investir en eux.

Cela fait plus de 20 ans que le développement du capital humain est au cœur de la stratégie pour la réduction de la pauvreté de la Banque, en s'attachant aussi bien à la valeur intrinsèque de la santé et de l'éducation aux fins d'améliorer les salaires et autres dimensions de bien-être qu'à sa contribution à la responsabilisation des pauvres.

Au cours des années 90, les opérations de la Banque ont principalement cherché à élargir l'apport de services en fournissant des infrastructures physiques et des formations au personnel (OED 2000a).

Cette approche ne tenant compte que des aspects liés à l'offre a souvent négligé les obstacles institutionnels et gouvernementaux, les inégalités enracinées et partis pris contre l'autre sexe, ainsi que les facteurs touchant la demande de services. Il manquait une attention systématique au suivi et à l'évaluation, ce qui a conduit à une insuffisance d'informations concernant les répercussions des interventions auprès des populations démunies. Retirant des leçons de ses expériences, de sa recherche multidisciplinaire et de ses consultations auprès des pauvres eux-mêmes,¹ la Banque a revu sa stratégie et a reconnu que des institutions et des systèmes de livraison efficaces ont un rôle tout aussi important que la croissance économique dans la réduction de la pauvreté. Ce chapitre traite du deuxième pilier de la stratégie 2001 de la Banque, qui consiste à responsabiliser les populations les plus démunies pour qu'elles participent au

développement et à l'investissement en elles, et qui comporte deux volets :

- *Augmentation des capacités des pauvres*, ce qui favorise le développement du capital humain par le biais de l'éducation et de l'apport de services de santé de bonne qualité et d'un accès à des protections sociales bien conçues.
- *Responsabilisation des pauvres*, ce qui permet de créer des occasions de responsabiliser et construire un capital social pour les participants actifs les plus démunis, plutôt que les cantonner au rôle de destinataire passif du développement, et de créer des institutions plus fiables et plus proches de leurs intérêts.

Augmentation des capacités des pauvres

La Banque a manifesté son intérêt dans le capital humain en adoptant une approche axée sur l'apport de services sociaux, soutenue par des volumes importants d'aide financière et d'études analytiques qui relient l'investissement en capital humain aux corrélats clés de l'insuffisance de

Points essentiels de l'évaluation 5

- Une part importante des prêts a été consacrée à la fourniture de services sociaux et aux activités relatives au développement social.
- La Banque a regroupé les dépenses dans les domaines de l'éducation et de la santé avec la réduction de la pauvreté, mais leurs impacts actuels sur la pauvreté ont été inadéquats.
- La Banque poursuit dans son intention de promouvoir la responsabilisation par l'entremise d'activités de développement social, mais l'impact voulu et réel sur la pauvreté de ce type d'intervention n'a pas encore été démontré.

revenus. La composition changeante du portefeuille global de la Banque reflète une tendance au niveau des opérations de prêt qui favorise de plus en plus les investissements au profit d'un accès des pauvres aux services sociaux de base (figure 5.1).

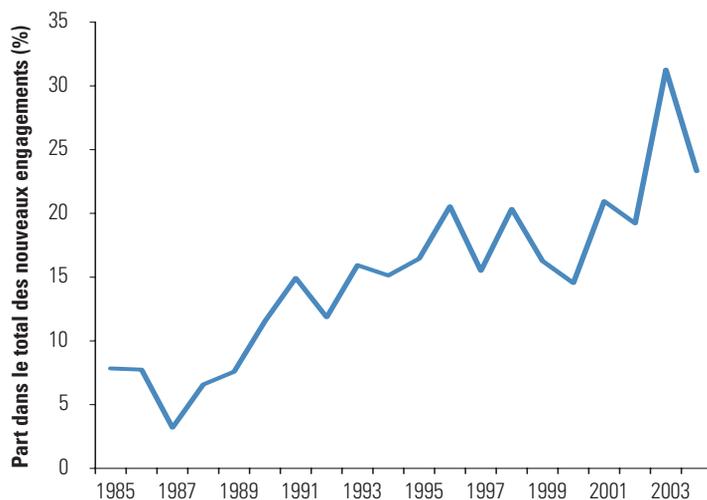
Dépenses dans le secteur social et réduction de la pauvreté

L'augmentation des dépenses dans les secteurs sociaux a pour but d'élargir l'accès aux services sociaux et d'atteindre les objectifs de développement humain des ODM. La Banque a eu tendance à mettre en équation l'augmentation des dépenses du secteur social avec la réduction de la pauvreté. C'est ainsi qu'elle a encouragé les pays emprunteurs à

augmenter et protéger leurs niveaux de dépenses sociales. Quatre facteurs principaux sont sous-jacents à cette approche axée sur la croissance des dépenses dans les secteurs sociaux. D'abord, les récents Accords de reconstitution des ressources du donateur de l'IDA (IDA 10-12) ont exigé que l'IDA pilote l'augmentation de la part des prêts au titre d'investissements alloués aux projets de ces secteurs. Les 12 rapports 1999 de l'IDA, par exemple, ont recommandé que les prêts aux secteurs sociaux représentent environ 40 pour cent des prêts au titre d'investissements (OED 2002c). Les 13 recommandations de reconstitution de l'IDA sont en outre en faveur de l'expansion des services sociaux et mettent en avant des objectifs bien spécifiques (Banque mondiale 2002a). Deuxièmement, les prêts d'ajustement, qui ne sont pas régis par les recommandations du donateur, sont également axés de plus en plus sur les secteurs sociaux. Les prêts d'ajustement de ces secteurs ont augmenté pour passer de 13 pour cent des prêts d'ajustement totaux au cours de l'exercice 1993 à 28 pour cent au cours de l'exercice 2003.² Troisièmement, l'initiative PPTE a exigé des pays bénéficiaires qu'ils allouent les fonds « libérés » du service de la dette aux dépenses publiques dans les secteurs sociaux. Un rapport de l'OED sur l'Initiative PPTE a constaté cependant que ces ressources budgétaires supplémentaires ont souvent été imposées aux institutions faibles et ne traitent pas des contraintes essentielles liées à une amélioration de la performance du secteur (comme une mauvaise efficacité des dépenses, une qualité de service médiocre et des capacités faibles) (OED 2003b). Enfin, les engagements visant à réduire la pauvreté et amenuiser les inégalités sociales d'ici 2015, tels qu'exprimés dans les ODM, ont également répondu aux demandes d'augmentation des dépenses publiques dans les secteurs sociaux³.

Figure 5.1

Les prêts de la Banque au profit de l'éducation, de la santé et des autres services sociaux ont augmenté de manière importante



Source : Données de la Banque mondiale.

Atteindre les populations démunies et répondre à leurs besoins

Un accroissement des dépenses doit être associé à des mesures permettant de s'assurer que les dépenses d'éducation et de santé atteignent bien les populations les plus démunies. Les conclusions des recherches récentes sur l'analyse de l'incidence des dépenses publiques démontrent que les dépenses sont généralement redirigées vers des services disproportionnellement utilisés par la classe moyenne et les riches, ou n'atteint pas les fournisseurs de première ligne. La part allant aux 20 pour cent les plus démunies est pratiquement toujours inférieure à 20 pour cent (Banque mondiale, 2004k). En République dominicaine, les dépenses de santé et d'éducation vont plus au profit des zones urbaines que des zones rurales (OED 2003c). En Chine et au Vietnam, bien que les services atteignent les pauvres, la capacité de réponse de ces services aux besoins locaux pourrait être améliorée en y incluant plus de moyens locaux (OED 2005a, 2001f). Un rapport de l'OED sur le portefeuille santé, nutrition et population a constaté que l'analyse institutionnelle, y compris l'analyse du régime de propriété des emprunteurs, a une influence importante sur les résultats des projets. Pourtant les évaluations des institutions sociales, politiques et des états n'ont pas été couramment utilisées pour informer la Stratégie de la Banque ou la conception de projets.

Objectifs et pérennité des résultats

Les projets afférents aux secteurs sociaux qui bénéficient du soutien de la Banque réussissent généralement bien à atteindre leurs objectifs tels qu'ils ont été calculés dans les conclusions des évaluations (figure 5.2). Quelles sont les incidences de ces opérations sur la réduction de la pauvreté ? Les Evaluations de l'aide-pays sur les 21 pays revus dans le Chapitre 3 fournissent une idée de la question à l'échelle pays. Dans ces 21 pays, 127 projets sur l'éducation et la santé ont été clôturés et évalués. Pour dix-neuf pays sur 21, les projets ont atteint leurs objectifs physiques suite à des améliorations comme l'augmentation de la couverture de l'éducation primaire et des services de soins de santé, la formation des enseignants et des travailleurs de la santé, une meilleure gestion des infrastructures et un approvisionnement

amélioré du matériel pédagogique, des médicaments et de l'équipement médical.

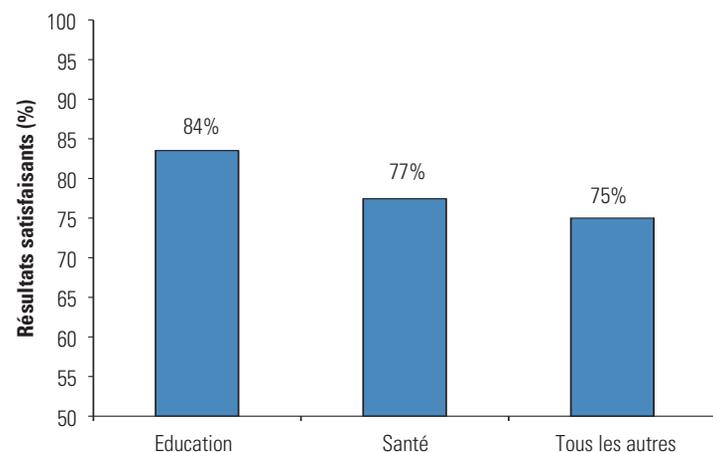
Cependant pour 16 de ces pays, les projets ne sont pas parvenus à améliorer les résultats dans l'éducation et la santé (comme un meilleur niveau d'apprentissage et d'éducation et une amélioration de la santé) ni à encourager les réformes nécessaires au niveau des secteurs et des institutions. Les répercussions des projets ont été limitées en raison de la complexité et du caractère ambitieux de leur conception, d'un manque de présence dans les contextes fiscaux et institutionnels des pays et d'une approche trop centralisée sur la gestion sectorielle. Au Pérou, par exemple, le projet d'éducation primaire de la Banque s'est concentré sur la reconstruction de l'apport de services et sur les réformes institutionnelles ou sectorielles nécessaires mais négligées, remettant ainsi en danger la pérennité des améliorations obtenues en matière de qualité. En

Une augmentation des dépenses dans le secteur social est nécessaire mais pas suffisante pour pouvoir réduire la pauvreté.

Une croissance des dépenses ne garantit pas la diffusion des services aux pauvres

Figure 5.2

Les projets dans le secteur social obtiennent des résultats aussi bons, sinon meilleurs, que la moyenne de la Banque



Note : Résultats satisfaisants en pourcentage (pondérés par décaissement) des projets sortant du portefeuille durant l'exercice fiscal 1995 à 2004, tels qu'affectés par secteur.

Source : Données de la Banque mondiale.

Les opérations de la Banque dans le secteur social ont généralement rempli leurs objectifs physiques et quantitatifs.

Croatie et en Russie, l'aide de la Banque dans le secteur de la santé a principalement mis l'accent sur l'infrastructure physique, mais a négligé de s'attacher aux questions relatives aux politiques d'incitation et aux problèmes de capacité, et a prêté une attention insuffisante à l'amélioration de l'efficacité et à la réorientation des dépenses (OED 2004g, 2002e).

De même, un équilibre entre les approches matérielles et logicielles (en mettant l'accent sur les réformes sectorielles, le renforcement des systèmes de gestion des informations, le développement des ressources humaines et le suivi et l'évaluation continus des résultats) a obtenu de meilleurs résultats. L'expérience de la Banque dans le domaine des réformes sur la santé dans cinq pays d'Europe de l'Est indique que les investissements en capitaux à eux seuls ne contribuent que

De nombreuses interventions ont moins bien réussi à améliorer les résultats afférents au développement humain.

modestement à l'apport de réformes ou d'améliorations significatives dans la qualité ou l'efficacité du service (OED 2002g).⁴ Les résultats ont été de meilleure qualité lorsque les investissements ont été soigneusement reliés aux réformes institutionnelles et à un soutien complémentaire aux fins de développement des capacités. Au Ghana, des investissements massifs au profit des infrastructures des écoles dans le contexte d'une réforme sectorielle pilotée par le gouvernement ont permis de dégager des avantages significatifs (encadré 5.1).

De fortes capacités institutionnelles, de mise en œuvre et d'absorption au niveau du ministère sectoriel et à l'échelle régionale et municipale dans les systèmes décentralisés ont été associées à une amélioration durable des résultats et des répercussions. Au Brésil, les programmes de la Banque ont aidé les gouvernements des états et des municipalités à construire leurs capacités afin de gérer leurs finances et leurs infrastructures. Les projets de la Banque concernant l'éducation qui reflètent l'importance accordée à la gestion et à l'atteinte de normes opérationnelles minimum ont permis de retirer des avantages en termes de gestion et d'efficacité, qui représentent des conditions préalables à de meilleurs résultats d'apprentissage. Ceci contraste clairement avec les projets de la Banque initiés au Brésil au début des années 90 qui ont conduit à des résultats peu satisfaisants car ils n'ont pas pris en compte l'adhésion du gouvernement et les capacités d'absorption (OED 2004g). L'engagement de la Banque dans les programmes de santé globaux montrent également qu'une augmentation des dépenses sans porter une attention à la capacité d'absorption remet en doute l'atteinte des résultats et leur pérennité (encadré 5.2).

Réformes sur les dépenses publiques et performance du secteur social

L'approche commune visant le développement des capacités institutionnelles et la promotion des réformes dans les secteurs sociaux a consisté à renforcer et à reconstituer les systèmes de gestion des dépenses publiques, qui ont un rôle important pour qu'un pays puisse améliorer de manière efficace l'utilisation de ses ressources de

Encadré 5.1

L'acquisition des connaissances compte . . . dans le contexte d'une réforme sectorielle

Au Ghana, la Banque a fourni près de 260 millions d'USD pour soutenir la construction d'établissements et d'équipements scolaires depuis 1986. Ce soutien à l'acquisition des connaissances a eu des répercussions importantes sur le niveau d'éducation car il a été fourni dans le contexte d'un programme général de réformes dans lequel le gouvernement du Ghana s'est fortement investi. La réforme a mis l'accent sur la question difficile sur le plan politique consistant à améliorer l'efficacité et à développer le recouvrement des coûts.

Source : OED 2004d.

Les conditions politiques, financières et l'assistance technique de la Banque ont été déterminantes pour maintenir la dynamique de ces réformes. Les niveaux d'éducation et d'apprentissage ont tous deux augmenté, et l'amélioration des performances en matière d'éducation est clairement et fortement liée à un meilleur bien-être, comme on a pu le mesurer par l'augmentation des revenus, l'amélioration de la nutrition et la baisse de la mortalité.

**Encadré
5.2****Les programmes mondiaux de contrôle des maladies exploitent les possibilités des systèmes de distribution des soins**

Les programmes mondiaux comme ONUSIDA, Halte à la tuberculose, et Faire reculer le paludisme ont permis d'augmenter le financement des donateurs pour lutter contre les maladies transmissibles. La composition thématique des opérations de prêts dans le secteur de la santé de la Banque a fait de même. Depuis 1992, alors que les engagements dans le secteur de la santé augmentaient de 3,6 % par an, les prêts au profit des maladies transmissibles ont augmenté de 8,6 % par an et de 16,7 % par an pour le VIH/SIDA. Ce changement de composition dans les opérations de prêts de la Banque aux fins de prévention et de traitement des maladies transmissibles a exercé une forte pression sur les capacités déjà étirées au maximum du système de distribution des soins dans les

pays en développement. Ces pressions mettent à rude épreuve la capacité d'absorption d'un grand nombre de pays en développement pour qu'ils utilisent les nouveaux financements au profit de la lutte contre les maladies transmissibles sans investissement complémentaire dans leurs systèmes de distribution des soins. En fait, les décaissements dans les programmes sur les maladies transmissibles doivent encore s'aligner avec la croissance des engagements. Les activités spécifiques aux maladies pourront bénéficier d'un soutien sur le long terme seulement si elles sont complétées par une aide visant la création et le renforcement des systèmes de surveillance, d'essais, de diagnostic et de prévention.

Source : OED 2004b.

développement. Ces efforts se sont surtout attachés à solutionner les problèmes d'inefficacité et de production bureaucratiques : réforme de l'administration fiscale, amélioration des processus budgétaires, introduction d'un cadre de dépenses sur le moyen terme, et intégration de systèmes de gestion financière. Mais ces tentatives n'ont souvent pas réussi à contourner les goulots d'étranglements structurels et de gouvernance qui portent préjudice aux résultats et affectent les répercussions potentielles. Les domaines techniques et ceux qui ont bénéficié du soutien politique, comme l'administration fiscale (qui a promis d'augmenter les recettes publiques au moins sur le court terme) ont obtenu de bons résultats. Mais les efforts de renforcement des capacités n'ont progressé que très lentement dans les autres domaines ayant des contraintes institutionnelles profondément ancrées et relatives aux questions de gouvernance et d'implémentation (OED 2005g). L'évaluation de l'OED sur des projets d'éducation et de santé clôturés en Afrique sub-saharienne, par exemple, a constaté que l'aide technique de la Banque était très inefficace car elle n'a pas solutionné les faiblesses systémiques du secteur public, y compris le manque de coordination entre les organismes d'état, le caractère inapproprié des structures organisationnelles, et l'incapacité de la fonction publique à attirer et fidéliser des gens intéressants (OED 1999b). Il s'agit dans tous les cas de problèmes de gouvernance dans le secteur public pour lesquels les ministères d'exécution de l'éducation et de la santé ont besoin d'aide.

Qualité des études analytiques

Des études analytiques appropriées, de bonne qualité et spécifiques à chaque secteur, comportant un diagnostic précis des questions portant sur l'apport de services, ont fortement contribué à l'amélioration des conceptions de projets et des résultats en matière de développement humain. Au Chili, les études analytiques et les conseils de la Banque ont joué un rôle clé dans le lancement de réformes institutionnelles qui ont permis une plus grande décentralisation du système de santé et d'établir un système de santé public-privé complémentaire. Les études analytiques ont en outre permis d'améliorer l'efficacité du programme d'aide alimentaire du gouvernement par le biais d'une meilleure orientation vers les plus démunis (OED 2002b). Même dans les pays où le climat politique et économique n'est pas stable, une étude économique et sectorielle de grande qualité peut générer des résultats

Les résultats sont meilleurs lorsque les interventions sont associées à des réformes institutionnelles et à une aide au développement de capacités.

Les réformes des dépenses publiques sont souvent insuffisantes pour éliminer les goulots d'étranglement structurels et de gouvernance qui affectent la performance du secteur social.

Les études analytiques de grande qualité accompagnées de diagnostics solides et de recommandations pour des réformes institutionnelles et sectorielles portent leur fruits.

**Encadré
5.3**
Les thèmes sur le développement social englobent une vaste série d'activités

Les thèmes sur le développement social de la Banque sont les suivants :

- Développement motivé par la communauté
- Prévention des conflits / reconstruction
- Culture
- Sexes
- Participation / implication sur le plan civique
- Fonds sociaux
- Garanties sociales

Ces thèmes bénéficient du soutien des activités artisanales et des opérations de prêts dans une grande variété de secteurs comme l'agriculture, l'éducation, la santé et la protection sociale.

Source : OED 2004q.

importants. Au Lesotho, pays où la situation politique est fragile et imprévisible, l'étude analytique de la Banque sur l'éducation fournie en temps utile a joué un rôle clé dans l'établissement d'un cadre politique cohérent aux fins de faire des réformes dans l'éducation, y compris la réforme du ministère de l'administration centrale. Mais, dans ce même pays, le fait que la Banque n'ait pas réussi à faire des analyses officielles sur les questions de santé et de nutrition l'a empêché d'avoir les moyens nécessaires pour soutenir deux projets complexes portant sur la santé, la nutrition et la population, qui au bout du compte n'ont pas atteint leurs objectifs (OED 2001b).

Responsabilisation des pauvres

L'approche de plus en plus axée sur la responsabilisation part du principe que le transfert de certaines décisions provenant des bureaucraties publiques pour les placer entre les mains des communautés ou groupes qui en bénéficient, devrait permettre aux services de mieux fonctionner et aux institutions d'être plus fiables. Les activités incluant des thèmes sur le développement social sont les principaux moyens qui permettent à la Banque de soutenir la responsabilisation des pauvres et la construction du capital social (encadré 5.3). Le développement social est défini par la Banque comme un processus qui commence avec les besoins et les demandes des pauvres et se poursuit par une transformation des institutions pour créer une société cohésive, responsable et favorable à l'insertion (Banque mondiale 2004i).

Plus de la moitié de l'ensemble des projets approuvés au cours des vingt dernières années a

abordé au moins un thème sur le développement social⁵. Les projets de la Banque qui incorporent un ou plusieurs thèmes sur le développement social ont mieux réussi en termes de résultats, de pérennité et de répercussions sur le développement institutionnel que le portefeuille global de la Banque (OED 2004q)⁶. Ceci s'explique parce que les thèmes sur le développement social sont très complémentaires et les approches qui intègrent les questions sociales à l'échelle du projet peuvent créer des effets de synergie. Cependant, l'intégration de bonnes pratiques en matière de développement social dans le processus de la Banque a été lente et les mécanismes d'assurance qualité ont été limités.

Mise en œuvre d'activités de développement social

Ces dernières années, les thèmes relatifs au développement social ont une place de plus en plus prépondérante dans les documents sur la stratégie d'aide-pays de la Banque. Les études de cas de l'OED et les évaluations de projets sur les interventions de la Banque dans le développement de la communauté menées dans cinq pays démontrent qu'à tous les niveaux du gouvernement, on accepte de mieux en mieux la valeur de la responsabilisation des communautés pour permettre des approches participatives du développement et que la Banque a réussi à lancer de nouvelles idées relatives aux processus de participation de la communauté. Par exemple, au Vietnam, 70 pour cent des fonctionnaires du gouvernement central ont indiqué que les projets impliquant la participation des bénéficiaires

peuvent mieux contribuer à la réduction de la pauvreté par rapport à ceux qui ne l'impliquent pas. (OED, 2005c).

Cependant, la Banque doit encore convertir ses thèmes sur le développement social en opérations pratiques sur une grande échelle. Les plans sur les activités de développement social sont généralement ambitieux durant leur évaluation et leur conception, mais durant leurs mise en œuvre, ces activités se limitent souvent à des parties infimes des projets et sont conçus trop rapidement ou de manière superficielle. En dépit du nombre important de prêts en faveur des thèmes sur le développement social, les volets sur le développement social ne représentent en règle générale qu'une petite partie de la totalité des prêts. Dans 62 pour cent des projets, le volet sur le développement social était inférieur à 30 pour cent du total.⁸ Le rapport des 21 Evaluations aide-pays démontre que le développement social à l'échelle des projets a perdu toute l'attention pour ne représenter qu'un thème d'ordre social et individuel et non pas une évaluation sociale et holistique. L'égalité des sexes, le thème sur le développement social le plus couramment abordé, a souvent été ramené à la réduction des écarts dans les taux de scolarisation entre les garçon et les filles et à un élargissement de l'accès aux soins de santé afin de réduire la mortalité maternelle. Tandis que ces efforts ont effectivement réduit les écarts entre les taux de scolarisation dans les pays examinés, il manquait dans presque tous les pays ayant abordé le problème, des stratégies de plus grande envergure visant à faire voler en éclat les obstacles qui empêchent aux femmes de participer à l'économie.

L'impact sur la pauvreté des interventions relatives au développement social

En dépit d'une attention accrue pour la responsabilisation dans les stratégies de la Banque, son lien avec la réduction de la pauvreté n'est pas souvent exprimé de façon explicite. En général, les SAP ne proposent pas de solution adéquate concernant le rôle des thèmes sur le développement social dans le contexte de pauvreté global d'un pays donné. Par exemple, en dépit de la croissance significative des prêts au profit de fonds sociaux et du développement de la communauté, une attention insuffisante a été portée sur l'impact

de ces approches sur la pauvreté et un nombre insuffisant d'évaluations pointues a été mené pour déterminer si les interventions sont plus pertinentes que des outils alternatifs pour gérer l'activité sectorielle spécifique et remplir la mission de réduction de la pauvreté de la Banque (OED 2002g, 2005c).

Les analyses sectorielles sociales et celles portant sur la pauvreté sont vitales pour qu'il existe un lien entre les politiques et les programmes et leur impact sur la pauvreté. Cependant, il existe une lacune importante dans ce genre d'étude analytique qui illustre l'approche axée sur les travaux essentiels de diagnostic comme les Evaluation de la responsabilisation financière des pays et les Evaluations sur la passation des marchés publics. Alors qu'un rapport de l'OED sur la Stratégie de réduction de la pauvreté indique que la Banque a organisé moins d'Analyses sur la pauvreté et la situation sociale que prévues, malgré l'approche axée de plus en plus sur les répercussions des ajustements et des réformes politiques sur le bien-être de la population démunie et vulnérable (OED 2004s). Il existe de nombreuses possibilités pour améliorer le niveau de compréhension et le caractère opportun des diagnostics d'évaluations et fournir une meilleure intégration des thèmes sociaux dans les études analytiques de la Banque.

L'expérience en matière de développement de la communauté indique que malgré les mécanismes de ciblage sophistiqués, les populations les plus démunies et vulnérables semblent souvent ne pas profiter de ces projets. La Banque a rencontré des difficultés similaires dans ses activités relatives aux fonds sociaux (encadré 5.4). Les évaluations de l'OED ont également trouvé des cas où la position des plus démunis avait empiré dans le contexte d'un projet de la Banque. Des enquêtes récentes auprès des ménages dans trois domaines indiquent que les membres de la communauté d'un niveau socio-économique plus élevé, y compris plus de compétences en matière de mobilisation et de connexions, en ont profité plus en termes

Il reste encore beaucoup à faire pour que les activités stratégiques afférentes aux thèmes sur le développement social soient converties en activités opérationnelles.

L'impact de la pauvreté dans les interventions de développement social n'a pas encore été prouvé de manière appropriée.

**Encadré
5.4****Cibler les ménages les plus démunis
constitue un défi de taille**

Les projets de financement social soutenus par la Banque ont atteint les ménages défavorisés et même les plus démunis, mais seulement proportionnellement au nombre qu'ils représentent dans la population totale. Une proportion importante des fonds sociaux a profité aux populations non démunies. Des fonds sociaux de cinq pays avaient une répartition des bénéficiaires neutre ou légèrement progressive au niveau des ménages dans 4 d'entre eux et une répartition régressive dans le cinquième. Sur les 40 pour cent de pauvres de la population totale, la part des bénéficiaires n'a pas dépassé 45 pour cent. Entre

11 et 18 pour cent des bénéficiaires étaient issus du quintile le plus riche. L'absence de progressivité est décevante car les fonds sociaux ont pour objectif d'atteindre les communautés et ménages les plus pauvres par le biais de mécanismes de ciblage comme les cartes sur la pauvreté pour distribuer les ressources, les campagnes de sensibilisation et de promotion au sein des communautés les plus démunies et la fourniture de biens et de services utilisés par les pauvres. On a besoin de trouver des meilleures manières de cibler les pauvres et les plus démunis et de réduire les « fuites » involontaires vers les moins démunis.

Source : OED 2002g.

Les activités de développement social sont difficiles à maintenir, à moins qu'elles ne fournissent des capacités durables.

Pérennité des activités de développement social

Même si les résultats des projets ont été bons dans les domaines thématiques du développement social, il n'en est pas de même de la pérennité des activités de développement social. Les fonds sociaux ayant obtenu les meilleurs résultats entre

Les activités de développement social ont renforcé la décentralisation dans les domaines où elles ont soutenu le renforcement des capacités, mais elles ont affaibli la décentralisation dans les domaines où elles ont établi des structures parallèles.

tous les thèmes sur le développement social ont moins de chance d'afficher une certaine pérennité. Ceci provient surtout de l'absence de structures sociales pour soutenir les infrastructures des communautés

démunies et de l'échec des projets de création d'organisations officielles pouvant subvenir à leurs propres besoins. Il aurait fallu mieux évaluer les capacités du pays à entreprendre et maintenir les activités devant faire l'objet d'un financement (OED 2002g). Les contraintes financières récurrentes

Les activités participatives obtiennent de meilleurs résultats lorsqu'elles soutiennent des initiatives mûres sur le plan local.

d'amélioration du capital social et de responsabilisation.

comme c'est souvent le cas dans les projets impliqués dans le secteur social.

La pérennité des opérations de développement de la communauté a également été compromise. Le cycle de sous-projet de la Banque au niveau de la communauté est souvent trop court pour pouvoir fournir une capacité suffisamment importante afin de garantir la pérennité. Il n'existe aucune preuve claire selon laquelle les interventions sur le développement social et le fonds social auraient réussi à responsabiliser les communautés et améliorer leur capital social (OED 2005b). Un rapport de l'OED sur les projets de développement de l'alimentation en eau dans les zones rurales a constaté que les projets basés dans la communauté pourront améliorer leurs résultats s'ils adaptent leurs interventions en fonction des caractéristiques sociales de chaque communauté bénéficiaire, et que pour garantir la pérennité, ils ont besoin d'être présents sur le long terme de manière à laisser derrière eux des organisations locales capables d'opérer et de maintenir les infrastructures (OED 2002f).

Décentralisation

Les activités liées aux fonds sociaux et les projets de développement de la communauté ont contribué au processus de décentralisation des gouvernements dans les pays où ces activités et projets ont soutenu le renforcement des capacités du gouvernement central et local. Ces soutiens se sont manifestés par l'apport de formation ou d'assistance technique directe ainsi que par des engagements directs auprès des gouvernements centraux et locaux sous la forme de sponsors de sous-projet potentiel. Ils ont aussi eu des répercussions sur les capacités suite aux

**Encadré
5.5****Les projets participatifs ne responsabilisent pas nécessairement les pauvres.**

Certains projets de la Banque ont été conçus de manière à y inclure des activités participatives dans un environnement social et institutionnel profondément enraciné afin que les populations démunies puissent exprimer leur opinion. Le projet de réclamation des terres d'Uttar Pradesh Sodic en Inde a permis de créer des institutions dans un village dans le but de gérer les terrains salins et alcalins. Bien que la conception du projet partait du principe que chaque famille de fermiers pourrait s'exprimer, la mise en œuvre de l'aspect participatif n'a pas suffisamment pris en considération le contexte social et économique. Les castes jouent un rôle tellement important dans la vie d'un village que les membres de la caste supérieure et les agriculteurs les plus riches ont dominé le processus de décision. Les fermiers les plus démunis n'ont même pas eu le temps d'assister aux réunions car ils étaient trop occupés à joindre les deux bouts. Les groupes communautaires sont ainsi devenus totalement passifs une fois les activités achevées avec succès, ne laissant ainsi pratiquement aucune

trace des efforts qui avaient été déployés pour encourager la participation.

Des processus de planification communautaire ont également été conçus dans le cadre d'un projet turc de réhabilitation de la ligne de partage des eaux en Anatolie orientale pour aider les villageois à hiérarchiser leurs actions visant l'amélioration de la productivité des terres dégradées et pentues. Dans le cadre d'une première expérience dans le domaine de la participation communautaire, le projet a inclus de nouvelles idées dans un environnement social conservateur. Mais les femmes, tout comme les fermiers les plus défavorisés, sont restés pratiquement entièrement en dehors du processus. La Banque aurait pu insister et remettre en question le processus de décision de la communauté en cherchant à identifier et cibler les plus défavorisés et en impliquant les femmes. Il n'est pas sûr du tout que ces processus récemment inclus restent une caractéristique de l'apport de services sur le long terme.

Source : OED 2004h, u.

manifestations de nouvelles approches et demandes supplémentaires générées au profit des organismes gouvernementaux. Les contributions au processus de décentralisation n'ont pas toujours été bien répandues ou positives. Lorsque les fonds sociaux ont constitué une part importante des dépenses publiques, comme en Bolivie, au Honduras et au Nicaragua, ils ont porté atteinte à l'efficacité de la répartition des ressources et ont eu des répercussions négatives sur la planification sectorielle et budgétaire (OED, 2002g). Lorsque les projets de développement de la communauté ont été mis en œuvre par le biais de l'établissement de structures parallèles pour encourager la participation de la communauté plutôt qu'en travaillant avec des gouvernements locaux, ils ont en fait affaibli les capacités des gouvernements locaux et le processus de décentralisation (OED, 2005c).

Activités participatives dans le cadre de l'aide de la Banque

La Banque sollicite la participation de la population aux projets pour encourager l'adhésion et pour une plus grande efficacité et pérennité du développement. La qualité, la pérennité et l'impact sur le long terme des activités participatives dépendent de la capacité institutionnelle des agences et communautés clientes. Les activités participatives de la Banque ont surtout bien fonctionné lorsqu'elles ont apporté

leur soutien à des initiatives mûres sur le plan local ou lorsque l'emprunteur a fait appel à l'aide de la Banque pour qu'elle se joigne à ses efforts dans le cadre d'une action collective. Les activités participatives ont présenté des situations qui, historiquement, n'ont jamais vraiment encouragé la participation, et les actions collectives n'ont eu que très peu d'impact sur la responsabilisation des populations démunies (encadré 5.5).

De même, à l'échelle des pays, la Banque s'attend à ce que les pouvoirs publics fasse appel aux activités participatives pour élaborer les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). De vastes consultations menées durant l'élaboration des DSRP ont impliqué de nouveaux acteurs dans le dialogue sur le développement, y compris les pays dont ce n'était pas la tradition d'instaurer un dialogue direct entre le gouvernement et la société civile, comme l'Albanie, le Cambodge et le Tadjikistan. Mais en général, les activités participatives ont été sur le déclin une fois les DRRP terminés. L'absence d'objectifs clairs et partagés entre les acteurs de ces activités et la capacité limitée de la société civile et des communautés pour s'engager dans des analyses détaillées de la politique comptent au nombre des obstacles qui ont empêché un impact durable de la participation au niveau des pays (OED 2004s).



Conclusions

La stratégie 2001 de réduction de la pauvreté de la Banque souligne de manière adéquate à la fois les aspects sociaux et de croissance d'une réduction de la pauvreté.

Tout comme la stratégie 1991, la stratégie actuelle (2001) considère la croissance équitable et durable comme vitale pour générer des emplois et des ressources dans les services publics et identifie l'investissement du secteur privé comme le principal moteur d'une croissance réduisant la pauvreté. Par ailleurs, la stratégie actuelle a élargi le champ d'acceptation de la pauvreté afin d'y inclure non seulement le revenu, mais aussi le développement humain, la sécurité, l'information et l'expression d'opinion et la participation. Elle recommande que l'on s'attache davantage à la gouvernance du secteur public et aux réformes institutionnelles qui contribuent à créer un environnement propice à l'investissement du secteur privé et motivent la participation des populations démunies dans les institutions publiques et dans la prestation des services publics.

Le modèle à double pilier tend à ne pas se préoccuper des interactions entre les aspects de croissance et sociaux liés à la réduction de la pauvreté.

Les deux piliers de la stratégie 2001 de réduction de la pauvreté de la Banque ont généralement fourni un cadre opérationnel efficace pour identifier et catégoriser les interventions efficaces et

éventuelles de la Banque à l'échelle des pays. Néanmoins, il tend à éclipser les interactions entre les aspects de croissance et sociaux liés à la réduction de la pauvreté qui peuvent avoir des effets de taille sur les résultats de la lutte contre la pauvreté. La stratégie peut ainsi minimiser involontairement le rôle de certains secteurs tels que les infrastructures, le développement rural et urbain et l'environnement, dont les activités ont une incidence à la fois sur la croissance économique, la responsabilisation et la prestation de services, et les complètent.

La Banque doit faire face à plusieurs défis pour adapter efficacement sa stratégie 2001 de réduction de la pauvreté à chaque pays.

La Banque doit appliquer sa stratégie à la lumière d'une connaissance approfondie des pays et d'une appréciation de la volonté et des capacités de chacun d'entre eux à mettre les réformes en œuvre. Les pays disposant d'une gestion macroéconomique de bonne qualité et institutionnalisée se voient encouragés par la Banque à mener des réformes de gouvernance et institutionnelles visant à promouvoir un climat propice aux investissements et à améliorer la prestation de services. Les efforts de la Banque ont été couronnés d'un succès plus flagrant dans les pays affichant une stabilité politique, qui adhèrent fermement aux réformes, dans lesquels les pouvoirs exécutif et législatif et la bureaucratie œuvrent à des buts communs et enfin

qui disposent de la capacité administrative nécessaire à la mise en place des réformes. Les efforts de la Banque ont moins bien porté leurs fruits lorsque l'un de ces éléments venait à faire défaut.

Dans les pays présentant une stabilité macroéconomique et une croissance fluctuantes, la Banque doit soutenir à la fois des réformes visant à promouvoir la croissance et des interventions dotées d'un horizon à plus long terme et ayant trait au développement institutionnel et social. Il n'est pas aisé de trouver le bon équilibre entre ces deux types d'engagement : cela nécessite en effet une évaluation réaliste de l'environnement politique et des capacités de mise en œuvre des réformes. La Banque peut recourir à des études économiques et sectorielles, aux transferts de connaissances (y compris la formation électronique en poste à poste) et le soutien aux acteurs non gouvernementaux pour inciter à une plus grande adhésion et développer les capacités. Elle doit se montrer particulièrement prudente face aux situations de revirement lors desquelles des pays aux piètres performances passées signent un calendrier de réformes.

Les modèles d'entreprise et les programmes mondiaux de la Banque ne sont pas encore entièrement en phase avec la lutte contre la pauvreté.

La Banque a mis sur pied des modèles d'entreprise pour les divers groupes de pays clients en tenant compte de leurs divers niveaux de développement. Les modèles les plus récents se fondent sur l'objectif de réduction de la pauvreté, mais ils n'ont pas encore traduit tout leur potentiel dans les faits. L'Initiative de la stratégie pour la réduction de la pauvreté a par exemple mis l'accent sur des objectifs multidimensionnels de revenus et hors revenus dans la lutte contre la pauvreté. Toutefois, la plupart des stratégies nationales qui ont vu le jour jusqu'à présent n'ont pas examiné l'éventail exhaustif d'actions de politique nécessaires à cet égard. Si l'Initiative PPTTE (pays pauvres très endettés) renforcée a ajouté la réduction de la pauvreté au nombre de ses objectifs d'allègement de la dette, l'allègement de la dette lui-même, tel qu'il a été mis en œuvre au cours des premières années de l'Initiative, n'a pas promu une approche exhaustive ou durable de la réduction de la pauvreté.

Les objectifs d'entreprise de réduction de la pauvreté peuvent paraître décalés par rapport aux besoins et aux priorités de développement de certains clients. La plupart des pays à moyens revenus, même s'ils comptent des poches de pauvreté et un grand nombre de quasi-pauvres, ont établi des objectifs de développement qui ne sont pas centrés sur la réduction de la pauvreté. La Banque devrait articuler sa mission de lutte contre la pauvreté et de progrès dans le cadre des Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) d'une manière plus cohérente avec ces visions. Il existe également des incohérences dans la manière dont la Banque approche les clients sortant d'un conflit. Certains des clients post-conflit de la Banque les moins pauvres ont perçu des allocations par habitant de l'Association internationale de développement (IDA) jusqu'à neuf fois supérieures aux sommes perçues par les pays clients post-conflit les plus pauvres. Les fondements sur lesquels reposent les décisions de prêt de la Banque dans les situations post-conflit doivent être rendus plus transparents. La réduction de la pauvreté n'a pas été l'un des critères explicites de sélection et de surveillance de l'engagement de la Banque dans le cadre des programmes mondiaux. Si certains programmes mondiaux, comme notamment le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et le Programme spécial de recherche et de formation concernant les maladies tropicales, ont donné jour à des innovations qui viennent en aide aux populations démunies, les critères de sélection et de surveillance des programmes mondiaux suivis par la Banque ne comportaient pas expressément la réduction de la pauvreté. En participant aux programmes mondiaux, la Banque a besoin de mettre l'accent sur les questions politiques globales qui entravent la croissance réductrice de la pauvreté dans ses pays clients. Elle devrait aussi consolider les liens entre les exploitations des pays et les programmes mondiaux pour s'assurer que les programmes mondiaux ajoutent une valeur à la réduction de la pauvreté à l'échelle des pays. Les stratégies d'aide-pays devraient indiquer la manière dont les programmes mondiaux de la Banque peuvent permettre d'apporter leur soutien au développement à l'échelle des pays.

Pour lier les interventions pays de la Banque à la réduction de la pauvreté, il est nécessaire de se concentrer davantage sur les résultats

La Banque n'a pas encore spécifié de chaîne de résultats opérationnels qui relie efficacement les interventions à l'échelle des pays avec les résultats sur la pauvreté et qui garantisse que son aide soit fondée sur des impacts sur la pauvreté quantifiables. Cette articulation incomplète de la manière dont l'aide-pays aide chacun d'entre eux à atteindre des objectifs de réduction de la pauvreté spécifiques entrave l'évaluation de l'impact de l'aide prodiguée par la Banque sur le front de la lutte contre la pauvreté.

La Banque ne peut pleinement appréhender la mesure de l'impact de ses programmes et politiques sur la pauvreté. Les évaluations de pauvreté représentent la principale étude analytique de la Banque sur la pauvreté et se sont révélées utiles pour déterminer des profils de pauvreté dans bien des pays. Elles se sont toutefois généralement limitées aux secteurs sociaux, occultant les secteurs productifs et les problèmes de gouvernance, et les analyses débouchent rarement sur des conclusions concernant des propositions de politique et des solutions alternatives dans ce domaine. Les études analytiques menées par la Banque doivent prêter davantage d'attention aux interactions entre les aspects sociaux et de croissance de la lutte contre la pauvreté.

Il est urgent d'évaluer l'impact de la Banque sur la gouvernance

Selon les conclusions de travaux de recherche comparatifs entre plusieurs pays et d'études de cas, les différences de qualité des institutions économiques, que l'on désigne souvent de « règles du jeu », constituent la plus importante source de croissance économique durable. En l'espace de quelques années seulement, la Banque a développé et mobilisé divers outils au niveau des projets, des pays et à l'échelle mondiale qui soulignent la qualité des institutions du secteur public. Jusqu'à présent, les signes traduisant une amélioration de la gouvernance ou un recul de la corruption sont rares. Il est essentiel pour la Banque de déterminer les objectifs qu'elle poursuit lors de ses diverses interventions dans le domaine de la gouvernance, de contrôler et de mesurer leur atteinte et d'évaluer leur efficacité relative à promouvoir la croissance économique et à réduire la pauvreté.

La Banque pourrait faire davantage pour exploiter les synergies entre le développement du secteur privé et les réformes du secteur public

Pour que les investissements du secteur privé bénéficient d'un environnement des affaires sain, il faut que le secteur public soit efficace et responsable de manière à protéger les droits de la propriété et à assurer un traitement équitable et homogène face à la loi. La stratégie 2001 a reconnu la nature connexe du développement du secteur privé et des réformes du secteur public en les associant sous un seul et même pilier. Ces types de réformes impliquent des changements de pouvoir et d'influence au sein d'un pays et requièrent donc, de la part de la Banque, une bonne compréhension de l'économie politique nationale du pays et des évaluations réalistes du degré d'adhésion du pays. Les conventions organisationnelles de la Banque —en plaçant ces domaines liés sous l'égide de vice-présidents différents— n'incitent pas à la mise en commun des efforts et des connaissances sur le front des réformes. En regroupant et en liant ses connaissances sur les questions touchant les secteurs public et privé, la Banque pourrait avoir une meilleure compréhension de ce qui est susceptible d'être efficace.

La Banque doit démontrer l'impact sur la pauvreté de ses interventions visant à la responsabilisation et au développement humain

La Banque a développé son intention de promouvoir la responsabilisation par l'entremise d'activités de développement social, mais l'impact voulu et réel sur la pauvreté de ce type d'intervention n'a pas encore été démontré. Les projets sont généralement mis en place dans le contexte de relations institutionnelles et sociales profondément ancrées et qui affectent la pauvreté. La plupart des interventions financées par la Banque ne peuvent pas, ni potentiellement, ni effectivement, déboucher sur un impact sur ces relations si aucune structure sociale durable n'est créée. Même dans le cadre des programmes ciblant les ménages les plus démunis, il est difficile d'obtenir une répartition progressive des bénéfices. Pour déterminer si les bénéficiaires seront en mesure de conserver les bénéfices du projet, il faut de bien meilleurs outils que ceux que la Banque a actuellement en place. Les objectifs des projets

doivent être réalistes quant à leur impact potentiel sur les relations sociales qui sont à la base de la pauvreté au niveau de la communauté. Dans le cadre de ses activités participatives, la Banque a connu le plus franc succès lorsqu'elle a apporté son soutien aux initiatives existantes d'origine locale.

Dans les secteurs sociaux, la Banque a lié l'augmentation des dépenses d'éducation et de santé avec la réduction de la pauvreté sans souvent se poser les bonnes questions sur l'impact effectif de ces dépenses. Les interventions soutenues par la Banque se sont concentrées sur les entrées et sorties du système productif. Bien que celles-ci aient souvent atteint ou excédé leurs objectifs physiques et quantitatifs, elles n'ont souvent pas réussi à apporter des améliorations qualitatives et durables des résultats du développement humain telles qu'un meilleur niveau d'apprentissage et l'amélioration de la santé. La seule augmentation des dépenses n'a pas suffi à s'assurer que les plus démunis ont été atteints. La Banque peut encore largement améliorer ses interventions destinées à augmenter les résultats du développement humain grâce à des études analytiques sectorielles appropriées et de bonne qualité ainsi que grâce à des diagnostics précis concernant la prestation de services et les réformes institutionnelles.

Le cadre de contrôle et d'évaluation de la Banque n'est pas suffisamment axé sur la pauvreté.

La faible capacité des pays à contrôler les résultats sur la réduction de la pauvreté ajoute aux difficultés de la Banque lors de la sélection des activités permettant de lutter de façon optimum contre la pauvreté. Le contrôle des résultats sur la réduction de la pauvreté reste faible dans les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et seul un petit nombre de pays mûrs du DSRP disposent de données suffisantes pour déterminer s'il y a eu une vaste amélioration. Si les processus des stratégies de réduction de la pauvreté consistent à alimenter la dynamique et à soutenir les diverses parties prenantes, ils devront rapidement se montrer plus à même de démontrer l'impact sur la réduction de la pauvreté.

Le contrôle et les évaluations menés par la Banque sont plus axés sur la pauvreté au niveau des pays grâce à l'introduction de stratégies d'aide-pays axées sur les résultats et d'auto-évaluations pilotes. Au niveau des projets, les directives régissant les prêts destinés aux politiques de développement obligent les employés à analyser les conséquences sociales et sur la pauvreté des politiques soutenues par les opérations au niveau des plus démunis et vulnérables. Cependant, les directives de contrôle et d'évaluation des projets sont toujours en cours d'élaboration et l'attention qu'elles accordent à la pauvreté dans le contrôle et l'évaluation dépend des objectifs spécifiés pour le projet.

ANNEXE A : PERFORMANCE DES PROJETS

Cette annexe présente les tendances à long terme qui se dessinent au niveau de la performance des projets, selon les évaluations effectuées par l'OED. Après une brève description de la population des évaluations de projet récemment menées par l'OED figure une analyse de l'efficacité des prêts de la Banque ainsi que de trois des principaux critères de performance de l'OED — résultats, pérennité et impact sur le développement institutionnel.

Composition de la population sortante de l'ARDE 2004

L'OED a évalué 387 projets clos depuis l'ARDE de l'année passée, dont 84 pour cent ont quitté le portefeuille de la Banque au cours des exercices 2002 et 2004.¹ Ces évaluations couvrent 24,5 milliards de dollars US de décaissements et consistent en l'examen de 322 Rapports de fin d'exécution (RFE) et l'établissement de 55 Rapports d'appréciation de

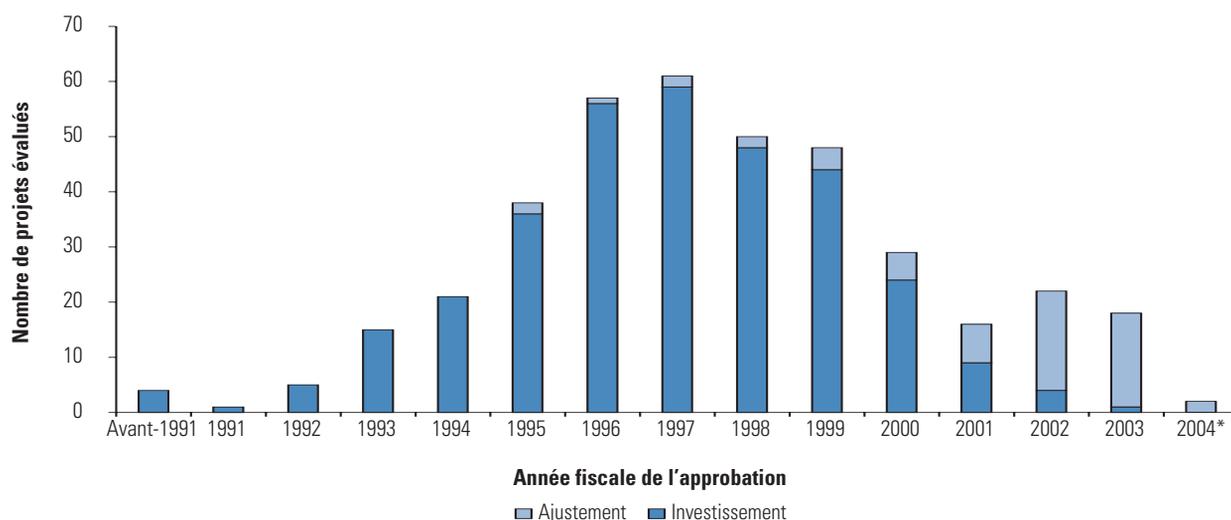
performance de projet (PPAR).^{2,3} Cette population nouvellement évaluée se compose de 60 opérations *d'ajustement* et de 327 opérations *d'investissement*, dont les classes d'âge sont illustrées dans le graphique A.1. Les données relatives aux sorties de l'exercice 2004 représentent une partie seulement de la population sortante des prêts (177 sur 320).

Tendances de performance

Résultats⁴

Les projets sortants de l'exercice 2003 ont accusé un léger repli de leurs résultats en comparaison annuelle, passant d'un taux de projets satisfaisants de 78 pour cent à 75 pour cent entre les exercices 2002 et 2003, comme l'illustre le graphique A.2. Les sorties de l'exercice 2003 marquent toutefois le quatrième exercice assorti d'une performance des projets conforme au taux cible du Pacte stratégique de 75 pour cent.

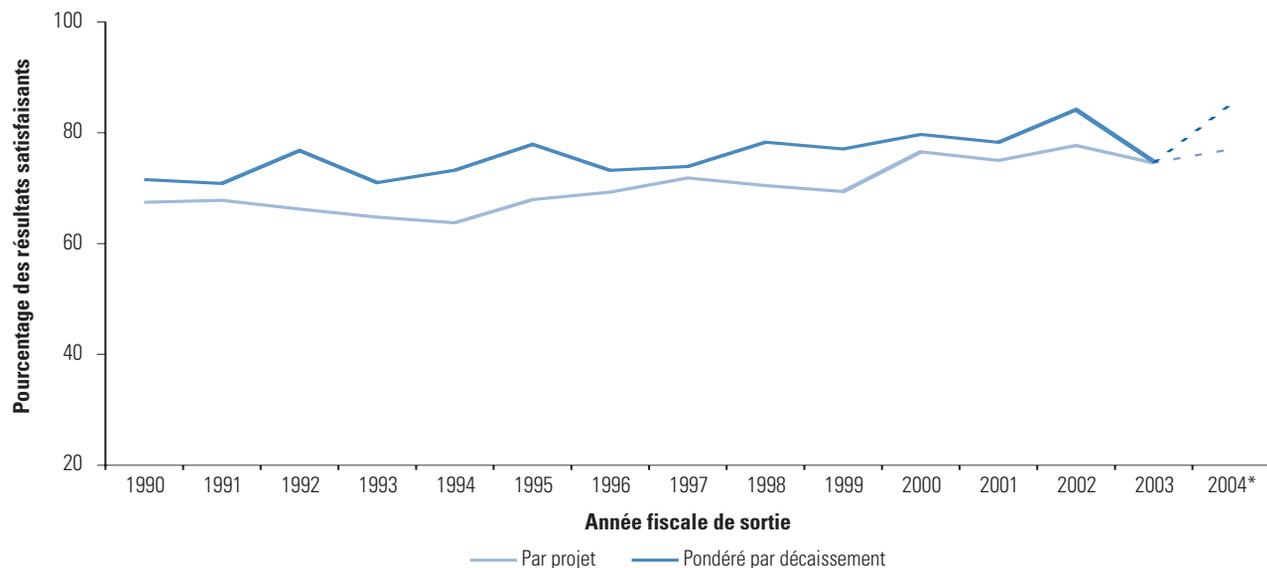
Graphique A.1 Population sortante de l'ARDE 2004 par année d'approbation



Note : 2004*, données partielles

Source : données Banque mondiale pour 2005.

Graphique A.2 La performance des projets reste conforme à l'objectif du Pacte stratégique



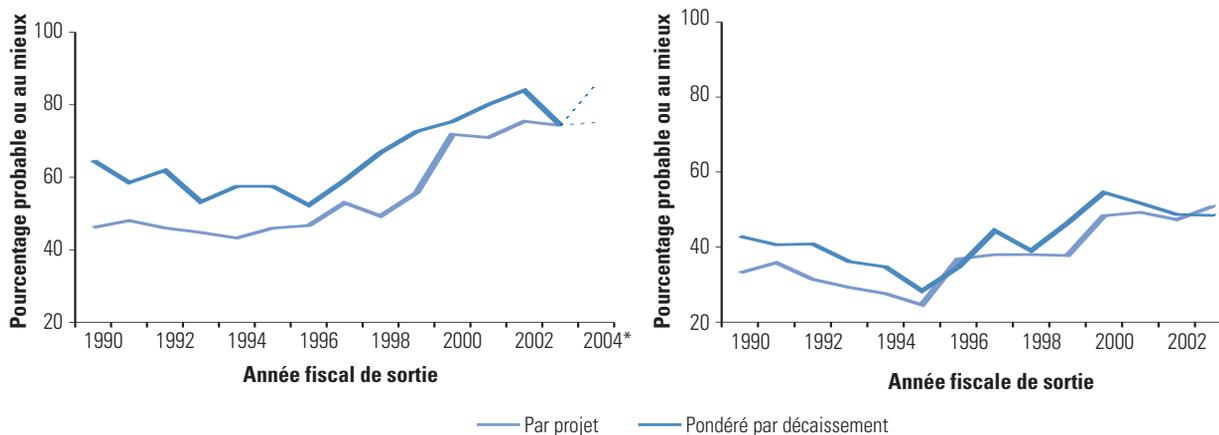
Note : 2004*, données partielles (pointillés)
 Source : données Banque mondiale pour 2005.

L'OED avait évalué 55 pour cent des 320 sorties de l'exercice 2004 au 15 février 2005. Pour cette population de l'exercice partiel de 2004⁵, les résultats apparaissent satisfaisants dans 77 pour cent des cas et pour 85 pour cent des projets pondérés par décaissements. Ces chiffres traduisent un redressement après le repli enregistré lors de l'exercice 2003.

Pérennité et impact sur le développement institutionnel

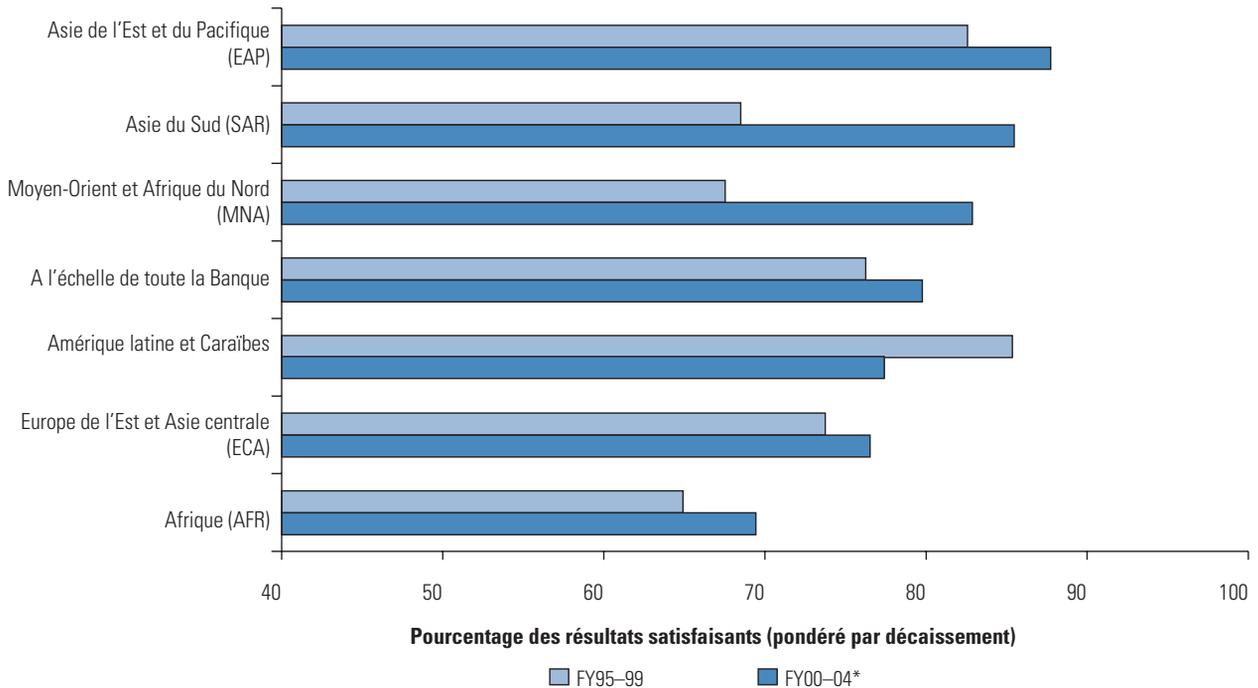
La pérennité de 74 pour cent (pondérés par décaissement) de la population sortante de l'exercice 2003 a été jugée « probable » ou « très probable » face aux risques futurs.⁶ La note de pérennité de l'exercice 2003 accuse un repli considérable par rapport à la population de l'exercice 2002, qui avait obtenu un taux

Graphique A.3 Tendances à long terme de la pérennité et du développement institutionnel

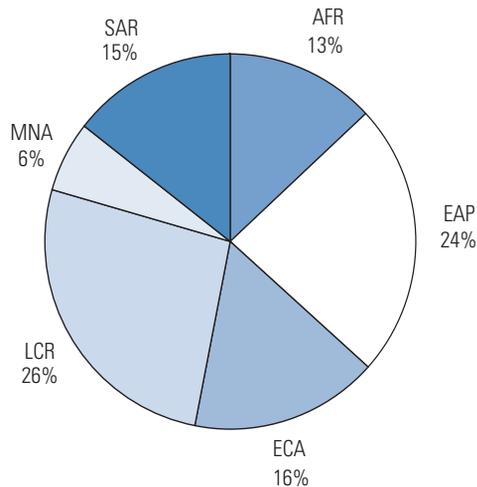


Note : 2004*, données partielles (pointillés)
 Source : données Banque mondiale pour 2005.

Graphique A.4 Amélioration des résultats des projets dans toutes les régions sauf une



Répartition des décaissements par région (AF95-04)*



Note : 2004*, données partielles (pointillés)

Source : données Banque mondiale pour 2005.

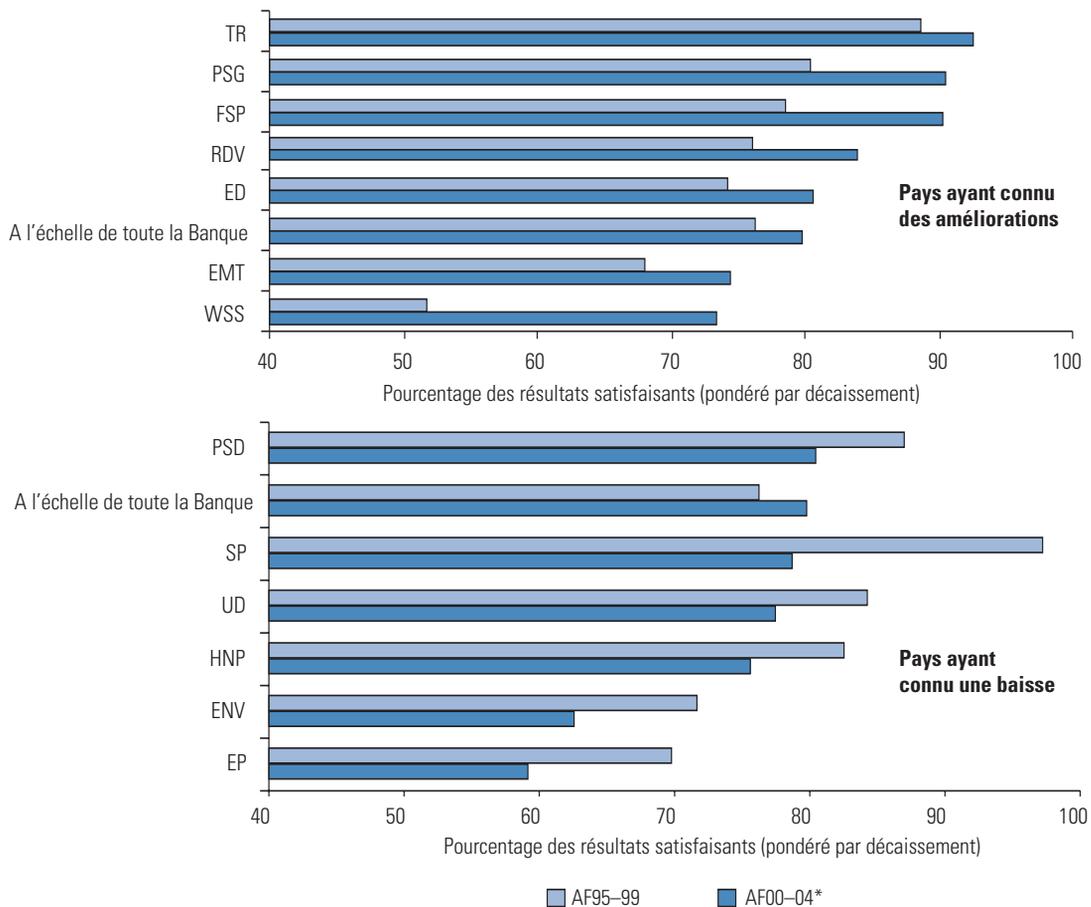
de 84 pour cent, et représente un revirement de la tendance à la hausse observée depuis 1996. Pour la population (partielle) de l'exercice 2004, les notes de pérennité pondérées par décaissements se sont considérablement améliorées, se hissant à 85 pour cent.

Quarante-huit pour cent (pondérés par décaissement) de la population de l'exercice 2003 a eu

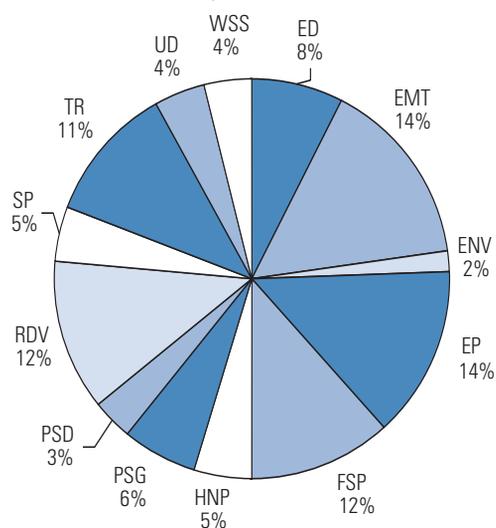
un impact sur le développement institutionnel jugé significatif ou élevé.⁷ Le classement des impacts sur le développement institutionnel traduit un léger repli par rapport à celui de la population de l'exercice 2002. La population (partielle) de l'exercice 2004 a vu son impact sur le développement institutionnel s'améliorer, 58 pour cent (pondérés par décaissement) affichant un

**Graphique
A.5**

Tendances de la performance sectorielle



Décaissement par Comité de secteur (AF95-04*)



Note : La classification sectorielle fournit une note unique pour le projet dans son intégralité plutôt que de noter séparément les composantes d'un projet qui couvre plusieurs secteurs ou thèmes. La classification par comité sectoriel s'applique donc à l'ensemble du projet et permet aux résultats de leur être affectés. ED = éducation ; EMT = énergie et exploitation minière ; ENV = environnement ; EP = politique économique ; FSP = secteur financier ; HNP = santé, nutrition et population ; PSD = développement du secteur privé ; PSG = gouvernance du secteur public ; RDV = secteur rural ; SP = protection sociale ; TR = transports ; UD = développement urbain ; WSS = alimentation en eau et assainissement.

Note : 2004.

Source : données Banque mondiale pour 2005.

impact au moins significatif. Les notes de pérennité ainsi que le classement des impacts sur le développement institutionnel affichent une amélioration de 10 points de pourcentage pour l'exercice (partiel) 2004 par rapport à la population de 2003. Tout comme dans le cas des notations de résultats, ces améliorations peuvent augurer d'un renouement avec la tendance à la hausse de la performance des projets.

Performance régionale

Le graphique A.4 présente le pourcentage de résultats satisfaisants, pondérés par décaissement, pour la population des exercices 2000 à 2004 (partiel) par rapport à la population des exercices 1995 à 1999. Les régions Asie de l'Est et Pacifique, Asie du Sud, et Moyen-Orient et Afrique du Nord se sont inscrites en tête de la population des exercices 2000 à 2004 (partiel) en termes de performance, dépassant le taux moyen de la Banque de 80 pour cent. La région Amérique latine et Caraïbes, chef de file de la population des exercices 1995 à 1999, est la seule à déplorer un recul de la performance dans la population des exercices 2000 à 2004 (partiel). Les régions Asie du Sud et Moyen-Orient et Afrique du Nord ont enregistré la plus forte progression de leurs résultats, avec une amélioration respective de 17 et de 15 points de pourcentage.

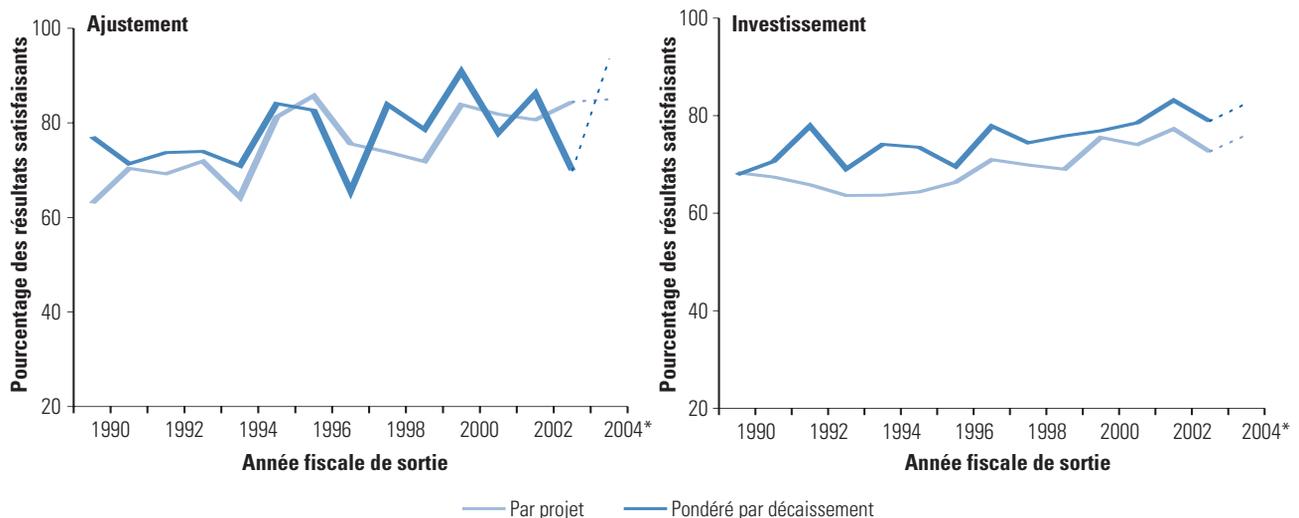
Performance sectorielle

Par rapport aux sorties des exercices 1995 à 1999, les résultats pondérés par décaissement des sorties des exercices 2000 à 2004 (partiel) ont gagné des points dans 7 des 13 comités sectoriels.⁸ Le graphique A.5 présente les résultats des comités sectoriels par ordre de progression. Les plus belles améliorations de notation de résultats ont été enregistrées par le secteur alimentation en eau et assainissement et le secteur financier. Les chutes les plus notables ont touché les secteurs de la protection sociale et de la politique économique. Les résultats de la politique économique, de l'énergie et exploitation minière, de l'environnement ainsi que de l'alimentation en eau et assainissement sont restés inférieurs à la moyenne globale des projets de la Banque sur les deux périodes.

Performance des instruments de prêt

Les résultats des prêts d'investissement ont cédé du terrain au cours des sorties de l'exercice 2003, le taux de résultats satisfaisants se rétractant de 83 pour cent à 79 pour cent entre les exercices 2002 et 2003. Les sorties de l'exercice 2004 (partiel) indiquent néanmoins que les résultats vont peut-être renouer avec leurs niveaux de 2002 et poursuivre leur tendance à la hausse amorcée en 1998.

Graphique A.6 Tendances à long terme des prêts d'ajustement et d'investissement

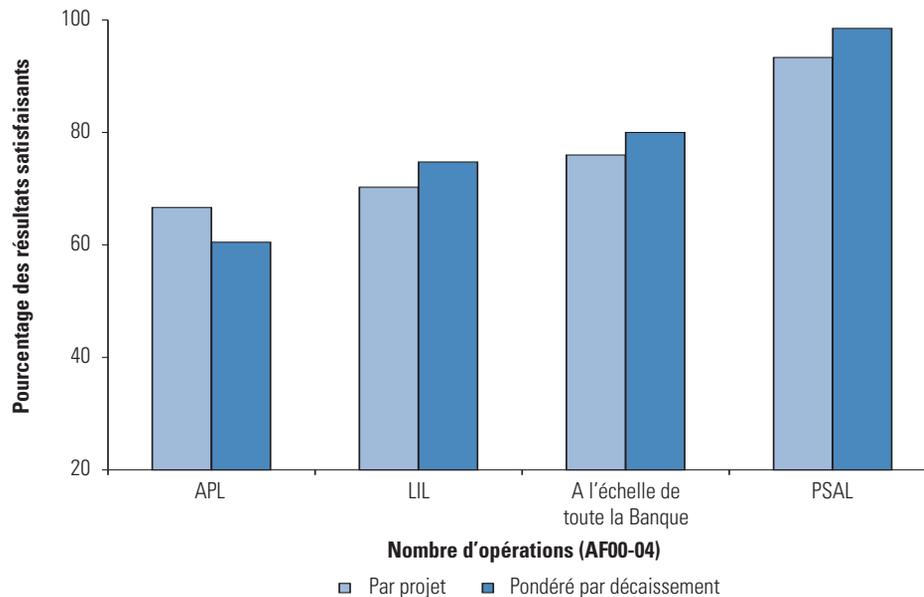


Note : 2004*, données partielles

Source : données Banque mondiale pour 2005.

**Graphique
A.7**

Résultats des nouveaux instruments de prêt



Nouveaux instruments de prêt

Cent trois opérations employant les quatre nouveaux instruments de prêt de la Banque — Prêts à des programmes évolutifs (APL), Prêts au développement des connaissances et à l'innovation (LIL), Prêts d'ajustement du secteur privé (PSAL) et Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté (PRSC) — ont été évaluées par l'OED.⁹ Ces instruments, au total, affichent des résultats jugés satisfaisants dans 78 pour cent des cas et pour 94 pour cent des projets pondérés par décaissement, soit plus que les moyennes globales de la Banque qui s'établissent respectivement à 76 et 80 pour cent. Les PSAL ont enregistré les meilleures performances de ces quatre instruments, excédant la moyenne de la Banque pour les projets

et en termes pondérés par décaissement, tandis que les APL et les LIL sont en deçà de ces moyennes.¹⁰

Programmes spéciaux gérés par la Banque

L'OED a procédé à l'évaluation de 89 opérations financées dans le cadre de quatre programmes spéciaux gérés par la Banque et qui ont quitté le portefeuille de la Banque depuis l'exercice 1995. Quarante-deux pour cent des opérations spéciales ont enregistré des résultats satisfaisants. Un projet sur deux a démontré un impact sur le développement institutionnel au moins significatif et la pérennité de quelque 48 pour cent des projets a été jugée probable ou très probable face aux risques futurs (Graphique A.1).

Tableau A.1		La performance des programmes spéciaux gérés par la Banque excède la moyenne de l'institut		
Type de programme spécial	Nombre de programmes évalués	Résultats (% satisfaisant)	Pérennité (% probable ou mieux)	Impact sur le développement institutionnel (% significatif ou mieux)
Fonds pour l'environnement mondial	51	80	63	57
Fonds pour le Protocole de Montréal	6	100	100	50
Initiative pour la forêt tropicale	1	100	100	100
Dons de financement spéciaux	31	81	67	48
Total	89	82	48	53

Tableau A.2	Résultats, Pérennité et Impact sur le développement institutionnel (DI) de diverses dimensions, par projet, ex. 95-04 ^a				
	Exercices de sortie 1995-99				
	Nombre de projets	Part (%)	Résultats (% satisfaisant)	Pérennité (% probable ou mieux)	Impact sur le DI (% significatif ou mieux)
Comité sectoriel					
Politique économique	116	9,0	71,3	56,6	28,3
Education	113	8,8	73,2	43,8	26,8
Energie et exploitation minière	161	12,5	64,8	51,6	38,4
Environnement	36	2,8	75,0	60,0	41,7
Secteur financier	79	6,2	59,2	50,7	38,2
Technologies mondiales de l'info. / comm.	23	1,8	82,6	78,3	47,8
Santé, nutrition et population	66	5,1	65,2	53,9	28,8
Lutte contre la pauvreté	0	0,0	100,0	0,0	0,0
Développement du secteur privé	48	3,7	75,0	63,0	29,8
Gouvernance du secteur public	68	5,3	75,8	60,9	39,4
Secteur rural	266	20,7	66,7	42,9	36,2
Développement social	0	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection sociale	50	3,9	84,0	40,8	44,0
Transports	124	9,7	82,0	59,8	46,7
Développement urbain	67	5,2	68,2	42,4	27,3
Alimentation en eau et assainissement	66	5,1	53,8	35,4	24,6
Résultat global	1 283	100,0	69,8	50,3	35,2
Type d'instrument de prêt					
Ajustement	210	16,4	77,5	61,2	36,9
Investissement	1 072	83,6	68,3	48,1	34,9
Indéfini	1	0,1	100,0	100,0	100,0
Résultat global	1 283	100,0	69,8	50,3	35,2
Réseau					
Développement écologiquement et socialement durable	302	23,5	67,7	44,9	36,8
Secteur financier	79	6,2	59,2	50,7	38,2
Développement humain	229	17,8	73,3	46,0	31,1
Infrastructures	441	34,4	69,4	51,5	37,5
Lutte contre la pauvreté et gestion économique	184	14,3	72,9	58,2	32,4
Développement du secteur privé	48	3,7	75,0	62,5	27,1
Résultat global	1 283	100,0	69,8	50,3	35,2
Région					
Afrique	395	30,8	57,2	32,6	27,0
Asie de l'Est et Pacifique	197	15,4	79,4	62,3	40,2
Europe et Asie centrale	166	12,9	79,8	66,7	46,3
Amérique latine et Caraïbes	258	20,1	78,6	59,8	44,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	107	8,3	67,3	49,1	28,0
Asie du Sud	160	12,5	66,7	48,1	28,9
Résultat global	1 283	100,0	69,8	50,3	35,2

Notes : L'exercice de sortie désigne l'année au cours de laquelle le projet a quitté le portefeuille actif de la Banque mondiale, généralement à la fin des décaissements. Les pourcentages n'incluent pas les projets qui n'ont pas été notés. En juillet 2000, l'échelle de notation de la pérennité a été changée, passant de trois échelons (probable, incertaine et improbable) à quatre (très probable, probable, peu probable et très peu probable), la nouvelle grille de notation ayant été utilisée pour évaluer les projets terminés entre les exercices 2000 et 2002. Afin de suivre les effets de cette modification, l'OED a continué à utiliser le barème à trois échelons en parallèle avec le nouveau jusqu'en mai 2003.

a. Les données relatives aux sorties de l'exercice 2004 concernent un échantillon de prêts partiel (177 sur 320) et reflètent toutes les évaluations de projet menées par l'OED jusqu'au 15 février 2005.

Source : données Banque mondiale pour 2005.

Exercices de sortie 2000-04 ^a					Exercices de sortie 1995-04 ^a				
Nombre de projets	Part (%)	Résultats (% satisfaisant)	Pérennité (% probable ou mieux)	Impact sur le DI (% significatif ou mieux)	Nombre de projets	Part (%)	Résultats (% satisfaisant)	Pérennité (% probable ou mieux)	Impact sur le DI (% significatif ou mieux)
66	5,2	77,3	75,0	40,9	182	7,1	73,5	62,7	33,0
128	10,0	81,3	81,4	52,3	241	9,4	77,5	62,7	40,4
113	8,9	70,0	69,6	53,6	274	10,7	66,9	58,6	44,6
75	5,9	70,3	72,9	51,4	111	4,3	71,8	68,6	48,2
63	4,9	79,0	87,5	59,7	142	5,5	68,1	66,4	47,8
13	1,0	100,0	100,0	53,9	36	1,4	88,9	85,7	50,0
107	8,4	70,2	71,0	49,0	173	6,8	68,2	64,2	41,2
2	0,2	100,0	100,0	100,0	2	0,1	100,0	100,0	100,0
71	5,6	62,3	69,5	35,8	119	4,7	67,5	66,7	33,3
105	8,2	77,1	74,2	49,5	173	6,8	76,6	68,9	45,6
200	15,7	73,5	62,5	45,4	466	18,2	69,6	50,8	40,1
7	0,5	71,4	83,3	42,9	7	0,3	71,4	83,3	42,9
86	6,7	83,5	77,8	50,6	136	5,3	83,7	61,6	48,2
125	9,8	89,3	83,6	67,8	249	9,7	85,6	71,1	57,2
60	4,7	71,2	60,0	28,8	127	5,0	69,6	50,4	28,0
55	4,3	74,1	69,4	46,3	121	4,7	63,0	50,0	34,5
1 276	100,0	76,1	73,4	49,6	2 559	100,0	72,9	61,2	42,4
160	12,5	83,1	82,5	48,1	370	14,5	80,0	69,9	41,8
1 115	87,4	75,1	72,0	49,9	2 187	85,5	71,7	59,7	42,5
1	0,1	100,0	100,0	100,0	2	0,1	100,0	100,0	100,0
1 276	100,0	76,1	73,4	49,6	2 559	100,0	72,9	61,2	42,4
282	22,1	72,6	65,9	46,9	584	22,8	70,0	54,6	41,7
63	4,9	79,0	87,5	59,7	142	5,5	68,1	66,4	47,8
321	25,2	78,2	76,8	50,8	550	21,5	76,2	63,0	42,6
366	28,7	78,4	73,8	53,2	807	31,5	73,5	61,1	44,6
173	13,6	77,5	74,8	56,2	357	14,0	75,1	66,0	39,2
71	5,6	62,3	68,4	35,8	119	4,7	67,5	66,8	33,6
1 276	100,0	76,1	73,4	49,6	2 559	100,0	72,9	61,2	42,4
319	25,0	66,4	56,3	40,6	714	27,9	61,3	42,6	33,1
194	15,2	78,1	75,1	55,2	391	15,3	78,8	68,4	47,7
280	21,9	80,6	84,2	56,1	446	17,4	80,3	77,2	52,4
262	20,5	80,1	77,4	55,9	520	20,3	79,3	68,3	50,0
107	8,4	73,3	73,7	37,1	214	8,4	70,3	60,7	32,6
114	8,9	82,5	82,8	47,4	274	10,7	73,3	61,5	36,4
1 276	100,0	76,1	73,4	49,6	2 559	100,0	72,9	61,2	42,4

Tableau A.3	Résultats, Pérennité et Impact sur le développement institutionnel (DI) de diverses dimensions, par décaissement, ex. 95-04 ^a				
	Exercices de sortie 1995-99				
	Décaissement	Part (%)	Résultats (% satisfaisant)	Pérennité (% probable ou mieux)	Impact sur le DI (% significatif ou mieux)
Comité sectoriel					
Politique économique	16 271	15,6	69,8	72,8	32,2
Education	6 465	6,2	74,3	48,9	29,0
Energie et exploitation minière	16 897	16,2	68,0	59,4	42,3
Environnement	1 029	1,0	71,7	62,9	41,7
Secteur financier	14 896	14,3	78,6	72,2	45,4
Technologies mondiales de l'info. / comm.	1 047	1,0	91,7	93,7	76,2
Santé nutrition et population	3 687	3,5	82,5	71,1	38,3
Lutte contre la pauvreté	0	0,0	0,0	0,0	0,0
Développement du secteur privé	3 164	3,0	87,0	69,8	38,7
Gouvernance du secteur public	3 919	3,8	80,3	70,2	42,1
Secteur rural	13 281	12,8	76,1	51,7	42,3
Développement social	0	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection sociale	4 377	4,2	97,2	70,9	42,1
Transports	9 759	9,4	88,6	62,4	48,7
Développement urbain	4 815	4,6	84,3	58,6	26,4
Alimentation en eau et assainissement	4 473	4,3	57,2	26,3	18,8
Résultat global	104 081	100,0	76,3	62,4	39,1
Type d'instrument de prêt					
Ajustement	39 216	37,7	79,5	74,4	39,2
Investissement	64 808	62,3	74,3	55,3	39,1
Indéfini	57	0,1	100,0	100,0	100,0
Résultat global	104 081	100,0	76,3	62,4	39,1
Réseau					
Développement écologiquement et socialement durable	14 310	13,7	75,7	52,5	42,3
Secteur financier	14 896	14,3	78,6	72,2	45,4
Développement humain	14 530	14,0	83,3	61,1	35,3
Infrastructures	36 991	35,5	74,2	57,1	40,0
Lutte contre la pauvreté et gestion économique	20 190	19,4	71,8	72,3	34,2
Développement du secteur privé	3 164	3,0	87,0	76,7	42,0
Résultat global	104 081	100,0	76,3	62,4	39,1
Région					
Afrique	14 650	14,1	64,9	35,9	27,5
Asie de l'Est et Pacifique	27 791	26,7	82,6	77,7	44,4
Europe et Asie centrale	14 853	14,3	73,7	74,6	43,1
Amérique latine et Caraïbes	23 589	22,7	85,4	64,2	50,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	7 071	6,8	67,5	45,9	27,4
Asie du Sud	16 127	15,5	68,5	54,8	26,0
Résultat global	104 081	100,0	76,3	62,4	39,1

Notes : L'exercice de sortie désigne l'année au cours de laquelle le projet a quitté le portefeuille actif de la Banque mondiale, généralement à la fin des décaissements. Les pourcentages n'incluent pas les projets qui n'ont pas été notés. En juillet 2000, l'échelle de notation de la pérennité a été changée, passant de trois échelons (probable, incertaine et improbable) à quatre (très probable, probable, peu probable et très peu probable), la nouvelle grille de notation ayant été utilisée pour évaluer les projets terminés entre les exercices 2000 et 2002. Afin de suivre les effets de cette modification, l'OED a continué à utiliser le barème à trois échelons en parallèle avec le nouveau jusqu'en mai 2003.

a. Les données relatives aux sorties de l'exercice 2004 concernent un échantillon de prêts partiel (177 sur 320) et reflètent toutes les évaluations de projet menées par l'OED jusqu'au 15 février 2005.

Source : données Banque mondiale pour 2005.

Exercices de sortie 2000-04 ^a					Exercices de sortie 1995-04 ^a				
Décasse- ment	Part (%)	Résultats (% satisfaisant)	Pérennité (% probable ou mieux)	Impact sur le DI (% significatif ou mieux)	Décasse- ment	Part (%)	Résultats (% satisfaisant)	Pérennité (% probable ou mieux)	Impact sur le DI (% significatif ou mieux)
10 349	11,2	59,2	52,5	19,8	26 620	13,6	65,6	65,2	27,3
8 191	8,9	80,6	91,1	58,9	14 657	7,5	77,9	71,4	45,7
12 717	13,8	74,4	67,6	54,2	29 614	15,1	70,7	62,9	47,4
2 179	2,4	62,6	72,8	37,0	3 208	1,6	65,5	69,6	38,5
7 705	8,4	90,4	95,5	70,7	22 601	11,5	82,6	78,7	55,3
1 087	1,2	100,0	100,0	50,8	2 134	1,1	95,9	96,9	63,2
5 683	6,2	75,6	80,3	61,6	9 370	4,8	78,3	76,6	52,4
234	0,3	100,0	100,0	45,6	234	0,1	100,0	100,0	45,6
3 298	3,6	80,4	88,2	63,4	6 462	3,3	83,7	78,6	50,7
7 914	8,6	90,5	90,5	52,4	11 833	6,0	87,2	84,1	49,0
10 051	10,9	83,9	77,3	53,9	23 332	11,9	79,4	62,4	47,3
319	0,3	18,9	99,4	11,0	319	0,2	18,9	99,4	11,0
4 382	4,7	78,7	85,4	49,0	8 760	4,5	88,0	77,5	45,5
11 666	12,6	92,6	90,9	63,5	21 425	10,9	90,8	77,0	56,7
3 201	3,5	77,5	69,3	24,4	8 017	4,1	81,5	62,7	25,6
3 285	3,6	73,5	71,1	42,0	7 758	4,0	61,0	44,9	28,7
92 263	100,0	79,8	79,2	51,5	196 344	100,0	77,9	69,9	45,0
30 417	33,0	79,8	78,5	48,9	69 633	35,5	79,6	76,1	43,6
61 846	67,0	79,8	79,5	52,8	126 654	64,5	77,0	66,7	45,8
0	0,0	0,0	0,0	0,0	57	0,0	100,0	100,0	100,0
92 263	100,0	79,8	79,2	51,5	196 344	100,0	77,9	69,9	45,0
12 548	13,6	78,6	77,1	49,9	26 858	13,7	77,1	63,7	45,8
7 705	8,4	90,4	95,5	70,7	22 601	11,5	82,6	78,7	55,3
18 257	19,8	78,6	86,3	57,4	32 787	16,7	80,7	74,5	47,6
31 957	34,6	82,2	77,2	53,2	68 948	35,1	77,9	66,1	46,1
18 497	20,0	73,1	69,9	34,1	38 687	19,7	72,4	71,2	34,1
3 298	3,6	80,4	81,8	58,4	6 462	3,3	93,7	80,4	54,1
92 263	100,0	79,8	79,2	51,5	196 344	100,0	77,9	69,9	45,0
10 834	11,7	69,4	60,0	38,0	25 484	13,0	66,8	45,8	32,0
18 855	20,4	87,7	83,5	66,3	46 646	23,8	84,7	80,0	53,9
17 340	18,8	76,5	84,2	56,0	32 193	16,4	75,2	79,4	50,0
28 200	30,6	77,4	75,7	49,8	51 790	26,4	81,0	70,2	50,2
4 619	5,0	82,9	83,5	37,6	11 690	6,0	73,6	60,2	31,4
12 414	13,5	85,5	89,9	43,8	28 541	14,5	75,9	68,9	33,7
92 263	100,0	77,9	79,2	51,5	196 344	100,0	77,9	69,9	45,0

ANNEXE B : CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET INSUFFISANCE DE REVENUS

Il est aujourd'hui largement reconnu que la croissance économique est tributaire de la réduction de l'insuffisance de revenus. Pour un pays donné, les modifications du degré d'insuffisance de revenus sont en fait une fonction des changements de modalités de répartition des revenus (croissance économique par habitant) et des changements de son écart (répartition du revenu par habitant). Mais la croissance économique en soi, prise en moyenne sur plusieurs pays, n'affecte pas systématiquement la répartition des revenus, ce dernier facteur connaissant une évolution très lente au fil du temps dans la plupart des pays, lorsqu'il ne reste pas tout bonnement inerte. La croissance économique entraîne donc généralement une réduction de la pauvreté. Grâce à l'analyse d'enquêtes menées auprès de ménages dans 47 pays dans les années 1980 et 1990, Ravallion (2001) a découvert qu'une augmentation de 1 pour cent des revenus par habitant réduisait la proportion de la population vivant avec moins d'un USD par jour en moyenne de 2 pour cent.

L'OECD a mis à jour cette analyse pour la période courant de 1990 à 2001 pour 80 économies en développement et en transition qui détenaient des données sur la pauvreté basées sur des enquêtes menées auprès des ménages.¹ Plutôt que d'utiliser une mesure absolue de la pauvreté telle que le montant de 1 USD par jour (mesure classique utilisée pour les pays à faible revenu) ou 2 USD par jour (mesure classique pour les pays à revenu intermédiaire), l'OECD a employé une mesure de la pauvreté relative — proposée par Atkinson et Bourguignon (1999) et Chen et Ravallion (2001 et 2004) — selon laquelle la population est jugée pauvre si elle ne parvient pas à atteindre un niveau de consommation de 1 USD par jour (globalement interprété comme les « besoins physiques ») ou un tiers de la consommation moyenne de chaque pays (globalement interprété comme les « besoins sociaux »). Cette mesure de la pauvreté relative rend les comparaisons entre les divers pays à revenu faible et intermédiaire bien plus aisées. À défaut d'une telle

méthode, on se retrouve à analyser l'évolution des taux de pauvreté dans certains pays à revenu intermédiaire (selon la norme du 1 USD par jour) sur des données touchant les 1 pour cent les plus défavorisés de la population, et l'évolution des taux de pauvreté de certains pays à revenu faible (selon la norme des 2 USD par jour) sur des données touchant les 60 pour cent les plus défavorisés de la population.

Les résultats de trois régressions pour 205 épisodes à travers 80 pays sont présentés dans le tableau B.1. L'élasticité estimée de la pauvreté par rapport à la croissance pour la simple régression de l'évolution de l'insuffisance de revenus sur le changement du revenu moyen ou des dépenses de consommation moyennes par habitant s'élève à -2,62. Ce résultat est illustré dans le graphique B.1 (qui correspond au graphique 1.2). À degré d'inégalité constant, l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance passe à -2,87. Si un changement d'inégalité a un impact significatif sur la pauvreté, ce n'est pas le cas du degré d'inégalité initial (mesuré par le coefficient de Gini) dans cette régression particulière.

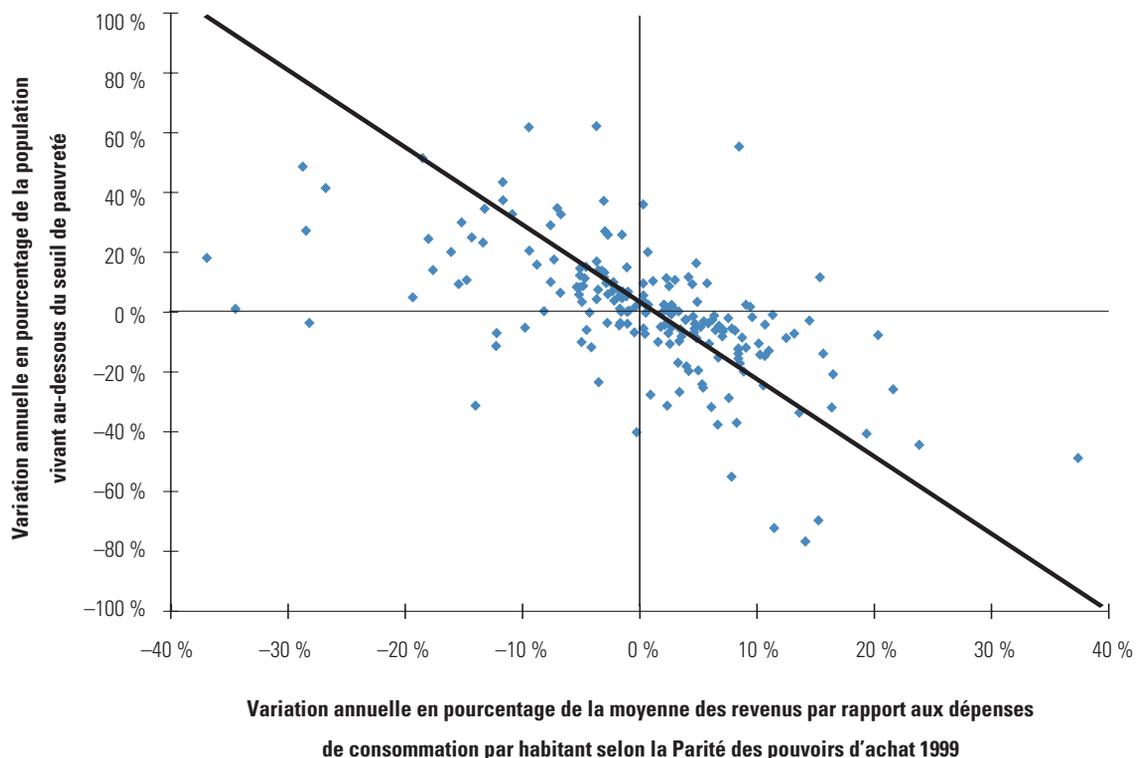
L'analyse de l'évolution de la pauvreté au cours de chacun des 205 épisodes confirme que les changements de revenus moyens des ménages ont davantage de répercussions sur la pauvreté que les changements du degré d'inégalité (tableau B.2). Le coefficient de Gini a varié d'un taux annualisé de moins de 1 pour cent dans presque la moitié des épisodes. Même en période de creusement de l'inégalité, la pauvreté a reculé en moyenne de 7,1 pour cent par an lorsque les revenus moyens par ménage se sont inscrits en hausse. Le degré d'égalité varie considérablement en fonction des pays (graphique B.2). Onze des treize pays affichant un coefficient de Gini supérieur à 0,50 sont dans la région Amérique latine et Caraïbes et deux se situent en Afrique sub-saharienne. Les neuf pays présentant un coefficient inférieur à 0,30 sont tous situés en Europe centrale ou de l'Est.

L'OECD a également utilisé cette même mesure de la pauvreté relative — consommation par habitant

Tableau B.1		Les changements du niveau moyen de revenus et du degré d'inégalité ont tous deux un impact significatif sur la pauvreté		
Equation	Evolution des revenus / dépenses de consommation moyens par habitant	Evolution du degré d'inégalité (coefficient de Gini)	Niveau initial d'inégalité	R2
(1)	-2,63 (-15,04)			0,527
(2)	-2,87 (-22,96)	3,29 (14,18)		0,762
(3)	-2,88 (-22,71)	3,30 (13,54)	-0,00011 (-0,11)	0,762

Note : Analyse de la régression basée sur 205 épisodes à travers 80 pays dans lesquels au moins deux enquêtes ont été menées auprès des ménages depuis 1990 inclus. Les données de la loi de Student sont indiquées entre parenthèses. Un « épisode » est une période d'au moins un an entre deux enquêtes séquentielles menées auprès des ménages dans un pays.

Graphique B.1 La croissance économique a une incidence notable mais variable sur la pauvreté



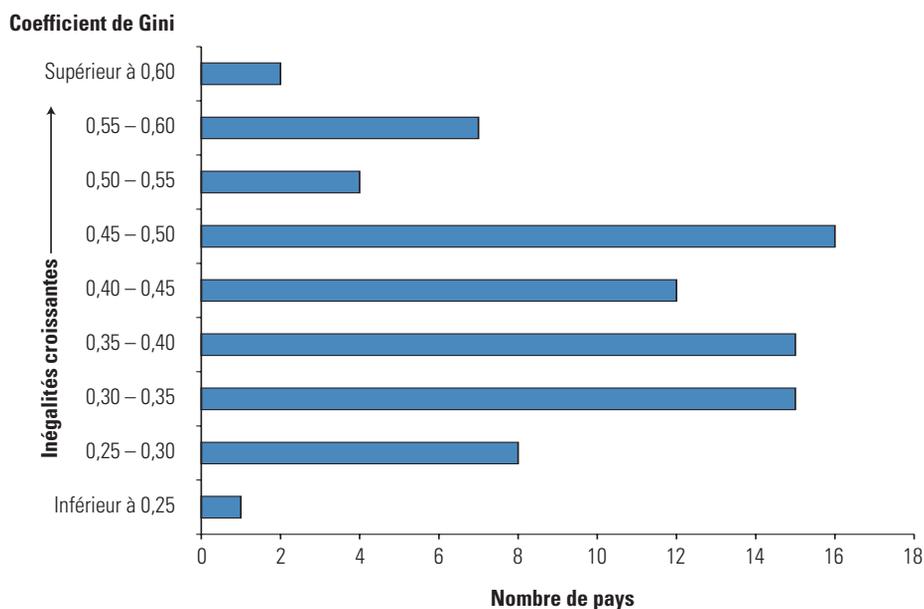
inférieure à un USD par jour ou un tiers du niveau moyen de consommation de chaque pays— dans le graphique 3.1, ce qui permet de comparer la performance des 21 Etats entrant dans le champ de l'Evaluation d'aide-pays au Chapitre 3. Lorsque les années au cours desquelles les enquêtes ont été menées auprès des ménages de chaque pays ne coïncident pas avec les années figurant sur le graphique (à savoir en 1990, 1993,

1996, 1999 et 2001) le programme PovcalNet a ajusté les estimations de pauvreté en ayant recours aux enquêtes disponibles les plus proches et en appliquant le taux de croissance de la consommation tiré des comptes nationaux.² La proportion de la population qui se trouve en deçà du seuil de pauvreté au graphique 3.1 correspond à la moyenne simple (non pondérée) des pays dans chacun des trois groupes.

Tableau B.2		Les améliorations du niveau moyen de revenus ont un impact plus prononcé sur les niveaux de pauvreté ; le degré d'inégalité varie beaucoup moins au fil du temps		
		Evolution des revenus moyens des ménages entre les enquêtes ?		
		Augmentation	Baisse	Total
Evolution de l'inégalité entre les enquêtes ?	Baisse	21 sur 205 épisodes (10 %) La pauvreté a reculé à un taux moyen de 29,6 % par an	27 sur 205 épisodes (13 %) La pauvreté a augmenté à un taux moyen de 3,3 % par an	23 %
	Aucun changement significatif^a	57 sur 205 épisodes (28 %) La pauvreté a reculé à un taux moyen de 9,0 % par an	39 sur 205 épisodes (19 %) La pauvreté a augmenté à un taux moyen de 18,0 % par an	47 %
	Augmentation	35 sur 205 épisodes (17 %) La pauvreté a reculé à un taux moyen de 7,1 % par an	26 sur 205 épisodes (13 %) La pauvreté a augmenté à un taux moyen de 57,1 % par an	30 %
	Total	55 %	45 %	

a. Le coefficient de Gini a varié d'un taux annualisé de moins de 1 pour cent entre les enquêtes séquentielles auprès des ménages.

Graphique B.2		Le degré d'inégalité varie considérablement au sein des pays en développement et en transition		
----------------------	--	---	--	--



ANNEXE C : TABLEAUX STATISTIQUES

**Tableau
C.1**
**Croissance économique et aide de la Banque
Résultats dans 21 Etats dans le champ de la CAE**
(par ordre alphabétique dans chacun des trois groupes)

Pays	Classification des revenus actuels	Croissance du PIB par habitant, 1990–2003 (%) ¹	Période d'étude de l'OED
Bonne croissance et réduction de la pauvreté			
Chili	Revenu intermédiaire — tranche supérieure	4,0	1985–1999
Chine	Revenu intermédiaire — tranche inférieure	8,1	Ex. 1993–2002
République dominicaine	Revenu intermédiaire — tranche inférieure	3,9	1985–2002
Inde	Faible revenu	3,9	1990–2000
Tunisie	Revenu intermédiaire — tranche inférieure	3,1	1990–2001
Vietnam	Faible revenu	5,7	Ex. 1994–2001 ³
Pays en transition			
Arménie	Revenu intermédiaire — tranche inférieure	1990–03 : -24,9 1993–03 : 7,1 1990–03 : 2,6	1993–2002 ⁴
Bulgarie	Revenu intermédiaire — tranche inférieure	1990–97 : -2,5 1997–03 : 5,2 1990–03 : 0,6	1991–2000 ⁵
Croatie	Revenu intermédiaire — tranche supérieure	1990–93 : -13,6 1993–03 : 4,5 1993–03 : 2,0	1993–2003 ⁶
Lituanie	Revenu intermédiaire — tranche supérieure	1990–94 : -15,4 1994–03 : 5,4 1990–03 : 0,6	1992–2002 ⁷
Moldavie	Faible revenu	1990–99 : -9,8 1999–03 : 5,9 1990–03 : -5,1	1993–2003 ⁸
Mongolie	Faible revenu	1990–93 : -9,4 1993–03 : 2,0 1990–03 : 0,4	1991–2000 ⁹
Fédération de Russie	Revenu intermédiaire — tranche inférieure	1990–98 : -7,1 1998–03 : 6,9 1990–93 : -1,5	1992–2001 ¹⁰

Notations de la CAE concernant l'aide de la Banque

	Résultat global ²	Impact sur le développement institutionnel	Pérennité
	Très satisfaisant	Significatif	Très probable
	Satisfaisant	Significatif	Probable
	Assez satisfaisant	Non évalué	Probable
	Assez satisfaisant	Modeste	Incertaine
	Satisfaisant	Significatif	Probable
	Satisfaisant	Modeste	Probable
	Satisfaisant	Significatif	Probable
	1991-97 : Peu satisfaisant 1997-00 : Satisfaisant	Modeste Modeste	Improbable Probable
	1993-2001 : Peu satisfaisant 2001-03 : Satisfaisant	Modeste Significatif	Non évalué Probable
	Satisfaisant	Significatif	Probable
	Peu satisfaisant	Modeste	Improbable
	Assez satisfaisant	Modeste	Improbable
	Ex. 1992-98 : Peu satisfaisant ¹¹ Mi- 1998-2001 : Satisfaisant	Modeste Significatif	Très peu probable Probable

(suite page suivante)

**Tableau
C.1**
**Croissance économique et aide de la Banque
Résultats dans 21 Etats du champ de la CAE
(par ordre alphabétique dans chacun des trois groupes)**

Pays	Classification des revenus actuels	Croissance du PIB par habitant, 1990–2003 (%) ¹	Période d'étude de l'OED
Croissance modeste ou faible et réduction de la pauvreté			
Brésil	Revenu intermédiaire — tranche inférieure	1,2	1990–2002
Guatemala	Revenu intermédiaire — tranche inférieure	1,1	1985–2001
Jordanie	Revenu intermédiaire — tranche inférieure	0,6	1990–2002
Lesotho	Faible revenu	2,0	1990–2000
Maroc	Revenu intermédiaire — tranche inférieure	1,0	1997–2000 ¹²
Pérou	Revenu intermédiaire — tranche inférieure	1990–97 : 3,6 1997–03 : 0,5 1993–03 : 2,1	1990–2000
Zambie	Faible revenu	–0,9	1996–2001 ¹³
Zimbabwe	Faible revenu	–0,9	1990–2000

1. Les sept pays qui ont traversé des récessions de transition après 1990, ainsi que le Pérou, ont vu leur période totale scindée en deux périodes au cours desquelles ces pays ont enregistré des taux de croissance notablement différents. Dans ces cas, le résultat global de l'aide de la Banque illustrée dans le graphique 3.2 correspond à la moyenne du résultat de chaque période, pondérée par leurs durées respectives.

2. Les CAE évaluent les résultats des programmes d'aide de la Banque mondiale et non pas les progrès accomplis par les clients dans le cadre de leur développement général. Elles déterminent dans quelle mesure les principaux objectifs stratégiques du programme d'aide ont été jugés pertinents et ont été atteints, sans qu'aucune insuffisance n'ait été enregistrée. Les résultats de chaque programme d'aide sont évalués sur la base de l'action *conjuguée* de quatre facteurs : (1) le client; (2) la Banque mondiale; (3) les partenaires et les parties prenantes et; (4) les forces exogènes telles que les phénomènes naturels, les crises économiques internationales, etc. Voir la Méthodologie de l'évaluation de l'aide-pays dans l'annexe A du *Country Assistance Evaluation (CAE) Retrospective : OED Self-Evaluation (Rétrospective de l'Évaluation de l'aide-pays (CAE) : auto-évaluation de l'OED)* de décembre 2004 édité par le Département de l'évaluation des opérations (OED).

3. Alors que la Banque a mené un vaste programme de services hors prêts entre les exercices 1988 et 1994, les prêts au Vietnam ont repris au cours de l'exercice 1994.

4. L'Arménie a rejoint la Banque mondiale le 16 septembre 1992.

5. La Bulgarie a rejoint la Banque mondiale le 25 septembre 1990.

6. La Croatie a rejoint la Banque mondiale le 25 février 1993.

7. La Lituanie a rejoint la Banque mondiale le 16 juillet 1992.

8. La Moldavie a rejoint la Banque mondiale le 12 août 1992.

9. La Mongolie a rejoint la Banque mondiale le 14 février 1991.

10. La Fédération de Russie a rejoint la Banque mondiale le 16 juin 1992.

11. La direction de la Banque s'oppose au résultat jugé peu satisfaisant pour la Russie entre les exercices 1992 et 1998, arguant que de nombreuses réformes mises en œuvre après 1998 ont répondu à des conseils prodigués par la Banque durant cette période et se sont fondés sur des réformes de cette période.

12. L'étude sur l'aide-pays précédente (21 janvier 1998) couvrait la période de 1983 à 1995.

13. L'étude sur l'aide-pays précédente (3 juin 1996) couvrait la période de 1983 à 1995.

Notations de la CAE concernant l'aide de la Banque

	Résultat global ²	Impact sur le développement institutionnel	Pérennité
	Satisfaisant	Non évalué	Non mesurable
	1985–90 : Peu satisfaisant	Modeste	Probable
	1991–2000 : Satisfaisant		
	Assez satisfaisant	Modeste	Non évalué
	Relativement peu satisfaisant	Modeste	Incertaine
	Assez peu satisfaisant	Modeste	Probable
	1990–96 : Satisfaisant	Significatif	Improbable
	1997–2000 : Peu satisfaisant	Négligeable	Très peu probable
	Peu satisfaisant	Modeste	Probable
	Peu satisfaisant	Négligeable	Improbable

**Tableau
C.2**

Résultats de l'aide de la Banque, de la lutte contre la pauvreté et des services d'analyse et de conseil apportés aux 21 Etats du champ de la CAE

Résultat global

Pays à la performance satisfaisante

Chili : 1985-1999

Résultat très satisfaisant. Le gouvernement s'est tenu prêt à adopter les recommandations de la Banque visant à mettre en place des politiques destinées à stimuler la croissance et diminuer la pauvreté. Des améliorations significatives en termes de gouvernance, de responsabilisation financière et de gestion des finances ont pu être observées. La Banque a su correctement identifier les problèmes et s'est efforcée de réduire les goulets d'étranglement dont souffrent les infrastructures.

Chine : Exercices 1993 à 2002

Résultat satisfaisant. L'attention, initialement portée sur les réformes du système et la gestion macroéconomique, s'est ensuite progressivement tournée vers la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement, le tout avec succès. La Banque n'a su reconnaître que tardivement la nécessité d'une meilleure politique de l'environnement et les problèmes d'inégalité, de vulnérabilité ainsi que les difficultés budgétaires croissantes.

République dominicaine : 1985 à 2002

Résultat assez satisfaisant. Le Nouveau programme économique (New Economic Program) instauré au début des années 90 a réussi à stabiliser l'économie ; les gouvernements qui se sont ensuite succédés ont élargi le champ d'application des réformes. Les interventions de la Banque en matière d'éducation ont eu une influence considérable. L'agriculture et le développement rural affichent toujours un retard critique. La pertinence du programme est restée limitée car la Banque n'était pas présente dans les périodes charnières et elle n'a pas su jouer un rôle proactif dans les domaines clés tels que la privatisation. L'efficacité du programme s'est donc avérée limitée.

Inde : 1990 à 2000

Résultat assez satisfaisant. Au début des années 1990, la Banque a apporté un soutien opportun aux ajustements structurels qui ont permis de répondre à la première priorité du pays, à savoir la reprise de la croissance économique. L'attention s'est portée tout particulièrement sur les secteurs sociaux, la décentralisation et la participation de l'Etat, mais les études économiques et sectorielles n'ont eu qu'une influence mineure et les projets ont affiché de médiocres performances. La première moitié des années 1990 s'est caractérisée par une indifférence marquée à l'égard de la pauvreté en milieu rural. Le déficit budgétaire important en 1997 a menacé l'économie.

Tunisie : 1990 à 2001

Résultat satisfaisant. Les indicateurs sociaux ont montré des signes d'amélioration et se sont classés parmi les meilleurs de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et des engagements ont été pris en matière de développement rural.

Vietnam : Exercices 1994 à 2001

Résultat satisfaisant. Le Vietnam a affiché les meilleurs résultats en matière de croissance et de lutte contre la pauvreté. Une bonne gestion macroéconomique a permis d'atteindre une stabilité durable.

Importance accordée à la pauvreté dans les SAP	Activités d'analyse et de conseil et pauvreté
<p>Les mémorandums économiques sur le pays de 1986 et 1989, ainsi qu'une étude sur l'exploitation forestière et minière ont porté l'accent sur la réduction de la pauvreté. L'aide de la Banque avait initialement pour objectif de soutenir la politique de stabilisation et les réformes structurelles du gouvernement ainsi que de redonner au Chili accès aux marchés de capitaux internationaux et de créer les conditions propices à une croissance accélérée et à une réduction durable de la pauvreté.</p>	<p>Les activités d'analyse et de conseil ont mis en exergue les futurs jalons de la stratégie de la Banque pour le Chili : stabiliser, ajuster et réformer l'économie, consolider la croissance (mémorandums économiques sur le pays et rapport sur le secteur financier), constituer les infrastructures indispensables à une croissance rapide et soutenue (électricité, réseau routier, ports), réduire la pauvreté, développer les ressources naturelles (exploitation forestière et minière, en 1986 et 1989) et établir des politiques et des priorités d'investissement dans le domaine agricole (1985 et 1990).</p>
<p>L'objectif premier dans les décennies 1980 et 1990 a été de promouvoir une réforme du système économique. Cette réforme était considérée, tant par la Banque que par les Chinois, comme la clé de voûte d'une croissance à long terme, de la modernisation et de la réduction de la pauvreté. La pauvreté a fait l'objet d'une insistance particulière pour la première fois dans la première SAP indépendante en 1995.</p>	<p>La Banque a largement contribué à l'évolution de la stratégie de réduction de la pauvreté mise en œuvre en Chine par l'entremise de ses activités d'analyse et de conseil, sa surveillance de la pauvreté et ses projets. Des études portant sur la pauvreté en milieu rural (1992 et 2000) ont fourni un panorama des problèmes liés à la pauvreté et proposé des stratégies raisonnables concernant le ciblage et la nécessité d'une approche multisectorielle du développement rural par le biais de projets intégrés portant sur le développement rural. Il existe un décalage entre le discours de la Banque sur l'importance des études économiques et sectorielles dans la stratégie d'aide-pays et les allocations de budget à ces mêmes études.</p>
<p>La Banque n'a joué qu'un rôle limité dans les flux financiers et l'influence de la politique en République dominicaine. La SAP de 2000 s'est axée sur la pauvreté, avec deux objectifs : (1) aider la population du pays à renforcer son consensus autour des étapes nécessaires à la mise en place du calendrier de réformes inachevées et (2) soutenir le pays dans ses efforts pour garder fermement le cap de l'objectif à long terme de réduction de la pauvreté. La stratégie de réduction de la pauvreté s'est attachée tout particulièrement à (a) assurer la pérennité de la croissance, (b) améliorer l'accès des populations démunies aux bénéfices de la croissance et (c) mettre en œuvre des politiques environnementales dans le cadre du développement durable.</p>	<p>Un Rapport économique de 1995 axé sur la politique commerciale et un Examen des politiques sociales et structurelles de 2000 ont eu des répercussions significatives. Au cours des années 1990, la Banque a souligné l'importance des études analytiques dans l'aide au dialogue politique. L'impact des études et du dialogue sectoriels de la Banque a été mitigé, avec quelque influence dans l'énergie et certains secteurs sociaux mais un impact négligeable dans d'autres domaines. Les études menées en 1994 sur l'agriculture, domaine de la plus haute importance, n'ont pas réussi à faire avancer les réformes.</p>
<p>La stratégie de développement de l'Inde reposait essentiellement sur l'éradication de la pauvreté. Toutefois, la pertinence de l'aide de la Banque dans la réduction de la pauvreté s'est améliorée dans la seconde moitié de la décennie 1990, et principalement après 1997. La SAP de 1997 comportait des indicateurs dont le suivi était possible, et notamment la réduction de la pauvreté de 15 % d'ici 2010.</p>	<p>La plupart des rapports publiés par la Banque semblent n'avoir eu qu'un faible impact direct en raison de leur champ et de leur diffusion limités, de la richesse et de la variété des contributions intellectuelles en Inde et de la lenteur des processus de consensus interne et de prise de décision. On compte une exception à cette règle, le rapport de la Banque sur la libéralisation des échanges et des investissements en 1980. Les nouveaux rapports économiques par pays, élaborés en collaboration étroite avec les institutions politiques locales, ont eu un impact significatif grâce à la pertinence de leurs analyses des déficiences fiscales, structurelles, de politique et institutionnelles.</p>
<p>La stratégie par excellence dans les années 1990 et le début des années 2000 était d'atteindre une croissance équitable. La Banque a renforcé son soutien à la stabilité, à la croissance, à l'essor de la concurrence, au développement humain et au développement rural.</p>	<p>Les études économiques et sectorielles se sont montrées pertinentes et de très grande qualité, se sont inscrites en droite ligne avec la stratégie d'aide de la Banque et ont fourni une base solide à l'instauration d'un dialogue politique avec le gouvernement. Le rapport de réduction de la pauvreté, qui englobe les questions macroéconomiques, sociales et sectorielles, a servi à l'information de la stratégie de la Banque.</p>
<p>A partir de 1993, la pauvreté comptait au nombre des cinq domaines des stratégies. L'objectif était alors de réduire la pauvreté en encourageant la croissance économique et le soutien aux secteurs sociaux. La stratégie a été élargie en 1998 afin d'englober la gouvernance et la transparence.</p>	<p>Les études sur la pauvreté ont servi à orienter la portée du programme de prêt. La conjugaison d'une croissance généralisée, d'investissements dans des infrastructures rurales et d'un meilleur ciblage des services sociaux a contribué à réduire la pauvreté. Entre 1988 et 1993, tandis que la Banque attendait l'autorisation de reprendre ses activités de prêt, elle a étoffé ses connaissances et fourni un vaste éventail de services hors prêts au Vietnam. Ces études sectorielles précoces ont ensuite été utilisées efficacement dans la sélection et la conception des projets.</p>

(suite page suivante)

**Tableau
C.2**

Résultats de l'aide de la Banque, de la lutte contre la pauvreté et des services d'analyse et de conseil apportés aux 21 Etats du champ de la CAE

Résultat global

Pays en transition

Arménie : 1993 à 2002

Résultat satisfaisant. Le maintien d'une stabilité macroéconomique a fait l'objet de nombreux efforts, mais la réduction de la pauvreté qu'elle a permis d'enregistrer est jusqu'à présent restée faible. Les activités d'analyse et de conseil ont contribué à la mise en place du nouveau système d'avantages sociaux qui est plus ciblé. Des améliorations en matière d'efficacité se sont fait sentir dans les secteurs de l'éducation, de l'énergie et dans certains aspects du programme de développement du secteur privé. L'agriculture et les transports restent des secteurs délaissés et les efforts de la Banque pour renforcer l'efficacité du secteur public se sont révélés inefficaces.

Bulgarie : 1991 à 2000

Résultat peu satisfaisant de 1992 à 1997 et satisfaisant de la mi-1997 à 2000. La Banque s'est concentrée à juste titre sur la stabilisation et la réduction de la dette. Les réformes ont stagné dans les années 1990, jusqu'à ce qu'une nouvelle stratégie, mise en place après 1997, permette à quelques réformes de prendre place. Après 1997 la Bulgarie faisait toujours état d'un piètre programme de développement du secteur privé, de peu d'efforts en vue de réduire la pauvreté et de très peu de changements dans le secteur public.

Croatie : 1993 à 2003

Résultat peu satisfaisant de 1993 à 2001 et satisfaisant de 2001 à 2003. Dans l'ensemble, les stratégies de la Banque se sont révélées appropriées mais les programmes d'assistance mis en place n'ont pas suivi étroitement les recommandations. Avant l'exercice 2002, le gouvernement a rejeté les propositions d'ajustement et de réformes sectorielles touchant l'administration publique, le secteur judiciaire, la santé et d'autres domaines. Le programme de prêt effectif favorisait plus particulièrement les infrastructures, aux dépens de la croissance, des dépenses publiques et de la gouvernance, contrairement à ce qu'indiquait la stratégie d'aide-pays. Après l'exercice 2001, le résultat a atteint un niveau satisfaisant, soulignant une meilleure pertinence et une plus grande efficacité des stratégies ainsi que la réorientation d'un programme d'investissement public plus limité.

Lituanie : 1992 à 2002

Résultat satisfaisant. L'attention portée à la croissance et la transition a soutenu la stabilisation de l'économie. Le memorandum économique sur le pays et les études sectorielles de la Banque ont souligné les domaines clés nécessitant des réformes. L'activité de prêt s'est avérée bénéfique sauf dans les domaines du développement du secteur privé et de l'agriculture, qui ont soulevé des problèmes nouveaux. Les contributions principales de la Banque en Lituanie se sont faites dans les domaines budgétaire et financier et dans les secteurs de l'énergie et des transports.

Moldavie : 1993 à 2003

Résultat peu satisfaisant. Le pays reste fortement endetté. La gouvernance est toujours faible et les institutions sociales soumises à des problèmes budgétaires. Le gouvernement affiche une certaine réticence vis-à-vis de l'adoption de solutions favorables au marché. La pauvreté s'est traduite par une vague d'émigration.

Importance accordée à la pauvreté dans les SAP	Activités d'analyse et de conseil et pauvreté
<p>La SAP de 1995 comprenait la réduction de la pauvreté et un meilleur ciblage de la protection sociale. La réduction de la pauvreté grâce au renforcement de la protection sociale et des réformes de santé et d'éducation a figuré au tableau de la SAP de 1997. La SAP de 2001 s'est quant à elle concentrée sur le développement du secteur privé, la gouvernance et le développement du capital humain.</p>	<p>La réduction de la pauvreté qui s'en est ensuivie reste donc limitée à ce jour, mais grâce aux activités d'analyse et de conseil et aux prêts, la Banque a contribué à mettre en place un nouveau régime de prestations sociales ciblant bien les populations démunies. La réduction de la pauvreté a été rapidement abordée dans les travaux analytiques et les prêts d'ajustement.</p>
<p>Le principal objectif stratégique de la Banque en Bulgarie n'a pas changé au cours de la dernière décennie. Il consiste à faciliter la transition du pays vers une économie de marché en (1) soutenant une stabilisation macroéconomique et une croissance durable, (2) facilitant l'expansion des activités du secteur privé et (3) abordant la question de la pauvreté en établissant un système de protection sociale efficace et viable ainsi que d'autres programmes sectoriels.</p>	<p>L'évaluation sociale et la recherche participative sont arrivées trop tard pour fournir des informations pour le Rapport d'évaluation de la pauvreté de 1997. Le caractère opportun et pertinent des PSC a par ailleurs été modeste. Tout d'abord, l'étude de 1997 sur laquelle se fondait le rapport d'évaluation n'était pas représentative de la situation de la pauvreté puisqu'elle avait été menée au cœur d'une crise caractérisée par une hyper-inflation à l'impact lourd et immédiat sur la pauvreté. Deuxièmement, le rapport d'évaluation est arrivé trop tard pour bénéficier pleinement à la préparation du Prêt d'ajustement destiné à la protection sociale (SPAL, exercice 1999). Quand bien même serait-il arrivé à temps pour le SPAL, il n'aurait pas été utile en raison de l'inexactitude de la situation qu'il décrivait sur le plan de la pauvreté et le manque d'indications sur les possibilités d'amélioration du ciblage. Enfin, la Banque n'a pas développé les capacités du pays à mener des études de mesure des niveaux de vie (LSMS).</p>
<p>La SAP de 1995 a cherché à aider la Croatie à passer du stade de la transformation à la stabilisation parallèle à une croissance soutenue. La SAP de 1999 a élevé la réduction de la pauvreté au rang de ses principaux objectifs.</p>	<p>Tout au long des années 1990, les composantes efficaces du programme d'études économiques et sectorielles n'ont pu être traduites dans les faits en raison de l'absence d'accords avec le gouvernement. Malgré sa qualité, le travail fourni n'a donc eu qu'une faible incidence. C'est seulement à partir de 2001 que les résultats du programme d'aide de la Banque sont devenus satisfaisants. La Banque était moins active sur les fronts de la réduction de la pauvreté et du développement social car le gouvernement s'est montré réticent à accepter son aide dans ces domaines jusqu'en 2000. L'Étude de vulnérabilité a été repoussée pendant longtemps puisqu'elle figurait déjà au calendrier de la stratégie d'aide-pays de 1995. Si la Banque a soutenu des réformes portant sur les retraites et un certain nombre de secteurs sociaux, les clients ont ressenti de sa part un engagement limité et un impact réduit sur la pauvreté.</p>
<p>Les objectifs généraux que la Banque s'est fixés au cours des dix dernières années ont consisté pour elle à aider à la transition et à aborder la question de la réduction de la pauvreté en contribuant à restaurer une croissance globale.</p>	<p>L'attention portée par la Banque aux questions clés d'ajustement dans son programme de prêt a également guidé ses activités d'analyse et de conseil, les mémorandums économiques sur le pays jouant aussi un rôle dans la définition des points à traiter et dans la suggestion de réformes. Les rapports sectoriels, tout comme les activités soutenues par le Fonds de développement institutionnel, ont justement examiné des questions importantes et fourni des conseils adéquats pour les mémorandums économiques sur le pays.</p>
<p>La stratégie développée par la Banque au milieu des années 1990 a été de soutenir le calendrier de réformes du gouvernement afin d'établir une croissance auto-alimentée grâce (1) au renforcement de la concurrence, notamment dans l'agriculture, (2) à l'amélioration de l'efficacité énergétique, (3) à l'émergence d'un secteur de services et (4) à l'amélioration des ressources humaines du pays. La SAP de 1999 a relevé que la Moldavie comptait parmi les pays les plus pauvres d'Europe et affichait l'un des plus faibles niveaux d'investissements directs étrangers. Les prêts liés à la pauvreté étaient au cœur même de la SAP de 1999, qui a proposé un prêt pour la protection sociale, l'institution d'un fonds d'investissement et une réforme de la santé.</p>	<p>Les activités d'analyse et de conseil de la Banque se sont généralement révélées pertinentes et ont eu un impact sur les décisions du gouvernement comme des donateurs. Les études sur la pauvreté menées par la Banque ont été jugées utiles par les donateurs et le gouvernement et ont eu un impact direct sur les réformes sociales.</p>

(suite page suivante)

**Tableau
C.2**

Résultats de l'aide de la Banque, de la lutte contre la pauvreté et des services d'analyse et de conseil apportés aux 21 Etats du champ de la CAE

Résultat global

Pays en transition

Mongolie : 1991 à 2000 Résultat moyennement satisfaisant. La Banque a permis d'aider à surmonter la crise initiale et d'instaurer le retour à la croissance. Cependant, elle n'a pas pu contribuer à faire progresser les objectifs clés en matière institutionnelle et de politiques, indispensables au soutien d'une croissance généralisée. Le programme de prêt, les études économiques et sectorielles, la coordination des donateurs et le conseil en matière de politiques ont atteint de bons résultats mais dans des limites bien définies. Le programme de prêt a vu son impact limité tout particulièrement du fait de projets peu satisfaisants dans les secteurs bancaire et de l'énergie et du fait de la pertinence décroissante de sa transition d'urgence. La Banque a également contribué à surmonter la crise initiale, relancer la croissance et protéger la population vulnérable au cours de la transition.

Fédération de Russie : 1992 à 2001

Résultat peu satisfaisant de 1992 à 1998 et satisfaisant de mi-1998 à 2000. L'environnement macroéconomique s'est caractérisé par une nature volatile et précaire avant 1998. La gestion du secteur public et le développement du secteur privé restent au cœur des défis à relever pour le développement. Depuis 1998, la situation macroéconomique a montré des signes d'amélioration générale tout comme la croissance de la propriété privée, ce qui suggère que le programme de réformes a des chances de perdurer. L'économie reste toutefois vulnérable aux chocs.

Pays à la performance modeste ou médiocre :

Brésil : 1990-2002

Résultat satisfaisant. La Banque a apporté une importante contribution en matière de ressources humaines et d'éducation et elle a joué un rôle critique dans la constitution de capacités institutionnelles dans le domaine de l'environnement depuis le début des années 1990. La pauvreté a affiché un certain recul du fait de la stabilisation macroéconomique.

Guatemala : 1985 à 2001

Résultat peu satisfaisant de 1985 à 1990 et satisfaisant de 1991 à 2000. Dans les années 1980, le gouvernement s'est montré méfiant envers la Banque. Après le début de la stabilisation promue par Serrano en 1990 et l'accord de paix signé au début des années 1990, les résultats de l'aide apportée par la Banque ont été plus significatifs (au niveau des réformes politiques et de la croissance). La Banque a soutenu les programmes entérinés dans l'accord de paix, pouvant enfin s'attaquer aux problèmes de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion sociale.

Jordanie : 1990 à 2002

Résultat assez satisfaisant. La Banque a contribué à la stabilisation de l'économie jordanienne, suite à la crise budgétaire et aux perturbations causées par la guerre du Golfe de 1991. Toutefois la croissance a affiché un rythme modéré jusqu'en 2000, malgré de vastes réformes sectorielles.

Lesotho : 1990 à 2000

Résultat relativement peu satisfaisant. La moitié de la population du pays vit en dessous du seuil de pauvreté et l'inégalité des revenus compte parmi les plus élevées au monde. Malgré de bonnes performances sur le plan macroéconomique, l'économie du Lesotho a dû faire face à des problèmes de gouvernance qui ont freiné sa progression.

Importance accordée à la pauvreté dans les SAP	Activités d'analyse et de conseil et pauvreté
<p>En 1996, la deuxième SAP a explicitement hissé la pauvreté au rang de ses préoccupations premières. L'objectif était alors de promouvoir le développement par le truchement d'efforts de réduction de la pauvreté directs.</p>	<p>Le programme de prêt prévu de la Banque a déterminé les secteurs sur lesquels se sont concentrés ses rapports analytiques. Huit rapports d'études économiques et sectorielles ont été élaborés au cours de la décennie 1990, à savoir trois mémorandums économiques sur le pays ; des rapports sectoriels sur l'agriculture (exercice 95), l'énergie (exercice 96) et les transports (exercice 99), une évaluation de la pauvreté (exercice 96) et une étude des entreprises publiques (exercice 97). La Banque a par ailleurs produit une étude du secteur financier, aidé le gouvernement à préparer son Plan national d'action environnementale en 1995 et soutenu une Evaluation participative des niveaux de vie menée par l'Office national des statistiques en 2000.</p>
<p>Tout au long de cette période, l'objectif principal de la Banque était d'aider la Russie à opérer une transition en douceur d'une économie planifiée à une économie de marché et de contribuer à éviter les répercussions humaines et géopolitiques néfastes d'un revirement de politique en aidant à la restructuration des anciennes entreprises, à la création de nouvelles, à l'amélioration du climat d'investissement et à la réforme de la protection sociale.</p>	<p>Jusqu'en 1995, la Banque n'a accordé qu'une priorité secondaire aux études économiques et sectorielles et n'a pas diffusé ses conclusions à un large public. Entre 1997 et 2000, des rapports ont été produits dans un certain nombre de domaines, y compris la pauvreté et les inégalités. L'étude intitulée « Making Transition Work for Everyone » (Les clés d'une transition réussie pour tous) a mis à jour et complété de nombreuses études sur la pauvreté et mis en exergue les répercussions néfastes de la transition de la Russie sur la pauvreté et les inégalités.</p>
<p>La réduction de la pauvreté figurait au cœur des objectifs de l'assistance de la Banque tout au long des décennies 1990 et 2000. La croissance était alors généralement vue comme un moyen (ou un objectif intermédiaire) permettant d'atteindre l'objectif final.</p>	<p>Dans l'ensemble, les études économiques et sectorielles étaient de bonne qualité et pertinentes. La prépondérance qu'ont revêtue les services hors prêts s'explique par la capacité de la Banque à contribuer à des réformes sectorielles et par le fait qu'elle était consciente de l'affaiblissement de son rôle en tant que source de financement. Certaines études économiques et sectorielles ont eu un impact significatif sur la formulation de politiques sectorielles et sur des projets de la Banque.</p>
<p>Dans les années 1980, le gouvernement a fait preuve d'un faible engagement dans la lutte contre les problèmes exacerbant la pauvreté et les inégalités. Ce n'est que dans les années 1990 que la Banque a commencé à se concentrer sur la réduction de la pauvreté, la stabilisation et la réforme économique.</p>	
<p>En 1999, la Jordanie a réitéré les objectifs de la stratégie de 1995, axés sur l'accélération de la croissance économique, l'encouragement à l'investissement privé et le développement des exportations, la promotion du développement humain et l'amélioration de la gestion des ressources en eau. Les objectifs de la SAP de 2002 étaient les mêmes qu'en 1999 : une croissance soutenue pour créer des emplois et réduire la pauvreté.</p> <p>La stratégie de croissance de la SAP de 1994 s'articulait autour de trois fronts : aider le gouvernement à approfondir les réformes structurelles, améliorer sa capacité à mettre en œuvre le programme et recueillir les fruits de la Valorisation des ressources en eau - région des Hauts-Plateaux (LHWP). La SAP a reconnu la gravité de la situation de la pauvreté et identifié l'absence de croissance économique comme sa principale cause. C'est n'est que dans la SAP de 1996 que l'attention s'est sérieusement tournée vers la réduction de la pauvreté. Les objectifs principaux de cette stratégie étaient d'encourager une croissance à forte intensité de main d'œuvre, de maximiser la réduction de la pauvreté induite par la LHWP et de développer les capacités institutionnelles.</p>	<p>Les deux évaluations de la pauvreté ont contribué à mettre un terme aux controverses qui avaient vu le jour du fait des divergences relevées dans les différentes estimations de la pauvreté. Ces évaluations ont examiné les chiffres produits par la Banque et justifié leur caractère défendable. Les activités d'analyse et de conseil de la Banque sont solides et influencent l'opinion du gouvernement.</p> <p>L'analyse sectorielle qui a été menée au cours des années 1980 et 1990 s'est généralement révélée solide et satisfaisante, tout en recelant toutefois quelques lacunes. Les activités d'analyse et de conseil dans le domaine de l'éducation ont été particulièrement efficaces. Aucune étude économique d'envergure n'a fait suite au plan d'actions de l'Evaluation de pauvreté de 1995. Trois secteurs ont été couverts : l'agriculture, la finance et l'éducation, mais la santé et la population n'ont pas été abordés.</p>

(suite page suivante)

**Tableau
C.2**

Résultats de l'aide de la Banque, de la lutte contre la pauvreté et des services d'analyse et de conseil apportés aux 21 Etats du champ de la CAE

Résultat global

Maroc : 1997 à 2000

Résultat marginalement peu satisfaisant. Les résultats se sont révélés médiocres en termes de croissance et de lutte contre la pauvreté. Le déficit budgétaire s'est creusé et les redistributions n'ont pas pris place comme initialement anticipé. La gestion du secteur publique a été très mauvaise et la croissance de faible envergure. Le gouvernement du Maroc a conclu un accord avec l'UE en vue de libéraliser les échanges commerciaux.

Pérou : 1990 à 2000

Résultat satisfaisant de 1990 à 1996 et peu satisfaisant de 1997 à 2000. La première partie des années 1990 a été caractérisée par des progrès importants, avec notamment une stabilisation macroéconomique, une réduction de la pauvreté entre 1991 et 1997 et des améliorations des indicateurs sociaux et en matière d'infrastructures. Après 1997, le pays a fait face à une période de crise et de stagnation économiques durant laquelle le programme d'aide n'a pas pu efficacement atteindre ses objectifs en matière de développement. Le gouvernement a instauré des politiques qui ont porté une atteinte directe au renforcement des institutions, des investissements et du capital humain. La contribution de la Banque a été notable en matière budgétaire, tout en ne traitant pas les revirements de politique et l'érosion de la base imposable.

Zambie : 1996 à 2001

Résultat peu satisfaisant. La Banque a joué un rôle significatif dans la mise en place d'un agenda politique, illustrant ainsi sa considérable influence financière et la diversité de son portefeuille d'actions. La Banque a encouragé une stabilisation au niveau macroéconomique. Moyennant une meilleure pertinence et une plus grande efficacité des stratégies, elle aurait été à même de promouvoir une croissance économique plus rapide et un revirement des tendances du revenu par habitant tout en réduisant la pauvreté. Bien que le portefeuille de la Banque ait été relativement plus diversifié, orienté notamment vers les infrastructures économiques et les services sociaux, les prêts à l'investissement se sont principalement consacrés à la réhabilitation des infrastructures, en n'accordant que peu d'attention à la promotion de réformes sectorielles pertinentes ou en n'affichant qu'une réussite limitée dans ce domaine.

Zimbabwe : 1990 à 2000

Résultat peu satisfaisant. L'engagement de la Banque en matière de stabilité macroéconomique a été très faible. L'enchaînement des réformes de libéralisation économique au début des années 1990 a été inadéquat. Il manquait un cadre de politique général permettant de soutenir la réalisation des projets et des objectifs au niveau sectoriel. La Banque avait une compréhension faible de l'appropriation des stratégies par le pays et des modalités de consensus entre les décideurs politiques.

Importance accordée à la pauvreté dans les SAP	Activités d'analyse et de conseil et pauvreté
<p>La SAP de 1997 visait à accélérer la croissance et à réduire la pauvreté grâce à trois axes : (1) en réduisant le déficit public et en redéfinissant les budgets des différents postes de dépenses, (2) en engageant une réforme du secteur public de grande envergure et en poursuivant le développement du secteur privé et (3) en mettant en œuvre des programmes de développement social et rural destinés à réduire l'inégalité entre les sexes et à améliorer la gestion de l'environnement.</p>	<p>Les activités d'analyse et de conseil menées au Maroc sont généralement de très grande qualité, mais relativement onéreuses, bien plus coûteuses que la moyenne des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord et la moyenne d'ensemble de la Banque sur les dernières années. La SAP de 1997 a révélé que bien des aspects des excellentes études économiques et sectorielles de la Banque au Maroc n'avaient pas été correctement mis à profit et a recommandé que relativement plus de ressources soient allouées à la diffusion et à l'élaboration d'un consensus.</p>
<p>Avant 1994, les SAP s'attachaient principalement à la stabilisation de l'économie. Ce n'est qu'en 1997 que la réduction de la pauvreté et l'extrême pauvreté sont entrées au cœur de l'attention de la Banque. La Banque a également reconnu que l'investissement en capital humain et physique pouvait améliorer la situation sur le plan de la pauvreté.</p>	<p>La qualité du programme d'activités d'analyse et de conseil depuis la SAP de 1997 a été satisfaisante dans l'ensemble grâce à l'attention portée par tous sur la réduction de la pauvreté. Les décideurs politiques ont considéré les études économiques et sectorielles comme l'un des produits les plus estimables de la Banque. Cette dernière a également joué le rôle de catalyseur dans l'élargissement du dialogue et de la consultation sur la réduction de la pauvreté en introduisant un Dialogue sur la pauvreté réunissant le gouvernement, d'autres donateurs, la société civile et le secteur privé.</p>
<p>Le programme de la Banque était guidé par trois stratégies pays qui affichaient toutes comme objectif de promouvoir une croissance durable destinée à réduire la pauvreté. Les quatre principaux thèmes que l'on retrouvait dans chacune des SAP étaient ceux de la promotion (1) d'un environnement macroéconomique stable, (2) de la privatisation des entreprises d'Etat, (3) d'un ciblage de l'assistance directement aux populations démunies et (4) de l'amélioration de l'efficacité et de la gouvernance du secteur public.</p>	<p>Un EDP participatif a été achevé à la fin du premier semestre de l'exercice 2002, six ans après l'EDP précédent. Il était important d'améliorer la gestion des dépenses publiques pour une meilleure efficacité de l'Etat, de canaliser les ressources PPT de manière adéquate et de mettre en œuvre la future stratégie de réduction de la pauvreté (SRP). L'EDP a revêtu une pertinence significative. Il a souligné, notamment, les liens entre les dépenses publiques, la croissance et la pauvreté, ainsi que les déficits budgétaires qui continuaient de faire obstacle à la stabilisation macroéconomique. Néanmoins, le fait que l'initiative PPT renforcée n'était pas adaptée pour réduire les contraintes budgétaires discrétionnaires n'a pas été suffisamment abordé.</p>
<p>Les deux objectifs de la réduction du déficit budgétaire et de la promotion d'une croissance équitable sont restés d'actualité pendant près de deux décennies. Ils sont apparus dans le mémorandum économique sur le pays de 1980 et ont été réitérés moyennant quelques modifications dans les stratégies pays des exercices 1992, 1994 et 1997. Le développement du secteur privé, la réduction de la pauvreté, le capital humain et le développement rural sont venus s'ajouter à la liste des objectifs des stratégies pays dans les années 1990.</p>	<p>Le mémorandum de 1991 sur le secteur agricole, outre de mentionner la nécessité d'une répartition des actifs plus équitable et l'insécurité alimentaire, n'a aucunement fait référence à la pauvreté dans les zones rurales. Cette omission est d'autant plus notable qu'elle est intervenue juste après le Rapport sur le développement dans le monde de la pauvreté de 1990. Durant les années 1991-96, peu d'attention a été accordée à la pauvreté et à la protection sociale et aucune évaluation exhaustive de la pauvreté n'a été conduite. Le mémorandum économique sur le pays de 1995 portait le qualificatif d'évaluation de la pauvreté, mais il ne comportait qu'un maigre profil de pauvreté sans proposition de plan ou de stratégie destiné à lutter contre la pauvreté. Selon la stratégie de la Banque de 1997, la pauvreté ne constituait pas un élément aussi prédominant que dans bien d'autres pays d'Afrique sub-saharienne, bien qu'elle ait vraisemblablement progressé entre 1990 et 1995. Une analyse de la situation de la pauvreté a été publiée en 1996 et des études sur le ciblage géographique menées en 1997 ont posé les jalons d'un Projet d'actions communautaires au cours de l'exercice 1998.</p>

Tableau C.3 Pertinence des stratégies d'aide de la Banque dans les 21 Etats du champ de la CAE

Gestion économique et commerce		Développement du secteur privé et gouvernance du secteur public	Protection et développement humain et social	Développement urbain et rural et environnement
Pays à la performance satisfaisante				
Chili				
Ex.1986-88	Ajustement structurel			
Ex.1988-93		Ajustement du secteur financier	Ajustement du secteur social	
Ex. 1993-95 et 96-98			Transports	Education et santé
Chine				
Années 80 et début années 90	Gestion macroéconomique et réforme du système			
SAP 1995	Réformes macroéconomiques et structurelles	Goulets d'étranglement des infrastructures	Réduction de la pauvreté	Protection de l'environnement
SAP 1997	Croissance macroéconomique	Infrastructure et stabilité	Développement humain	Protection de l'environnement et réduction de la pauvreté
SAP 2002	Accélérer la transition	Climat d'investissement Accélérer la transition		Migration d'une économie rurale / agricole à urbaine Viabilité de l'environnement
République dominicaine				
SAP 1988	(1) Etablir le dialogue et reconstruire l'image de la Banque, (2) aboutir à des transferts nets positifs et (3) utiliser les études analytiques et les opérations de prêt de la Banque pour soutenir les efforts du gouvernement en vue de stabiliser et de faire redémarrer l'économie			
1994-96	L'avant projet de stratégie pays n'est jamais devenu une stratégie officielle car la Banque avait des doutes sur le pays et sur la direction qu'il prenait.			
1996-99	Soutenir la croissance	Privatiser le secteur de l'énergie	Investir dans le capital humain	Gestion des ressources naturelles
2000-02	Libéralisation des échanges	Améliorer l'environnement des affaires Réformer le secteur financier Améliorer le système judiciaire	Sécurité sociale Améliorer la santé, l'éducation et les services sociaux Mesures de protection sociale primaires destinées aux pauvres	Réformer le secteur agricole Développement rural Améliorer l'environnement Tourisme
Inde				
1990-milieu des années 90	Réformes pour une croissance durable, amélioration de la gestion macroéconomique et libéralisation des échanges et du régime des investissements		Développement humain (pour une vaste amélioration des services sociaux primaires).	Protection de l'environnement.
1995-2000	Etude des finances de l'Etat	Attention accrue aux réformes sectorielles Aide à l'établissement d'un cadre propice à un investissement privé efficace dans les infrastructures	Restructurer les programmes sociaux et apporter aux pauvres les compétences pour prendre part à la nouvelle économie de marché concurrentielle	

Notations, commentaires et qualifications

Pertinence significative. Dans la majorité des cas, la Banque a su correctement évaluer les problèmes et identifier les objectifs permettant d'atteindre une croissance supérieure à l'avenir et d'améliorer le bien-être des Chiliens. Au cours des années 1990, il est apparu clairement qu'il était indispensable d'améliorer la qualité et le nombre des services de santé et d'éducation afin de pouvoir réduire la pauvreté et améliorer le bien-être. La Banque a également contribué à améliorer les infrastructures de transport afin de soutenir la croissance.

Pertinence significative. Les quatre objectifs principaux de la Banque — la promotion de réformes du système et une meilleure gestion macroéconomique, la réduction de la pauvreté, le développement des infrastructures et la protection de l'environnement — ont permis d'aborder les problèmes de développement les plus critiques auxquels la Chine était confrontée. L'attention s'est progressivement tournée vers la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement et cette transition s'est révélée bénéfique, bien que la Banque n'ait parfois su reconnaître que tardivement l'importance de problèmes tels que l'accroissement des inégalités et de la vulnérabilité, les difficultés budgétaires au sein du gouvernement et la nécessité d'une meilleure politique de l'environnement et d'une meilleure gestion des ressources en eau. Dans certains domaines, comme les réformes touchant le secteur financier et les entreprises, la pertinence des conseils prodigués par la Banque s'est affaiblie entre le milieu et la fin des années 1990. Depuis que la Banque a mis un terme à l'admissibilité de la Chine à l'AID au cours de l'exercice 2000, les prêts de la Banque destinés aux secteurs sociaux et aux régions pauvres ont été de plus en plus réduits.

Pertinence modeste. L'influence de la Banque a été limitée juste après la mise en place du Nouveau programme économique (New Economic Program) en République dominicaine, mais elle s'est ensuite ressaisie à la fin des années 1990. Le programme de la Banque a contribué à des améliorations particulièrement notables dans le domaine de l'éducation où elle a joué un rôle important. En matière d'infrastructures, les progrès réalisés ont été mitigés du fait d'objectifs éloignés des problèmes institutionnels et réglementaires. L'agriculture et le développement rural ont constitué des lacunes majeures du programme de réformes du pays et de l'aide apportée par la Banque. L'impact du programme d'aide de la Banque s'est avéré limité du fait d'un dialogue discontinu et de l'absence de prêts durant les moments critiques ; par ailleurs la Banque n'a pas joué un rôle proactif dans certains domaines structurels clés tels que la privatisation, alors qu'elle y possédait un avantage comparatif certain.

Pertinence significative. Bien que la Banque ait négligé la pauvreté en milieu rural au cours de la première moitié des années 1990, elle a apporté un soutien opportun aux ajustements structurels qui ont permis de répondre à la première priorité du pays, à savoir la reprise de la croissance économique. La Banque s'est également de plus en plus tournée vers les problèmes de cohérence entre les politiques et le cadre institutionnel dans les secteurs de l'énergie et du développement humain. La pertinence de l'aide de la Banque est devenue plus significative dans la deuxième moitié des années 1990 sous l'influence de plusieurs facteurs : l'élargissement du champ d'application de la cohérence entre politiques et cadre institutionnel à d'autres secteurs (et notamment aux ressources en eau) et aux Etats, l'étude approfondie menée sur la stratégie de développement rural en Inde et l'attention renforcée des programmes de prêt au développement social et la lutte contre la pauvreté en milieu rural. Au milieu des années 1990, la solvabilité, la stabilisation et une croissance accélérée ont rapidement succédé aux réformes budgétaires et structurelles du début de la décennie. D'une économie fermée et contrôlée, l'Inde avait fait un grand pas vers l'intégration dans la dynamique de l'économie mondiale. Toutefois, l'équilibre macroéconomique est en péril depuis 1997 du fait du déficit budgétaire. La réduction de la pauvreté a été limitée, l'extrême pauvreté des zones rurales étant liée à des services sociaux et des infrastructures déficients. Le programme de réformes reste chargé, dix ans après que le pays a tourné le dos au modèle de développement passé.

(suite page suivante)

Tableau C.3 Pertinence des stratégies d'aide de la Banque dans les 21 Etats du champ de la CAE (suite)

	Gestion économique et commerce	Développement du secteur privé et gouvernance du secteur public	Protection et développement humain et social	Développement urbain et rural et environnement
Tunisie				
Millieu des années 90	Intégration économique (basé sur le mémorandum économique sur le pays)		Stabilité sociale	Viabilité de l'environnement
SAP 2000	Croissance équitable axée sur la stabilité et la croissance par le biais de l'essor de la compétitivité et de la promotion d'une orientation davantage tournée vers l'extérieur	Rajeunissement de l'investissement privé	Développement humain	Développement rural
Vietnam				
1993, 1994, 1995	Maintien de la stabilité macroéconomique Soutenir une transition rapide vers une économie de marché	Développement du secteur privé Réforme du secteur financier Infrastructures (transports, approvisionnement en eau)	Réduction de la pauvreté et soutien aux secteurs sociaux	Réforme agraire Protection de l'environnement
1998	Maintien de la stabilité macroéconomique Soutenir une transition rapide	Développement du secteur privé Réforme du secteur financier Infrastructures Réforme du secteur public Transparence Décentralisation	Réduction de la pauvreté et soutien aux secteurs sociaux	Réforme agraire Protection de l'environnement
Pays en transition				
Arménie				
1993	Stabilisation de l'économie Réformes structurelles pour achever la transition vers une économie de marché	Création d'institutions Réhabilitation des infrastructures Promotion de la croissance et du développement du secteur privé	Réduction de la pauvreté et soutien pour un meilleur ciblage de la protection sociale	
Millieu des années 90	Renforcement de la stabilité macroéconomique	Promotion d'un développement rapide du secteur privé par la poursuite des réformes structurelles ; renforcement du secteur financier et du cadre juridique et judiciaire et réduction des principaux goulets d'étranglement dans l'énergie, les transports et la gestion de l'eau		

Notations, commentaires et qualifications

Pertinence significative. L'aide de la Banque, conjuguée au soutien du FMI et d'autres donateurs a permis de maintenir la stabilisation macroéconomique et d'encourager les réformes structurelles, deux facteurs qui ont été propices à la croissance. La contribution de la Banque s'est traduite par un assainissement global du système bancaire et la réalisation d'avancées importantes dans les secteurs ruraux et sociaux. Des progrès remarquables ont été accomplis en vue d'atteindre les OMD. Toutefois, les efforts en vue de faciliter le crédit en milieu rural et la consolidation des terres se sont révélés moins efficaces. La Banque n'a pas suffisamment prêté attention au développement des programmes sociaux du pays et elle n'a pas procédé à un examen périodique des dépenses publiques.

Pertinence élevée. La Banque a maintenu son attention sur les réformes structurelles, malgré les progrès limités, ainsi que sur la réhabilitation des infrastructures et la réduction de la pauvreté, deux domaines prioritaires pour le gouvernement. Par ailleurs, la Banque a réussi à orienter les investissements vers les domaines bénéficiant aux populations démunies selon les travaux et recherches sectoriels. Les initiatives de la Banque se sont révélées exemplaires à de nombreux égards. Elle a su prendre les risques adéquats dans des activités soumises à des systèmes de protection ; elle a cherché à accorder la priorité à l'inclusion des minorités ethniques en tant que bénéficiaires de ses projets ; et elle s'est efforcée d'encourager la participation du secteur privé et des ONG locales dans les conférences et réunions stratégiques des donateurs. La qualité des services apportés en matière de prêt et hors prêt a été excellente. Le point faible de l'aide apportée a été son vaste champ d'application, couvrant de nombreux secteurs et sous-secteurs. Comme c'est le cas dans de nombreux pays, le manque de sélectivité provient des pressions internes et externes exercées sur la Banque afin qu'elle soit active dans la plupart des secteurs.

Pertinence élevée. L'accent mis sur le renouvellement des infrastructures et le démantèlement des vestiges d'une économie planifiée et centralisée a été très judicieux pour le pays — et ce tout particulièrement au cours de la première moitié de la décennie. La réduction de la pauvreté a été rapidement abordée dans les travaux analytiques et les prêts d'ajustement. Les prêts d'investissement et d'ajustement ont été en général bien synchronisés. L'importance croissante accordée aux secteurs sociaux s'est révélée très pertinente. Toutefois, jusqu'en 2001, deux domaines ont souffert d'un manque d'attention, à savoir la mise en place de mesures supplémentaires pour soutenir le développement du secteur privé et la modernisation du secteur public. La stratégie d'aide-pays 2001 a redirigé les efforts en matière de réformes, soulignant l'importance de mesures complémentaires visant à soutenir le secteur privé et à contribuer à la modernisation du secteur public.

(suite page suivante)

Tableau C.3 Pertinence des stratégies d'aide de la Banque dans les 21 Etats du champ de la CAE (suite)

	Gestion économique et commerce	Développement du secteur privé et gouvernance du secteur public	Protection et développement humain et social	Développement urbain et rural et environnement
Arménie (suite) 2001		Création d'emplois grâce au développement du secteur privé Amélioration de la gouvernance et des services du secteur public	Reconstitution du capital humain. Renforcer la protection sociale et réformer les systèmes de santé et d'éducation	
Bulgarie Ex. 91-93	La première stratégie s'est concentrée sur le conseil en matière de politiques, le vaste problème de la dette extérieure et l'aide fournie à la Bulgarie afin de ré-échelonner cette dette. La stratégie de l'exercice 93 a proposé un programme quinquennal de 300 millions d'USD par an constitué à 40 pour cent environ de prêts d'ajustement comprenant un prêt destiné à des réformes touchant le secteur financier et les entreprises.			
1996			Secteurs sociaux	Environnement
1998		Soutien aux réformes des entreprises publiques, du secteur bancaire et du secteur énergétique Réformes de l'administration de l'Etat, de la fonction publique et du système judiciaire	Protection sociale	Agriculture Soutien à l'agriculture afin de se conformer aux normes environnementales de l'UE
Croatie 1995		Réformer les finances publiques Croissance menée par le secteur privé Amélioration des infrastructures		
1999	Réduction de la pauvreté	Réduire l'envergure du secteur public et améliorer son efficacité Améliorer la gouvernance Créer les conditions nécessaires au développement du secteur réel		
Lituanie 1994	Maintenir la stabilité macroéconomique et financière Renforcer le secteur financier, y compris la privatisation des banques	Libéralisation et développement du secteur privé Réorienter le secteur de l'énergie Entretien et développer les infrastructures physiques	Fournir une protection sociale ciblée	
1999		Accroître la compétitivité en abordant la gouvernance d'entreprise, les lois sur les faillites, le système judiciaire, les infrastructures et la réglementation énergétique Renforcer l'administration publique à l'échelle centrale et sous-nationale Améliorer l'infrastructure		Augmenter la productivité rurale Améliorer l'environnement

Notations, commentaires et qualifications

Pertinence significative. Les stratégies se sont révélées adéquates face aux contraintes dont souffrait la Bulgarie. Dans les premières années, priorité a été donnée à poser les jalons permettant d'assurer la stabilité macroéconomique et à soutenir le pays afin de transformer la Bulgarie en une économie de marché, en s'appuyant tout particulièrement sur des réformes financières, au niveau des entreprises et dans le secteur de l'énergie. La restructuration de la dette a également joué un rôle important. Plusieurs initiatives se sont révélées adéquates pour la Bulgarie à cette époque : la prudence manifestée dans l'activité de bailleur de fonds et que souligne la stratégie d'aide-pays de l'exercice 1996, la mise en garde contre l'imminence d'une crise si les réformes des entreprises et du secteur financier n'étaient pas abordées de façon décisive, et la poursuite des études économiques et sectorielles. Après 1997, l'attention croissante portée sur les réformes dans le cadre de la stratégie d'aide-pays pour l'exercice 1998 a également été pertinente pour la croissance durable tout comme pour la réduction de la pauvreté. Toutefois, la stratégie aurait pu être plus efficace si elle s'était attachée à lier le renforcement de l'administration publique au développement du secteur privé et si elle avait aidé la Bulgarie à rejoindre l'UE.

Pertinence significative. Les initiatives présentées dans les deux stratégies d'aide-pays étaient dans l'ensemble bien conçues, mais leur mise en place n'a été que partielle. Ces stratégies reposaient sur l'hypothèse que la fin des hostilités ouvrirait la porte à un gouvernement favorisant un programme d'ajustement structurel de grande envergure. Les objectifs de réforme de l'administration publique, des investissements et du système judiciaire ont été difficiles à mettre en pratique. La stratégie d'aide-pays de l'exercice 1999 a reconnu les lacunes en matière de privatisation et d'éducation mais elle n'a pas proposé de solution. L'enquête auprès des pays clients de la Banque mondiale réalisée en 1998 a révélé que la réduction de la pauvreté n'était pas perçue comme une priorité de la Banque. Alors que la concrétisation des prêts d'ajustement a échoué, la Banque a autorisé l'élargissement des prêts destinés aux projets d'infrastructures et a soutenu un programme d'investissement public plus vaste assorti d'un nombre restreint d'objectifs, et ceci à l'heure où la Croatie avait besoin de réduire et de réorienter les dépenses publiques.

Pertinence élevée. Les stratégies se sont révélées pertinentes face aux difficultés présentes en Lituanie. La priorité accordée très tôt au retour à la stabilité macroéconomique et à la croissance, tout en soutenant la transformation de l'économie lituanienne, a été judicieuse, tout comme l'attention portée aux secteurs de l'énergie et des infrastructures et les objectifs en matière de protection sociale. La stratégie d'aide de la Banque a élargi son champ d'application dans la stratégie d'aide-pays de l'exercice 1999, une évolution bénéfique, tout particulièrement pour s'attaquer à certains problèmes sociaux non inscrits à l'ordre du jour de l'accession à l'UE tout en soutenant explicitement ce calendrier. Le scénario de « choc externe » envisagé comme alternative très probable s'est aussi montré pertinent. La stratégie d'aide au pays s'est révélée très utile en abordant les obstacles critiques à l'ouverture vers une économie de marché, une évolution dans laquelle la Banque a joué un rôle ultérieurement. Les mémorandums économiques sur le pays ont dans l'ensemble apporté une analyse solide tout en offrant des recommandations pratiques en matière de réformes. Celles-ci ont servi de fondements pour concevoir des prêts d'ajustement visant à assurer une stabilité macroéconomique et répondant aux problèmes de consolidation du déficit budgétaire et aux problèmes connexes.

**Tableau
C.3**
**Pertinence des stratégies d'aide de la Banque
dans les 21 Etats du champ de la CAE (suite)**

	Gestion économique et commerce	Développement du secteur privé et gouvernance du secteur public	Protection et développement humain et social	Développement urbain et rural et environnement
Moldavie				
Milieu des années 90	Etablir une croissance - auto-alimentée Soutenir la mise en place du calendrier de réformes du gouvernement	Amélioration de l'efficacité énergétique	Soutenir l'émergence d'un secteur tertiaire Améliorer les ressources humaines du pays	Compétitivité accrue, notamment dans le domaine de l'agriculture
1999	Soutenir la stabilité - macroéconomique et la croissance	Développement du secteur privé et réforme du secteur public	Protection sociale, fonds investissement social et réforme de la santé. Prêts liés à la pauvreté au cœur de la SAP	
Mongolie				
Avant 1996	Soutien à la transition d'urgence entre 1991 et 1996 Soutien à la stabilité macroéconomique à court terme par des prêts d'aide à la balance des paiements	Soutenir les services publics et les secteurs essentiels par des financements destinés aux importations et de l'aide technique Renforcer la capacité des institutions publiques à gérer une économie de marché grâce à des financements, des formations et des conseillers extérieurs		
1996	Améliorer la gestion macroéconomique et soutenir la stabilisation à moyen terme	Développer le secteur privé et les institutions financières Éliminer les goulets d'étranglement d'infrastructures	Promouvoir le développement grâce à des efforts de réduction de la pauvreté directs	Protéger l'environnement
Fédération de Russie				
1990 (Phase d'approche)	La Banque a approuvé une subvention de 30 millions de dollars US en mars 1991 pour le financement de l'assistance technique et la préparation d'un projet de fonds fiduciaire. Par la suite, la Banque a conclu un nouvel accord en décembre 1991 avec ce qui était devenu la Fédération de Russie, concernant une partie (13,5 millions d'USD) de la subvention d'origine. Toutefois, les services de conseil financés par ce fonds fiduciaire sont arrivés trop tard pour aider à la préparation du programme de réforme Gaidar et à sa mise en œuvre initiale début 1992.			
1992-1995 (Phase d'apprentissage et d'investissement)	Réformes structurelles Administration fiscale	Privatisation Développement du secteur privé et du secteur financier Réhabilitation des infrastructures	Services pour l'emploi Administration de paiement des retraites Logement	Terres, agriculture et environnement
Mid-Mi-1995-1996 (Phase de consolidation)	Cette phase a été marquée par une intensification des efforts de contrôle, le début des Evaluations de performance des portefeuilles-pays (CPPR) et des restructurations de projets d'envergure.			

Notations, commentaires et qualifications

Pertinence modeste. Plusieurs facteurs ont joué un rôle important dans l'aboutissement peu satisfaisant des résultats du programme d'aide de la Banque en Moldavie par rapport à ses objectifs, à savoir l'échec des gouvernements successifs à mettre en place des réformes et des événements exogènes au nombre desquels des conditions initiales extrêmement difficiles, des facteurs climatiques et la crise russe de 1998. Le programme de la Banque a également fait preuve de certaines carences. Tandis que la Banque a contribué, au cours de la période, à un programme de réformes approprié dans la plupart des secteurs et a soutenu les gouvernements réformistes, le programme d'aide de la Banque s'est fondé sur des projections macroéconomiques optimistes ne prenant pas en compte la situation politique complexe de la Moldavie et ne découvrant les problèmes de corruption que trop tard. L'optimisme a eu pour effet de réduire la pression pour exiger des réformes imminentes et majeures. Connaissant les difficultés auxquelles font face les institutions qui ont tout récemment accédé à la démocratie, les responsables de la Banque ont souvent récompensé des réalisations partielles ou différées en accordant des prêts. Les stratégies de la Banque, et notamment celle des années 1994 à 1997, auraient dû souligner encore plus la transition extrêmement difficile de la Moldavie et mettre l'accent sur le soutien concessionnel, tout en accordant moins de prêts de la BIRD et en insistant sur le fait que les engagements de réformes soient réalisés plutôt que reportés ou exécutés partiellement.

Pertinence significative. La Banque a poursuivi des objectifs pertinents dans les années 1990, hormis le fait qu'elle aurait pu mettre un terme plus tôt à la contribution au titre de la transition d'urgence. Les objectifs et la stratégie de la Banque se sont avérés en ligne avec les principes du cadre de développement intégré, lequel visait à réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie au moyen d'une croissance durable. La Banque a adopté une politique financière sélective, ne finançant pas les investissements dans des domaines dans lesquels d'autres donateurs étaient fortement impliqués. Les premiers prêts de réhabilitation ont été adéquats au vu de l'engagement déterminé du gouvernement à réformer le marché et face à l'amplitude des problèmes imminents rencontrés — industries en déclin, fin de l'aide soviétique, chute du prix des produits de base — et des dures épreuves à venir pour la population. Les prêts de réhabilitation ont été bien coordonnés avec l'aide des autres donateurs. Le financement de conseillers, la formation et la réalisation de rapports d'analyse portant sur divers secteurs ont su répondre adéquatement aux insuffisances sévères en matière de savoir et de connaissances indispensables à la mise en place des réformes. L'attention particulière portée sur le secteur financier s'est révélée bénéfique du fait des crises successives qui ont secoué le secteur. La Banque s'est également tournée vers des programmes de protection sociale destinés aux populations démunies et visant à atténuer l'effet à court terme de la transition. Les efforts particuliers orientés vers le redressement des piètres infrastructures qui continuaient à entraver l'activité du secteur privé et vers une plus grande participation de la population rurale dans l'économie de marché ont porté leurs fruits.

Pertinence significative. La Banque a réitéré dans ses diverses stratégies d'aide-pays les objectifs ultimes de la promotion d'un environnement favorable à la croissance assurant dans le même temps la protection de la population démunie et vulnérable. Jusqu'en 1998, l'impact des objectifs opérationnels de la Banque a été important pendant une période de transition aux multiples défis, de mutation rapide de la situation nationale et internationale et dans le cadre des priorités institutionnelles de la Banque. L'aide de la Banque s'est en revanche révélée modestement efficace. Au cours des trois années et demi qui ont suivi la crise de 1998, la pertinence de l'aide apportée par la Banque s'est renforcée et sa conception s'est affinée de manière significative, et cela bien que l'efficacité des nouveaux projets se soit trouvée retardée et que la lenteur des décaissements au titre de prêts ait perduré. Des dispositions légales majeures en matière de réforme ont été adoptées avec succès. La mise en place du programme de réformes n'a débuté que dans certains domaines, mais son efficacité — définie comme sa contribution aux résultats de l'économie — a été significative et s'est trouvée renforcée par l'effet combiné des efforts antérieurs déployés par la Banque. A la fin de 2001, l'aide de la Banque avait contribué à améliorer le régime de mesures incitatives à une croissance durable, les prestations en matière de retraite, la définition de programmes d'aide sociale précis et la restructuration de l'industrie houillère. Qui plus est, le dialogue instauré entre la Banque et les décideurs russes de premier plan sur le thème des réformes et qui s'était intensifié depuis la fin des années 1998, a aidé de façon importante le gouvernement actuel à formuler un programme de réformes en faveur du marché, d'une bonne gouvernance et de la responsabilité sociale. Il s'agit là de réalisations majeures.

(suite page suivante)

**Tableau
C.3**
**Pertinence des stratégies d'aide de la Banque
dans les 21 Etats du champ de la CAE (suite)**

	Gestion économique et commerce	Développement du secteur privé et gouvernance du secteur public	Protection et développement humain et social	Développement urbain et rural et environnement
<i>Pays en transition</i>				
Fédération de Russie (suite)				
1996-1998 (Prêt renouvelé) (SAP 1997)	Soutenir la stabilisation macroéconomique, les réformes fiscales et l'élimination des arriérés budgétaires.	Désinvestissement des logements d'entreprises Développement du marché des capitaux Réforme judiciaire Equiperment médical Réformes des prix Privatisation Restructurations compétitives dans l'énergie, le gaz naturel et les transports ferroviaires Réforme du secteur bancaire Réforme de l'industrie houillère La SAP de 1997 a aussi accordé une place importante à projets d'infrastructures régionaux	Réforme de la protection sociale	
SAP 1999 ; 1998 (Phase de crise et de reprise)	Soutenir la gestion macroéconomique grâce à des prêts d'ajustement durant la crise Gestion du budget, recouvrement des paiements d'impôts et relations fiscales entre les échelons fédéral et régional	Réforme de l'administration publique et réduction de la corruption Améliorer l'environnement des affaires Promouvoir l'investissement du secteur privé	Réhabilitation des systèmes d'éducation et de santé Traiter les crises sanitaires telles que la tuberculose et le SIDA	
<i>Pays à la performance modérée ou médiocre</i>				
Brésil				
1990-94	Réduction de la pauvreté	Ré-allocation des ressources - d'infrastructures vers l'eau et les transports en priviliégiant la décentralisation	Investissements dans la santé, l'éducation et l'environnement	
1995-1998	Soutien initial pour la stabilisation	Réduire les goulets d'étranglement des infrastructures par des programmes de développement du secteur privé	Priorité au développement pilote par les communautés Fourniture des services primaires tout particulièrement aux populations rurales démunies	Priorité à la pauvreté rurale
1999-2002	Stabilisation macroéconomique et prévention de la stagnation économique	Administration fiscale et publique Réforme du secteur financier Réforme de l'énergie	Réforme de la sécurité sociale et maintien des dépenses sociales Priorité à l'éducation et à la santé	Priorité à la pauvreté en milieu rural

Notations, commentaires et qualifications

Pertinence significative. La stratégie déployée par la Banque en vue de réduire la pauvreté s'est assise sur deux ensembles d'éléments, l'un visant à s'attaquer aux racines mêmes de la pauvreté et l'autre ayant pour but de stimuler la croissance. Les efforts ont particulièrement porté sur le premier ensemble, comprenant pour l'essentiel une aide au développement des ressources humaines (éducation et santé) et l'accès de la population démunie aux services primaires. Le second ensemble constituait une aide financière et technique pour assurer la construction d'infrastructures et mettre un terme aux inefficacités structurelles. Il s'est avéré pertinent de se décider en faveur d'une aide plus importante à la mise en valeur des ressources humaines, tout particulièrement dans le domaine de l'éducation. Par ailleurs, les études ayant prouvé qu'au Brésil la croissance agit contre la pauvreté, mais avec une élasticité inférieure à un, la poursuite d'une stratégie de réduction de la pauvreté diversifiée s'est trouvée entérinée. Au cours des années 1990, des progrès ont été réalisés dans l'alignement du programme d'aide avec les priorités propres au gouvernement en matière de développement. On a pu noter en parallèle une participation accrue du gouvernement dans les stratégies d'aide-pays, une meilleure stabilité macroéconomique et l'énoncé de programmes sectoriels clairement définis. Les efforts consentis dans les états de l'extrême nord-est du pays ont porté leurs fruits, compte tenu des niveaux élevés de pauvreté de cette région. La stratégie d'aide à ces états s'est par ailleurs montrée raisonnable et a fait preuve d'un rapport coûts-résultats intéressant. Des projets de réduction de la pauvreté ont été développés et mis en place dans chaque état de la région du Nord-est, ce qui fut une sage décision au vu des niveaux élevés de pauvreté rurale qu'elle affiche. En matière d'éducation et de santé, l'aide a été promulguée en partie par le biais de projets au niveau fédéral portant sur la région du Nord-est et d'autres états pauvres. A la fin de la décennie, la transition vers des prêts d'ajustement a été justifiée et s'est inscrite en phase avec les objectifs clés de la Banque en matière de réduction de la pauvreté et de stimulation de la croissance.

(suite page suivante)

**Tableau
C.3**
**Pertinence des stratégies d'aide de la Banque
dans les 21 Etats du champ de la CAE (suite)**

	Gestion économique et commerce	Développement du secteur privé et gouvernance du secteur public	Protection et développement humain et social	Développement urbain et rural et environnement
Pays en transition				
Guatemala				
Années 90	Réforme économique et stabilisation		Soutien à la paix Réduction de la pauvreté	
1995	Réforme économique et stabilisation	Gestion financière	Education et services primaires aux communautés rurales, routes secondaires	Services agricoles et prêts de droits fonciers
1998	Réforme économique et stabilisation		Quartiers urbains à faible revenu et reconstruction post conflit	Routes rurales et marchés financiers ruraux Administration foncière
Jordanie				
1993	Croissance durable des secteurs productifs Mobiliser les financements extérieurs Stratégie pilotée par le secteur privé et tournée vers l'extérieur	Créer un environnement propice à l'investissement privé dans l'industrie les services commerciaux et les infrastructures Améliorations dans l'énergie, la gestion de l'eau et les transports.	Réduire la pauvreté Ralentir la croissance démographique	Protéger l'environnement
1995		Réforme du commerce, financière, réglementaire et des entreprises publiques afin de créer un climat d'investissement plus favorable et de réduire le chômage Participation du secteur privé dans les infrastructures	Développement des ressources humaines Contrôle des naissances	
1999 et 2002	Accélérer la croissance	Développement des investissements du secteur privé et des exportations Réforme du secteur public privé et des exportations	Promouvoir le développement humain	Améliorer la gestion des ressources en eau
Lesotho				
1994	Réformes macroéconomiques et structurelles	Privatisation Promouvoir la croissance du secteur privé national	Recueillir les fruits de la Valorisation des ressources en eau - région des Hauts-Plateaux (LHWP)	
1996 et 1998	Croissance à forte intensité de main d'œuvre	Améliorer les capacités institutionnelles	Investir dans le capital humain	Optimiser l'impact de réduction de la pauvreté du LHWP

Notations, commentaires et qualifications Guatemala

Pertinence significative. Au cours des années 90, le Guatemala a tiré parti de l'aide de la Banque en faveur de meilleures politiques économiques d'une meilleure gestion et allocation des ressources publiques. Les stratégies d'aide-pays de 1995 et 1998 ont toutes deux apporté des solutions aux problèmes du pays en adoptant les interventions adéquates pour gérer ces obstacles. La Banque a su définir les bons objectifs et le bon calendrier d'intervention. Bien que les stratégies adoptées par la Banque dans les années 90 aient été meilleures, elle aurait pu se tourner davantage et plus tôt vers l'éducation tout en ayant également identifié plus clairement comment ces stratégies pourraient affecter le développement en milieu rural. La Banque aurait pu déployer des efforts plus intenses en vue de soutenir des programmes éducatifs au moyen de prêts et d'études sectoriels, et sa coopération avec la société civile (partis politiques, groupes de réflexion, ONG) aurait pu être plus efficace lorsque des parties intéressées mettaient en péril l'existence de ces programmes éducatifs. Certains des prêts ont permis de réduire la pauvreté rurale, mais si ces stratégies s'étaient efforcées d'associer le programme proposé au développement rural, elles auraient plus clairement mis en évidence la nécessité d'une stratégie de développement agricole.

Pertinence significative. Les stratégies de la Banque ont été pertinentes et en phase avec les priorités de la Jordanie en matière de développement, comme l'a illustré un ensemble de programmes sociaux et économiques quinquennaux. La stratégie pays 1995 de la Banque s'est imposée principalement dans le domaine des réformes bancaires, en matière de commerce et dans le domaine des entreprises publiques. En 1999, la stratégie de la Banque a coïncidé avec le plan de développement quinquennal 1999-2003 visant à accélérer le rythme de la croissance économique. Le plan détaillait ses objectifs plus clairement qu'il ne précisait comment le gouvernement allait les réaliser. L'attention croissante portée par la Banque aux secteurs sociaux dans le cadre de ses stratégies s'est révélée adéquate et en phase avec les OMD. Au cours des années 1990, les stratégies de la Banque ont omis de s'attacher à la réduction des dépenses publiques, malgré des études analytiques approfondissant comment ces dépenses pourraient être réduites et comment leur ciblage pourrait être amélioré. Les dépenses de santé auraient pu être réduites si le gouvernement n'avait pas privilégié la construction d'hôpitaux, mais si, en revanche, il avait remboursé la population démunie qui utilisait les cliniques privées en surcapacité. En matière d'éducation, les dépenses auraient pu être maîtrisées si une meilleure utilisation de la capacité existante avait été faite, si la taille des classes avait augmenté et si le système de la double vacation dans les écoles avait été maintenu. Une part importante des dépenses publiques est attribuable au grand nombre de fonctionnaires, qui a augmenté dans toute la région à la suite du choc pétrolier des années 70. Si le terme de « contrat social » peut parfois s'appliquer à une telle situation de distribution de la richesse, il existe des moyens plus efficaces. Les réformes auxquelles la Banque a contribué n'ont pas réduit significativement le niveau des dépenses publiques ni joué un rôle dans l'optimisation de leur répartition.

Pertinence modeste. Dans les années 1990, les stratégies d'aide de la Banque se sont fixé des objectifs trop ambitieux compte tenu de la faible adhésion du gouvernement et de l'insuffisance des capacités de mise en œuvre. Les stratégies n'ont pas pris en compte les ressources ni les forces de la Banque et du pays client tout en portant un jugement erroné sur l'instabilité politique du Lesotho, ses ressources limitées et la faiblesse de ses institutions. L'attention croissante portée par la Banque sur la réduction de la pauvreté s'est trouvée minée jusqu'à la fin des années 90, du fait d'une mauvaise orientation vers le contrôle de la pauvreté et d'indices de performance peu satisfaisants. Dans les domaines dans lesquels ils étaient utilisés (dans les secteurs sociaux par exemple), les indicateurs ont souvent identifié des points faibles tels que des formulations imprécises, une orientation vers les intrants, le manque de données de base ou l'affichage d'objectifs irréalisables. Les informations permettant d'évaluer les progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté faisaient cruellement défaut. La plupart des projets de la Banque au Lesotho ne disposent pas de mécanismes d'évaluation ni d'outils de contrôle de la pauvreté ; les stratégies d'aide-pays n'ont pas non plus été utilisées pour faire prendre conscience aux décideurs du Lesotho de la nécessité d'un contrôle de la pauvreté et de l'établissement d'objectifs à atteindre.

(suite page suivante)

Tableau C.3 Pertinence des stratégies d'aide de la Banque dans les 21 Etats du champ de la CAE (suite)

	Gestion économique et commerce	Développement du secteur privé et gouvernance du secteur public	Protection et développement humain et social	Développement urbain et rural et environnement
Pays en transition				
Maroc				
1997-2000	Réduire le déficit public et redéfinir les budgets des différents postes de dépenses	Développer un climat des affaires propice à la croissance économique et des exportations Initier et mettre en œuvre une vaste réforme du secteur public et poursuivre la dynamique de développement du secteur privé	Accélérer la mise en œuvre de programmes sociaux Réduire l'inégalité entre les sexes	Développement rural Gestion de l'environnement, notamment par la mise en place d'autorités de gestion des bassins hydrographiques et par la fixation des prix de l'eau
Pérou				
1993-1994	Pérennité macroéconomique Réduction du service de la dette	Création d'institutions Développement des infrastructures	Réduction de la pauvreté Développement des secteurs sociaux Réduction de la pauvreté et	
1997		Réforme institutionnelle	l'extrême pauvreté Investissement en capital humain et physique	
Zambie				
	Stabilisation macroéconomique Fournir un soutien à la balance des paiements afin de remédier aux sévères déséquilibres externes	Privatiser les entreprises d'Etat et créer un environnement propice au développement du secteur privé Améliorer la gouvernance et l'efficacité du secteur public	Cibler directement les populations démunies et vulnérables lors de l'aide ;	
Zimbabwe				
1992	Promouvoir une croissance équitable Réduire les déficits budgétaires Commerce et taux de change	Développement du secteur privé Réformes du secteur parapublic Réforme de la fonction publique	Réduction de la pauvreté Développement du capital humain	Agriculture et développement rural

Notations, commentaires et qualifications

Pertinence significative. Le programme proposé dans le cadre de la stratégie d'aide-pays de 1997 répondait très bien aux besoins du Maroc en matière de développement. Toutefois, sa mise en place n'a pas montré la même adéquation. Le transfert d'une part importante du programme de prêt des investissements vers des opérations d'ajustement et le fait que le plus important prêt d'ajustement, le prêt de soutien aux réformes politiques, n'était pas assorti d'objectifs précis ont tout particulièrement réduit la contribution potentielle du programme à l'augmentation des capacités productives de l'économie et à la réduction de la pauvreté. Hormis quelques exceptions, les résultats du programme ont été décevants. Au vu des prévisions énoncées dans la stratégie d'aide-pays et des objectifs d'autres pays dans la région, les performances en termes de croissance et de réduction de la pauvreté se sont révélées médiocres.

Pertinence significative. La stratégie d'aide-pays de 1997 a identifié les réformes institutionnelles et la disponibilité des ressources comme des obstacles clés à la poursuite du progrès. Toutefois, la Banque s'est retrouvée en butte à un problème pour y remédier, l'engagement du gouvernement péruvien en faveur d'une réforme semblant montrer des signes d'affaiblissement, ce qui mettait en péril les chances de modernisation globale de l'Etat et la réalisation d'efforts pourtant indispensables en matière budgétaire. Au vu de ces obstacles, il a semblé judicieux de tenter de mettre en place une approche progressive de la modernisation du secteur public en inscrivant des éléments de réforme institutionnelle dans le cadre de prêts individuels. La proposition de réforme d'ensemble du secteur judiciaire semblait d'autre part bien trop ambitieuse et éloignée des objectifs bien plus réalistes de la stratégie d'ensemble de la Banque.

Pertinence modeste. Les stratégies de la Banque n'ont pas su répondre au problème du VIH/SIDA. La prévalence du VIH chez les adultes en Zambie a atteint les 20 pour cent au milieu des années 90, faisant chuter dramatiquement l'espérance de vie et portant le nombre cumulé d'orphelins à 650 000. La pandémie a eu des effets dévastateurs sur le bien-être des ménages, la productivité de la main d'œuvre et la croissance économique. La Banque, bien que consciente des effets dévastateurs du virus du SIDA, n'a pas entièrement intégré cette analyse dans ses études économiques ultérieures. Les efforts destinés aux plus démunis, tels des prêts visant à étendre les services sociaux primaires aux zones rurales et périurbaines par l'intermédiaire d'un fonds social, ont vu leur succès croître dans les communautés rurales les plus pauvres et se sont traduits par des améliorations en matière d'infrastructures sociales. Toutefois, la Banque n'a pas accordé beaucoup d'attention aux obstacles financiers entravant les services sociaux. La stratégie de la Banque visant à soutenir un programme de vastes privatisations et le cadre juridique et réglementaire d'accompagnement pour le développement du secteur privé entre les exercices 1996 et 2001 a eu une pertinence significative, malgré des problèmes de mise en place. La Banque eu initialement recours aux prêts d'ajustement en guise d'incitation à une réduction du poids de la fonction publique, à sa restructuration, et en vue d'une réforme des politiques de ressources humaines en matière de rémunération, d'évaluation des performances et de promotion. La pertinence de cette stratégie de renforcement du secteur public destinée à faciliter une croissance tirée par le dynamisme du secteur privé a également été importante. Bien que le nombre de fonctionnaires ait diminué, les progrès réalisés dans d'autres domaines ont été négligeables. Les efforts de réforme ultérieurs dans le secteur public par le biais de prêts d'ajustement se sont trouvés éclipsés par la privatisation des mines de cuivre. Des progrès réalisés dans les années 1990 ont aidé à promouvoir un contrôle et des analyses périodiques de la pauvreté en Zambie. En conséquence, le niveau, l'ampleur et la nature de la pauvreté sont aujourd'hui bien identifiables. La Banque n'a toutefois pas réussi à financer des programmes de protection sociale et elle n'a pas su fournir le leadership intellectuel nécessaire à l'instauration d'un débat national sur les programmes de redistribution.

Pertinence modeste. Au cours des années 1990, la stratégie n'a eu qu'une pertinence modeste eu égard à la réduction de la pauvreté et des inégalités, du fait principalement de l'absence d'une stratégie de réforme agraire. Les stratégies des exercices 1992 et 1998 n'ont aussi accordé que peu d'importance aux infrastructures des terres communales où se concentrait la pauvreté rurale. Aucun plan n'était en place pour mesurer l'impact des politiques économiques sur la pauvreté et la répartition des revenus et la stratégie de l'exercice 1994 n'a présenté aucune initiative visant à renforcer les filets de protection sociale, bien qu'elle ait souligné que le fonds de développement social n'avait pas su efficacement protéger les populations démunies. La stratégie a été très pertinente en matière de stimulation du développement du secteur privé et de la croissance ainsi qu'en termes de maintien de la stabilité macroéconomique. Les efforts ont porté sur la réduction du déficit public lorsqu'il atteignait des niveaux non viables, sur la réduction des pertes du secteur parapublic et sur l'atténuation de l'impact social négatif qu'exerçait l'ajustement sur la population démunie, grâce au fonds de développement social. L'attention portée par la stratégie de la Banque de l'exercice 1994 sur les infections sexuellement transmissibles en vue de diminuer la prévalence du SIDA s'est avérée pertinente à l'époque, même si des études plus récentes suggèrent qu'elle n'aurait joué qu'un rôle limité dans la transmission du virus. Les problèmes de population n'ont pas figuré dans les stratégies, bien qu'un rapport de la Banque publié en 1989 ait souligné la nécessité de développer une politique et un programme en matière de

(suite page suivante)

**Tableau
C.3**

**Pertinence des stratégies d'aide de la Banque
dans les 21 Etats du champ de la CAE (suite)**

	Gestion économique et commerce	Développement du secteur privé et gouvernance du secteur public	Protection et développement humain et social	Développement urbain et rural et environnement
<i>Pays en transition</i>				
Zimbabwe				
(suite)				
1994		Développement des PME Infrastructures	Réduire la pauvreté et les inégalités Éviter la propagation du VIH	Agriculture communale
1997	Réformes macroéconomiques	Développement du secteur privé	Développement du capital humain	Développement rural et gestion des ressources naturelles

Notations, commentaires et qualifications

population à l'échelon national. La stratégie 1997 de la Banque pour le développement du secteur privé s'est concentrée sur l'apport d'infrastructures rentables et efficaces et la poursuite des réductions de barrières tarifaires. La Banque a toutefois sous-estimé les préoccupations des principaux dirigeants politiques portant sur l'impact des réformes de la fonction publique et des entités parapubliques, la privatisation et les changements de politiques d'investissement affectant la répartition des revenus et du patrimoine.

Tableau C.4		Indicateurs de Kaufman et Kraay sur la Qualité des institutions du secteur public dans les 21 Etats du champ de la CAE					
Pays à la performance satisfaisante	Chili	Chine	République dominicaine	Inde	Tunisie	Vietnam	Moyenne
Expression d'opinion et responsabilisation							
1996	0,89	-1,22	0,02	0,27	-0,50	-1,24	-0,30
2002	1,12	-1,38	0,19	0,38	-0,83	-1,36	-0,31
Variation	0,22	-0,16	0,17	0,11	-0,33	-0,11	-0,02
Stabilité politique							
1996	0,72	0,23	-0,08	-0,55	0,28	0,38	0,16
2002	1,04	0,22	0,18	-0,84	0,24	0,49	0,22
Variation	0,32	-0,01	0,26	-0,29	-0,04	0,11	0,06
Efficacité gouvernementale							
1996	0,95	0,11	-0,31	-0,16	0,39	-0,18	0,13
2002	1,19	0,18	-0,41	-0,13	0,65	-0,27	0,20
Variation	0,25	0,07	-0,10	0,03	0,26	-0,08	0,07
Qualité de la réglementation							
1996	1,28	-0,10	0,07	-0,13	-0,01	-0,54	0,09
2002	1,50	-0,41	-0,17	-0,34	-0,02	-0,69	-0,02
Variation	0,22	-0,31	-0,23	-0,20	-0,01	-0,15	-0,11
Etat de droit							
1996	1,19	-0,43	-0,49	-0,01	0,06	-0,47	-0,02
2002	1,30	-0,22	-0,43	0,07	0,27	-0,39	0,10
Variation	0,11	0,21	0,06	0,08	0,21	0,08	0,13
Corruption							
1996	1,19	-0,01	-0,31	-0,29	-0,04	-0,60	-0,01
2002	1,55	-0,41	-0,39	-0,25	0,35	-0,68	0,03
Variation	0,36	-0,39	-0,08	0,04	0,39	-0,08	0,04
Moyenne globale							
1996	1,04	-0,24	-0,18	-0,14	0,03	-0,44	0,01
2002	1,28	-0,34	-0,17	-0,18	0,11	-0,48	0,04
Variation	0,25	-0,10	0,01	-0,04	0,08	-0,04	0,03

Tableau C.4		<i>Suite</i>						
Pays en transition	Arménie	Bulgarie	Croatie	Lituanie	Moldavie	Mongolie	Fédération de Russie	Moyenne
Expression d'opinion et responsabilisation								
1996	-0,54	0,16	-0,47	0,72	-0,19	0,36	-0,34	-0,04
2002	-0,42	0,56	0,46	0,89	-0,30	0,44	-0,52	0,16
Variation	0,11	0,40	0,93	0,16	-0,11	0,07	-0,18	0,20
Stabilité politique								
1996	0,39	0,20	0,38	0,57	-0,25	0,68	-0,76	0,17
2002	-0,53	0,56	0,56	0,93	-0,12	0,95	-0,40	0,28
Variation	-0,92	0,36	0,18	0,36	0,12	0,28	0,36	0,11
Efficacité gouvernementale								
1996	-0,34	-0,44	-0,22	0,05	-0,49	-0,27	-0,48	-0,31
2002	-0,42	-0,06	0,19	0,61	-0,63	-0,18	-0,40	-0,13
Variation	-0,08	0,38	0,41	0,56	-0,14	0,08	0,08	0,19
Qualité de la réglementation								
1996	-0,70	-0,12	-0,12	0,27	0,01	-0,55	-0,41	-0,23
2002	0,13	0,62	0,19	0,98	-0,17	-0,18	-0,30	0,18
Variation	0,83	0,74	0,31	0,71	-0,17	0,37	0,11	0,41
Etat de droit								
1996	-0,44	-0,09	-0,50	-0,14	-0,19	0,45	-0,80	-0,24
2002	-0,44	0,05	0,11	0,48	-0,49	0,36	-0,78	-0,10
Variation	0,00	0,14	0,61	0,62	-0,30	-0,09	0,02	0,14
Corruption								
1996	-0,60	-0,62	-0,45	-0,12	-0,19	0,34	-0,69	-0,33
2002	-0,72	-0,17	0,23	0,25	-0,89	-0,14	-0,90	-0,33
Variation	-0,11	0,45	0,68	0,37	-0,70	-0,49	-0,21	0,00
Moyenne globale								
1996	-0,37	-0,15	-0,23	0,23	-0,22	0,17	-0,58	-0,16
2002	-0,40	0,26	0,29	0,69	-0,43	0,21	-0,55	0,01
Variation	-0,03	0,41	0,52	0,46	-0,22	0,04	0,03	0,17

(suite page suivante)

Tableau C.4		<i>Suite</i>							
Pays à la performance modeste ou médiocre :	Brésil	Guatemala	Jordanie	Lesotho	Maroc	Pérou	Zambie	Zimbabwe	Moyenne
Expression d'opinion et responsabilisation									
1996	0,22	-0,60	-0,14	0,02	-0,60	-0,69	-0,15	-0,28	-0,28
2002	0,28	-0,48	-0,41	-0,16	-0,30	0,22	-0,40	-1,50	-0,34
Variation	0,06	0,12	-0,27	-0,18	0,29	0,91	-0,24	-1,22	-0,07
Stabilité politique									
1996	-0,01	-0,91	0,36	0,96	-0,36	-0,72	-0,39	-0,03	-0,14
2002	0,17	-0,43	-0,44	-0,06	-0,14	-0,67	-0,02	-1,62	-0,40
Variation	0,17	0,49	-0,80	-1,02	0,22	0,04	0,37	-1,58	-0,26
Efficacité gouvernementale									
1996	-0,19	-0,56	0,09	0,19	-0,10	-0,24	-0,81	-0,23	-0,23
2002	-0,22	-0,61	0,36	-0,26	0,07	-0,47	-0,93	-0,80	-0,36
Variation	-0,03	-0,05	0,27	-0,44	0,17	-0,23	-0,12	-0,57	-0,12
Qualité de la réglementation									
1996	0,13	-0,03	0,00	-0,67	-0,06	0,51	0,18	-0,81	-0,09
2002	0,26	-0,09	0,10	-0,48	0,02	0,24	-0,60	-1,61	-0,27
Variation	0,13	-0,06	0,10	0,19	0,09	-0,28	-0,78	-0,79	-0,17
Etat de droit									
1996	-0,24	-0,61	0,19	-0,29	0,18	-0,33	-0,33	-0,22	-0,21
2002	-0,30	-0,84	0,33	-0,01	0,11	-0,44	-0,52	-1,33	-0,38
Variation	-0,05	-0,23	0,14	0,28	-0,07	-0,11	-0,19	-1,11	-0,17
Corruption									
1996	-0,10	-0,90	-0,09		0,21	-0,09	-0,91	-0,11	-0,28
2002	-0,05	-0,71	0,00	-0,28	-0,04	-0,20	-0,97	-1,17	-0,43
Variation	0,06	0,19	0,08		-0,25	-0,11	-0,06	-1,05	-0,16
Moyenne globale									
1996	-0,03	-0,60	0,07	0,04	-0,12	-0,26	-0,40	-0,28	-0,20
2002	0,02	-0,53	-0,01	-0,21	-0,05	-0,22	-0,57	-1,34	-0,36
Variation	0,06	0,08	-0,08	-0,24	0,08	0,04	-0,17	-1,05	-0,16

Tableau C.5 Outils de diagnostic et indicateurs liés au Climat d'investissement et à la gouvernance du secteur public		
Questions relatives au climat d'investissement	Sous-questions	Outils
Infrastructures destinées au développement du secteur privé	Données sur les services et analyse des infrastructures Qualité des infrastructures physiques	ICA ICA, WBES/BEEP, et participation du secteur privé dans les services de conseil en infrastructures
Secteur financier	Audit et comptabilité du secteur privé Accès au crédit Efficacité Sources de financement Développement du secteur et réglementation	CFAA, ROSC, WBES / BEEP DB ICA, FSAP, WBES/BEEP ICA, WBES/BEEP FSAP
Gouvernance d'entreprise	Protection des investisseurs Environnement des affaires, influence / lobbying, flux d'informations Gouvernance d'entreprise	DB WBES / BEEP ROSC
Droits de la propriété Environnement juridique et réglementaire	Enregistrement et droits de la propriété Qualité de la réglementation Poids réglementaire, intervention et obstacles au développement des affaires, à la diffusion et à l'interprétation de la réglementation Environnement juridique Utilisation de la technologie aux douanes, enregistrement des sociétés et fiscalité Création / mort d'une société, exécution des contrats Droit du travail Droits des créanciers et insolvabilité	DB, WBES / BEEP Indicateurs de gouvernance de l'Institut de la Banque mondiale WBES / BEEP, ICA, GAC-BES WBES / BEEP, ICA, GAC-BES E-Gouvernement ICA DB ROSC
Corruption, transparence et responsabilisation du secteur public	Perception de la corruption Efficacité du secteur public, qualité des agences gouvernementales Transparence fiscale Services fournis par le secteur public et rapport coût-efficacité Responsabilisation du secteur public	WBES / BEEP, GAC-BES, indicateurs de gouvernance de l'Institut de la Banque mondiale, ICA WBES / BEEP ROSC (FMI) Bulletins d'évaluation des citoyens / communautés CFAA, Indicateurs de gouvernance de l'Institut de la Banque mondiale
Stabilité politique, ordre public	Stabilité macroéconomique et politique et ordre public Prévisibilité des politiques publiques	GAC-BES, ICA, indicateurs de gouvernance de l'Institut de la Banque mondiale

CFAA – Evaluation de la responsabilisation financière des pays

DB – Doing Business Survey (Etude sur la conduite des affaires)

GAC-BES – Governance Anti-Corruption – Business Enterprise Survey (Etude sur la gouvernance des entreprises en matière de lutte contre la corruption)

ICA – Investment Climate Assessments (Evaluations sur le climat d'investissement)

ROSC – Rapport sur l'observation des normes et des codes

WBES / BEEP – World Business Enterprise Survey / Business Enforcement and Enterprise Performance Survey (Etude sur les entreprises mondiales / Etude sur l'exécution des affaires et la performance des entreprises)

ANNEXE D: COMMENTAIRES DE LA DIRECTION

Le Rapport annuel sur l'efficacité du développement (ARDE) de cette année examine la contribution de la Banque à la réduction de la pauvreté. Cette note relate brièvement les commentaires de la direction sur l'ARDE.

Analyse ARDE

Cette section examine certaines des analyses présentées par le Département de l'évaluation des opérations (OED) dans l'ARDE et fournit des commentaires de la direction concernant cette analyse. Dans l'ensemble, la direction trouve que l'analyse est utile dans le cadre de son travail consistant à davantage mettre l'accent sur la pauvreté dans ses travaux. Cependant, il existe des domaines dans lesquels la direction aimerait ajouter des commentaires.

Modèles d'entreprise par pays

Le rapport note que la Banque a une relativement bonne compréhension des modèles d'entreprise dans le cadre de son soutien aux pays à faibles revenus, par le biais des Stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) Il précise qu'il convient de poursuivre son action sur les modèles d'entreprises aux fins d'aider les pays à faible revenu en difficulté (LICUS) et les pays à revenu intermédiaire.

LICUS En ce qui concerne les pays LICUS, l'ARDE précise qu'il n'existe aucun consensus au sein de la Banque ou parmi ses partenaires potentiels sur les actions qu'il est nécessaire d'entreprendre, notamment dans les pays touchés par un conflit. La direction aimerait noter le leadership dont la Banque a fait preuve pour réunir des donateurs autour d'une plateforme de soutien commune. Plus particulièrement, lors du Forum au niveau senior pour l'efficacité du développement dans les pays fragiles, qui s'est tenu à Londres les 13 et 14 janvier 2005, il a été convenu qu'une série de principes visant le soutien seraient rédigés et testés sur le terrain. La Banque a joué un rôle important dans la rédaction de ces principes. Ils sont aujourd'hui disponibles et sont appliqués aux pays LICUS, notamment ceux touchés par un conflit (OCDE 2005). En outre, la Matrice des

résultats transitionnels,¹ un outil de planification que la Banque a contribué à développer, intègre des dimensions politiques, économiques, sociales et de sécurité visant la redressement des pays et permet une bonne coordination des donateurs face aux priorités consenties par le gouvernement, permet une certaine flexibilité et d'effectuer un suivi des progrès réalisés.

Pays à revenu intermédiaire La récente mise à jour de la stratégie de soutien des pays à revenu intermédiaire (Banque mondiale 2005e) établit une série d'actions, terminées ou en cours d'application, afin d'améliorer la capacité de la Banque à travailler de manière plus efficace avec ces pays. Comme l'ARDE le note, la stratégie de soutien des pays à revenu intermédiaire favorise une croissance soutenue, équitable et favorable à l'emploi, permet d'augmenter les niveaux de vie et de réduire la pauvreté. Cette mise à jour souligne que les documents sur la récente Stratégie d'aide-pays (SAP) destinée aux pays à revenu intermédiaire a personnalisé le soutien selon les circonstances des pays et a permis d'apporter une réponse plus rapide à la demande de prêts, notamment dans des pays comme El Salvador, l'Inde, le Kazakhstan, le Mexique et la Slovaquie, le tout ayant reçu un accueil favorable de la part des directeurs.

Mesurer l'impact de l'aide de la Banque sur la pauvreté

La Direction aurait noté qu'il est difficile pour toute institution de développement de vraiment mesurer son impact sur la réduction de la pauvreté dans un pays client étant donné l'ensemble des éléments qui affectent les niveaux de pauvreté. La mesure la plus importante est peut-être la suivante : Comme il a été souligné dans l'ARDE de l'an dernier (OED 2003a), la Banque a bien réussi à orienter son soutien financier vers des pays dotées de politiques meilleures dans lesquels ces ressources contribuent le plus à la croissance et à la réduction de la pauvreté. En même temps, le soutien aux pays LICUS est passé au niveau supérieur, avec pour objectif d'aider ces pays à obtenir

un consensus sur leur orientation politique et d'améliorer, avec le temps, leur politique et performance constitutionnelle et à bénéficier d'un meilleur accès au financement de l'Association de développement international et d'autres sources.

ARDE Conclusions et Implications

L'OED a tiré une série de conclusions et établi les implications sur l'avenir de la Banque à partir de ses analyses. Alors qu'il adopte entièrement l'approche à deux piliers (soutien pour une croissance soutenue et équitable, responsabilisation et investissement dans les populations les plus démunies), il souligne les différentes manières dont la mise en œuvre de la stratégie pourrait être renforcée. Cette section décrit le point de vue de la Direction concernant les observations de l'OED.

Interactions entre les deux piliers

La Direction est d'accord sur le fait que ces interactions sont importantes et méritent une plus grande importance. Pour mieux consolider ces liens, le Plan d'action pour l'infrastructure, actuellement en phase de mise en place, souligne les aspects de la croissance et de l'apport de services sociaux sans le développement de l'infrastructure (Banque mondiale 2004n). En outre, le Rapport sur le développement mondial prochain sur l'égalité et le développement va examiner ces liens de près.

Personnalisation des stratégies de la Banque et des modèles d'entreprise de la Banque

Comme il est noté ci-dessus, la Direction est d'accord et travaille à l'alignement des stratégies d'aide-pays au sein des groupes de pays ayant mis l'accent sur la pauvreté d'une manière adéquate. La Direction note que l'observation de l'OED selon laquelle les premiers SRP dans les pays à faibles revenus mettaient moins l'accent sur les questions de croissance plus larges que sur les services sociaux (bien que des services sociaux de meilleure qualité contribuent à la croissance tel que l'a souligné l'OED) ; cependant, les pays à faible revenu plus récents ont insisté pour que l'on mette plus l'accent sur la croissance soutenue dans le cadre du développement des Stratégies de réduction de la pauvreté bénéficiant de l'adhésion des pays.

Politique d'accent sur la pauvreté dans les programmes mondiaux

La Direction reconnaît qu'il est important de mettre l'accent sur la pauvreté lorsque l'on doit faire des choix concernant le soutien de la Banque aux

programmes mondiaux. La Direction a préparé un cadre stratégique pour les programmes mondiaux et les partenariats aux fins de discussion avec les Directeurs exécutifs. Ce cadre de travail met l'accent sur la dimension de la pauvreté.

Se concentrer davantage sur les résultats

La Direction est d'accord qu'il est nécessaire de se concentrer davantage sur les résultats dans ses programmes pays, y compris d'apporter son soutien aux améliorations de la gouvernance, du suivi et de l'évaluation. Le SAP pilote basé sur les résultats a commencé à avancer dans ce sens, mais cela risque de prendre encore du temps avant de pouvoir exprimer la chaîne des résultats entre ceux obtenus par la Banque et ceux des pays que la Banque soutient. Les dernières analyses du SAP pilote basé sur les résultats (Banque mondiale 2005^c) ont établi l'architecture de ces chaînes de résultats mais ils ont également mis l'accent sur les difficultés et sur l'apprentissage à mettre en place en parallèle. Les analyses diagnostiques sur la croissance menées par le Réseau de la Réduction de la pauvreté et la gestion économique et les recherches de la vice-présidence des Economies de développement ont pour but de faire en sorte que la communauté de développement comprenne mieux ces liens. Cependant, la Direction a eu quelques difficultés avec la suggestion de l'OED selon laquelle il conviendrait d'ajouter des éléments aux évaluations de la pauvreté par la Banque, notamment concernant les problèmes de croissance et de gouvernance. Ceci risque de surcharger l'outil d'évaluation de la pauvreté qui est déjà assez complexe.

Synergies entre le développement du secteur privé et la réforme du secteur public

Ces synergies sont claires et la Direction reconnaît les risques liés à une absence de coordination pour résoudre ces questions. Cependant, il n'existe aucune structure organisationnelle idéale qui permettrait d'obtenir ces synergies. La combinaison des responsabilités sous une seule unité (comme il en a été question lors de la réorganisation de 1997) comporte aussi des risques, car l'un des sujets risque d'être plus négligés au profit des autres.

Soutien à la responsabilisation et au développement humain

Les analyses indiquent que la Banque a parfois apportés son soutien à l'accroissement des dépenses

de santé et de formation sans s'attacher suffisamment à leurs répercussions réelles. Récemment, ce problème a fait l'objet d'une plus grande attention. Par exemple, le travail de la Banque dans le domaine des dépenses publiques s'attaque à trois niveaux de performance publique— la sûreté et la pérennité des dépenses budgétaires, la qualité de l'élaboration et de la répartition des budgets et l'apport de services, notamment de services sociaux. L'un des outils dont la Banque s'est servi pour soutenir de nombreux pays concernant l'apport de service est l'enquête de suivi des dépenses publiques, qui permet de déterminer si les dépenses budgétées ont bien atteint les bénéficiaires ciblées. Les SAP basées sur les résultats commencent à présenter les résultats pays que la Banque soutient et des indicateurs intermédiaires

permettant de suivre les progrès réalisés. Toutes les opérations sur la santé et l'éducation dans le programme SAP indiquent ainsi la manière dont elles soutiennent l'atteinte de ces objectifs SAP.

Conclusion

La Direction a trouvé que l'ARDE 2004 était utile pour pouvoir examiner dans quelles mesures le soutien de la Banque met l'accent sur la pauvreté. Comme dans les années antérieures, il s'agit d'éléments importants et opportuns qui viennent enrichir le travail que la Direction mène en matière de stratégie et de politique, de processus budgétaire et pour mettre davantage l'accent sur les résultats de la Banque.

 APPENDIX E : RÉSUMÉ DU PRÉSIDENT : COMITÉ SUR L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT (CODE)

Le 27 avril 2005, le Comité sur l'efficacité du développement (CODE) s'est réuni pour discuter du Rapport annuel sur l'efficacité du développement 2004—Contributions de la Banque mondiale à la réduction de la pauvreté (ARDE) préparé par l'OED.

Réduction de la pauvreté et croissance Les membres étaient d'accord sur le fait que le rapport accorde une certaine importance à l'approche holistique de la réduction de la pauvreté, en incluant les secteurs sociaux et productifs ainsi que la croissance. Ils ont noté que les liens entre les interventions spécifiques et les résultats sur la pauvreté doivent être mieux formulés et plus mesurables. L'un des membres a insisté sur le besoin d'une orientation claire des politiques concernant la manière de maintenir un équilibre entre les prêts de la Banque visant le développement social et l'infrastructure physique. La direction était d'accord sur l'importance de la croissance dans le développement et a noté que l'on reconnaissait depuis longtemps le caractère essentiel des objectifs de croissance dans les régions, s'accompagnant d'une série croissante de travaux analytiques visant à soutenir ces objectifs, ainsi que la forte demande des clients dans ce domaine. Plusieurs intervenants avaient le sentiment que le rapport aurait pu être plus spécifique au niveau des recommandations sur la manière de maximiser l'impact de la réduction de la pauvreté, et l'un des membres a précisé que son message principal aurait pu être plus clair car ce dernier avait compris que la Banque était sur la bonne voie et que seules quelques améliorations étaient nécessaires. L'OED a répondu que le message principal était que la Banque avait bien réussi à redéfinir sa mission, à développer sa stratégie et les instruments obligatoires à un niveau d'entreprise qui convient, et qu'il restait encore du travail pour établir un lien entre les interventions particulières au niveau pays et les objectifs stratégiques plus larges de réduction de la pauvreté.

Intervention sur le développement social et travail analytique Les membres se sont entendus sur la conclusion du rapport concernant le besoin de démontrer plus clairement l'impact de l'apport de services sociaux et de l'assistance au développement social sur la réduction de la pauvreté. En ce qui concerne la conclusion de l'OED selon laquelle les efforts de la Banque ont porté leurs fruits seulement dans les pays où le pouvoir exécutif, législatif et la bureaucratie travaillent ensemble dans un but commun, l'un des membres a remis en question la capacité de la Banque et de l'OED à formuler un jugement de valeur à cet égard. L'un des intervenants a exprimé ses inquiétudes concernant les contraintes financières afférentes aux coûts récurrents qui risquent d'entraver toute viabilité lorsque le financement de la Banque disparaîtra. La Direction a noté que les nouvelles politiques concernant le financement récurrent permettraient de mettre l'accent d'une manière plus appropriée sur le problème de la viabilité à l'échelle des projets. L'un des intervenants d'ajouter que la croissance des dépenses ne peut pas être mise en équation avec la réduction de la pauvreté et a souligné le besoin d'un assortiment bien défini de mesures et de placements visant le renforcement des capacités dans ce domaine. Ils ont exprimé leur soutien pour ces instruments conçus pour que certains pays les utilisent afin d'analyser l'impact en terme de distribution des réformes politiques sur les pauvres (AIPS) et ont fortement préconisé d'élargir leur champs d'action et d'améliorer leur caractère opportun. L'un des membres a remarqué que les évaluations de la Banque sur la pauvreté devraient davantage mettre l'accent sur les liens avec la croissance économique, sans nécessairement surcharger l'instrument qui est déjà très complexe. La Direction a manifesté son accord concernant l'utilité des AIPS en tant qu'instruments, mais a émis quelques avertissements concernant leur expansion ultérieure compte tenu des contraintes budgétaires possibles du côté de la Banque.

et des problèmes d'adhésion des clients. L'OED a expliqué que le rapport ne précisait en aucun cas que les évaluations sur la pauvreté devaient être élargies pour inclure des secteurs productifs et la gouvernance, mais suggérait une amélioration des liens entre les deux piliers dans le contexte global des études analytiques (par ex. : les mémorandums économiques sur les pays).

Modèles d'entreprise par pays Plusieurs membres ont souligné les conclusions de l'ARDE concernant le besoin de mieux aligner les modèles d'entreprise par pays, y compris ceux pour les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu en difficulté, tout en gardant l'objectif de réduction de la pauvreté. Des membres ont noté que même si la Banque avait besoin d'un certain niveau de souplesse pour répondre aux divers besoins des pays clients (notamment ceux à revenus intermédiaires), il convenait aussi de ne pas oublier l'impact de ses interventions sur la croissance et la réduction de la pauvreté. Plusieurs membres ont insisté sur le fait qu'il n'existait pas de cadre politique unique ou de série de politiques uniforme qui pourrait s'appliquer de manière universelle, et a souligné le besoin de créer des mesures de réduction de la pauvreté personnalisées selon les contextes particuliers à chaque pays et en tenant mieux compte de l'expérience au sein de chaque pays. L'un des intervenants a précisé que le modèle d'entreprise de la Banque devrait accorder la priorité aux pays clients les plus pauvres comme les pays à faible revenu en difficulté et les pays touchés par un conflit. Plusieurs intervenants ont noté qu'il restait des problèmes à résoudre en ce qui concerne la performance des environnements à risques élevés, et en particulier les pays LICUS, comme l'allocation des prêts et la transparence des décisions de prêts, la répartition des coûts administratifs entre les régions, etc. La direction a noté que le record de sous-performance des pays LICUS n'est pas le reflet d'une croissance des prêts dans ces pays. La direction a ajouté qu'il existe une contradiction potentielle entre la demande d'une prise de risque plus importante simultanément à une

croissance de la performance. L'OED a précisé que les maigres résultats dans les environnements à risque n'impliquent par forcément que la Banque a enregistré une médiocre performance.

Programmes mondiaux L'un des membres a noté qu'il attendait une clarification sur l'approche de la Banque concernant les programmes mondiaux dans le contexte d'un cadre stratégique (actuellement en cours de préparation), y compris leur relation avec la pauvreté et leur interaction avec les autres Banques multilatérales de développement.

Gouvernance et synergies avec les objectifs du secteur privé Certains intervenants ont souligné que la gouvernance pouvait jouer un rôle important pour améliorer l'impact du développement tout en constituant un élément crucial de la répartition basée sur la performance, et ils ont vivement conseillé de s'inspirer des leçons de l'OED afin que la Banque ait une meilleure approche pour gérer et suivre les questions de gouvernance. La Direction a convenu du fait que la gouvernance restait un problème important que l'on doit maîtriser, mais qu'étant donné son extrême complexité, a souligné le besoin d'aborder le problème avec une vision sur le long terme plutôt que de rechercher des solutions rapides et fragiles. L'OED a ajouté que les problèmes de gouvernance méritaient que l'on s'y attarde plus attentivement et a souligné le besoin de davantage mettre l'accent sur les contraintes spécifiques à chaque pays afin de réduire la pauvreté et améliorer la croissance dans ce domaine. Certains intervenants ont noté que malgré son importance, une bonne gouvernance n'est ni suffisante ni conditionnelle pour assurer une croissance économique soutenue et une rapide réduction de la pauvreté. Des membres ont recommandé une synergie entre les objectifs de développement du secteur public et ceux du secteur privé, y compris ceux avec la Société financière internationale.

Pietro Veglio, Président par interim

NOTES

Chapitre 1

1. Cette stratégie a été formalisée dans la Directive opérationnelle 4.15 sur la réduction de la pauvreté (décembre 1991) d'après le Rapport sur le développement dans le monde de 1990 sur la *Pauvreté* et le rapport de la Banque mondiale 1991b *Assistance Strategies to Reduce Poverty*. Elle est devenue connue de manière informelle au sein de la Banque sous le nom de stratégie « two-and-a-half leg » (illustrant deux piliers : la croissance à forte intensité de main d'œuvre et le capital humain ; ainsi qu'une béquille : les systèmes de protection sociale).

2. Banque mondiale 2001a, p. 7 ; 2001b, pp. 7–8. Lorsque la Banque a mis à jour sa stratégie de réduction de la pauvreté en août 2004 en remplaçant la Directive opérationnelle 4.15 (Décembre 1991) par la Politique opérationnelle 1.00, cette dernière s'articulait autour de trois thèmes principaux dans le Rapport sur le développement dans le monde de 2000/2001 : opportunités, responsabilisation et sécurité. Toutefois, la plupart des autres manifestes stratégiques de la Banque après 2001, comme le cadre conceptuel de la Conférence sur l'amélioration de la réduction de la pauvreté (Scaling Up Poverty Reduction) tenue à Shanghai en mai 2004 et les Rapports de développement mondial de 2004 et 2005, sont axés autour des deux piliers de la croissance durable et de la responsabilisation.

3. L'OED évalue les résultats produits par l'aide de la Banque et la contribution de la Banque à ces résultats à l'échelle du projet, du secteur, du thème, du pays et des entreprises. Il emploie à cet effet une approche basée sur les objectifs qui mesure les résultats des interventions de développement à l'aune de leurs objectifs exprimés. Cette méthode d'évaluation permet de promouvoir la responsabilisation en se concentrant sur la mesure dans laquelle les objectifs ont été atteints. Elle favorise par ailleurs l'efficacité en établissant le lien entre le recours à des ressources rares et l'accomplissement de résultats spécifiques. Enfin, elle facilite la comparaison en appliquant un système de mesure métrique commun au vaste éventail de secteurs et de pays auxquels la Banque mondiale fournit des financements. A mesure que le temps avance ou lorsque l'attention passe d'une échelle ciblée (projet) à une échelle globale (pays),

il devient de plus en plus difficile d'attribuer des résultats de développement particuliers aux interventions de la Banque sur des projets.

4. L'année 1990 a été choisie comme année de référence car le Rapport sur le développement dans le monde de la pauvreté a été publié cette année là et parce que les ODM sont évalués par référence aux étalons de mesure de 1990.

Chapitre 2

1. Le nombre de pays pouvant, selon les prévisions, espérer un allègement de leur dette est passé à 36 dans l'Initiative PPTE renforcée (contre 29 dans l'Initiative PPTE d'origine en 1996).

2. Par exemple : domaines liés à la macroéconomie comme les politiques fiscales et salariales et la gestion des taux de change, ainsi que le rôle du secteur privé, des échanges, des politiques de prix et de la privatisation.

3. L'expansion des objectifs de l'initiative PPTE à la réduction de la pauvreté est principalement le fruit de pressions politiques exercées par des organisations de défense non gouvernementales (ONG) regroupées sous l'étendard de la campagne Jubilé 2000 et qui ont réussi à influencer les créditeurs des capitaux de l'Organisation pour la coopération et le développement économique afin de renforcer le lien entre l'allègement de la dette et la réduction de la pauvreté (OED 2003b). L'influence des ONG et le fait que les Etats débiteurs n'aient pas compté parmi les principaux moteurs derrière le lien avec la réduction de la pauvreté permettent d'expliquer comment l'Initiative PPTE renforcée en est arrivée à se concentrer presque exclusivement sur une approche particulière de la réduction de la pauvreté.

4. Le Fonds d'aide aux pays sortant d'un conflit a vu le jour en juillet 1997 afin de positionner la Banque dans un engagement constructif dans les zones touchées par les conflits.

5. L'engagement annuel moyen par habitant envers les pays de l'IDA entre les exercices 2000 et 2002 était de 5,70 USD.

6. Les priorités de la Banque concernant les biens collectifs sont les maladies transmissibles, l'environnement collectif, l'information et le savoir, le commerce et l'intégration ainsi que l'architecture

financière internationale.

7. La *Rétrospective SAP* a employé les critères suivants afin d'évaluer la part des SAP consacrée à la pauvreté (Banque mondiale 2003a) : La SAP répond-elle à des diagnostics de pauvreté existants et adéquats pour le pays ? S'il existe un décalage, la SAP propose-t-elle des mesures visant à y remédier ? La SAP décrit-elle et évalue-t-elle la stratégie de réduction de la pauvreté du pays et ses objectifs ? La SAP explique-t-elle comment la stratégie d'aide proposée par la Banque contribue à la stratégie de réduction de la pauvreté du pays ? La SAP comprend-elle des indicateurs qu'il est possible de suivre pour juger les actions de la Banque ? Aborde-t-elle la pertinence des modes de suivi existants et propose-t-elle des mesures visant à mettre en place un système de suivi adéquat s'il n'en existe aucun ? Le processus de préparation de la SAP s'appuyait-il sur la consultation de nombreuses parties prenantes au-delà des représentants du gouvernement national ?

8. Par ailleurs, les directives précisent que la SAP doit s'appuyer sur un diagnostic sain de la pauvreté englobant les obstacles et les mesures nécessaires à sa réduction, la corrélation entre la pauvreté et la croissance ainsi qu'une évaluation de la capacité du pays à mesurer les indicateurs de pauvreté. Le programme lui-même devrait soutenir la stratégie de réduction de la pauvreté du pays (Banque mondiale 2004d).

9. En 2004, la Banque a apporté une modification majeure à ses instruments de prêt d'ajustement, les regroupant et leur attribuant, dans la Politique opérationnelle 8.60 révisée sur les Prêts à l'appui des politiques de développement, la nouvelle dénomination unique d'instrument de prêt à l'appui des politiques de développement. L'innovation a été influencée par les enseignements tirés des échecs passés essayés par les prêts d'ajustement. Elle avait été conçue pour soutenir les principes de l'engagement de la Banque visés dans le Cadre de développement global (Comprehensive Development Framework) et le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté. La nouvelle politique opérationnelle s'est appuyée sur les résultats de l'Initiative d'Examen participatif des ajustements structurels (SAPRI), de l'Examen des industries d'extraction et sur la consultation des gouvernements, ONG et d'autres acteurs.

10. Outre le développement rural et urbain et l'environnement, cette méthode particulière d'association de deux piliers avec les 11 thèmes de la Banque ne permet pas d'appréhender correctement le rôle des infrastructures dans la promotion de la croissance économique et de la prestation de services.

11. Le taux de croissance exceptionnellement élevé des prêts à l'appui du développement humain s'explique en partie par le fort volume des prêts en

2003, pour un total de 3,37 milliards de dollars US (soit 18 pour cent du total des nouveaux engagements), une situation quelque peu exceptionnelle.

12. Outre ces secteurs, qui représentent 75 pour cent de l'analyse menée sur l'impact social et sur la pauvreté, cette analyse a porté sur les secteurs sociaux, la réforme agricole, l'industrie et les infrastructures.

Chapitre 3

1. Y compris les 19 CAE achevées depuis l'exercice 2002 (inclus) et pour lesquelles au moins deux études auprès des ménages ont été menées au niveau national pour mesurer l'incidence de la pauvreté depuis 1990, ainsi que 2 CAE (Inde et Maroc) achevées au cours de l'exercice 2001 afin d'inclure au moins un pays d'Asie du sud et un troisième pays (outre la Jordanie et la Tunisie) de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. L'OED sélectionne les pays faisant l'objet d'une CAE sur la base de plusieurs critères, le premier étant la date prévue de la prochaine Stratégie d'aide-pays (SAP) de la Banque afin que la CAE puisse fournir des informations utiles à la préparation de la SAP. Les autres critères retenus par l'OED sont l'équilibre régional, l'existence ou non d'une CAE pour un pays donné et le potentiel de collaboration avec d'autres institutions financières internationales dans le cadre de leur préparation. Si cet échantillon de 21 Etats ayant fait l'objet d'une CAE n'est ni représentatif ni pris au hasard, il englobe 5 grands pays (Chine, Brésil, Inde, Russie et Vietnam), 6 pays moyens (Chili, Guatemala, Maroc, Pérou, Zambie et Zimbabwe) et 11 pays de moins de 10 millions d'habitants (Arménie, Bulgarie, Croatie, République dominicaine, Jordanie, Lesotho, Lituanie, Mongolie, Moldavie et Tunisie).

2. Ces sept pays présentaient une croissance économique et une réduction de la pauvreté similaires entre 1990 et 2003, leur évolution différant largement des 14 autres Etats de l'échantillon. Ce regroupement perdra peut-être sa pertinence à compter de 2004.

3. L'OED note les résultats des programmes d'aide-pays de la Banque en évaluant la mesure dans laquelle les principaux objectifs stratégiques des programmes d'aide ont été jugés pertinents et ont été atteints, sans qu'aucune insuffisance n'ait été enregistrée. La contribution de la Banque au résultat de son programme d'aide ne représente qu'une facette de l'évaluation puisque le résultat global du programme d'aide est déterminé par l'action conjuguée de quatre facteurs : (1) le client, (2) la Banque, (3) les partenaires et les parties prenantes et (4) les forces exogènes telles que les phénomènes naturels et les crises économiques internationales. Afin de vérifier les composantes subjectives de l'évaluation, l'OED examine les programmes d'aide de chaque pays à travers trois dimensions : (1) une dimension concernant les produits et services et reposant sur une analyse ascendante des principaux prêts destinés aux

intrants du programme, des activités d'analyse et de conseil et de la coordination de l'aide ; (2) une dimension concernant l'impact du développement et comprenant une analyse descendante des principaux objectifs du programme en termes de pertinence, d'efficacité, de résultat, de durabilité et l'impact institutionnel ; et (3) une dimension d'attribution dans laquelle l'évaluateur attribue la responsabilité portée par chacune des quatre catégories d'acteurs précitées dans le résultat du programme.

4. La région d'Europe et d'Asie centrale estime que la Banque était fondée à ne pas considérer la pauvreté comme un problème central lorsque ces pays ont amorcé leur transition économique, au vu des autres priorités que revêtait le traitement de la crise. Il était généralement estimé que toute augmentation de la pauvreté ne serait que transitoire et que la croissance s'installerait rapidement et réduirait promptement l'incidence de la pauvreté. La protection des retraités des plus âgés et la sauvegarde des mesures de protection sociale des populations touchées par les licenciements étaient considérées comme les meilleurs traitements de la pauvreté (Banque mondiale 2004k, p. 70).

5. En Chine, les répartitions globales de prêts à travers les provinces ont affiché une nature régressive durant la majeure partie de la dernière décennie, s'inscrivant ainsi en opposition à l'objectif exprès de ciblage. Les prêts de la Banque par habitant affichaient une corrélation notable et positive avec le revenu par habitant des provinces entre 1993 et 1997 et une corrélation toujours positive, mais cette fois non significative entre 1997 et 2002 (OED 2004g, p. 37).

6. La Banque a fourni un prêt de soutien aux réformes politiques vers la fin de la décennie 1990 afin de récompenser l'évolution du pays vers un système politique plus ouvert. Cependant, le prêt n'était pas assez ciblé pour avoir un impact majeur sur les domaines dans lesquels des réformes étaient jugées indispensables par les conclusions de la stratégie pays. De nombreuses actions menées avant l'approbation du Conseil n'ont constitué que des étapes préalables, parfois sous la forme d'études ou de plans, et bien d'autres n'ont affiché aucun résultat concret (OED 2001c, p. 13).

7. Comme mentionné à la note 4, la région d'Europe et d'Asie centrale s'attendait à ce que toute augmentation de la pauvreté au début des années 1990 ne présente qu'un caractère transitoire et qu'il aurait été déplacé d'accorder une importance particulière à la réduction de la pauvreté à cette époque au vu des autres priorités.

Chapitre 4

1. La stratégie 2001 de la Banque, et donc cette évaluation, utilise l'expression « climat

d'investissement » dans un sens large qui englobe non seulement l'amélioration du climat des affaires mais aussi la privatisation et la restructuration des entreprises, les services d'infrastructures destinés au développement du secteur privé et la réforme du secteur financier. La contribution des services d'infrastructures au climat d'investissement porte à la fois sur les investissements publics et privés. Elle ne se contente donc pas de mobiliser la participation du secteur privé mais utilise de manière complémentaire les ressources publiques et privées en infrastructures. La fourniture d'infrastructures peut aussi considérablement contribuer à la prestation de services aux populations démunies — ce qui correspond au second pilier de la stratégie de réduction de la pauvreté de la Banque et qui fait le sujet du chapitre suivant.

2. L'augmentation des prêts destinés aux projets d'infrastructures n'apparaît pas aussi considérable lorsqu'elle est mesurée sur une base sectorielle. Les nouveaux engagements portant sur les quatre secteurs d'infrastructures (information et communications ; énergie et exploitation minière ; transports ; et eau, assainissement et protection contre les inondations) ont enregistré une progression annuelle de 3,3 pour cent entre 2000 et 2004.

3. Ces moyennes de résultat ne peuvent être rapprochées de celles indiquées à l'Annexe 1 car elles concernent des périodes différentes (1993-2003 contre 1990-2004) et parce qu'elles sont dérivées de l'examen détaillé des portefeuilles d'actions sur le climat d'investissement et de la réforme du secteur financier mené lors des deux dernières études de l'OED (OED 2005d, e).

4. L'amélioration des résultats peut aussi être attribuable à des facteurs propres à l'emprunteur comme l'existence de contreparties spécialisées issues de banques centrales ou de ministères des finances et qui peuvent prêter davantage d'attention aux problèmes du secteur financier dans des situations dans lesquelles les réformes couvrent plusieurs secteurs et ministères.

Chapitre 5

1. La série de rapports *Voices of the Poor* (Banque mondiale, 1999 a-c) est une initiative de recherche participative lancée par la Banque mondiale en 1999 afin de retracer les défis et les aspirations des populations démunies à travers le monde. L'étude *Voices of the Poor* a vu le jour dans l'objectif immédiat d'aider à la préparation du *Rapport sur le développement dans le monde 2000/01*. Les conclusions de la recherche ont été publiées en trois volets d'une même série : *Can Anyone Hear Us*, *Crying Out for Change*, *From Many Lands*, et illustrent le caractère multidimensionnel et la complexité de la pauvreté en soulignant entre autres l'impossibilité

d'exprimer son opinion, l'impuissance, l'insécurité et l'humiliation.

2. Données de la Banque mondiale — analyse des prêts par secteur.

3. Par exemple, selon le *Rapport de Suivi Mondial* 2004 de la Banque, le montant de l'aide supplémentaire nécessaire pour soutenir une avancée adéquate vers les ODM est estimé à environ 50 milliards de dollars US par an.

4. Les cinq pays d'Europe de l'Est sont l'Albanie, la Croatie, l'Estonie, la Hongrie et la Roumanie.

5. Les engagements de prêt destinés aux thèmes du développement social, selon la ventilation thématique de la Banque (prévention des conflits, populations autochtones, participation / engagement civique, analyse / suivi social), se sont élevés à 13 milliards de dollars US entre 1990 et 2002. L'examen des fonds sociaux par l'OED a révélé que les prêts de la Banque à l'appui des fonds sociaux élevaient à 3,5 milliards de dollars US en mai 2001, tandis que l'examen du développement communautaire de l'OED (*à paraître*) estime que l'engagement destiné au développement communautaire atteignait 4 milliards de dollars US à la fin de l'exercice 2003.

6. Cet examen est une meta-évaluation portant sur 10 évaluations de l'OED qui abordent les thèmes de développement social suivants : sexe social, reconstruction des pays sortant d'un conflit, organisations non gouvernementales, participation, gestion de l'eau en milieu rural, réinstallations, patrimoine culturel, développement piloté par les communautés dans le Sahel et secteur forestier.

7. L'examen de l'OED sur le développement social s'est appuyé sur les toutes dernières SAP de 109 pays pour obtenir des informations sur l'évaluation de la Banque et des emprunteurs des besoins en développement social. En moyenne, chaque SAP mentionnait 2,7 thèmes de développement social. Les thèmes de développement social fréquemment mentionnés dans les SAP étaient *la participation* (74 pour cent), *le sexe social* (67 pour cent), *les ONG / la société civile* (55 pour cent), *le développement piloté par les communautés* (19 pour cent), et *la culture* (13 pour cent).

8. Données basées sur la ventilation thématique opérée par la Banque mondiale sur le thème du développement social (prévention des conflits, sexe social, populations autochtones, participation / engagement civique, analyse / suivi social).

Annexe A

1. Les données de la présente Annexe comprennent les évaluations de projets menées jusqu'au 15 février 2005. Quatre projets évalués, qui ont quitté le portefeuille de projets actifs de la Banque au cours de l'exercice 2005, ont été exclus de l'analyse de tendance

étant donné qu'ils ne couvraient qu'une période très restreinte de cet exercice.

2. La Banque établit un **Rapport de fin d'exécution (RFE)** pour chaque opération de prêt qu'elle finance. Le RFE est préparé au terme du projet par l'équipe du bureau régional compétent (dans les six mois suivant le dernier décaissement effectué au titre du prêt de la Banque). Il évalue les points suivants : (a) la mesure dans laquelle le projet a atteint les objectifs et résultats de développement énoncés dans sa documentation ; (b) les autres résultats et impacts notables ; (c) les perspectives de pérennité du projet et (d) la performance de la Banque et de l'emprunteur, y compris le respect des politiques de protection et d'affaires concernées de la Banque. Il fournit par ailleurs les données et l'analyse qui sous-tendent ces évaluations et identifie les enseignements tirés de la mise en œuvre.

L'emprunteur prépare son propre rapport d'évaluation sur l'exécution et l'impact initial du projet, son coût et ses avantages, la performance de la Banque et sa propre performance et la mesure dans laquelle les objectifs du prêt ont été atteints. Il transmet ensuite ce rapport à la Banque qui le joint sans aucune modification au RFE. Une fois transmis au Conseil des Administrateurs, chaque RFE est évalué par l'OED, qui valide ou ajuste les notations sur la base des informations présentées dans le RFE et d'autres documents opérationnels. L'OED établit une synthèse de ses conclusions dans un **Examen de RFE (auparavant appelé « Synthèse d'évaluation »)**. Cet examen comporte les notations de l'OED et les commentaires sur les enseignements à tirer de la qualité du RFE et suggère ou non d'établir un **Rapport d'appréciation de performance de projet (PPAR)** pour ce projet. Les équipes régionales de la Banque ont la possibilité de revoir cette synthèse avant sa finalisation.

PPAR - Le Rapport d'appréciation de performance de projet a pour objet de valider les conclusions et de compléter les informations contenues dans le RFE ainsi que d'examiner les questions et les enseignements pouvant trouver une application à grande échelle. Certains PPAR ont pour but de servir de fondement à de vastes études sectorielles ou à des Évaluations d'aide-pays. Ils fournissent une vérification indépendante à posteriori et de terrain de la mise en œuvre et des résultats d'un projet. Ils exposent la vision de l'emprunteur ainsi que des principales parties prenantes tout en analysant l'opération dans son contexte sectoriel et national. L'équipe opérationnelle et les représentants de l'emprunteur ont la possibilité de faire part de leurs commentaires sur l'avant-projet de rapport. Le rapport final est transmis au Conseil de la Banque puis largement diffusé au sein de la Banque et auprès de

pays emprunteur.

3. Quatre projets ont fait l'objet à la fois d'un Examen de RFE et d'un PPAR, ces deux documents ayant été achevés au cours de la période.

4. L'OED mesure les résultats sur la base de trois facteurs : pertinence, efficacité et efficience. La pertinence mesure l'impact escompté de la conception d'un projet sur le développement en jugeant la pertinence continue des objectifs d'un projet. L'efficacité se réfère à la mesure dans laquelle chaque objectif a été atteint ou sera atteint selon les estimations. L'efficience désigne le rapport coût-efficacité d'un projet sur la base, principalement, des meilleures pratiques et, le cas échéant, des indicateurs disponibles à l'échelon sectoriel. En combinant ces trois facteurs, le résultat global est jugé sur une échelle de 6 notations allant de très satisfaisant à très insatisfaisant.

5. Cette couverture partielle est indiquée par des pointillés dans tous les graphiques de cette annexe. Les prêts comprennent les financements de la BIRD / IDA, du FEM, du Protocole de Montréal et les Dons de financement spéciaux.

6. La mesure de **pérennité** de l'OED évalue la capacité de résistance aux risques des évolutions positives au fil du temps en répondant aux questions suivantes : Quelles est la capacité de résistance aux risques des futurs effets positifs au moment de l'évaluation ? Quelle est la sensibilité de l'intervention aux changements de l'environnement opérationnel ? L'intervention continuera-t-elle de produire des effets positifs aussi longtemps que voulu, voire plus longtemps ? Comment l'intervention résistera-t-elle aux chocs et aux changements de circonstances ?

7. La mesure de **l'impact sur le développement institutionnel** de l'OED évalue la mesure dans laquelle une intervention améliore la capacité d'une région ou d'un pays à utiliser ses ressources humaines, financières et naturelles d'une façon plus efficace, plus équitable et plus durable. Ces améliorations peuvent être le résultat de changements de valeurs, d'habitudes, de législation et de réglementation et des

mandats organisationnels. La responsabilisation, une bonne gouvernance, l'Etat de droit et la participation de la société civile ainsi que du secteur privé sont des caractéristiques cruciales d'un environnement institutionnel efficace.

8. L'analyse exclut les comités sectoriels des technologies mondiales de l'information et de la communication, de la réduction de la pauvreté et du développement social car l'OED n'a évalué que très peu de projets gérés par ces comités.

9. Ces opérations ont quitté le portefeuille de la Banque au cours de la période 2000-04 (exercice partiel) et ont représenté 9,0 milliards de dollars US de décaissements, 8,1 pour cent de l'ensemble des projets et 9,8 pour cent de l'ensemble des décaissements des projets sortants de cette même période.

10. Les PRSC (Crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté) sont exclus de l'analyse car l'OED n'a évalué que 5 projets depuis l'exercice 2000.

Annexe B

1. Données téléchargées depuis PovcalNet <<http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/jsp/index.jsp>>. Il s'agit d'un outil de calcul interactif du Groupe de recherche sur le développement (DECRG) qui permet aux chercheurs d'estimer l'ampleur de la pauvreté dans les pays pour lesquels il existe des études fiables menées auprès des ménages. Il permet aussi de calculer diverses mesures de la pauvreté en se basant sur une variété d'hypothèses. Enfin, cet outil permet également d'assembler les estimations en sélectionnant les regroupements de pays alternatifs de son choix.

2. Voir Chen et Ravallion (2001 et 2004) pour de plus amples informations sur les données et la méthodologie.

Annexe D

1. Disponible sur le site web externe de la Banque mondiale :

<http://www.oecd.org/dataoecd/29/18/34245/39.pdf>

RÉFÉRENCES

- Acemoglu, Daron, et James Robinson. 2000. "Political losers as a barrier to economic development." *American Economic Review*, Mai : 126-130.
- Acemoglu, Daron, Simon Johnson, et James Robinson. 2004. "Institutions as the Fundamental Cause of Long-Run Growth." Document de travail du NBER N°10481. Cambridge, MA.
- . 2001. "The colonial origins of comparative development : an empirical investigation." *American Economic Review* 91(5) : 1369-1401.
- Adams, Richard, Jr. 2004. "Economic growth, inequality and poverty : Estimating the growth elasticity of poverty." *World Development* 32(12) : 1989-2014.
- Asesina, Alberto, et Allan Drazen. 1991. "Why are stabilizations delayed?" *American Economic Review*, Décembre : 1170-88.
- Atkinson, Anthony, et Francois Bourguignon. 1999. "Poverty and Inclusion from a World Perspective." Document préparé pour la Conférence ABCDE Europe de la Banque mondiale à Paris.
- Bourguignon, Francois. A paraître. "The Poverty-Growth-Inequality Triangle : With Some Reflections on Egypt." Egyptian Centre for Economic Studies. Cairo.
- . 2004. "The growth elasticity of poverty reduction : Explaining heterogeneity across countries and time periods." In Theo Eicher et Stephen Turnovsky, eds., *Inequality and Growth*. Cambridge, MA : MIT Press.
- Burnside, Craig, et David Dollar. 2000. "Aid, policies, and growth." *American Economic Review* 90(3) : 847-68.
- Chen, Shaohua, et Martin Ravallion. 2004. "How have the world's poorest fared since the early 1980s?" *The World Bank Research Observer* 19(2).
- . 2001. "How did the world's poorest fare in the 1990s?" *Review of Income and Wealth* 47(3).
- Chong, Alberto, et Cesar Calderon. 2000a. "Institutional quality and income distribution." *Economic Development and Cultural Change* 48(4) : 761-86.
- . 2000b. "Institutional quality and poverty measures in a cross-section of countries." *Economics of Governance* 1(2) : 23-135.
- Dollar, David, et Aart Kray. 2002. "Growth is good for the poor." *Journal of Economic Growth* 7(3) : 195-225.
- Glaesser, Edgard, Rafael La Porta, Florencio Lopez-de-Silanes, et Andrei Shleifer. 2004. "Do institutions cause growth?" *Journal of Economic Growth* 9(3) : 273-303.
- Gupta, Davoodi, et Alonso-Terme Rosa. 1998. "Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty?" Document de travail du Fonds monétaire international WP/98/76. Washington, D.C.
- Halac, Marina, et Sergio Schumler. 2003. "Distributional Effects of Crises : The Role of Financial Transfers." World Bank Policy Research Paper 3173. Washington, D.C.
- Hausmann, Ricardo, Lant Pritchett, et Dani Rodrik. 2004. "Growth Accelerations." Document de travail du NBER N°10566. Cambridge, MA.
- IEO (Independent Evaluation Office, IMF). 2004. *Evaluation of the IMF's Role in Poverty Reduction Strategy Papers and the Poverty Reduction and Growth Facility*. Washington, D.C. : Fonds monétaire international.
- Jain, Arvind. 2001. "Corruption : A Review." *Journal of Economic Surveys* 15(1) : 71-116.

- Johnson, Simon, Peter Boone, Alasdair Breach, et Eric Friedman. 2000. "Corporate governance in the Asian financial crisis." *Journal of Financial Economics* 58(1-2) : 141-86.
- Kaufmann, Daniel, et Aart Kraay. 2002. "Governance Indicators, Aid Allocation, and the Millennium Challenge Account." World Bank Working Paper. Washington, D.C.
- Kaufmann, Daniel, Aart Kraay, and Mastruzzi Massimo. 2002. "Governance Matters III : Governance Indicators for 1996-2002." Document de travail de la Banque mondiale, Washington, D.C.
- Kessides, Ioannis N. 2004. *Reforming Infrastructure : Privatization, Regulation, and Competition*. Washington, D.C. : World Bank and Oxford University Press.
- Kiguel, Miguel. 2004. "Financial Crises and the World Bank's Response," Document de référence du rapport *OED Review of Bank Assistance in Financial Sector Reform*. Washington, D.C.
- Levine, Ross. A paraître. "Finance and growth : theory and evidence." In *Handbook of Economic Growth*. Amsterdam, Boston : Elsevier.
- Mauro, Paolo. 1995. "Corruption and Growth." *Quarterly Journal of Economics* 110(3) : 681-712.
- Nellis, John. 2003. "Privatization in Latin America." Center for Global Development Working Paper 31. Washington, D.C.
- North, Douglass. 1994. "Economic performance through time." *American Economic Review* 84(2) : 359-68.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) 2005. Principles of Good International Engagement in Fragile States. Paris.
- OED (Operations Evaluation Department, World Bank). 2005a. *China Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2005b. *Country Assistance Evaluation (CAE) Retrospective : OED Self-Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2005c. *Evaluation of the World Bank's Support for Community Development (CD)*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2005d. *Improving Investment Climates : An Evaluation of WorldBank Group Assistance*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2005e. *OED Review of Bank Assistance in Financial Sector Reform*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2005f. *OED Review of Bank Lending for Lines of Credit*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2005g. *World Bank Support for Capacity Building in Africa*. Washington D.C. : Banque mondiale.
- . 2004a. *2004 OED Annual Report on Operations Evaluation*. Washington, D.C.
- . 2004b. *Addressing the Challenges of Globalization : An Independent Evaluation of the World Bank's Approach to Global Programs*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2004c. *Armenia Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2004d. *Books, Buildings, and Learning Outcomes : An Impact Evaluation of World Bank Support to Basic Education in Ghana*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2004e. *Bosnia and Herzegovina : Post-Conflict Reconstruction and the Transition to a Market Economy. An OED Evaluation of World Bank Support*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2004f. *Brazil Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2004g. *Croatia Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2004h. "The Consultative Group to Assist the Poor." Background Paper for *Addressing the Challenges of Globalization : An Independent Evaluation of the World Bank's Approach to Global Programs*. Washington D.C.
- . 2004i. "Evaluation of World Bank Support to Low-Income Countries Under Stress (LICUS) : An Approach Paper." Washington, D.C.
- . 2004j. *Economies in Transition : An OED Evaluation of World Bank Assistance*. Washington D.C. : Banque mondiale.

- . 2004k. "India Uttar Pradesh Sodic Lands Reclamation Project." Performance Audit Report. Washington, D.C.
- . 2004l. *Jordan Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2004m. *Lithuania Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . Banque mondiale. 2004n. "Infrastructure Development-Update on the Implementation of the World Bank's Action Plan." Washington, D.C.
- . 2004o. *Moldova Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2004p. *Mongolia Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2004q. *An OED Review of Social Development in Bank Activities*. Washington D.C. : Banque mondiale.
- . 2004r. "The Post-Conflict Fund." Background Paper for *Addressing the Challenges of Globalization : An Independent Evaluation of the World Bank's Approach to Global Programs*. Washington D.C.
- . 2004s. *The Poverty Reduction Strategy Initiative : An Independent Evaluation of the World Bank's Support Through 2003*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2004t. *Tunisia Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2004u. "Turkey Eastern Anatolia Watershed Rehabilitation Project." Project Performance Assessment Report. Washington, D.C.
- . 2004v. *Zimbabwe Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2003a. *2002 Annual Review of Development Effectiveness*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2003b. *Debt Relief for the Poorest : An OED Review of the HIPC Initiative*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2003c. *Dominican Republic Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2003d. *Efficient, Sustainable Service for All? An OED Review of the World Bank's Assistance to Water Supply and Sanitation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2003e. "Extractive Industries and Sustainable Development : An Evaluation of World Bank Group Experience." Washington, D.C.
- . 2003f. *Power for Development : A Review of the World Bank Group's Experience with Private Participation in the Electricity Sector*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2003g. "Romania Industrial Development Project and Private Sector Adjustment Loan." Rapport d'appréciation de performance de projet. Washington, D.C.
- . 2003h. *Sharing Knowledge : Innovations and Remaining Challenges : An OED Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2003i. *Toward Country-Led Development : A Multi-Partner Evaluation of Comprehensive Development Framework*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2003j. "Zambia Economic Recovery and Investment Promotion Credit, Second Economic and Social Adjustment Credit, and Public Sector Reform and Export Promotion Credit." Rapport d'appréciation de performance de projet N° 27053. Washington, D.C.
- . 2002a. *Bulgaria Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2002b. *Chile Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2002c. *IDA's Partnership for Poverty Reduction—An Independent Evaluation of Fiscal Years 1994–2000*. Washington, DC. : Banque mondiale.
- . 2002c. *Guatemala Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2002d. *Peru Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2002e. *Russia Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.

- . 2002f. "Rural Water Projects : Lessons Learned." *Précis* 215. Washington, D.C.
- . 2002g. *Social Funds : Assessing Effectiveness*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2002h. *Supporting Health Reform in Eastern Europe*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2002i. *Zambia Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2001a. *India Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2001b. *Lesotho Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2001c. *Morocco Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2001d. *Review of Poverty Reduction in IDA 10-12*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2001e. "Turkey Privatization Implementation Assistance and Social Safety Net Project." Rapport d'appréciation de performance de projet. Washington, D.C.
- . 2001f. *Vietnam Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2000a. *Poverty Reduction in the 1990s : An Evaluation of Strategy and Performance*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 2000b. "Ukraine Enterprise Development Adjustment Loan." Performance Audit Report. Washington, D.C.
- . 1999a. *Poverty Assessments : A Follow-Up Review*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 1999b. "Sub-Saharan Africa : Lessons from Four Sectors." *Précis*, No. 182. Washington, D.C.
- . 1998. *Lessons from Experience : A Review of the World Bank's Health, Nutrition, and Population Portfolio*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- OPCS (Operations Policy and Country Services, World Bank). 2001. *Adjustment Lending Retrospective*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- PREM (Poverty Reduction and Economic Management, World Bank) 2002a. "Institutional and Governance Reviews—A New Type of Economic and Sector Work." *PREM Notes #75*. Brian Levy. Washington, D.C.
- . 2002b. "Lessons from Armenia's Institutional and Governance Review." *PREM Notes #76*. Amitabha Mukherjee. Washington, D.C.
- Ravallion, Martin. 2004. "Pro-Poor Growth : A Primer." Document de travail de la Banque mondiale consacré à la Recherche sur les politiques N° 3242. Washington, D.C.
- . 2001. "Growth, inequality and poverty : Looking beyond averages," *World Development* 29(11) : 1803-15.
- Rodrik, Dani, et Arvind Subramanian. 2004. "From Hindu Growth to Productivity Surge : The Mystery of the Indian Growth Transition." Document de travail du NBER N°10376. Boston, MA.
- Rodrik, Dani, ed. 2003. *In Search for Prosperity : Analytic Narratives on Economic Growth*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Rodrik, Dani, et Raquel Fernandez. 1991. "Resistance to reform : status quo bias in the presence of individual-specific reform." *American Economic Review*, Décembre : 1146-55.
- Serven, Luis, et Peter Montiel. 2004. "Macroeconomic stability : the more the better?" In *Economic Growth in the 1990s : Learning from a Decade of Reforms*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- Shleifer, Andrei, et Robert Vishny. 1993. "Corruption." *Quarterly Journal of Economics* 108(3) : 699-717.
- Stone, Andrew. 2004. "How Investment Climate Assessments Influence Reform." A World Bank Presentation, November 19th, 2004. Washington, D.C., Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2005a. *Global Monitoring Report 2005*. Washington, D.C.
- . 2005b. "Liberalization of Trade : Why So Much Controversy." In *Economic Growth in the 1990s : Learning from a Decade of Reforms*. Helena Tang and Ann Harrison, eds. Washington, D.C.

- . 2005c. *Results Focus in Country Assistance Strategies : A Stocktaking of Results-Based CASs*. Washington, D.C.
- . 2005d. *Expanding the Use of Country Systems in Bank-Supported Operations : Issues and Proposals*. Washington, D.C.
- . Banque mondiale. 2005e. "Enhancing World Bank Support to Middle-Income Countries Management Action Plan: Progress Memorandum." Rapport N° 31469 Washington, D.C.
- . 2004a. "Background Note : OP 1.00 Poverty Reduction." Washington, D.C.
- . 2004b. *Country Assistance Strategy/CAS Progress Report Guidelines*. Washington, D.C.
- . 2004c. *Enhancing World Bank Support to Middle Income Countries*. Washington, D.C.
- . 2004d. *Global Monitoring Report 2004*. Washington, D.C.
- . 2004e. *From Adjustment Lending to Development Policy Lending : An Update of World Bank Policy*. Washington, D.C.
- . 2004f. *Low-Income Countries under Stress : Implementation Overview*. Washington, D.C.
- . 2004g. *LICUS Implementation Trust Fund*. Washington, D.C.
- . 2004h. "OP 1.00 Poverty Reduction." Washington, D.C.
- . 2004i. *Transforming Institutions to Empower People—Social Development in World Bank Operations*. Washington, D.C.
- . 2004j. "The World Bank's Budget : Trends and Recommendations for FY05." Washington, D.C.
- . 2004k. *World Development Report 2004 : Making Services Work for Poor People*. Washington, D.C.
- . 2004l. *Poverty Reduction Strategy Papers—Progress in Implementation*. Washington, D.C.
- . 2004m. "Implementation of the Agenda on Managing for" *Results*. Washington, D.C.
- . 2004n. "Infrastructure Development—Update on the Implementation of the World Bank's Action Plan." Washington, D.C.
- 2003a. *Country Assistance Strategies : Retrospective and Future Directions*. Washington, D.C.
- . 2003b. *Poverty Reduction Strategy Papers : Detailed Analysis of Progress in Implementation*. Washington, D.C.
- . 2003c. *Quality of ESW in FY02 : A QAG Assessment*. Washington, D.C.
- . 2003d. *Low-Income Countries Under Stress : Implementation Overview*. Washington, D.C.
- . 2002a. *Additions to IDA Resources : Thirteenth Replenishment—Supporting Poverty Reduction Strategies*. Washington, D.C.
- . 2002b. *Better Measuring, Monitoring, and Managing for Development Results : Implementation Action Plan*. Washington, D.C.
- . 2002c. *Transition : The First Ten Years—Analysis and Lessons for Eastern Europe and the Former Soviet Union*. Washington, DC
- . 2001a. *Strategic Framework Paper*. Washington, D.C.
- . 2001b. *Strategic Directions Paper*. Washington, D.C.
- . 2001c. *Task Force on the World Bank Group and the Middle-Income Countries*. Washington, D.C.
- . 2000/2001. *World Development Report 2000/2001 : Attacking Poverty*. Washington, D.C.
- . 2000a. "Poverty Reduction Strategy Papers : Internal Guidance Note." Washington, D.C.
- . 2000b. *Reforming Public Institutions and Strengthening Governance : A World Bank Approach*. Washington, D.C.
- . 1999a. "Can Anyone Hear Us? : Voices from 47 Countries." In *Voices of the Poor* series. Washington, DC
- . 1999b. "Crying Out for Change." In *Voices of the Poor* series. Washington, DC
- . 1999c. "From Many Lands." In *Voices of the Poor* series. Washington, DC
- . 1999d. "A Proposal for a Comprehensive Development Framework." Washington, D.C.
- . 1997. *World Development Report 1997 : The State in a Changing World*. Washington, D.C.
- . 1994. *Governance : The World Bank's Experience*. Washington, D.C.
- . 1992. *Governance and Development*. Washington, D.C.

- . 1991a. “Operational Directive 4.15, Poverty Reduction.” (Replaced by Operational Policy 1.00, 2004.)
- . 1991b. *Assistance Strategies to Reduce Poverty*. World Bank Policy Paper. Washington, D.C.
- . 1990. *World Development Report 1990 : Poverty*. Washington, DC
- World Bank and IMF (International Monetary Fund). 1999a. *Strengthening the Link Between Debt Relief and Poverty Reduction*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- . 1999b. *Building Poverty Reduction Strategies in Developing Countries*. Washington, D.C. : Banque mondiale.